

LE RÉGIME DES ALCOOLS D'INDUSTRIE ET DES ALCOOLS DE BOUCHE EN FRANCE

THÈSE POUR LE DOCTORAT
(Sciences Politiques et Economiques)

*L'acte public sur les matières ci-après sera soutenu
le 30 mai 1932, à 14 heures.*

PAR

Pierre MARBEAU

LICENCIÉ ÈS-SCIENCES

Président : M. ALLIX, Professeur.

<i>Suffragants</i> {	MM. TRUCHY J. BARTHÉLEMY	{ <i>Professeurs</i>
----------------------	-----------------------------	----------------------

PARIS
LIBRAIRIE LOUIS ARNETTE
2, Rue Casimir-Delavigne

1932

LE RÉGIME DES ALCOOLS D'INDUSTRIE ET DES ALCOOLS DE BOUCHE EN FRANCE

THÈSE POUR LE DOCTORAT
(Sciences Politiques et Economiques)

*L'acte public sur les matières ci-après sera soutenu
le 30 mai 1932, à 14 heures.*

PAR

Pierre MARBEAU

LICENCIÉ ÈS-SCIENCES

Président : M. ALLIX, Professeur.

<i>Suffragants</i> {	MM. TRUCHY	} <i>Professeurs</i>
	J. BARTHÉLEMY	

PARIS
LIBRAIRIE LOUIS ARNETTE
2, Rue Casimir-Delavigne

1932

**La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les thèses ;
ces opinions doivent être considérées comme propres
à leurs auteurs.**



A LA MÉMOIRE DE MON ONCLE VÉNÉRÉ
EMMANUEL MARBEAU
ÉVÊQUE DE MEAUX



Digitized by the Internet Archive
in 2026

INTRODUCTION

Obtenir l'harmonie entre la production et la consommation est un problème capital de l'Economie Politique. Sa résolution, qui favorise le développement régulier des transactions commerciales, à l'abri des fluctuations excessives des cours et des méfaits de la spéculation, ne soulève que peu de difficultés si le produit destiné à la consommation est obtenu en partant d'un nombre limité de matières premières.

Par contre, au fur et à mesure que les sources se multiplient et se diversifient, l'équilibre est de plus en plus difficile à réaliser. Le problème devient inextricable lorsque les matières premières utilisées proviennent d'une exploitation qu'il est nécessaire de favoriser pour la prospérité nationale et que des facteurs de première importance s'opposent à ce que la consommation du produit définitif soit encouragée sans limites.

Or, le problème de l'alcool est un de ceux qu'il est le plus difficile de résoudre en raison de la complexité des éléments en présence. Les mesures législatives qui sont prises à son égard n'entraînent pas seulement des répercussions sur les budgets de l'Etat et des communes mais elles se font également sentir dans tous les domaines de la vie économique, sociale et morale du pays.

C'est pourquoi le régime qui lui est appliqué doit être inspiré de considérations spécifiquement nationales et que l'on ne peut se fonder sur les résultats obtenus à

l'étranger pour en établir les bases essentielles ; il ne peut être question de prendre là où la production vinicole est importante les mesures qui se sont avérées heureuses dans un pays à forte production betteravière et vice-versa.

En France, le problème à résoudre est plus difficile que partout ailleurs, car l'Agriculture et l'Industrie Nationales exigent que la production d'alcool soit encouragée, tandis que l'Hygiène et la Sociologie en craignent une consommation excessive.

Mais l'alcool provient de matières très diverses obtenues dans des régions trop concentrées géographiquement pour que les Pouvoirs Publics puissent en favoriser la production sans provoquer de fâcheux conflits régionaux.

Les betteraves du Nord, les vins du Midi et les cidres de l'Ouest, se disputent, depuis de longues années, le marché de l'Alcool qui leur est nécessaire pour écouler le surplus de leur production.

Aucun régime logique ne pouvait donc être établi avant que n'aient été résolues, au préalable, des difficultés de diverses natures.

Or, le développement des utilisations industrielles de l'alcool a permis d'encourager la production sans que la consommation de bouche ne s'en soit trouvée accrue ; il ne restait donc qu'à concilier les intérêts régionaux opposés pour que le problème put être définitivement résolu.

Les efforts tentés dans ce sens, depuis 1918, par M. BARTHE Président de la Commission des Boissons à la Chambre des Députés, ont abouti en avril 1922 à la signature de l'accord de Béziers conciliant les oppositions d'intérêts entre le Nord et le Midi et, par la même occasion, ont fait cesser les polémiques que soulevait depuis de longues années l'élaboration d'un statut définitif de l'alcool.

L'étude des solutions préconisées nous a particulièrement séduit par sa vivante actualité, parce que ces solutions permettent de remédier en partie à la crise agricole dont

souffre notre pays et également de lutter contre l'exode rural, d'autant plus grave en France que la natalité y est faible ; depuis 80 ans en effet, nos campagnes ont perdu six millions d'habitants et la population de nos régions agricoles a fléchi de 76 % à 53 % de la population totale.

Tout en reconnaissant avec quelle adresse ont été surmontées les difficultés à vaincre et en nous félicitant du projet de création d'un Office de l'Alcool qui doit donner satisfaction aux intéressés, nous ne pouvons cependant suivre les divers rapporteurs des projets déposés, dans toutes leurs conclusions.

Nous estimons que de trop larges concessions ont été accordées aux alcools de vins et de cidres au détriment des alcools de betteraves et de mélasses ; ceux-ci représentent cependant plus des 2/3 de la production française !

Nous aimerions que le législateur supprimât le privilège des bouilleurs de cru, faute de quoi nous ne pensons pas qu'il soit possible de réprimer des fraudes qui augmentent chaque jour l'alcoolisation du pays.

Avant d'aborder le problème sous l'angle où il se présente aujourd'hui, nous avons cru nécessaire, les solutions économiques étant très éloignées des certitudes mathématiques, de préciser ce qu'il fallait entendre par « Alcool » (chapitre I) et de faire un exposé historique de la question (chapitre II). Les deux chapitres suivants permettront d'apprécier son danger au point de vue de l'Hygiène et de juger l'importance de cette production au point de vue agricole et au point de vue de la Défense Nationale.

Notre sujet touchant d'une part l'Economie Politique et d'autre part les Sciences Financières, nous avons essayé autant que possible de traiter dans des chapitres séparés les questions où le problème de l'alcool se rapporte à l'une ou à l'autre de ces sciences. Nous nous excusons, en conséquence, des quelques redites qui proviennent de ce souci.

La multiplicité des questions soulevées par le problème

de l'alcool ne nous a pas permis de nous étendre autant que nous l'aurions désiré sur de nombreux points de détails pourtant fort intéressants et si, dans certains cas, nous avons été amené à prendre position entre les solutions préconisées, nous avons essayé dans un souci d'impartialité d'exposer tous les arguments contraires à notre thèse.

GÉNÉRALITÉS SUR LES ALCOOLS

I. Définition et propriétés

Le mot *Alcool* paraît avoir sa source dans la langue Arabe, de *al* : le, et de *cohol* ou *cohl* mot qui signifie chose subtile et par lequel on désignait une poudre impalpable. Pour certains étymologistes, il faut chercher au contraire son origine dans le radical : *kaly*, griller, rotir, dérivation qui semble favorable au sens, mais la première cependant paraît être la plus exacte.

A l'origine, le terme Alcool caractérisait la ténuité extrême de certaines poudres, puis cette appellation a été étendue aux liquides très volatils. Plus tard on désigna par ce mot l'esprit de vin. Puis, avec le développement des sciences expérimentales, cette appellation est devenue, pour la chimie moderne, un terme générique qui englobe de nombreux corps organiques possédant un même type de composition et qui dérivent des hydrocarbures par la substitution d'un oxhydryle OH à l'atome d'hydrogène.

Les propriétés physiques des alcools varient proportionnellement à leur poids moléculaire ; ceux à poids moléculaire faible sont liquides à la température ordinaire, doués d'une odeur alcoolique caractéristique et d'une saveur brûlante.

Les points d'ébullition des alcools de même structure s'élèvent d'environ 20° centigrades chaque fois que le

poids moléculaire augmente de 26, c'est-à-dire d'un groupement CH_2 .

Le corps le plus important de ce groupe est l'éthanol communément appelé alcool éthylique. En raison de son intérêt économique, de nombreux textes législatifs que nous examinerons ici lui ont été consacrés. Il a la particularité d'être consommable, de dissoudre les résines, les bases organiques et quelques corps gras. Il est avide d'eau avec laquelle il se mélange en toute proportion. Avec l'essence, l'alcool éthylique anhydre donne un mélange homogène qui est un excellent carburant, propriété spécialement intéressante pour les pays tributaires de l'étranger quant à leur approvisionnement en hydrocarbure.

Le mélange alcool-essence par parties égales a reçu en France le nom de « Carburant National », dont le développement a été favorisé par la loi du 28 février 1923 et du 4 juillet 1931.

Les principales propriétés chimiques des alcools monoatomiques sont les suivantes :

1° L'Hydrogène de l'oxhydrile est substituable par les métaux et spécialement par les métaux alcalins pour former des alcoolates.

2° Les alcools réagissent sur les acides forts en donnant, par élimination d'eau, des éthers sels.

Cette propriété est la plus caractéristique. C'est pourquoi il est nécessaire qu'en cas de guerre la Direction des Poudres soit approvisionnée des quantités suffisantes d'alcool pour la fabrication d'éther nécessaire au séchage des poudres.

3° Les alcools fournissent avec les hydracides à chaud des éthers halogénés des alcools.

4° Les alcools saturés donnent par oxydation, suivant le groupe auquel ils appartiennent, des aldéhydes, des cétones, ou des carbures éthyléniques.

Cette réaction sert de base à la classification scientifique de l'alcool.

II. Matières premières servant à la préparation des alcools

Les matières premières qui sont utilisées pour la fabrication des alcools ne sont pas les mêmes dans tous les pays, les Pouvoirs Publics des différentes nations d'Europe ayant favorisé la fabrication de l'alcool à partir d'une matière première de préférence à une autre pour des raisons d'Economie Nationale ou de politique. Quelques pays ont même pris des mesures législatives telles que la préparation de l'alcool à partir de certains produits a dû y être abandonnée. — L'alcool peut être produit soit par la distillation de matières sucrées après leur dédoublement en alcool et gaz carbonique sous l'influence de levure telle que les saccharomyces ou de champignons comme le mucor mucedo, soit par synthèse à partir de matières minérales. La première méthode était la seule employée jusqu'à ces dernières années, la fabrication de l'alcool de synthèse n'étant sortie du domaine du laboratoire que depuis la guerre.

Les matières premières utilisées à la préparation des liquides alcooliques sont les suivantes :

1° Substances sucrées d'origine animale.

Certaines levures peuvent transformer le sucre contenu dans le lait de certains animaux ; le lactose en acide lactique puis en alcool. Le koumis et le képhyr employés en pharmacie sont fabriqués de cette façon. Cependant l'alcool tiré de substances animales, est un produit exceptionnel qui n'a donné lieu à aucun texte législatif et que nous citons ici pour mémoire.

2° Substances d'origine végétale.

Toutes les substances sucrées peuvent fermenter mais il faut distinguer celles qui contiennent des sucres naturels

tels que le glucose, fructose, maltose, qui sont susceptibles de fournir la fermentation alcoolique directe et les dissaccharides et polysaccharides, non directement fermentescibles, mais qui, par hydratation, se transforment en sucre et peuvent alors subir la fermentation alcoolique. En se basant sur toutes ces distinctions, on peut classer les substances sucrées d'origine végétale de la manière suivante :

A) *Matières sucrées fermentescibles naturellement par effet de moisissure qui sont à leur surface.*

Parmi les liquides alcooliques ainsi produits les plus importants sont : le vin, qui provient de la fermentation du jus de raisin sous l'influence du *saccharomyces elliposoïdus* ; le cidre, qui est le produit de l'action du *saccharomyces apilucatus* sur les pommes ; le rhum qui provient de la fermentation du jus de la mélasse de canne avec distillation consécutive et le cassis qui est le résultat de la fermentation de groseilles.

B) *Matières sucrées telles que le saccharose qui ne peuvent fermenter qu'après avoir été inverties par l'action des acides.*

Les plus importantes de ces substances sucrées sont les betteraves et les mélasses. Elles forment aujourd'hui en France la presque totalité des matières premières qui servent à la production de l'alcool d'industrie.

3° **Matières saccharigènes.**

On peut en distinguer deux groupes :

A) Les matières *cellulosiques* tels que les bois et chiffons, qui par acidification peuvent se transformer en glucose, sucre fermentescible (sources d'alcool très employées en Allemagne et en Suède) ;

B) Les matières *amylacées* (graines de céréales et pommes de terre).

Après la saccharification par le malt de l'amidon, le liquide sucré obtenu qui fermente peut être immédiatement utilisé (cas de la préparation de la bière avec l'orge et le froment) ou bien distillé (cas de l'alcool de grains ou de pommes de terre) ;

4° **Matières minérales.**

A) *Carbure de calcium.*

On peut à partir de cette matière première préparer de l'alcool de synthèse. Ce procédé est employé, depuis 1920, en Allemagne par la Badische Anilin und Soda Fabrik.

B) *Gaz de houille et de four à coke.*

La Société « Kuhlmann-Courrières », prépare depuis quelques années l'éthanol à partir des gaz des hauts-fourneaux. Elle absorbe par l'acide sulfurique l'éthylène qui y est contenu dont elle se sert ensuite pour obtenir l'alcool synthétique.

III. **Classification scientifique des alcools**

L'alcool-type qui est un alcool primaire est le carbinol ou méthanol répondant à la formule : $\text{H-CH}^2\text{OH}$... En remplaçant les atomes d'hydrogène qui sont liés au carbone dans le méthanol par un ou deux radicaux méthyl, éthyl, propyl, ou autres, on obtient les alcools secondaires dont le plus caractéristique répond à la formule $(\text{CH}^3)^2\text{-CHOH}$ et les alcools tertiaires dont le plus connu a pour formule :
 $(\text{CH}^3)^3\text{-COH}$

C'est sur cette base que l'on classe scientifiquement les alcools en trois grandes catégories :

1° *Les alcools primaires* qui sont caractérisés par le

Groupement CH^2OH et dont la réaction fondamentale est de donner par oxydation d'abord des aldéhydes puis, si cette oxydation est plus intense, des acides ;

2° *Les alcools secondaires* qui ont pour caractéristique de donner, par oxydation, des cétones ;

3° *Les alcools tertiaires* qui ne donnent pas de composé nouveau par oxydation, mais se détruisent.

D'autre part, les corps organiques peuvent renfermer plusieurs groupements alcooliques, d'où la classification suivante :

1° *Les alcools mono-atomiques* ne comprenant qu'une seule fonction alcoolique, dont nous venons de donner la classification ;

2° *Les diols* qui sont des corps renfermant deux fonctions alcooliques. Les plus connus sont ceux qui sont composés de deux groupements primaires et qui donnent par oxydation les acétals. Le plus intéressant de cette catégorie est le glycol ;

3° *Les triols*. Ce sont des corps composés de trois groupements alcooliques. Le plus connu est un alcool di-primaire-secondaire, répondant à la formule $\text{C}^3\text{H}^8\text{O}^3$, dénommé glycérine ;

4° *Les tétrols*. Corps à saveur sucrée, ils sont composés de quatre fonctions alcooliques, et sont classés en 25 catégories, suivant la composition de leurs groupements alcooliques. Ils donnent cent onze produits différents d'oxydation. Le plus connu est l'erythrite ou phycite qui donne par oxydation plus énergique, l'acide erythronique et l'acide mésotartrique ;

5° *Les pentols* qui peuvent être rangés en 21 classes suivant les 5 groupements alcooliques qui les composent. Les plus connus sont l'arabite, la xylite, la rhamnite qui, par oxydation, donnent l'arabinose, la xylose, rhamnose ;

6° *Les hexols* ou alcools hexavalants, se rattachent par

des relations génériques étroites au glucose (première classe des sucres dont ils se rapprochent par un certain nombre de propriétés) mais ils ne possèdent pas la même saveur sucrée et ne fermentent pas sous l'influence de la levure. La sorbite et la mannite sont les plus connues des hexols ; elles donnent, par oxydation ménagée, respectivement le glucose et le fructose ;

7° Enfin on groupe sous le nom de *polyols* les corps organiques contenant au moins 7 fonctions alcooliques.

De plus, de nombreux corps organiques contenant une ou plusieurs fonctions alcooliques peuvent être unies à une ou plusieurs autres fonctions acides, aldéhydes, cétones ou autres ; tel l'acide lactique qui est un acide-alcool.

On peut encore rattacher aux alcools les cyclohexanols dont les plus connus sont les menthols.

Les premiers rapports sur le projet de loi instituant le monopole des alcools dits d'industrie avaient omis de préciser le sens du mot alcool. Ces textes déclaraient comprendre sous la dénomination d'alcool d'industrie tous les alcools autres que les eaux-de-vie naturelles quels que soient leurs modes de production. Cette interprétation était certainement trop large, les auteurs de ces rapports n'ayant vraisemblablement pas voulu englober dans le terme alcool d'industrie, les alcools propyliques, butyliques, amyliques et les menthols.

C'est pourquoi, nous avons cru nécessaire de nous étendre un peu sur cette classification scientifique pour fixer le sens que nous entendons donner au mot « alcool ». Lorsque nous parlerons dans cette thèse des alcools dits d'industrie, nous désignerons tous les alcools éthyliques autres que les eaux-de-vie naturelles, mais nous tenons à préciser dès maintenant qu'il pourra être un jour nécessaire d'étendre légalement le sens du terme « alcool d'industrie » à l'alcool méthylique de synthèse, afin qu'il puisse être englobé dans la gestion du futur office.

IV. Classification légale et commerciale

La classification légale des alcools a son origine dans l'art. 8 de la loi du 2 août 1872 prescrivant que, sur tout acquit à caution, il doit être spécifié quelles substances ont servi à la fabrication de l'alcool et établissant des acquits de trois couleurs : blanc pour les eaux-de-vie de vin et similaires, rouge pour les alcools dits d'industrie et bleu pour les mélanges.

La loi du 31 mars 1903 fit une distinction légale entre les alcools dès leur production en décidant de réserver les titres de mouvement de couleur blanche aux eaux-de-vie et alcools naturels provenant uniquement de la distillation des vins, cidres, poirés, marcs, cerises, prunes et aux rhums et tafias importés directement des Colonies françaises, ainsi qu'aux genièvres fabriqués dans les conditions prévues par l'art. 13 de la loi du 30 mars 1902.

Cette différence dans la couleur des acquits n'eût d'abord qu'un intérêt théorique. Au contraire, cette distinction prit une importance considérable après le vote du 30 juin 1916 qui réserva tous les alcools d'industrie à l'État.

Légalement l'alcool éthylique est classé aujourd'hui en deux grandes catégories :

A. Les alcools naturels :

Ceux-ci comprennent :

1° Les *rhums* et *tafias* importés directement des colonies françaises provenant exclusivement de la fermentation alcoolique et de la distillation soit des mélasses ou sirops provenant de la fabrication du sucre de canne, soit du jus de canne à sucre non privé par défécation des principes aromatiques auxquels les rhums et tafias doivent leur caractère spécifique (art. 23 de la loi du 31 mars 1903, décret du 19 août 1921 et loi de finances du 31 décembre 1922) ;

2° Les *genièvres* obtenus par la distillation simple du seigle, du blé, de l'orge, de l'avoine, susceptibles d'être livrés sans coupages à la consommation et qui sont obtenus par les usines établies avant la guerre et jusqu'à concurrence de la moyenne des quantités produites par elles annuellement de 1910 à 1913 (art. 15 de la loi du 30 mars 1902 et art. 13 de la loi du 31 décembre 1920) ;

3° *L'hydromel* ou alcool obtenu par la distillation du miel (art. 21 de la loi de finances du 27 décembre 1927 et circulaire n° 343 du 30 décembre 1927) ;

4° Les *alcools produits par la distillation des vins, cidres, poirés, marcs, lies et fruits frais* (art. 16 de la loi du 30 juin 1916) à l'exception des dattes, figues, caroubes (art. 33 de la loi du 31 juillet 1920).

La dénomination des différentes sortes d'alcool naturel de cette catégorie a été réglée par le décret du 19 août 1921, art. 6, où il est dit entre autres que :

« Les dénominations d'eaux-de-vie de cidre, ou d'eau-de-vie de poiré sont réservés aux produits provenant de la distillation exclusive des cidres et des poirés ».

La dénomination d'eaux-de-vie est réservée au produit provenant de la distillation exclusive du vin.

La dénomination d'eau-de-vie de marc ou de « marc » est réservée à l'eau-de-vie provenant de la distillation exclusive des marcs de raisins frais additionnés ou non d'eau.

La dénomination de kirsch est réservée à l'eau-de-vie provenant exclusivement de la fermentation alcoolique et de la distillation des cerises ou des merises.

Les dénominations d'eaux-de-vie de prunes, mirabelles, quetsches ou de tous autres fruits sont réservées aux eaux-de-vie provenant exclusivement de la fermentation alcoolique et de la distillation des dits fruits.

Lorsque l'on distille les matières premières servant à la préparation des alcools, on obtient un premier produit de

distillation que l'on nomme « *flegmes* » ; celui-ci contient des impuretés. Pour les éliminer, on doit avoir recours à une série de distillations fractionnées. On obtient ainsi les produits suivants :

- 1^o Les mauvais goûts de tête qui sont mis de côté ;
- 2^o Les moyens goûts de tête qui retournent à la rectification ;
- 3^o Les alcools bon goût qui comprennent l'alcool de cœur ;
- 4^o Les moyens goûts dits de queue qui retournent à la rectification ;
- 5^o Les mauvais goûts de queue qui sont éliminés.

Les alcools bon goût sont les seuls qui pratiquement vont sur le marché. On les divise en deux grandes catégories : eaux-de-vie et esprits.

Les *eaux-de-vie* sont les alcools dits naturels qui, quelle que soit leur provenance, ont un degré suffisamment abaissé soit par réduction naturelle, soit par coupage, pour qu'ils puissent être consommés en cet état. Ceux-ci reçoivent quelquefois des noms spéciaux suivant leurs arômes ou leurs lieux d'origine.

Les eaux-de-vie de Charente et de quelques communes de Dordogne et des Deux-Sèvres sont dénommées « Cognac » Celles du Gers, des Landes et du Lot-et-Garonne sont appelées « Armagnac ». et bénéficient des acquits dits « jaunes d'or ».

D'autres eaux-de-vie ont reçu aussi une dénomination spéciale suivant leurs aromes :

Le kirsch est l'eau-de-vie préparée au moyen de cerises noires écrasées et fermentées avec leurs noyaux ou merises.

Le rhum est l'alcool provenant de la distillation de la mélasse de la canne à sucre.

Le slibowitza est le produit de la fermentation de prunes noires délayées dans de l'eau.

Quelquefois on communique à l'eau-de-vie un principe

aromatique ; c'est ainsi que l'on obtient le gin, l'anisette, l'absinthe. Quant aux liqueurs, ce sont des eaux-de-vie aromatiques dans lesquelles on a dissous du sucre, jusqu'à saturation.

Les esprits sont une dénomination réservée aux liqueurs alcooliques qui proviennent d'une concentration des eaux-de-vie. Ils n'ont pas d'arôme et leur valeur est fonction de leur richesse alcoolique. On les classe quelquefois de la manière suivante :

Les trois-cinq alcool à 76° centésimaux

Les trois-six alcool à 85°1 —

Les trois-sept alcool à 88°5 —

Les trois-huit alcool à 92°5 —

Ces noms dérivent d'un ancien mode d'évaluation des alcools de commerce. Ils désignaient en poids les quantités d'eau qu'il fallait ajouter aux « esprits » pour les transformer en alcool à 19° Cartier, c'est-à-dire à 50°1 centésimaux.

En dehors de cette nomenclature commerciale, on classe également l'éthanol de la manière suivante :

Les alcools consommables en l'état à la sortie de l'alam-bic tels que le calvados et les marcs, et les alcools non consommables en l'état comprenant les mauvais alcools, les flegmes et les esprits.

B. Les alcools d'industrie.

Ce sont tous les alcools qui ne sont pas visés ci-dessus, tels que les alcools de betteraves, de mélasses, de grains, de pommes de terre ou de synthèse, etc...

Cette classification légale est absolument arbitraire. Elle ne repose sur rien, car, sauf les alcools de synthèse dont la production a été jusqu'ici très faible (15.000 hectolitres par an environ), tous les alcools sont d' « origine végétale ». Il n'y a, en particulier, aucune raison pour concéder le titre d'eau-de-vie naturelle aux alcools produits avec des mauvais cidres distillés en grandes quantités dans des

usines fort bien outillées et refuser ces prérogatives à l'alcool produit par un petit propriétaire qui distille des dattes ou des figues.

En fait, cette classification provient indirectement des dispositions prises en faveur des bouilleurs de cru au cours du XIX^e siècle ; peu à peu les alcools produits avec des substances visées dans les textes relatifs aux bouilleurs de cru furent jugés naturels et soumis à un régime de faveur. Or, il est à remarquer que la plus grosse partie de la production des alcools dits naturels est dans le Midi et dans l'Ouest de la France, régions qui ont, au Parlement, l'avantage du nombre, tandis que les alcools dits d'industrie sont surtout fabriqués dans le Nord. Là, il faut l'avouer, est le nœud de cette classification arbitraire. Nous verrons combien l'opposition des intérêts a été vive entre le Nord et le Midi de la France ; ce n'est guère que depuis dix ans qu'une ère de conciliation semble apparaître avec l'accord de Béziers du 8 avril 1922 dû à l'intermédiaire de SAINT-GRANIER DE CASSAGNAC et de M. BARTHE.

V. Utilisations de l'alcool

Les débouchés de l'alcool éthylique sont aussi variés que nombreux. Ils ont donné naissance à une législation fiscale très complète ; car, tandis que l'alcool employé pour certaines utilisations a été encouragé par les Pouvoirs Publics et bénéficie de ce fait d'exemption de droits, ce produit supporte au contraire, dans certains cas, et en particulier lorsqu'il est destiné à la consommation de bouche, des droits fiscaux très lourds qui dépassent même sa valeur et est frappé en sus d'une taxe de luxe de 30 %. Nous étudierons dans le chapitre consacré au régime fiscal de l'alcool cette législation. Nous nous contenterons présentement de donner la liste des principaux emplois de ce produit :

1° L'alcool peut être, dans certains cas, consommable en l'état à la sortie de l'alambic, tels que le calvados, l'armagnac, le kirsch, la mirabelle, le marc, le rhum, la prune, le quetsche et le genièvre ;

2° L'alcool sert à la préparation des liqueurs et spiritueux composés tels que les liqueurs proprement dites (bénédictine, chartreuse, cointreau, grand-marnier) ; amers (picon, bitter, vermouth, noyer-prat, chambéry) ; quinquina (dubonnet, saint-raphael, byrrh).

Les alcools dits naturels sont seuls autorisés à entrer dans la fabrication des produits ci-dessus lorsqu'ils sont destinés à la consommation métropolitaine. Au contraire, les emplois des alcools dits d'industrie pour la fabrication de ces mêmes produits est autorisée dans le cas où ils sont destinés à l'exportation ;

3° L'alcool est aussi employé pour la conservation des fruits frais et sucs de fruits ;

L'alcool d'industrie peut être employé pour cette destination jusqu'à concurrence d'une quantité de 40.000 hectolitres par an (loi du 25 juin 1920, art. 89). Ce chiffre d'ailleurs n'a jamais été atteint, la quantité de 10.000 hectolitres, n'a été dépassée que deux fois en 1921-22 avec 10634 hectolitres et en 1927-28 avec 10.568 hectolitres. Certaines années mêmes l'alcool dit naturel a été pratiquement seul utilisé pour la conservation des fruits (campagnes 1924-25, 1925-26, 1929-30, 1930-31).

4° On se sert encore de l'alcool pour donner du corps à des vins naturellement plats ou pour préparer les mistelles, opération appelée commercialement « *vinage* » ;

5° L'alcool est aussi utilisé pour être introduit dans des moûts en fermentation pour arrêter celle-ci afin d'obtenir des vins sucrés, genre muscat ; opération connue sous le nom de « *mutage* » ;

La législation française permet l'utilisation des alcools dits d'industrie pour le vinage et le mutage, mais cette ques-

tion soulève de nombreuses polémiques et les projets de loi actuellement déposés sur le régime de l'alcool ne prévoient pas implicitement le maintien de cette autorisation.

6° L'alcool sert aussi à la fabrication du vinaigre obtenu par son acidification sous l'action du mycoderma acéti. Divers procédés peuvent être employés ; en pratique, sauf pour les vinaigres de vin, c'est l'alcool d'industrie qui est exclusivement employé. La quantité d'alcool utilisé pour cet usage a été de 51.976 hectolitres pour la campagne 1930-1931.

7° L'alcool est encore employé, après dénaturation, soit comme carburant (Carburant National), soit comme combustible domestique (chauffage et éclairage), soit comme matière première pour la préparation des matières plastiques (celluloïdes, et fibrolitsoïde) des produits chimiques (collodion, éther, fulminate, explosif, tanin, matières colorantes). L'alcool est encore utilisé dans d'autres industries tels que les vernis, l'ébénisterie et la chapellerie.

8° L'alcool peut être enfin employé comme dissolvant dans des produits pharmaceutiques et pour usages scientifiques.

HISTORIQUE

I. L'alcool dans l'Antiquité, au Moyen-Age et sous l'Ancien Régime

Les premières traces que l'on retrouve de la fabrication de l'Alcool remontent à la plus haute antiquité. Les recherches faites par le Docteur CALMETTE ont montré que la fabrication de l'eau-de-vie de grains était connue en Chine de temps immémorial, et RENÉ PIQUE, dans son « Histoire de la Bière », fait allusion à Tou K'Ang, patron des marchands de vins, qui vivait vingt-deux siècles avant notre ère, ce qui tend à prouver que l'Extrême-Orient a été le berceau de l'industrie de la fermentation.

L'Inde semble aussi avoir connu depuis les temps les plus anciens l'art de la distillation : le Rig Veda, livre religieux qui remonte aux époques les plus lointaines, fait allusion au « Soma » qui est une boisson alcoolique. De plus, la préparation du « Tady », du « Bang » et de l'« Arak », paraît avoir été pratiquée de tous temps dans l'île de Ceylan et dans les Indes Néerlandaises.

Les Egyptiens connaissaient la fabrication de l'Alambic trois siècles avant notre ère et nous devons à MARIE LA JUIVE, professeur de chimie à l'école d'Alexandrie, l'invention du Kérotatis ou fourneau de Marie, qui devint plus tard le bain-marie, si employé pour la distillation fractionnée.

Dès que les Arabes entrèrent en possession des trésors de la bibliothèque d'Alexandrie, ils en firent une mise au point et en furent d'habiles commentateurs. C'est grâce à elle qu'Abucassis, qui mourut à Cordoue en 1122, put écrire son ouvrage, l'Altakrif, divisé en 32 traités, où il donne la description de tous les appareils de distillerie alors connus, les modes divers de la préparation de l'eau-de-vie, et la concentration des vinaigres. C'est aux Arabes que nous devons l'invention du mot « Alcool ».

En Europe, au contraire, si la fermentation était déjà connue dans l'Antiquité — HIPPOCRATE, GALIEN et PLINY font, en effet, allusion — les principaux auteurs des histoires de l'alcool déclarent que celui-ci n'entrât pour la première fois en Europe qu'à la fin du XIII^e siècle, avec le Docteur ARNAUD DE VILLENEUVE. Cependant, M. DUJARDIN, dans son livre « l'Art de la Distillation » et RENÉ PIQUE dans son ouvrage « l'Histoire de l'Alcool et de la distillation » font remonter la préparation de l'eau-de-vie en Europe à une époque un peu plus ancienne. Ils s'appuient pour défendre leur thèse, sur la préparation de l'eau ardente, donnée par le moine franciscain ROGER BACON, né à Ilchester en 1214, et qui s'exprimait ainsi :

« Prenez un sextier de vin noir fort viel, versez le dans un vaisseau de bette contenant la huitième partie d'un muid, qui ait le fond bien large et l'orifice estroit : mettes-y trois onces de deux sortes de soufre ou deux sortes d'orpiment, ammoniac, tartre, sel nitré, un litre d'huile commune fort vieille, faites le tout bouillir à la consommation des deux parties : coulès, puis ajoutez eau chaude et la distillés par l'entonnnoir, afin que la première eau en soit extraite. Si vous frottez de cette huyle une chandelle ou une allumette et que vous la mettiez sous l'eau elle ne s'éteindra point. Si vous en arrousés un linge ou drapeau ou bôner et l'allumiés après que toute l'eau sera consumée le drapeau demeurera sain et entier. »

Cependant, tous les auteurs sont d'accord pour donner à ARNAUD DE VILLENEUVE le parrainage du mot « eau-de-

vie » et lui reconnaître, ainsi qu'à son élève, RAYMOND LULLE, d'avoir été les premiers alchimistes à en donner une préparation rationnelle.

En tous cas, ce n'est qu'après ces études que le Pouvoir Royal s'intéressa pour la première fois à la question de la fabrication de l'Alcool. Par une ordonnance du 28 octobre 1394, Charles VI érigea en corps de Jurande la communauté des maîtres-vinaigriers et lui accorda le privilège de la distillation et du commerce des eaux-de-vie et des esprits-de-vin.

Louis XII, par lettres-patentes de septembre 1514, confirma ce privilège et exempta de droit l'Alcool, celui-ci étant, à cette époque, exclusivement consacré à des usages médicaux. Cet avantage ne fut, d'ailleurs, que de courte durée. Pendant de longues années, les maîtres-vinaigriers furent seuls à bénéficier de leur privilège qui avait été renouvelé par Henri II en 1548, Charles IX en 1567 et Henri IV en 1597, car ce ne fut qu'en 1624 que les distillateurs obtinrent un arrêt leur accordant le droit de faire de l'eau-de-vie, mais cette autorisation n'enleva pas aux vinaigriers les avantages insérés dans leurs statuts et ce n'est que quelques années plus tard — en 1637 — que Louis XIII érigea en métier juré la profession de distillateur et faiseur d'eau-de-vie, par lettre-patente dont l'art. X disait :

« Que les Maîtres dudit métier seront tenus de travailler de
« bonne lie et baissière de vin et en toutes les opérations qui
« se peuvent tirer dudit vin, dites lies et baissières de vin,
« comme pressoirs et bacules provenant desdites lies et baissières de vin et faire gravelée, le tout conformément aux
« arrêtés de la Cour du Parlement, et pour empêcher les abus
« et malversations qui se pourraient commettre dudit métier
« seront faites défenses d'en faire de pied de bec, bière et lie
« de cidre, à tous distillateurs et vendeurs, de les composer de
« plusieurs drogues qui seront nommées ci-après : Sçavoir :
« poivre long, poivre rond, graine de genièvre, gingembre et
« autres drogues non convenables au corps humain sous peine
« de confiscation desdites marchandises et de vingt-quatre

« livres parisis d'amende applicables moitié au Roy et l'autre
« moitié aux Jurez ».

Deux ans plus tard, la communauté des distillateurs de Paris fut érigée en corps de Jurande par un arrêt de la Cour de Monnoyes qui la qualifiait ainsi « Maîtres de l'Art et métier de distillateur d'eaux fortes, eaux-de-vie et autres eaux, esprits et essences, circonstances et dépendances, dans la ville, faubourgs et banlieue de Paris ».

La réglementation de la production et du commerce des alcools se précisait en même temps que la technique de la fabrication faisait de grands progrès grâce aux travaux de NICOLAS LEFEBVRE, du docteur ARNAUD et du chimiste GLAUBER. Des idées précises sur la fermentation alcoolique commencèrent à paraître en 1659. SYLVIVS DE LA BOE reconnaît la différence qui existe entre la fermentation et les autres réactions chimiques se produisant avec dégagement de gaz, puis, en 1682, BECHER montre que seuls les liquides sucrés étaient fermentescibles (« *Uni Notandum nihil fermentere quod non sit dulce* »).

Avec les travaux du docteur hollandais BÆRHAVE, qui peuvent être considérés comme la transition entre l'alchimie et l'art industriel, la consommation de l'eau-de-vie commença à entrer dans le domaine commercial ; le goût des boissons alcooliques et fermentées se propagea et l'on vit apparaître en France « Les Bouilleries ou Brûleries ». Concurrément avec la distillerie-vin, on se mit à distiller les grains, mais les régions viticoles, craignant cette concurrence, obtinrent du Parlement, le 13 mars 1699, un arrêt défendant d'importer ou de consommer d'autres eaux-de-vie que celles de vin sous peine d'amende et de confiscation. Cet arrêt, très partial, fut atténué dans sa rigueur en 1709, mais dès le 24 janvier 1713, une Ordonnance défendit de nouveau :

« A toutes personnes, à peine de 3.000 livres d'amende, de
« fabriquer les eaux-de-vie dans le royaume et terre de l'obéis-

« sance de Sa Majesté, de mélasses, grains, bière, baissière, « marcs de raisin, hydromel et de toute autre matière que le « vin, excepté pour les provinces de Normandie et de Bretagne, « à l'exception du diocèse de Nantes, dans lequel elle permet « la fabrication de l'eau-de-vie de cidre et de poiré ».

Cet édit fut pris surtout pour avantager les Fermiers Généraux et leur faciliter la perception de l'impôt.

Cette législation protectionniste en faveur des régions viticoles devait bientôt s'aggraver; le rhum commercial faisant concurrence à l'Alcool de vin, Louis XV en interdit la fabrication et la vente en 1773. Mais une réaction se produisit, sous l'influence heureuse des Physiocrates et, à la suite de l'intervention de DUPONT DE NEMOURS, un édit de 1784 autorisa la distillation des marcs et lies et leva les droits d'exportation qui pesaient sur les eaux-de-vie. Les droits d'Aides auxquels étaient soumis les eaux-de-vie et spiritueux furent, en principe, maintenus par l'Assemblée constituante mais, en pratique, ils ne furent plus acquittés par les intéressés sous prétexte d'illégalité. Aussi furent-ils supprimés par décret du 16 mars 1791.

L'impôt sur les boissons ne devait être rétabli que treize ans plus tard.

On voit donc, qu'au XVIII^e siècle, la distillation du vin fut encouragée par un régime législatif très favorable, par les rapides progrès techniques obtenus grâce aux travaux de STAHL, de BAUME, de CAVENDISH et de LAVOISIER, enfin et surtout, par la vogue dont jouissait l'eau-de-vie, les hygiénistes n'en ayant pas encore prévu les dangers et en encourageant la consommation.

De ce fait, la production augmenta très rapidement; en 1789, TOLOSAN estimait que les 170.000 hectolitres produits représentaient 52 millions de livres; en ce qui concerne les liqueurs, les statistiques précises manquent; cependant il ne semble pas impossible d'en apprécier la valeur approximative en admettant que le montant de ces liqueurs re-

présentait, par rapport à la production d'alcool, le même quantum en France que dans la région parisienne, soit un huitième. En acceptant ce raisonnement comme un reflet de l'exactitude, on peut estimer le produit brut des liqueurs à 6 millions 1/2 de livres. Quant à l'esprit-de-vin, un économiste du début du XIX^e siècle, CHARLES GANILH, en fixait le montant à 2 millions de livres.

Ces trois éléments nous donnent un total de 60,5 millions de livres, chiffre admis par les Physiocrates comme représentant le produit brut des distilleries en 1789 ; chiffre que l'on retrouve dans une « Économie Politique » publiée par CHARLES GANILH, en 1815, dont nous extrayons le tableau suivant :

**Industries et manufactures employant en France
en 1789 des substances végétales**

Désignation des usines travaillant des substances végétales	Capital fixe en 1000 livres valeur des ateliers	Produit net en 1000 livres	Nombre d'ouvriers
Toiles et Toileries	549.000	79.000	322.000
Papeterie	7.420	1.440	11.520
Brasserie	14.400	2.400	7.200
Dist. et Bruleries	72.680	12.100	46.000
Raffinerie de sucre	31.800	7.800	9.600
Tabacs			2.000
Cire	4.930	986	2.200
Savonnerie	27.338	6.833	10.000
Amidonneries	16.850	4.200	2.400
Parfumeries	18.200	920	7.999
Librairie Peinture	39.174	5.834	16.000
Modes	3.750	1.250	3.928
Ameublement et Tapisserie	300	100	500

On voit que le capital fixe investi dans les distilleries et brûleries atteint 72.680.000 soit, près du dixième des fonds immobilisés dans les installations de transformation des substances végétales. Le rendement est plus saisissant encore : les profits nets représentent plus de 16 % des fonds immobilisés et plus de 10 % des industries de la même catégorie.

Ces chiffres permettent de constater la part qu'occupait l'industrie qui nous intéresse dans l'activité nationale.

Malgré les efforts des hygiénistes d'alors, une faible partie de cette production était consommée en France. Les transactions totales, qui s'élevaient à 540.000 hectolitres par an, comprenaient une large part de ventes à l'étranger.

Certains producteurs de La Rochelle, de Nantes et de Rouen traitaient directement avec les commerçants des Iles Françaises, du Canada, de Cayenne, des côtes d'Afrique ou des Pays du Nord.

Mais, si l'on en croit l'« Encyclopédie Méthodique » de 1783, ces transactions directes étaient relativement peu importantes en comparaison de celles qui résultaient des opérations faites dans les ports.

Au début du XVIII^e siècle, Nantes passait pour exporter de 18 à 20.000 hectolitres, Bordeaux 40.000 ; vers 1750, les exportations de La Rochelle dépassaient 100.000 hectolitres.

Les principaux acheteurs étaient les Hollandais qui détenaient le marché de l'alcool ; ils le réexportaient dans tous les États de l'Europe et de l'Amérique, et notamment en Allemagne, Angleterre, Écosse, Irlande, alors gros consommateurs.

Les eaux-de-vie de toutes marques étaient négociées à Amsterdam ; les plus appréciées étaient celles des Charentes, tandis que les produits du Languedoc étaient les moins chers.

C'est à la libéralité du régime législatif qu'est dû ce développement très rapide des transactions.

En somme, la Monarchie, négligeant entièrement les ressources qu'aurait pu lui procurer l'imposition des produits de distillation, n'a cherché qu'à encourager l'activité des régions viticoles et a obtenu, ainsi, d'incontestables résultats commerciaux.

Ceux-ci ne sont, cependant, que peu importants si on les compare à ceux qui ont été réalisés dans le courant du XIX^e siècle.

L'incroyable développement de la production de l'alcool de 1800 à 1900 a entraîné des conséquences d'une complexité telle que, pour la compréhension des conflits qui divisent actuellement les producteurs des Pouvoirs Publics, nous pensons utile de suivre pas à pas l'évolution de cette industrie dans le courant du siècle dernier.

Cette évolution s'est trouvée conditionnée :

- 1^o Par les progrès techniques réalisés ;
- 2^o Par les interventions législatives tendant à limiter la libéralité dont avait fait preuve l'Ancien Régime.

II. Développement de la Production des Alcools au XIX^e Siècle.

1. Progrès techniques réalisés de 1800 à 1900.

Au début du XIX^e Siècle, l'invention par ADAM, d'un appareil à distillation continue qui est l'ancêtre des appareils à distillation fractionnée utilisés de nos jours, produisit une véritable révolution. Cette découverte, qui permettait de produire des eaux-de-vie à tous les degrés exigés par le commerce, fut le point de départ d'une série d'améliorations techniques de la plus haute importance. Les travaux de CELLIER, de BLUMENTHAL, de DEROGNE, puis, plus tard, ceux d'EGROT, permirent d'obtenir des appareils de distillation très comparables à ceux qui fonctionnent aujourd'hui.

Parallèlement aux progrès réalisés par la distillerie, les événements politiques contribuèrent à accélérer ceux de l'industrie sucrière ; en effet, les Colonies fournissaient alors la presque totalité du sucre consommé en France. Le

Blocus continental entraîna, en 1806, la nécessité de s'en procurer dans la Métropole.

On connaissait, depuis les travaux de MARGRAFF, en 1747, la betterave comme plante sucrière, mais aucun résultat positif n'avait pu être obtenu dans son traitement, malgré les efforts de DEYEUX, DRAPIER, CRESPET et BARRUIL. Ce ne fut qu'en 1812 que DELESSERT réussit à Passy à faire du sucre de betterave.

La culture de cette racine fut alors vivement encouragée et certains producteurs cherchèrent même à en tirer de l'alcool ; ils n'obtinrent que de médiocres résultats, insuffisants pour permettre de concurrencer utilement l'alcool de vin.

Mais, en 1833, par suite d'achats de grains en France pour le compte de l'étranger, il se produisit une forte hausse qui empêcha les distillateurs de maïs et d'orge de développer leur production ; c'est alors que MATHIEU DE DOMBASLE, reprenant les travaux de DUBRUNFAUT, fit de nouvelles recherches et finit, en 1834, par obtenir la macération.

Partant de là, CHAMPONNOIS, après diverses expériences qui permirent d'améliorer le procédé, réussit, le 8 janvier 1854, à monter la première distillerie de betteraves, dans la ferme de HUAT, à La Manche (Aube). Le problème était pratiquement résolu.

Sa solution arrivait, d'ailleurs, à un moment particulièrement propice. La vigne ayant été ravagée, de 1853 à 1857 par l'*oïdium*, la production d'alcool de vin qui était, entre 1840 et 1850 de 815.000 hectolitres par an, était tombée à 165.000 hectolitres.

Cette crise, peut-être désastreuse pour le pays, mais en tous cas fort opportune pour le cas qui nous intéresse, réserva ainsi à l'alcool de betterave des débouchés qui permirent à cette industrie de se développer très rapidement.

Le tableau suivant permet d'en juger :

Années	Nombre de distilleries montées	Tonnage de betteraves traité quotidiennement	Moyenne par distillerie
1854	37	374	10,10
1855	43	545	12,67
1856	24	289	12,04
1857	70	911	13,01
1858	10	148	14,80
1859	25	403	16,15
1860	65	1001	11,55
1861	68	1213	17,83

L'examen de ces chiffres permet de constater d'une part que le nombre de distilleries ouvertes a rapidement augmenté ; d'autre part, que leur rendement a progressé à une cadence stupéfiante. La production moyenne des installations créées en 1861 est supérieure *de plus de 76 %* à celle de 1854. C'est dire que, dans la période considérée, les améliorations techniques ont été considérables.

Dans les années qui suivirent, l'alcool de betteraves ne put conserver la place privilégiée que des circonstances exceptionnelles lui avaient octroyée dans la production nationale.

La crise avait naturellement provoqué une hausse des prix ; cette hausse avait été d'autant plus vive que la récolte des grains était médiocre en 1853. Le prix de l'alcool qui était, en 1850, d'environ 48 francs passait à 83 en 1852, à 133 l'année suivante et à 193 francs en 1854. Les profits exceptionnels que réservaient des cours aussi élevés, favorisèrent la recherche de nouvelles sources d'alcool ; sa production à partir des mélasses, puis des substances farineuses, fut envisagée. En outre, la conjuration de la crise de l'oïdium, en 1857, entraîna une reprise de la production de l'alcool de vin et partant, de l'eau-de-vie de vin.

Le tableau suivant donne la moyenne de la production de chaque catégorie de 1865 à 1900 ; il caractérise le déve-

loppement de la production d'alcool pendant la seconde moitié du XIX^e Siècle.

Années	Alcool de betteraves	Alcool de mélasses	Alcool de substances farineuses	Alcool de vin-cidre poiré-marcs fruits	Provenan- ces diverses	Total de la production
En Hectolitres						
1865-1869	300.449	346.640	84.018	553.383	60.124	1.344.614
1870-1875	313.771	582.443	108.483	539.762	46.611	1.591.070
1876-1880	328.505	682.831	220.966	264.133	5.411	1.500.846
1881-1885	556.800	729.501	513.608	74.188	5.474	1.879.569
1886-1890	727.223	549.708	749.172	95.709	14.359	2.136.171
1891-1895	815.933	860.318	403.829	193.837	6.512	2.280.429
1896-1900	852.131	754.136	572.392	198.643	2.410	2.379.712

De 1865 à 1900, la production d'alcool de betteraves a continuellement progressé ; elle a augmenté de 183 % tandis que la production française totale ne s'est accrue que de 77 % ; il en résulte que, dans les dernières années du siècle, l'alcool de betteraves représentait 35 % de la production totale contre 22 % en 1865.

Dans le même laps de temps, et grâce aux travaux de CORENWINDER et de PORION, la production de l'alcool à partir des mélasses progressait de 117 % de sorte que son pourcentage à la production totale passait de 25 % à 32 %.

Mais, c'est encore le traitement des substances farineuses qui a fait le plus de progrès à la fin du siècle. Jusqu'en 1870, peu de résultats avaient été obtenus ; la saccharification de l'amidon avait cependant été recherchée à l'étranger, en Allemagne, notamment, où les travaux de HOLLEFREUND, de HENTZ, de WEICHNITZ, puis de PANKSCH, avaient permis d'obtenir quelques résultats de laboratoire. Ce ne fut qu'en 1875 que le Baron MAX SPRINGER installa une distillerie-levurerie à Maisons-Alfort. Cette première tentative fut couronnée de succès et, par la suite, cette source d'alcool devait être abondamment exploitée.

Le Docteur CALMETTE put, en 1885, isoler d'un levain

chinois, le men, qui permettait d'obtenir de l'alcool en partant de riz cuit, un certain nombre de microbes et notamment une moisissure et une levure. Ce résultat permit à MM. BOIDIN, DELMAR et DELAVALLÉE de mettre sur pied un procédé industriel dit procédé « Amylo » qui fut mis au point dans la distillerie COLLETTE, de Séclin.

De même que la production de l'alcool de betteraves avait été stimulée en 1853 par la crise de l'oïdium, de même l'alcool provenant des substances farineuses doit son développement au fléau qui a ravagé le vignoble français en 1875, le *phylloxera*. C'est, suivant l'expression de RENÉ FRANCK « le chant du cygne de la distillation des vins ».

L'alcool de vin disparaît presque entièrement puisque sa production tombe de 264.000 hectolitres à 74.000 ; et cependant les besoins restent les mêmes ; les importations permettent de combler en partie le déficit ; la production d'alcool industriel de toute nature profite des circonstances et prend un essor considérable.

L'alcool provenant des substances farineuses représente, en 1900, 24 % de la production totale contre 6 % en 1865.

L'alcool industriel provenant des betteraves, des mélasses et des substances farineuses représente, pour la période 1896-1900, 90 % de la production totale, contre 53 % pour la période 1865-1869.

En contre-partie, le quantum de la production d'eau-de-vie à la production totale fléchit de 41 à 8 %.

L'examen de ces chiffres, qui sont trop suggestifs par eux-mêmes pour exiger un long commentaire, pourrait faire croire que le développement de l'alcool industriel, dans le courant du XIX^e siècle, est la conséquence de mesures législatives lui assurant un privilège sur l'alcool de vin.

Or, nous allons voir que, bien au contraire, les Pouvoirs Publics n'ont jamais cessé de protéger les régions viticoles au détriment des régions industrielles. La lutte du Midi

contre le Nord n'est donc pas la conséquence des événements de l'après-guerre ; elle a surgi au moment même où l'alcool industriel a fait son apparition. Si donc il paraît difficile de contester la légitimité des mesures qui ont été prises pour armer le Midi contre la concurrence, par contre il serait vain de vouloir nier la prodigieuse vitalité d'une industrie qui a prospéré malgré l'opposition systématique des Pouvoirs Publics. De ce fait, les entraves, qui sont aujourd'hui encore, apportées à la production régulière d'alcool industriel ne peuvent paraître que surannées et doivent normalement disparaître peu à peu.

2. Mesures législatives du XIX^e Siècle :

Nous avons vu que les impôts sur les eaux-de-vie furent supprimés par décret du 16 mars 1791. Pendant quelques années, aucun droit ne fut perçu. En 1804, la Loi de Finances du 5 Ventôse, an XII, qui réorganisa l'ancien système fiscal, rétablit l'impôt sur les boissons en créant, pour en assurer la perception, un nouvel organisme, la « Régie des Droits Réunis » qui devait devenir, plus tard, l'Administration des Contributions Indirectes.

Cette loi frappa tous les propriétaires récoltants d'un droit annuel d'inventaire. En outre, elle astreignait tous les distillateurs au paiement d'une licence annuelle de 10 francs. Mais, par contre, elle établissait une distinction entre les producteurs d'alcool industriel et les producteurs d'alcool naturel, protégeant ceux-ci au détriment de ceux-là. En effet, l'alcool extrait du vin et du cidre n'était pas imposé directement mais supportait simplement le droit de 0,40 par hectolitre qui frappait le vin et le droit de 0,16 par hectolitre, qui frappait le cidre. L'alcool provenant de la distillation des grains et des cerises était au contraire frappé directement d'un droit de 0,40 par hectolitre de liquide mis en distillation.

L'alcool provenant des marcs, pommes de terre et fruits, était exempté de tous droits.

Cette exemption fut, d'ailleurs, de courte durée, car cette catégorie d'alcool fut assimilée aux précédentes par la loi du 14 avril 1806 qui obligea, en outre, les distillateurs et commerçants à certaines formalités (circulation et exercice). Enfin, elle rétablissait des droits comparables à ceux de l'Ancien Régime : droit du vingtième pour la vente en gros, et droit du dixième pour la vente en détail.

Ce régime fut entièrement modifié par la loi du 25 novembre 1808 qui supprima purement et simplement le droit d'inventaire créé en 1804 et le droit de gros ou du vingtième, instauré en 1806. Une nouvelle distinction fut établie entre les deux catégories d'alcool aggravant la position de l'alcool industriel.

La distillation des vins, cidres, poirés, lies, marcs et fruits était *exemptée* de tous droits de fabrication, tandis que l'alcool provenant des grains et des substances farineuses supportait une taxe proportionnelle à la capacité des cuves de fermentation.

De plus, le droit de gros était remplacé par un droit de circulation perçu à chaque déplacement (1,20 par hectolitre d'eau-de-vie en cercles et 5 francs par hectolitre d'eau-de-vie en bouteilles), et le droit de détail était élevé à 15 % *ad valorem*.

Ce droit de détail fut étendu, par décret du 11 octobre 1812, aux approvisionnements de tous les particuliers non soumis à l'exercice qui ne supportaient, jusqu'alors que le droit de circulation ; tous les consommateurs se trouvant, de ce fait, imposés, ce droit fut dénommé « droit de consommation ». Une particularité de ce décret de 1812 fut la création de l'« acquit à caution » : les eaux-de vie, esprits et liqueurs ne pouvaient circuler sans être munis d'une « expédition » représentant les droits payables à destination, mais garantis par un cautionnement ; d'où le nom d'acquit à caution.

Par la loi du 8 décembre 1814, la Restauration maintint les droits sur les boissons et les rangea parmi les contributions indirectes ; elle apporta cependant des modifications aux dispositions précédentes en étendant les immunités accordées aux récoltants ; il est probable que ces modifications procédaient du désir éprouvé par le Nouveau Régime de rallier à sa cause les habitants des campagnes.

Toujours est-il que la surveillance des producteurs d'alcool fut renforcée et les bouilleurs furent astreints à la déclaration et à un exercice garantissant les droits à percevoir sur leurs produits.

Cette même loi contient, en outre, une disposition fort importante relative aux alcools destinés à l'usage industriel. Ceux-ci étaient exemptés de tous droits à condition d'être dénaturés en présence des agents de la Régie. Cette précaution était exigée de façon à empêcher que cet alcool ne vint en fraude alimenter la consommation de bouche.

Cette disposition offre un gros intérêt historique, car elle témoigne des inquiétudes qu'avait alors le législateur au sujet de l'alcool dénaturé.

On voit donc que, jusqu'en 1815, le régime des boissons était fixé par une série de textes épars dont la pluralité rendait l'application difficile. C'est pourquoi la loi du 28 avril 1816 reprit les principales dispositions des années antérieures et, sans leur apporter de nouvelles modifications, les groupa et en fit un tout homogène. Cette loi, considérée par la plupart des auteurs comme le monument législatif le plus important du XIX^e Siècle relatif aux boissons, n'apporta, en fait, aucune innovation mais eut l'avantage de substituer à une série de mesures touffues, un texte clair et précis.

Étaient imposés comme boissons tous les liquides ayant une qualité vineuse ou alcoolique, donc, les eaux-de-vie, esprits et liqueurs.

Les droits perçus comprenaient les droits de circulation, d'entrée, de vente en détail, de consommation, de fabrication, d'octroi et de licence. Tous ces droits étaient perçus au profit du Trésor, exception faite du droit d'octroi dont le profit revenait aux communes.

Les articles relatifs aux droits de circulation spécifiaient que les boissons devaient être accompagnées d'« expéditions » comprenant, suivant les circonstances, « congés », « acquit à caution », « passavant » et « laissez-passer ». Le « congé » accompagnait les boissons dont le droit avait été payé ; l'« acquit à caution » celles dont le droit était payable à destination ; le « passavant » celles exemptées des droits ; quant au « laissez-passer » ce n'était qu'une expédition provisoire qui devait, suivant le cas, être échangée contre un congé, un acquit à caution ou un passavant.

En ce qui concerne les droits d'entrée, cette loi de 1816 fixait avec une grande précision les exemptions dans le cas de transit et établissait le régime de l'entrepôt qui n'a cessé de subsister depuis.

Les droits de détail étaient perçus au moment de la vente ; toutefois, cette loi de 1816 établissait un système d'abonnement qui en simplifiait la perception. Ces droits de détail, les droits d'entrée et les droits de circulation, étaient remplacés à Paris par une taxe unique, la « taxe de remplacement ».

Cette disposition offre un certain intérêt car elle sera, plus tard, étendue à d'autres villes.

La distinction entre les bouilleurs de profession et les bouilleurs de cru, qui avait fait son apparition en 1806, figurait encore en 1816. Comme nous le verrons en examinant cette question en détail, cette distinction devait s'aggraver par la suite. Notons simplement qu'en 1816, les bouilleurs de cru se virent exemptés de la licence, mais furent, par contre, astreints à acquitter le droit de circulation sur leurs ventes d'eaux-de-vie.

L'année suivante, les boissons enlevées à destination des distillateurs munis d'une licence (25 mars 1817) furent affranchies de ce droit de circulation et les droits d'entrée furent étendus aux villes de 1.500 habitants.

La loi du 24 juin 1824 abolit complètement ce droit de circulation. Il fut remplacé par une taxe dite « droit général de consommation ». Cette loi fut la conséquence de la découverte, par GAY LUSSAC, d'un alcoomètre permettant de mesurer la proportion d'alcool pur à 100° contenue dans les eaux-de-vie. Cette découverte était, alors, fort importante car les procédés employés pour mesurer la teneur étaient très empiriques. Désormais, les spiritueux en fûts furent taxés suivant leur teneur en alcool, mesurée par l'appareil de GAY LUSSAC. Pour les spiritueux en bouteilles et les liqueurs en fûts et en bouteilles, le système antérieur fut maintenu, à savoir la taxation d'après le volume.

Ce droit général de consommation fut fixé à 50 francs par hectolitre d'alcool pur à 100° auquel s'ajouta un décime supplémentaire, soit au total 55 francs par hectolitre.

Ce droit fut réduit à 37,40 par la loi du 12 décembre 1830, qui limita également aux villes de plus de 4.000 habitants l'application des droits d'entrée.

La Loi de Finances du 21 avril 1832 exigea que les distillateurs présentassent une « caution solvable s'engageant solidairement avec eux au paiement des droits sur les boissons qu'ils n'auraient pas justifié avoir fait sortir du lieu ».

On voit par là, que le législateur tendait à renforcer les garanties de l'État et ses moyens de surveillance. Les textes suivants, du 20 juillet 1837 et du 10 août 1839, eurent pour objet de limiter le privilège des bouilleurs de crû aux récoltants distillant leurs vins, cidres poirés, marcs et lies, cerises et prunes ; ceux-là, seuls, étaient exemptés de la licence.

En 1841, des modifications de détail furent apportées à la perception des taxes.

En 1855, le droit de consommation fut porté de 37,40 à 50 francs et le double décime fut institué de sorte que cette taxe atteignit au total 60 francs, la Guerre de Crimée ayant entraîné un accroissement de la fiscalité. En 1860, nouvelle progression de 60 à 90 francs par suite de la Guerre d'Italie. Cette taxe fut, de nouveau, augmentée en 1871 de 90 à 150 francs par la loi du 1^{er} septembre qui assimila en outre les absinthes en fûts aux liqueurs et spiritueux en bouteilles et les imposa, comme ceux-ci, pour leur volume total.

Le régime était donc très défavorable aux alcools en bouteilles, qui, titrant généralement de 40 à 55°, se trouvaient être imposés deux fois plus que les alcools en fûts.

Ce principe fut modifié par la loi du 25 mars 1872, qui assimila les liqueurs et spiritueux en bouteilles aux alcools en fûts mais en leur appliquant une taxe supérieure de 210 francs contre 150. Cette loi spécifia, en outre, que « l'absinthe, soit en fûts, soit en bouteilles, continuerait à être considérée comme alcool pur et passible du droit de 210 frs ». Mesure sans doute raisonnable pour les liqueurs en bouteilles qui avaient été désavantagées jusqu'alors, mais draconienne pour l'absinthe.

Les droits d'entrée furent également modifiés et portés de 7,50 à 30 francs au prorata de la population des communes intéressées, le minimum s'appliquant à 4.000 âmes et le maximum, aux agglomérations de 50.000 âmes et plus.

Cette même année, la loi du 2 août 1872 supprima le privilège des bouilleurs de cru (nous en reparlerons ultérieurement, de même que des dispositions prises au sujet de l'alcool dénaturé) et modifia la présentation des acquits à caution ; elle décida que ceux-ci devraient désormais « porter l'indication des substances avec lesquelles ont été fabriqués les produits accompagnés » et seraient *blancs* pour les alcools de vin, *rouges* pour les alcools d'industrie et *bleus* pour les mélanges.

Cette disposition aurait pu, théoriquement, donner de bons résultats, mais pratiquement, le « marché » qui s'établit sur les acquits en faussa les effets. Dans le but de bénéficier de l'écart qui existait entre les prix de l'alcool d'industrie et celui provenant de la distillation du vin, les intermédiaires achetaient des alcools munis d'un acquit rouge et les revendaient munis d'un acquit blanc. C'est ce que l'on appelait « le blanchiment des acquits ».

En 1873, la loi du 21 juin renforça les peines prévues en cas de fraude. La dissimulation sous vêtements ou à l'aide d'instruments disposés pour l'introduction ou le transport frauduleux d'alcools ou de spiritueux, fut punie d'emprisonnement. Puis, le 31 décembre, le droit de consommation fut porté de 150 francs à 156,25.

La loi du 21 mars 1874, en réduisant de 40 à 20 litres par année le montant d'alcool pour lequel les bouilleurs et distillateurs étaient affranchis du droit de consommation, augmenta sensiblement le tarif d'imposition. Elle prévoyait, de plus, qu'un règlement d'administration publique déterminerait les « mesures nécessaires pour assurer la perception de l'impôt dans les distilleries et chez les dénaturateurs d'alcool ».

Des décrets furent rendus, dans ce sens, en 1879 et 1881, fixant les obligations des distillateurs, tant en ce qui concerne les déclarations à faire, qu'en ce qui concerne la surveillance et les droits des agents du fisc.

Nous sommes en 1880 ; la viticulture est touchée par le phylloxéra ; l'alcool de vin agonise ; l'alcool d'industrie profite des circonstances sans que le législateur ait cherché à accroître les petits privilèges dont jouit son rival.

Mais la fraude augmente, la hausse des prix de l'alcool du Midi et la baisse des prix de l'alcool du Nord favorisent le « blanchiment des acquits ». Le Parlement s'inquiète et demande qu'une enquête soit faite auprès des diverses

Chambres de Commerce françaises et des organismes susceptibles de fournir des précisions.

Les résultats de cette enquête sont si formels que, d'une part, la répression des manœuvres frauduleuses paraît nécessaire, et que, d'autre part, la protection de l'alcool de vin s'impose.

La loi du 19 juillet 1880 modifia le mode de perception de la taxe de circulation qui avait été instaurée en 1830 ; les départements furent divisés en trois classes : dans la première, comprenant la zone du Midi, les vins acquittaient un droit de 1 franc par hecto ; dans la seconde, comprenant le centre, ce droit était de 1 fr. 50 ; la troisième classe, comprenant les départements du Nord, acquittait un droit de 2 francs. C'était favoriser très largement le vignoble méridional et par là même protéger l'alcool naturel au détriment de l'alcool industriel, presque exclusivement produit dans le Nord de la France.

Cette même loi de 1880 assimila les eaux-de-vie en bouteilles, les fruits à l'eau-de-vie, les liqueurs et l'absinthe aux eaux-de-vie et esprits en fûts et les taxa proportionnellement à leur teneur en alcool pur.

Tous les spiritueux se trouvèrent donc soumis au même régime.

Votée pour favoriser la lutte contre le phylloxera, et n'atteignant qu'indirectement l'alcool industriel, cette loi ne satisfît pas les défenseurs de l'alcool naturel. Mais ceux-ci bénéficièrent des dissentiments qui s'élevaient chez les distillateurs du Nord.

La distillation des mélasses s'était développée dans de très fortes proportions, compensant en partie le déficit causé par le phylloxera, lorsque la loi sucrière de 1884 en arrêta subitement la progression ; le Nouveau Régime, en encourageant le fabricant à extraire de la betterave le maximum de sucre, ne laissa au distillateur qu'une matière première très pauvre. Celui-ci pour se défendre, eut recours

à l'étranger, et les importations de mélasses passèrent de 71 millions de kilos en 1884 à 154 millions l'année suivante, pour fléchir légèrement en 1888, à 123 millions de kilos. En 1887, la situation fut renversée par un amendement de MÉLINE et RIBOT à la loi de 1884, accordant des faveurs fiscales aux fabricants de sucres qui alimentaient en mélasses les distilleries.

Puis, en 1890, le législateur pensa qu'il pouvait limiter les importations étrangères en frappant les mélasses d'un droit de douane ; ce droit étant trop faible, le résultat attendu ne fût pas obtenu et les distillateurs se virent alimenter concurremment par les mélasses étrangères et par les mélasses indigènes. Baisse des prix de l'alcool de mélasses, protestations des distillateurs de betteraves et en mars 1894, relèvement des droits d'entrée, relèvement si considérable que la distillerie des mélasses ne peut y résister. Les distillateurs de betteraves avaient gagné.

Il ne faudrait pas croire, cependant, que, seule, la mélasse inquiétât les betteraviers ; leur campagne contre l'alcool de grains n'était pas moins violente. La production de cet alcool avait profité de la crise de 1872 et du fait que les maïs étrangers pénétraient librement en France. En 1884, une tentative fut faite pour les frapper d'un droit de douane ; elle n'aboutit pas. Reprise en 1885 et en 1887, elle fût également écartée. Ce ne fut qu'en 1890, à la cinquième tentative, que MÉLINE alors Président de la Commission des Douanes, obtint un vote frappant les maïs étrangers et leurs succédanés d'un droit de 3 francs par 100 kilos équivalant environ à 9 francs par hectolitre d'alcool pur.

De ce fait, à la fin du siècle, la position des betteraviers était très forte, mais leur puissance provenait surtout des progrès techniques qui avaient été réalisés, le législateur n'ayant jamais favorisé la production d'alcool industriel, bien au contraire.

Il paraît d'ailleurs bien difficile de trouver, à l'examen des textes législatifs, un programme défini ; il semble plutôt que le Parlement ait recherché pendant cette période, le rendement fiscal plutôt que l'Économie Générale du Pays. Comme les mesures prises lésaient parfois des intérêts personnels ou locaux, les protestations soulevées entraînaient de nouvelles modifications du régime qui étaient elles-mêmes génératrices de désaccords supplémentaires.

Cette politique au jour le jour devait fatalement mécontenter la totalité des intéressés ; c'est pourquoi une refonte complète du système fut envisagée à la fin du XIX^e siècle.

La première étape fut réalisée par la loi du 29 décembre 1897, qui dégrêva les boissons dites hygiéniques (vins, cidres, poirés, hydromels et bières) des droits d'octroi ; elle autorisa les communes, pour remplacer les revenus ainsi supprimés, à recourir à de nouvelles taxes et notamment à augmenter les droits sur l'alcool jusqu'au double des droits d'entrée, décimes compris.

Ce principe de dégrever les boissons hygiéniques en frappant l'alcool d'une surtaxe équivalant à ce dégrèvement fut étendu à tous les autres droits par la loi du 29 décembre 1900.

Cette loi, œuvre de M. CAILLAUX, alors Ministre des Finances, est d'une importance capitale, car elle dénote de la part du législateur le souci de ménager les intérêts des différents producteurs, de donner raison aux hygiénistes et de fixer un statut des boissons qui, sans nuire aux nécessités budgétaires, soit favorable à l'Économie Générale du Pays.

L'alcool y supportait seul le fardeau des dégrèvements consentis aux boissons hygiéniques. Il va sans dire que des mesures de cette importance ne purent être prises sans discussion.

Les défenseurs de l'alcool naturel faisaient valoir les inconvénients qu'entraînait l'unification du droit de circula-

tion ; M. LAURAINÉ, au nom des viticulteurs des Charentes et de l'Armagnac, protestait contre l'élévation des licences et soutenait que les eaux-de-vie de vin ne méritaient pas la réprobation s'attachant « avec tant de raisons aux autres alcools ».

Lui répondant, M. CAILLAUX mit en lumière le gros privilège dont jouissait encore l'alcool naturel en raison de son prix :

« Un hectolitre d'alcool fabriqué avec des grains ou de la betterave coûte, en général, 30 francs, tandis que le prix des eaux-de-vie d'Armagnac ou des Charentes atteint au minimum 150 francs et s'élève jusqu'à 800 francs. Et ces deux produits, d'une valeur vénale si différente supportent le même impôt, aujourd'hui de 156 francs et demain de 220 frs. Il semblerait logique, dès lors, que ce fut, pour le produit d'une valeur vénale de 30 frs. qu'on demandât une détaxe. Mais non, c'est pour celui qui vaut 500, 600, 700 ou 800 frs. »

Divers amendements, tenant à exempter de la surtaxe les eaux-de-vie naturelles dites Cognac et Armagnac à condition que l'authenticité en soit reconnue par un règlement d'Administration Publique, furent écartés.

Si nous insistons sur cette loi de 1900, c'est qu'elle nous paraît avoir été conçue avec un strict souci d'impartialité, dans un sens favorable à la thèse que nous soutenons. La production d'alcool, nécessaire à la prospérité agricole n'y était pas plus visée que sa circulation ; mais la recherche d'une diminution de la consommation de l'alcool comme boisson y apparaît nettement. Où était la solution ? Dans une destination nouvelle et c'est à quoi tend le remplacement de la taxe de dénaturation de 3 francs par hecto par un droit de statistique de 0,25. L'alcool était ainsi acheminé vers des usages industriels.

De ce très bref historique des mesures législatives prises dans le courant du siècle dernier, il résulte que les intérêts nationaux semblent avoir été radicalement négligés jusqu'en

1900 au profit des intérêts fiscaux ; effectivement, les droits perçus sur l'alcool au profit du Trésor qui représentaient 25 millions environ en 1850 passèrent à 63 millions en 1860, à 84 millions dix ans plus tard, à 221 millions en 1890 et à 307 millions en 1900.

Les lois votées ont donc rempli leur rôle en assurant les ressources que réclamait le budget.

Il nous paraît cependant utile de relever les inconvénients que présentait pour la production, la brutalité des mesures législatives. Une organisation logique et rationnelle du statut des boissons aurait donné les mêmes résultats fiscaux en évitant les heurts qui se sont produits entre les producteurs.

Ce sont les « coups de barre » donnés qui ont encouragé tantôt une catégorie d'alcool, tantôt une autre, qui ont entraîné le fléchissement de la distillation des grains et des mélasses et qui ont donc été, dans l'ensemble, préjudiciables au développement harmonieux d'une branche industrielle trop rapprochée de l'agriculture pour pouvoir être négligée.

La loi de 1900 est le premier acte législatif inspiré du désir d'améliorer un régime jusqu'alors trop incohérent pour résister à la critique. Nous allons voir qu'il fallut la guerre et ses exigences pour entraîner une refonte complète du statut des boissons, refonte qui, bien que provisoire, n'en est pas moins de par ses conséquences, du plus haut intérêt pour la majorité des producteurs.

III. Production et Consommation d'alcool de 1900 à 1931

Nous avons vu qu'à la fin du xix^e siècle la production totale d'alcool oscillait entre 2 millions et 2 millions 1/2 d'hectolitres. Elle se stabilisa jusqu'en 1914 comme en témoigne le tableau p. 44.

On voit que jusqu'en 1914, l'alcool provenant de la distillation du vin fit preuve d'une grande irrégularité tandis que la production d'alcool de betteraves augmentait constamment. Dans l'ensemble, le chiffre total d'alcool produit a varié dans une très faible proportion.

Et cependant l'application de la loi de 1900 était décevante ; loin de compenser le déficit provenant du dégrèvement des boissons hygiéniques, l'accroissement du droit de consommation ne servait qu'à encourager la fraude. Pour la réprimer, la loi du 31 mars 1903 créa des acquits et congés sur papier blanc applicables aux eaux-de-vie naturelles et aux genièvres fabriqués sous le contrôle de la régie et renforça les mesures de surveillance des bouilleurs de cru ; ceux-ci furent d'ailleurs libérés de cette surveillance par la loi du 27 février 1906.

En 1907, les vins de liqueur et d'imitation et les vermouths, dont l'imposition avait été écartée en 1900, furent frappés du droit de consommation sur leur teneur, avec minimum de degré et, en plus, d'une surtaxe de 50 francs par hectolitre. C'est dire que de 1900 à 1914, peu de modifications furent apportées au régime instauré en 1900.

Les producteurs se plaignaient, mais la distillation était maintenue à un chiffre satisfaisant.

La Russie était alors le plus gros producteur d'alcool avec une moyenne de 5.397.000 hectolitres pour la période 1907-1911 ; l'Allemagne et les États-Unis venaient ensuite avec respectivement 3.844.000 hectolitres et 3.008.000 hectolitres ; puis l'Autriche-Hongrie (2.737.000 hl.). La France occupait donc le 5^e rang, précédant l'Angleterre, l'Italie, les Pays-Bas, la Belgique, la Suède et le Danemark.

Si on prend la moyenne de l'alcool produit en France de 1907 à 1913 (2.650.000 hl. environ) et qu'on lui ajoute l'alcool importé (188.000 hl.) on obtient un total de 2.838.000 hl.

PRODUCTION ANNUELLE DES ALCOOLS PAR NATURE

ANNÉES	ALCOOLS PROVENANT DE			
	Substances farineuses	Mélasses	Betteraves	Vins
	Hectol.	Hectol.	Hectol.	Hectol.
1900	562.455	796.675	973.225	149.407
1901	269.074	1.006.933	578.628	330.966
1902	219.339	914.898	520.707	105.745
1903	351.928	670.969	926.159	30.208
1904	380.710	626.722	992.149	88.756
1905	589.344	516.173	1.002.429	262.725
1906	358.759	772.485	1.160.554	234.213
1907	454.142	466.608	1.145.433	239.877
1908	362.550	447.878	1.259.346	211.672
1909	356.731	477.255	1.173.583	199.900
1910	467.757	505.428	1.182.889	69.202
1911	661.881	503.696	1.015.728	54.571
1912	880.821	465.325	1.620.552	103.257
1913	429.073	606.690	1.559.640	109.714
1914	466.336	376.951	505.922	94.386
1915	356.532	317.173	797.019	209.683
1916	665.232	155.271	450.624	27.845
1917	535.480	152.340	538.610	51.276
1918	114.077	150.245	283.140	66.569
1919	115.384	71.909	308.268	133.010
1920	122.126	56.147	474.954	226.516
1921	170.557	264.101	608.492	173.378
1922 ¹	203.306	280.673	680.066	108.246
1923	68.026	144.854	701.767	289.130
1924	28.370	169.725	789.972	316.573
1925	22.919	302.485	815.849	256.109
1926	23.736	141.100	645.988	131.836
1927	27.265	226.170	737.969	90.134
1928	23.617	414.233	807.318	121.840
1929	26.641	469.324	1.014.738	205.794
1930	26.854	685.227	1.328.345	314.007
1931	26.887	863.653	1.992.404	136.959

1. Y compris l'Alsace-Lorraine à partir de 1922.

DE SUBSTANCES MISES EN ŒUVRE (1900-1931)

LA DISTILLATION DES :

Cidres et poirés	Marcs et lies	Fruits	Substances diverses	TOTAL
Hectol.	Hectol.	Hectol.	Hectol.	Hectol.
47.043	93.460	33.147	856	2.656.268
115.220	114.893	21.557	693	2.437.964
33.609	80.237	11.941	278	1.886.754
8.507	54.903	3.159	207	2.047.040
22.586	121.006	25.114	175	2.257.248
71.380	141.025	24.323	1.227	2.608.626
46.368	125.065	11.244	1.143	2.709.831
69.283	122.608	16.658	201	2.514.810
36.388	161.820	58.016	360	2.538.030
66.102	128.227	24.781	147	2.426.726
77.446	78.495	12.699	303	2.391.219
51.798	98.799	27.926	734	2.415.133
89.861	123.580	20.944	5.269	3.309.609
129.594	105.576	11.493	2.128	2.953.908
112.111	82.785	15.495	313	1.654.299
200.022	82.670	23.572	766	1.987.437
95.400	77.022	11.881	74.830	1.557.655
67.054	80.776	24.904	41.068	1.491.508
97.178	105.138	14.685	1.290	832.322
31.917	146.825	13.404	49	821.216
185.709	204.823	19.271	5.410	1.294.956
158.147	163.915	13.679	1.544	1.553.813
260.213	178.397	20.888	1.273	1.733.062
320.845	214.471	47.165	1.340	1.787.598
348.808	254.189	51.453	3.121	1.962.211
305.185	294.193	22.051	3.500	2.022.503
239.337	235.440	13.448	3.600	1.484.485
374.754	210.334	23.356	7.689	1.697.671
496.454	258.559	20.575	10.152	2.152.748
482.924	288.783	20.179	13.303	2.512.686
318.049	274.461	31.812	18.088	2.996.843
264.056	300.012	23.769	15.012	3.622.752

Voici comment se répartissait la consommation, d'après un tableau établi par M. TOURNAN dans le rapport qu'il soumit à la Chambre en 1916 :

1.606.000 hl. à la consommation de bouche.
657.000 hl. à la dénaturation.
286.000 hl. exportés.
99.500 hl. représentant les manquants (avaries-accidents déchets).
72.000 hl. au vinage.
60.000 hl. représentant la différence des stocks et des quantités en cours de transport au commencement et à la fin de la période considérée.
50.000 hl. aux vinaigriers.
7.500 hl. à la parfumerie.
2.838.000 hl.

La consommation de bouche représentait donc, avant la guerre la principale utilisation de l'alcool produit ou importé. L'application de la loi de 1900 l'avait fait fléchir de 200.000 hl. environ, par contre les quantités d'alcool acheminées vers la dénaturation, qui étaient de l'ordre de 250.000 hl. en 1900, avaient régulièrement progressé.

Le régime instauré pendant les hostilités, sur lequel nous reviendrons plus loin, en détail, entraîna naturellement de grosses modifications dans la production.

La plupart des distilleries industrielles étant situées dans les régions envahies, furent éprouvées par la guerre, de sorte que la production d'alcool de betteraves fléchit jusqu'à 283.000 hl. en 1918 pour reprendre ensuite au cours des dernières années. La distillation des substances farineuses s'effrita régulièrement et disparut presque entièrement tandis que l'alcool provenant du traitement des cidres et poirés progressait sans cesse.

Il en résulte qu'en 1931, l'alcool de betteraves représente 55 % de la production totale, l'alcool de cidre 7 %, l'alcool de mélasse 23 % et l'alcool de vin 4 % seulement du total produit.

On comprend donc pourquoi l'influence prise par les distillateurs d'alcool d'industrie n'a fait que s'accroître au cours des dernières années ; les difficultés qui ont surgi à maintes reprises entre les producteurs, se sont envenimées d'autant plus facilement que les distilleries de chaque catégorie sont très concentrées géographiquement. La carte que nous donnons p. 48 explique l'âpreté de la lutte du Midi contre le Nord et les revendications des distillateurs de l'Ouest.

Cette carte ne donne que les régions de production appréciable d'alcool de chaque catégorie. Elle est trop suggestive par elle-même pour exiger de longs commentaires : l'alcool de betteraves est concentré dans onze départements et spécialement dans le Nord de la France ; la distillation des vins, marcs et lies de vins s'étend sur le tiers du territoire, notamment dans le Midi ; l'alcool de cidres, de poirés et de pommes est surtout produit en Bretagne et Normandie.

Il résulte de cette répartition que les représentants au Parlement des régions betteravières ne comptent qu'un sixième des voix totales tout en représentant plus des $\frac{2}{3}$ de la production française.

Nous regrettons qu'on ait trop peu souvent l'occasion de montrer au public l'importance qu'occupent les départements betteraviers dans la production française d'alcool.

Cette production assure au Trésor des recettes substantielles ; elle est indispensable à notre prospérité agricole de sorte qu'il nous paraît utile d'examiner tour à tour les opinions de ses défenseurs et de ses détracteurs. Lorsque le législateur avait favorisé en 1900 l'acheminement de l'alcool vers la dénaturation, il avait trouvé moyen de développer une « richesse nationale » tout en évitant qu'une mauvaise utilisation du produit fut préjudiciable à la santé de la race. On peut favoriser la production d'alcool en respectant les désirs des hygiénistes et en luttant contre l'alcoolisme.

CARTE DES RÉGIONS PRODUISANT LES PRINCIPALES MATIÈRES PREMIÈRES SERVANT A LA FABRICATION DE L'ALCOOL¹



1. Nous n'avons pas relevé sur cette carte les départements dans lesquels le vin et le cidre sont consommés en l'état ou ne sont distillés qu'à titre exceptionnel, ni ceux où la culture de la betterave acheminée vers la distillerie est peu importante.

<i>Légendes</i> {	Traits obliques :	régions betteravières.
	Traits verticaux :	régions cidricoles.
	Traits horizontaux :	régions viticoles.

L'HYGIÈNE

I. L'alcoolisme

A l'époque de la Renaissance, l'alcool entra dans le domaine commercial, et les hommes ne tardèrent pas à en apprécier les effets autrement qu'à titre de médication.

L'alcool de betterave et de mélasse, ainsi que la fabrication des spiritueux étant inconnus, l'intoxication par le « petit verre » n'était donc pas à craindre et comme on ne s'était pas encore rendu compte des inconvénients que pouvait entraîner l'abus de l'alcool, on conçoit que l'on ait pu, à cette époque, le considérer comme un aliment d'épargne et en conseiller l'absorption.

Cette erreur dura longtemps, car ATWATER et BENEDICKT lui donnaient encore, à la fin du ^{xix}^e siècle, un pouvoir alimentaire ; trente-cinq grammes de graisse et quarante-cinq grammes d'hydrate de carbone pouvaient, d'après ces auteurs, être remplacés par soixante-dix neuf grammes d'alcool qui auraient donné une combustion égale et fourni, en conséquence, un travail identique.

Ces données sont graves en elles-mêmes, puisqu'elles ont été émises à un moment par le corps médical, et ont fait, en quelque sorte, le « lit officiel » de l'alcoolisme. Elles ont été complètement infirmées depuis ces dernières années.

Il est, néanmoins, un élément important à faire entrer en ligne de compte, c'est la qualité de l'alcool. Les mauvais alcools, mal rectifiés, qui contiennent des quantités impor-

tantes d'alcool amylique, sont extrêmement nuisibles en eux-mêmes, en dehors de toutes questions de « degrés » absorbés. Par contre, l'alcool de vin est relativement moins toxique et joue dans la digestion humaine un rôle intéressant : rôle antitoxique et bactéricide. On a pu démontrer, en effet, que le vin de Sauterne tuait le bacille d'Eberth (bacille de la fièvre typhoïde) en quatre minutes. Parmi le corps médical, le professeur RÉGIS, de Bordeaux, et le professeur ROYER, de Montpellier, qui appartiennent tous deux à des pays de vignobles sont des défenseurs éloquents du vin. Celui-ci, par son élément alcool, ne serait donc pas chargé uniquement de méfaits.

On appelle « alcoolisme », l'intoxication de l'organisme par l'alcool. L'alcoolisme aigu est sans gros danger ; c'est une absorption massive et occasionnelle. S'il peut être mortel, tels les exemples de paris stupides ayant entraîné la mort d'un parieur ou les accidents de congestion chez un individu ayant bu une dose excessive d'alcool par temps froid, il n'en résulte pas moins que l'ivresse ne comporte pas de dangers graves ni pour l'individu, ni pour sa descendance.

Il n'en est pas de même de l'alcoolisme chronique qui est une imprégnation lente, régulière, parfois définitive de l'organisme. Quand il est dû à l'absorption excessive et journalière du vin, il est moins grave que celui qui résulte de l'intoxication par l'alcool de liqueur.

Médicalement, l'individu atteint d'alcoolisme chronique est amoindri dans la majorité des différentes fonctions qui constituent la vie végétative et la vie consciente. Le cerveau est atteint ainsi que le système nerveux. A la phase de « Paradis artificiel » créée par l'absorption de ce que certains poètes ont pu appeler la « dive bouteille » fait suite une phase d'exaltation où l'instinct domine le conscient, puis enfin une dépression animale ; les nerfs sont atteints de ce que l'on appelle la polynévrite avec troubles de la marche et de la vision.

Le cœur et les vaisseaux se sclérosent : artério-sclérose, myocardite, faisant de l'adulte un vieillard précoce ; l'estomac est atteint de gastrite, origine d'ulcères ; le foie est souvent un des premiers touché : cirrhose alcoolique, dite cirrhose de Laennec, avec petit foie et un liquide abondant dans l'abdomen : l'ascite. Enfin, et surtout, l'alcoolisme chronique est à l'origine de bien des formes de tuberculose, fléau contre lequel nous sommes encore désarmés.

Il y a lieu, également, d'insister sur les rapports étroits qui existent entre l'alcoolisme chronique et la criminalité. On a déjà remarqué, aux États-Unis que, depuis l'application de la loi Volstead, le nombre des crimes a très sensiblement diminué ; de plus, l'aliénation mentale est souvent le résultat de l'abus de l'alcool, les statistiques faites à l'Asile Sainte-Anne montrent, en effet, que plus des deux-cinquièmes des malades internés sont atteints d'alcoolisme chronique.

Sans aller jusqu'à l'aliénation totale, nécessitant l'internement, l'alcoolisme donne souvent un « fonds mental » particulier désastreux pour l'individu et pour son entourage : irritabilité, jalousie morbide, amoralité et même une excitation sexuelle qui peut le conduire à un grand nombre de délits, comme l'exhibitionisme ou l'attentat à la pudeur.

Tels sont les ravages causés chez l'individu.

Dans sa descendance, les conséquences ne sont pas moins funestes : rachitisme, malformations congénitales, athrèpsie.

La morti-natalité trouve bien souvent son origine dans l'alcoolisme d'un ascendant ou des deux. L'augmentation de la mortalité des nouveau-nés depuis un siècle est due, certainement pour une part, à l'accroissement des quantités d'alcool consommées en France depuis 1830.

D'autre part, tout individu travailleur manuel, est exposé à des accidents ; l'ouvrier rendu maladroit par son intoxication est plus exposé que les autres et, de plus, les acci-

dents qui surviennent chez un individu atteint d'alcoolisme sont plus graves que ceux survenant chez un ouvrier sain.

Un gros traumatisme s'accompagne souvent, chez un alcoolique de *delirium tremens* avec élévation brutale de la température pouvant entraîner la mort.

Aux États-Unis, les industriels se sont rendus compte de la lourde charge que constituaient pour eux les accidents de travail dus à l'alcoolisme ; ils ont été parmi les zélés les plus actifs de la loi de prohibition ; il est actuellement reconnu que les accidents dus à l'abus de l'alcool ont considérablement diminué depuis le régime sec.

Il est intéressant de noter que le législateur français ne considère pas l'ivresse, au moment d'un accident de travail, comme une diminution de la responsabilité du patron, la loi de 1898 étant une loi forfaitaire. Ainsi la demande d'indemnité des héritiers d'un ouvrier mort de *delirium tremens* est recevable comme, d'ailleurs, celle concernant un tabétique tombé d'un échafaudage après fracture spontanée ; de même la responsabilité du patron dans le saturnisme et l'hydragyrisme n'est pas diminuée de ce fait.

Il nous paraît inutile d'insister davantage sur les ravages que peut provoquer un accroissement, même très lent, du fléau social qu'est l'alcoolisme. Le sujet a été, maintes fois, traité et nous ne pensons pas que les efforts tentés dans le but de protéger l'avenir de la race puissent trouver, à l'heure actuelle, un seul détracteur de bonne foi.

Il serait, d'ailleurs, facile de lui opposer les mesures draconiennes prises par nombre de législations étrangères soucieuses de la santé publique. Si, parfois, ces mesures ont pu être discutées, c'est qu'elles ont trop souvent servi de tremplin électoral, mais, à aucun moment, leur efficacité n'a été mise en doute.

En France, l'intervention du législateur n'a jamais pu être aussi sévère que dans certains pays étrangers en raison même de l'importance de la production nationale. La sup-

pression radicale de la consommation d'alcool aurait lésé des intérêts trop considérables pour qu'elle ait pu être envisagée ; la conciliation du facteur « économique » et du facteur « moral » était si délicate que les Pouvoirs Publics ont montré une grande circonspection dans l'adoption des textes proposés pour enrayer le développement de l'alcoolisme.

Il n'en demeure pas moins que le problème a été soulevé à diverses reprises devant le Parlement et qu'un certain nombre de mesures ont été votées en vue de limiter, sinon la consommation, du moins l'abus de boissons alcoolisées.

L'impossibilité de sévir contre l'abus proprement dit, a entraîné le législateur à tourner son effort vers la répression de l'ivresse extérieure.

II. La lutte anti-alcoolique.

En 1873, sous la présidence de THIERS, VIGEN et ROUSSEL déposèrent sur le bureau de la Chambre un projet de loi tendant à « réprimer l'ivresse publique et à combattre les progrès de l'alcoolisme ». La question se posa alors de savoir si les dispositions du Code Pénal ne pouvaient être considérées comme suffisantes, bien que l'ivresse n'y fût pas explicitement visée.

Les art. 471, 475 et 479 de ce Code, relatif aux contraventions de simple police, pouvaient effectivement permettre de sévir dans le cas d'ivrognerie

Mais comme ces dispositions n'avaient pratiquement jamais été utilisées dans un cas pareil, la Commission de l'Assemblée Nationale, dont le rapporteur était ALBERT DESJARDINS, estima qu'une loi répressive s'imposait.

Elle fut votée le 23 janvier 1873.

Bien qu'elle soit critiquée par des esprits chagrins, cette loi peut être considérée comme un des principaux actes législatifs contre l'ivresse.

Elle punit d'une amende tous ceux qui seront trouvés en état d'ivresse dans un lieu public, et prévoit le renvoi des inculpés devant le Tribunal correctionnel en cas de récidive. Deux condamnations de cette juridiction pour ivresse manifeste entraînent l'incapacité de vote, d'élection, d'éligibilité, d'être appelé aux fonctions de juré ou aux emplois de l'administration et de porter les armes pendant deux ans.

En outre, elle punit d'une amende les cabaretiers ayant donné à boire à des gens manifestement ivres ou à des mineurs âgés de moins de seize ans. Comme précédemment, la récidive entraîne traduction devant le Tribunal correctionnel, emprisonnement, suppression de tout ou partie des droits que nous venons d'énoncer et éventuellement la fermeture du débit.

Cette loi est simplement une loi de police ; elle vise le scandale dans un lieu public et n'a servi qu'à préciser les dispositions du Code.

Malheureusement, les pénalités insignifiantes qui y étaient prévues (1 à 5 frs. d'amende) et les difficultés qu'en soulevait l'application l'ont rendue pratiquement inopérante. Une enquête, faite en 1913, a permis de constater qu'aucune poursuite n'avait été engagée du fait de cette loi et que, par conséquent, la peine de clôture du débit, en cas de récidive n'avait jamais été prononcée.

Si donc cette première loi contre l'ivresse offre un certain intérêt au point de vue historique, par contre, elle ne peut être considérée comme ayant rempli son but anti-alcoolique.

L'ouverture des cafés et des cabarets était alors soumise à une autorisation administrative, conformément aux termes d'un décret du 29 décembre 1851. Le caractère un peu dictatorial de ce décret, rendu dans des conditions politiques difficiles, fut relevé par un groupe de parlementaires qui, en 1880, en demanda l'abrogation.

Considérant le caractère essentiellement commercial des cafés, cabarets et débits de boisson, ce groupe établit

que le décret en question portait une atteinte directe à deux principes fondamentaux de droit public : la liberté du commerce et la liberté de l'industrie.

Il estimait cependant que le retour au droit commun comportait de graves inconvénients par suite du séjour que faisaient les clients dans les cafés où ils consommaient sur place. C'est pourquoi il proposait un système mixte tendant à concilier la liberté du travail et l'inviolabilité de la propriété avec les exigences de la morale et de l'ordre publics.

Il fit donc voter, le 17 juillet 1880, une loi abrogeant le décret de 1851, substituant le régime de la déclaration préalable à celui de l'autorisation administrative, excluant pour indignité certaines catégories de condamnés et prévoyant des pénalités. C'était, en somme, revenir à la libre exploitation des débits de boisson, limitée par certaines restrictions destinées à donner des garanties morales.

La libéralité de cette mesure entraîna, comme conséquence, un accroissement considérable du nombre des cabarets. De 1880 à 1890, leur nombre augmenta de 56.278 et de 1890 à 1900, de 22.238, pour atteindre 435.379. Ce texte législatif fut donc désastreux pour la thèse anti-alcoolique. Il comportait cependant un article qui, plus tard, devait être utilisé avec une grande efficacité :

L'art. 9 était ainsi libellé :

« Les Maires pourront, les Conseils Municipaux entendus, « prendre des arrêtés pour déterminer, sans préjudice des « droits acquis, les distances auxquelles les cafés et débits de « boissons ne pourront être établis autour des édifices consacrés « à un culte quelconque, des cimetières, des hospices, des écoles primaires, collèges ou autres établissements d'Instruction Publique ».

Cet article conférait donc aux Maires le droit très important de fixer arbitrairement le rayon d'interdiction d'ouverture des débits.

Une circulaire du Ministère de l'Intérieur, du 20 août 1880 relative à l'exécution de la loi, attira l'attention des préfets sur les difficultés d'application de cet art. 9, disant textuellement : « Des excès sont à redouter dans des questions de ce genre, auxquelles viennent toujours se mêler des intérêts personnels et des influences locales ; trop de rigueur parfois, et trop de complaisance. Mais, les maires trouveront un utile appui, en cette occurrence, dans le concours du Conseil Municipal qui leur permettra de résister plus efficacement aux sollicitations dont on pourrait tenter de les circonvenir ».

L'importance de cet art. 9 nous apparaît telle que, au mépris de l'ordre chronologique, nous tenons à signaler dès maintenant, la Loi de Finances de 1913 dont l'art. 46 a conféré aux préfets, dans leurs départements, les mêmes droits que les maires, en matière de fixation d'un périmètre de limitation.

Nous verrons que l'exercice de ces droits a permis de lutter vigoureusement contre les ravages de l'alcoolisme.

En 1884, le Parlement vota la loi dite « loi sur l'organisation municipale de la France ». Bien que celle-ci ne comporte aucun article visant le point qui nous intéresse, l'exposé des prérogatives de la police municipale vient renforcer singulièrement les dispositions de la loi de 1873. Il y est dit que la police municipale, à laquelle procède le maire par voie d'arrêtés comprend notamment « le soin de réprimer les atteintes à la tranquillité publique et d'assurer le maintien du bon ordre dans les endroits où il se fait de grands rassemblements d'individus tels que foires, marchés, cafés, églises et autres lieux publics ». En outre, l'art. 99 de cette loi précise que les pouvoirs appartenant aux maires ne font pas obstacle au droit du préfet « de prendre, pour toutes les communes du département, ou plusieurs d'entre elles, toutes mesures relatives au maintien de la salubrité, de la sûreté et de la tranquillité publique ».

En résumé, les efforts du législateur n'ont porté, à la fin du siècle dernier, que sur la répression du scandale mais n'ont, à aucun moment, cherché à lutter contre la source même du mal, en limitant les quantités d'alcools mises à la disposition du consommateur.

Malgré les vœux fréquents de l'Académie de Médecine, qui signalait le grand intérêt que pouvait présenter, au point de vue de la santé publique, et de l'avenir même de la race, l'organisation en France d'une lutte énergique contre l'alcoolisme, aucune décision sérieuse ne fut prise.

Le tableau suivant donne la consommation d'alcool pur par tête d'habitant au cours du XIX^e siècle ; mais il faut remarquer que ce tableau ne donne que la consommation apparente, c'est-à-dire celle que la perception des droits permet de contrôler ; il n'y est pas tenu compte du privilège des bouilleurs de crû ; d'autre part, le buveur ne consomme que de l'alcool titrant généralement 40 à 50° Gay Lussac, et comme il faut tenir compte des personnes n'absorbant pas d'alcool, ces chiffres doivent être considérablement augmentés si l'on veut obtenir approximativement la consommation annuelle d'un buveur.

Années	Milliers d'hectolitres d'alcool pur consommé	Consommation par tête d'habitant
1830	365	1 litre 1/2
1860	851	2 » 27
1869	1.009	2 » 63
1872	755	1 » 09
1875	1.019	2 » 82
1895	1.549	4 » 07
1896	1.591	1 » 19
1897	1.634	4 » 28
1898	1.800	4 » 70
1899	1.755	4 » 39
1900	1.783	4 » 66

Subitement, après 1900, la consommation fléchit ; elle n'était plus que 3 l. 52 par tête d'habitant en 1901, puis elle est restée stable jusqu'en 1910.

Cette chute brusque est la conséquence des lois du 29 décembre 1897 et du 29 décembre 1900 qui ont augmenté dans une notable proportion les droits sur l'alcool et ont ainsi contribué à enrayer le développement de la consommation. La loi de 1897 autorisait les villes à augmenter les droits d'octroi sur les alcools et à diminuer ceux qui frappaient les boissons dites hygiéniques (bière, vin, cidre).

La loi de 1900 portait de 156,25 à 220 francs par hectolitre d'alcool pur l'impôt d'État, sur les eaux-de-vie.

Pour la première fois, une aggravation des droits entraînaient une diminution de la consommation.

Par la suite, la campagne contre l'alcoolisme obtint des résultats plus précis encore. Le 28 décembre 1900, la Chambre invitait le Gouvernement à réclamer à l'Académie de Médecine, l'indication des liqueurs, apéritifs et boissons contenant les essences les plus dangereuses contre la santé publique « afin d'en interdire la circulation et la vente ». A cette délibération, l'Académie de Médecine répondit, le 10 mars 1903, en refusant d'établir une distinction entre les boissons à essences, mais en signalant tout particulièrement le danger des alcools pris à jeun.

A la Chambre, M. J.-L. BRETON et M. BUISSON déposèrent des projets réclamant l'interdiction de la fabrication de l'absinthe ; au Sénat, DE LAMARZELLE fit une démarche analogue, qui, après deux rapports de M. POULLE n'eût d'autre résultat qu'une réglementation plus sévère de la circulation d'absinthe et une élévation des droits (lois des 30 janvier 1907 et 26 décembre 1908).

La question devenait pourtant angoissante : en 1913, la consommation d'absinthe atteignait 239.492 hectolitres contre 15.521 en 1875. Cette consommation était surtout localisée dans le bassin du Rhône et celui de la Seine. Les Bouches-du-Rhône, le Var, le Vaucluse, le Gard, la Drôme, les Basses-Alpes, l'Hérault, les Pyrénées-Orientales, le Rhône, la Seine, la Seine-et-Oise, la Seine-et-Marne et la

Seine-Inférieure absorbaient à eux seuls 65 % de la consommation française et ils ne représentaient que 23,7 % de sa population.

Dans les centres les plus « alcoolisés » les maires cherchaient à réagir en faisant jouer la clause de limitation dont nous avons déjà parlé ; c'est ainsi qu'ils obtinrent des résultats satisfaisants à Lyon et à Grenoble.

En fait, ce fut la guerre qui permit de prendre les mesures qu'exigeait la situation. A l'ouverture des hostilités et sur l'invitation du Gouvernement, les préfets interdirent, dans les débits, la vente de l'absinthe ou boissons similaires, et même parfois, toute circulation de boissons. De ce fait, la consommation tomba de 20.000 hectolitres par mois à moins de 50. Les résultats ayant été concluants, un décret du 7 janvier 1915 prononça l'interdiction de la circulation et de la vente de l'absinthe sans toutefois viser l'exportation.

Le 2 mars 1915, sur un rapport de M. GILBERT BALLET, l'Académie de Médecine adopta une série de vœux dans lesquels elle félicitait les Pouvoirs Publics du décret de janvier 1915 et réclamait la création d'une surtaxe et d'une réglementation pour la fabrication et la vente de tous les apéritifs renfermant des essences et même pour ceux à base de vin titrant plus de 23°.

Elle réclamait également « une loi interdisant la vente des spiritueux, des liqueurs et des apéritifs autres que ceux à base de vin titrant moins de 23° et ne renfermant pas d'essence, en dehors des salles de restaurant et autrement que comme accessoires de la nourriture ».

Elle fournissait, en somme, les précisions qui lui avaient été demandées en 1903.

Comme le décret du 7 janvier 1915 ne pouvait produire effet que pour la durée de la guerre, un projet de loi fut déposé par VIVIANI, alors Président du Conseil, qui fut voté le 16 mars 1915.

Cette loi du 16 mars 1915, est, à notre avis, la *principale mesure* prise par le Parlement contre l'alcoolisme. Elle « interdit la fabrication, la vente en gros et au détail ainsi que la circulation de l'absinthe et des liqueurs similaires visées par l'art. 15 de la loi du 30 janvier 1907 et l'art. 17 de la loi du 26 décembre 1908 ».

Il est à noter que le projet gouvernemental ne visait pas l'interdiction de la *fabrication* et, en outre, contenait une disposition réservant les expéditions à l'étranger. C'est au cours de la discussion à la Chambre que CHAUMET fit valoir d'une part que la continuation de la fabrication inciterait à la fraude et, d'autre part, que si l'absinthe était considérée comme un poison, il était immoral d'en autoriser l'exportation.

Le Parlement se rallia à son point de vue pour condamner radicalement et définitivement une boisson devenue un véritable fléau par suite de sa haute teneur en alcool (65%) et de la toxicité des essences qu'elle contenait.

Quelques mois plus tard, poursuivant son œuvre d'assainissement, la Chambre votait conformément aux vœux de l'Académie de Médecine, la loi du 9 novembre 1915 interdisant l'ouverture de tout nouveau débit détaillant des boissons alcooliques titrant plus de 23° et n'étant pas servies comme accessoires d'un repas. La loi du 17 juillet 1880 se trouvait abrogée de ce fait.

L'influence de la guerre a manifestement créé un courant d'opinion anti-alcoolique dans les milieux parlementaires, car il paraît difficile d'imaginer que des mesures aussi radicales que les deux dernières aient pu être prises sans difficultés pendant la pénible période 1875-1913.

En 1916, la loi du 30 juin portant ouverture sur l'exercice 1916 des crédits provisoires applicables au troisième trimestre, comportait une décision importante relative aux bouilleurs de cru. Comme cette question fait l'objet d'un chapitre spécial de notre travail, nous ne pensons pas utile

de l'exposer en détail ici. Disons simplement que ce privilège, un des obstacles à la lutte contre l'alcoolisme, se trouvait supprimé par le texte législatif en question.

Désireux de renforcer les mesures répressives prévues par la loi de 1873, le Parlement vota, le 1^{er} octobre 1917, une nouvelle loi contre l'ivresse.

Celle-ci comprend des dispositions comparables à celles de 1873, mais on élève le tarif des pénalités. La première récidive entraîne 1 à 3 jours d'emprisonnement. L'âge au-dessous duquel les cabaretiers ne sont pas autorisés à servir des spiritueux est élevé de 16 à 18 ans. Elle interdit également la vente à crédit de boissons alcoolisées, ne reconnaissant ainsi aucune valeur légale aux dettes contractées dans les débits.

Enfin, elle réglemente l'emploi des femmes dans les cabarets et y interdit l'exercice de la prostitution.

Un article de la Loi de Finances du 29 mars 1918 fixe les conditions d'affichage de la loi de 1917 dans les débits et les peines qu'entraînerait l'apposition, dans les locaux en question, d'exemplaires autres que ceux délivrés par l'Administration.

Les trois lois de la guerre, celle de 1915, celle de 1916, et celle de 1917 ont été en partie votées grâce aux efforts conjugués de l'Académie de Médecine et de l'Académie des Sciences, mais surtout sous la pression des événements. Les maires et les préfets usaient des prérogatives que leur conférait la loi de 1884 ; les gouverneurs militaires et maritimes prenaient des dispositions très sévères dans certains ports et places. Le Haut Commandement, lui-même, prohibait la vente et la consommation de spiritueux de sorte que les mesures législatives prises n'ont fait que consacrer un état de fait.

Il n'en demeure pas moins que le régime exceptionnel de guerre a permis de réduire très sensiblement la consom-

mation d'alcool ; les chiffres suivants permettent d'en juger :

1913 :	1.675.000	hectolitres	consommés
1914 :	1.413.000	—	—
1915 :	1.186.000	—	—
1916 :	897.000	—	—
1917 :	770.000	—	—
1918 :	584.700	—	—
1919 :	831.100	—	—

On voit que, de 1913 à 1918, la consommation a diminué de 65 %. La fâcheuse progression de 1919 est la conséquence des excès qui ont suivi la guerre. Un relâchement des mesures répressives, la libération des régions envahies, et la démobilisation ont fait perdre une partie du bénéfice gagné par l'hygiène pendant la guerre.

Au cours des dernières années, aucune modification importante n'a été apportée au régime des débits, de nature à entraîner une diminution de l'alcoolisme.

Le 14 novembre 1921, le Parlement a voté une loi modifiant légèrement celle du 9 novembre 1915.

Il y est simplement précisé que, dans le cas où le débit a été détruit par les événements de guerre, il peut être rouvert dans les six mois qui suivront la réédification de l'immeuble, ou, en tous cas, transféré sur tout le territoire de la commune sous réserve des zones protégées, dans les deux ans qui suivront la cessation des hostilités.

En outre, un paragraphe supplémentaire prévoyait la réouverture dans un délai de six mois des cabarets dont l'exploitation avait été suspendue du fait de l'interdiction de vente, dans la zone des armées, de toutes boissons alcooliques.

En 1923, le rétablissement partiel du privilège des bouilleurs de cru (loi du 28 février 1923) souleva des protestations qui paraissent justifiées du point de vue de l'Hygiène. De 780.000 en 1917, les titulaires passaient à 1.846.000 en 1922 et à 2.300.000 en 1927.

Enfin, le 30 avril 1924, la Chambre restreignait de nouveau l'efficacité de la loi de novembre 1915 en autorisant le transfert des débits dans le cas d'expropriation pour cause d'utilité publique ou dans le cas de démolition d'immeubles.

Elle autorisait également le transfert dans le cas de création d'une nouvelle agglomération d'au moins 250 habitants.

De 767.400 hectolitres en 1921, la consommation d'alcool pur a passé à 1.032.295 en 1928, à 1.083.390 en 1929 et à 1.164.274 en 1930.

EN RÉSUMÉ : l'examen approfondi des mesures prises en France par le législateur pour lutter contre le développement de l'alcoolisme permet de délimiter trois périodes distinctes :

1^o *De 1875 à 1914* : aucun effort législatif, bien au contraire.

Malgré les cris d'alarme jetés par l'Académie de Médecine et par de nombreux groupements anti-alcooliques, des intérêts personnels et démagogiques s'opposent à ce que les Pouvoirs Publics interviennent pour défendre l'avenir de la race. D'où accroissement régulier de la consommation d'alcool.

2^o *De 1914 à 1918* : poussé par les événements, le Parlement prend une série de mesures judicieuses et efficaces. Conséquence : forte régression de la consommation. Le danger est momentanément écarté.

3^o *De 1918 à 1932* : la voie, entreprise pendant la guerre n'est pas poursuivie. Certains textes amenuisent même la rigueur des dispositions prises pendant les hostilités. D'où recrudescence de la consommation d'alcool, désastreuse pour le point de vue de l'hygiène que nous envisageons.

Actuellement, le problème est donc redevenu ce qu'il

était avant la guerre : la loi de 1915 est tournée de sorte que les boissons alcoolisées sont rentrées dans la consommation sous une autre forme que l'absinthe. Les mesures répressives ne sont jamais utilisées ; l'alcoolisation du pays se poursuit.

De nombreux vœux de l'Académie de Médecine et de groupements privés ont attiré l'attention des Pouvoirs Publics sur le péril qui menace le pays. Tous s'élèvent contre le privilège des bouilleurs de cru dont l'abolition serait disent-ils, une étape importante dans la lutte contre l'alcoolisme.

L'ALCOOL VIS-A-VIS DE L'AGRICULTURE ET DE LA DÉFENSE NATIONALE

I. L'Alcool et l'Agriculture

Nous venons de voir que l'accroissement de la production des alcools devait être considérée comme préjudiciable au point de vue de l'hygiène, mais il ne faut pas en conclure que cet argument prime, à lui seul, ce qui pourrait en encourager le développement.

Le point de vue agricole et celui de la Défense Nationale présentent un intérêt trop capital pour pouvoir être négligés. C'est ce qu'a concrétisé M. BARTHE dans une formule lapidaire : « L'alcoolisme péril national, mais l'alcool richesse nationale ».

L'exposé que nous consacrons aux problèmes soulevés par la production de l'alcool, au point de vue agricole, justifiera cette déclaration de M. BARTHE.

Nous laisserons de côté l'intérêt que peut avoir pour l'agriculture métropolitaine la fabrication de l'alcool à partir de matières animales ou cellulosiques, les quantités ainsi produites étant insignifiantes et leur augmentation nullement à prévoir.

Nous nous contenterons d'examiner, l'un après l'autre, l'intérêt que le développement des principaux alcools dits d'industrie et des alcools dits naturels, peut avoir sur notre agriculture nationale qui intéresse 42 % de la population française.

L'alcool d'industrie et la prospérité agricole des régions du Nord de la France.

Les alcools dits d'industrie sont obtenus soit à partir de substances sucrées : betteraves ou mélasses, soit à partir de matières saccharigènes : grains ou pommes de terre. Quelle est la répercussion de ces différentes cultures sur l'Economie agricole française ?

LA CULTURE BETTERAVIÈRE est la base essentielle de toute culture intensive généralisée et, pour cette raison, elle est d'une importance primordiale. L'opinion des maîtres de l'agriculture est formelle sur ce point. M. HITIER déclare que la production des céréales est intimement liée à celle de la betterave et JEAN BRUNHES dans sa « Géographie humaine de la France » déclare que la betterave a été l'éducatrice et la plante protectrice de l'activité rurale. D'autre part, M. DONON, dans son rapport présenté sur le projet de loi instituant le monopole de l'alcool industriel, déclare que : « Ce sont les régions où la culture betteravière est régulièrement pratiquée qui obtiennent les plus forts rendements en blé par suite de la préparation mécanique exceptionnelle des terres et des fortes doses d'engrais qu'elle exige et dont bénéficie pour une large part la céréale qui suit ».

Si on considère l'ensemble des fermes où l'on cultive la betterave, on constate que cette racine constitue 15 % des assolements ; son influence directe se fait sentir sur 1.950.000 hectares, sur lesquels, grâce à elle, on peut pratiquer la culture intensive.

Cependant, certains auteurs, tels que MM. LALOUVET et FAROUX, ont nié dans des articles publiés dans le « Bulletin des Halles », la « Réforme Economique » et le Journal l'« Auto », que la culture de la betterave précédant celle du blé fut une opération avantageuse : car pour eux, si la culture de la betterave, se développait, elle ne trouverait pas un débou-

ché rémunérateur, les rendements en blé qui la suivent ne s'en trouvant que très légèrement augmentés.

Cette opinion mérite d'être réfutée par des chiffres précis, ces auteurs ayant rencontré dans certains milieux des oreilles bienveillantes. Nous les empruntons à M. COUVERT qui dans une ferme du Loiret de 135 hectares, fit des expériences sur les répercussions de la betterave comme tête d'assolement. Les chiffres suivants furent obtenus :

		Avant la culture de la betterave	Après la culture de la betterave
Rendement du blé à l'hectare		20 hectol.	31 hectol.
Animaux nourris par la ferme	chevaux	8	8
	bœufs	0	56
	vaches	20	30
	brebis	200	1.500
Rapport à l'hectare (année 1923)		300 francs	770 francs

Ces résultats sont significatifs. Le rapport à l'hectare se trouve augmenté de plus de 150 %. C'est pourquoi, on peut déplorer qu'en France il n'y ait que 275.000 hectares environ plantés en betteraves lorsque 5 millions sont ensemencés en blé. Si M. LALOUVET a pu déclarer que la culture de la betterave n'était pas avantageuse, c'est qu'il avait omis de tenir compte du facteur si important du sous-produit de sa culture : la pulpe, qui sert à engraisser le cheptel de la ferme à la fin de l'hiver, époque où la viande et le lait sont plus rares et plus chers, ce qui permet de régulariser ainsi très heureusement les cours de ces produits de première nécessité.

En outre, parmi les substances fournies indirectement par la betterave, nous devons encore signaler les engrais naturels : le fumier dont il est nécessaire d'avoir d'abondantes quantités pour la prospérité de l'agriculture ; la pulpe per-

mettant de nourrir le bétail à bon marché en favorise étrangement la production.

Favoriser la culture betteravière est donc incontestablement, comme le déclare M. DONON, contribuer à l'amélioration de nos rendements en blé, avoine, viande et lait.

La confirmation de cette opinion se trouve dans le fait que, dans les dix principaux départements betteraviers qui représentent à peine 17 % des terres labourables, la valeur des produits de la culture représente près du quart de celle de toute la France et en particulier 25 % de la valeur du blé, 34 % de celle de l'avoine, 23 % des fourrages artificiels et 83 % de la valeur des cultures industrielles. Tels sont les chiffres que nous empruntons au rapport présenté à la Commission des Douanes, le 5 février 1931, par la Confédération générale des Planteurs de betteraves réclamant une augmentation de 30 francs par sac de la protection sur le sucre, augmentation qui lui a d'ailleurs été accordée.

L'influence de la culture de la betterave sur le rendement des terres vient encore, tout dernièrement, d'être exposée d'une façon magistrale par M. CALLEROT, Secrétaire général du Syndicat de la Distillerie agricole, dans la communication qu'il a faite à la VI^e section du XV^e Congrès international d'agriculture tenu, en juin 1931, à Prague.

Dans son rapport intitulé : « L'industrie de l'alcool dans les entreprises rurales ; son importance économique ; son rôle actuel », M. CALLEROT s'appuie pour défendre sa thèse sur un document remontant à 1864 résultant d'une enquête faite à cette époque par les distillateurs de betteraves. Ce travail est, aujourd'hui, d'autant plus intéressant, qu'il a été établi à une époque où les oppositions d'intérêts actuellement en jeu n'avaient pas l'acuité présente et, par ce fait a un caractère d'impartialité absolue.

Cette enquête fit apparaître l'augmentation de rendement obtenue par la création de la distillerie sur un ensemble de fermes dont la surface des terres cultivées était de

89.460 hectares. Les résultats suivants furent constatés :

Augmentation des hectares cultivés en blé.....	26. %
— du gros bétail entretenu	105. %
— du gros bétail engraisé	525. %
— du nombre d'ouvriers occupés en hiver	209. %
— du nombre d'ouvriers occupés en été	164. %
— du rendement en blé.....	42. %

Ces chiffres sont suffisamment éloquentes ; mais ne pourrait-on diriger les betteraves sur la sucrerie au lieu de les écraser en distillerie ? Répondre par l'affirmative serait mal connaître le problème ; l'industrie sucrière traversant aujourd'hui une crise de surproduction, les fabricants se sont trouvés dans l'obligation de se contingenter à 790.000 tonnes, la consommation métropolitaine ne pouvant absorber les stocks actuellement en réserve. La distillerie est donc une nécessité pour le développement de la culture betteravière qui est, nous l'avons démontré, une véritable nécessité économique par suite de son influence sur les rendements agricoles, sur la situation sociale de la population rurale, sur la lutte entreprise contre le chômage, sur le bilan économique et le coût de la vie. Cette industrie ne sera jamais trop encouragée par les Pouvoirs Publics et il est à regretter que dans les années qui ont suivi la guerre, sa nécessité n'ait pas été suffisamment mise en lumière. Les déclarations que M. FERNAND DAVID, alors Ministre de l'Agriculture, fit à la Chambre et au Sénat en avril 1930 et tous les discours prononcés à travers la France par son illustre successeur : M. le Président TARDIEU, prouvent que l'Administration et le Ministre de l'Agriculture ont enfin compris le rôle capital que joue dans l'Economie Agricole la culture de la betterave, dont l'importance sociale est caractérisée par le fait qu'elle assure près de 600 millions de francs de salaires d'ouvriers de la culture et des industries agricoles (sucreries et distilleries). Nous espérons que cette manière de voir donnera bientôt des résultats tangibles.

LES MÉLASSES, sous-produits de l'industrie sucrière, sont également une source très importante de la fabrication de l'alcool (908.000 hectolitres pour la campagne 1930-31). Ne pourrait-on, afin d'éviter une surproduction d'alcool utiliser les mélasses autrement qu'en les distillant ?

Une utilisation importante est celle de la fabrication d'aliments mélassés destinés à la nourriture du bétail ; mais la mélasse a besoin de trouver dans la distillerie un autre débouché pour maintenir son cours à un prix suffisant pour que celui-ci soit un élément qui vienne abaisser le prix de revient du sucre blanc n° 3, produit de première nécessité. De plus, la distillation de la mélasse donne, par le traitement des vinasses, d'importants résidus sous forme d'engrais et de sels alcalins très utiles à la culture. Elle concourt donc pour une large part à la prospérité agricole. Le paiement de l'alcool de mélasses à la parité ou quasi-parité des cours du sucre devrait donc être appliqué pour favoriser sa production.

La fabrication de l'alcool de GRAINS était une industrie des plus prospère jusqu'en 1918. Pendant les hostilités, elle a été d'un précieux concours pour la Défense Nationale. Cette source d'alcool avait de nombreux avantages : elle permettait la fabrication d'une levure de qualité remarquable et donnait comme sous-produit, la drèche, nourriture excellente pour le cheptel et dont on pouvait d'autre part, extraire de l'huile. Enfin, pendant la fabrication de l'alcool de grains on pouvait recueillir l'acide carbonique naturel qui se dégageait, ce qui était une autre source de profits.

Aujourd'hui, cette industrie a complètement périclité à la suite des prix d'achat dérisoires fixés par le Ministre des Finances au lendemain de la guerre.

Nous ne cherchons certes pas à encourager une reprise de la distillerie des céréales produits dans la métropole, mais la crise économique actuelle nous incite à rechercher dans quelles mesures nous pourrions venir en aide à nos

agriculteurs coloniaux. Nous croyons à cet égard que si l'Administration facilitait la distillation des substances farineuses, nos producteurs d'outre-mer trouveraient ainsi un écoulement heureux à la surproduction de leurs céréales.

Nous osons espérer que les circonstances nouvelles nées de la crise, suggéreront à l'Administration des modalités d'application dans la fixation du prix d'achat de l'alcool de grains de manière à contenter à la fois les distillateurs industriels et nos cultivateurs indigènes et coloniaux.

Les POMMES DE TERRE sont, dans de nombreux pays, plus particulièrement en Allemagne, Pologne et Tchécoslovaquie, une source importante d'alcool. Les résidus de la distillation de ce tubercule servent dans ces pays de l'Europe Centrale à la nourriture des animaux et en particulier des porcs. Grâce aux distilleries, les cultivateurs de ces contrées n'ont jamais souffert du manque de fourrage substantiel, contrairement aux régions où cette industrie agricole n'existe pas, ainsi que l'a fait remarquer M. VLADISKA BRADLIK dans son « Encyclopédie Tchécoslovaque ». En France, la consommation des pommes de terre pour les besoins domestiques est assez importante pour que sa surproduction ne soit pas à craindre pour le moment.

Rôle joué par l'alcool de bouche dans la prospérité Agricole du Midi et de l'Ouest de la France.

L'alcool de bouche provient principalement des vins, marcs et lies ainsi que des pommes, cidres et poirés. Sa production est une nécessité pour la prospérité des régions viticoles et cidricoles

« La distillation est le patrimoine de la viticulture », a déclaré M. LAURAIN dans son remarquable rapport qu'il rédigea il y a une dizaine d'années sur les moyens de remé-

dier aux crises viticoles. Cette déclaration se justifie par le fait que la fabrication de l'alcool à partir des vins permet aux viticulteurs de retirer de leurs récoltes des prix plus rémunérateurs puisque l'alambic absorbe les vins de mauvaise qualité qui, dans le cas contraire, prendraient place sur le marché ce qui aurait pour conséquence de faire effondrer les cours. La production de l'alcool à partir du vin constitue, comme l'a dit si justement M. MAURICE SARRAUT, la « soupape de sûreté indispensable dans les années de surproduction » et interdire de distiller les vins pourrait porter un coup mortel à la viticulture. Or, la culture de la vigne participe pour une large part à notre richesse agricole. On peut en apprécier l'importance à la lecture de ces quelques chiffres :

Années	Milliers d'hectares plantés en vigne	Milliers d'hect. de vins récoltés	Rendement à l'hectare en hectolitres	Prix moyen de l'hectolitre en francs	Valeur totale en millions
1875	2.421	83.846	35	21	1.761
1889	1.817	23.224	12,7	38	882
1900	1.730	67.353	39,6	18,77	1.264
1910	1.629	28.723	17,6	38	1.177
1919	1.505	54.514	36,2	115,74	6.309
1930	1.402	42.011	30	70	2.940

La vigne est cultivée à l'exception de 13 départements, dans toute la France, mais spécialement dans le Midi où cette culture est souvent la seule qui convienne. Si la distillation du vin était interdite, la viticulture serait ruinée ou sa prospérité grandement atteinte ; les régions qui en vivent, et qui sont parmi les plus prospères de la France se trouveraient si durement frappées, qu'un nouveau dépeuplement de ces campagnes serait à craindre. La nécessité de la distillation des vins que ces raisons à elles seules justifieraient, trouve encore un appui dans l'intérêt financier qu'a l'État dans la prospérité de la

viticulture. Les droits de circulation à eux seuls ont rapporté :

Années	Francs
1910	55.042.000
1915	71.576.000
1919	335.463.000
1925	552.962.000
1931	533.013.000

De plus, la renommée de nos crus est mondiale et l'exportation de nos vins est un élément important de l'actif de notre balance des comptes. En 1910 nous avons exporté deux millions deux cent quatre vingt onze mille hectolitres pour 243 millions de francs : en 1920, la quantité exportée a été inférieure d'environ 400.000 hectolitres à la précédente mais elle représentait du fait de la dépréciation monétaire une somme de 365 millions .

La viticulture procure à la France une prospérité que l'on ne peut contester et dont les chiffres donnés plus haut ont montré l'importance. Or, l'alcool naturel et la viticulture sont unis par les liens les plus étroits, c'est pourquoi les Pouvoirs Publics ont pris de tout temps un soin jaloux à donner satisfaction aux revendications de la viticulture et, pour cela ont même été poussés à sacrifier des intérêts aussi légitimes, mais peut-être moins apparents.

Nous devons encore signaler l'intérêt qu'il y a à protéger par des appellations d'origine les eaux-de-vie de Charente, du Gers et de Normandie ; la prospérité que procure la renommée du Cognac, de l'Armagnac et du Calvados dans les départements où ceux-ci sont fabriqués est telle que les Pouvoirs Publics ne peuvent manquer de prendre les mesures nécessaires pour que leur production soit assurée d'un débouché tant en France qu'à l'Etranger.

La production des eaux-de-vie de cidre, a considérablement augmenté depuis la guerre ; avant les hostilités elle était limitée à quatre départements de Normandie ; aujourd'hui cette industrie s'étend sur 21 départements.

Cela s'explique par le fait que la production des pommes est des plus irrégulières et dépend essentiellement des conditions atmosphériques ; or, sans la distillation, les producteurs sont à la merci du marché allemand, aujourd'hui plus ou moins fermé, lieu où l'excédent de leur production peut seul trouver un débouché. C'est pourquoi, dans les années d'abondance, il faut que les producteurs de pommes puissent, en distillant, ou en faisant distiller l'excédent de leur récolte, éviter l'avilissement du prix de leurs fruits et du cidre. La distillerie est pour ces régions une nécessité, elle permet d'assurer l'emploi des récoltes en excédent et elle concourt heureusement à la prospérité de l'Agriculture spécialement en Normandie et en Bretagne.

Le RHUM est à la base de l'activité de nos vieilles colonies ; nous ne croyons pas nécessaire de nous étendre ici sur son rôle bienfaisant, en particulier de régulateur en période de crise sucrière, car nous consacrons plus loin dans cet ouvrage un chapitre entier à l'étude de la législation des rhums et tafias coloniaux (Voir le chapitre *Rhums et Tafias coloniaux*).

II. L'alcool et la Défense Nationale

L'utilité de l'alcool pour la Défense Nationale est multiple. Sa pénurie en période d'hostilités peut avoir de très graves conséquences.

L'alcool est indispensable pour la fabrication des poudres. Il en faut en effet, un hectolitre pour obtenir 100 kilos de poudre B. D'après un article du Lieutenant-Colonel REBOUL paru dans le « Temps » en mai 1923, on a utilisé pendant les hostilités 4.715.000 hectolitres d'alcool et, sur cette quantité, les Pouvoirs Publics ont dû en importer près de quatre millions, soit plus des trois-quarts. La nécessité de se libérer

de ces importations en cas de nouveau conflit est trop apparente pour qu'il y ait lieu d'insister sur ce point. La Direction des Poudres aurait besoin, en cas de guerre future, d'après les estimations ayant pu être faites, de 7.000 hectolitres par jour, soit près de 2 millions 1/2 d'hectolitres par an pour la fabrication de ses poudres et de l'hypérite (sulfure d'éthyle bichloré obtenu en vaporisant de l'alcool sur un bloc de magnésie chauffé à blanc). Ces chiffres sont éloquents et montrent combien il est nécessaire, pour assurer notre indépendance dans la fabrication de nos explosifs, de favoriser en France la fabrication de l'alcool et d'en assurer les débouchés.

D'autre part, en dehors du Service des Poudres, la Défense Nationale exigerait d'assez grandes quantités d'alcools pour les services pharmaceutiques et chirurgicaux des hôpitaux militaires. Enfin, s'il peut être pénible d'importer en temps de paix, la presque totalité de nos carburants, il ne faut pas perdre de vue qu'en cas de guerre cette exigence peut être fatale pour la France, d'autant plus que les gisements de pétrole sont situés au-delà des mers (exception faite des gisements de Pechelbronn qui ne fournissent d'ailleurs que 2 % de la consommation française).

Or, le traité de Washington ne nous concède pas une flotte surfisante pour assurer le transport certain des carburants dont nous pourrions avoir besoin jusqu'à nos ports.

Ainsi, au point de vue de la Défense Nationale, cette question apparaît plus angoissante encore qu'au point de vue économique. Faute de carburant, tout l'armature défensive de la France peut être mise en péril ; l'aviation, les chars d'assaut, nos services d'intendance, sont à la merci d'une insuffisance de ravitaillement.

Nous devons aussi appeler ici, en témoignage, la déclaration que M. l'Inspecteur PATART, ancien directeur du Ser-

vice des Poudres a faite dans une conférence à l'Ecole des Hautes Etudes Sociales :

« Il est indispensable que les distilleries françaises vivent, « car l'industrie de l'alcool répondrait en cas de guerre à un « besoin vital ; on ne peut espérer disposer en cas de crise d'une « industrie qu'on a laissé disparaître en temps de paix ».

Nous croyons ne pouvoir mieux faire pour appuyer cette thèse, que de rappeler ici les paroles que prononça, pendant la bataille de Verdun, GEORGES CLÉMENCEAU : « Une goutte de carburant économiserait une goutte de sang ». Cette maxime doit rester gravée dans la mémoire de ceux qui ont la charge de résoudre le problème de l'alcool. Sa nécessité en temps de guerre est telle que les mesures législatives qui devront être prises au point de vue économique sur le régime de l'alcool, devront être subordonnées à la nécessité péremptoire de la sécurité nationale.

*
* *

Il résulte de l'exposé que nous avons consacré aux problèmes de l'alcool, que le développement de sa production doit être considéré de façon totalement différente, suivant le point de vue auquel on se place.

Si d'une part, la Faculté de Médecine peut déclarer que l'Alcoolisme est un « péril national », par contre, la prospérité agricole exige le développement de cette « richesse nationale », et la Direction des Poudres a le devoir de maintenir les distilleries en état de produire les quantités d'alcool nécessaires à la « sécurité nationale ».

Pour concilier des thèses aussi diamétralement opposées, il suffit de trouver à l'alcool un autre débouché que celui du « cabaret ». Le problème peut être résolu par le développement de ses emplois industriels. C'est dans ce but que la loi du 28 février 1923 a créé le Carburant National, et que la loi du 4 juillet 1931 prévoit l'incorporation obliga-

toire de 25 % au moins, à 35 % au plus, d'alcool à toutes les essences poids lourds. (Voir le chapitre *Le Carburant National*).

Si, grâce à ces mesures, comme on peut l'espérer, le développement de la consommation de l'alcool moteur peut être obtenu, le problème de l'alcool sera résolu au point de vue économique. C'est pour ces raisons que la Commission des Boissons de la Chambre, sous l'impulsion de son Président, M. BARTHE, poursuit ses efforts pour faire admettre par le Corps législatif le projet de loi ayant trait à l'institution d'un Office National de l'Alcool, assurant d'une manière définitive le débouché de la production française des alcools dits « d'industrie ».

REGIME FISCAL DES ALCOOLS

Malgré les sensibles améliorations qu'avait apportées au Régime des Alcools la loi de 1900, les taxes fiscales étaient encore complexes et importantes avant la guerre, et répondaient presque exclusivement à des nécessités budgétaires. Le développement très rapide de la consommation et le rendement satisfaisant des impôts supportés tant par les producteurs que par les consommateurs favorisaient le maintien d'un *statu quo* défectueux économiquement, mais précieux au point de vue fiscal.

Au cours des dernières années, les conséquences de la guerre et surtout les doléances des assujettis permirent de simplifier sensiblement ce régime, et d'en modifier l'assiette.

Nous examinerons donc quelles étaient les taxes fiscales supportées avant la guerre par l'Alcool, puis les modifications apportées à ce régime depuis 1914 et enfin, dans un dernier paragraphe, les impôts actuels et les projets de lois déposés en vue de leur modification.

I. Régime fiscal avant la guerre

Les alcools supportaient alors les droits suivants :

1^o Droit de consommation de 220 francs par hectolitre d'alcool pur à 100° qui s'appliquait à tous les spiritueux consommés dans le pays. ;

2^o Surtaxe de 50 francs par hectolitre d'alcool pur qui se superposait au droit de consommation pour les amers, bitters et toutes boissons apéritives autres qu'à base de vin, avec un minimum d'imposition de 30^o ;

3^o Un droit d'entrée qui était acquitté à l'arrivée de la marchandise dans toutes les villes comprenant plus de 4.000 habitants. Le taux de ce droit variait entre 7,50 et 30 francs pour les agglomérations comprises entre 4.000 et 50.000 habitants. Ce droit, comme les deux précédents, était perçu au profit de l'État ;

4^o Un droit d'octroi, qui était perçu au profit des communes. Il n'existait que dans les localités autorisées par décret à le percevoir. Ce droit était proportionnel à la population et variait entre 6 et 24 francs.

A part la surtaxe de 50 francs, ces droits étaient, en principe, appliqués à *tous les spiritueux* sans distinction de qualité, de provenance, de logement ou de destination. Pratiquement, les alcools dénaturés, dont nous examinerons le régime dans un chapitre spécial, étaient exemptés du droit de consommation, du droit d'entrée et du droit d'octroi, mais supportaient une taxe de statistique de 0 fr. 25 par hectolitre.

Comme on peut le voir, aucun de ces droits ne frappaient directement le producteur. L'impôt était établi à la *circulation* et à la *vente* ; d'où la nécessité d'organiser un système de contrôle efficace pour éviter la fraude. La production, bien que fiscalement libre, était soumise à une réglementation sévère : les fabricants divisés en deux catégories, les bouilleurs et distillateurs de profession et les bouilleurs de cru, étaient astreints à des formalités, permettant une surveillance constante de l'Administration, mais sans imposition.

Dès son départ de chez le producteur, l'alcool était imposé. « Aucun enlèvement, stipulait la loi, ne pourra être fait sans déclaration préalable de l'expéditeur et de l'ache-

teur, et sans que le conducteur soit muni d'un acquit à caution ou d'un passavant pris au bureau de la Régie ».

Nous avons déjà parlé, dans notre Historique, de ces titres de mouvement ; rappelons simplement que le « congé » sert à accompagner les marchandises dont les droits ont été acquittés au départ, que l'« acquit à caution » impliquant paiement des droits à l'arrivée, peut être blanc pour les eaux-de-vie et alcools naturels, pour les rhums et tafias coloniaux et pour certains genièvres, et rose pour tous les spiritueux ; et enfin que le « passavant » s'applique aux boissons ayant déjà acquitté l'impôt, celles par exemple que les débitants détiennent dans des caves séparées de leurs débits.

De ces formalités à la circulation, il résulte qu'aucune catégorie d'alcool ne pouvait sortir de chez le producteur et s'acheminer vers le grossiste ou le détaillant sans être munie d'un titre indiquant sa position à l'égard du fisc.

Les marchands en gros étaient astreints au paiement d'une licence qui, proportionnelle à l'importance de leur commerce, pouvait être (depuis le 20 décembre 1905) de : 20, 50, 75, 100, 125, 160 ou 220 francs par trimestre. Les débitants étaient taxés suivant leur patente et acquittaient un droit qui allait de 5 francs à 112 fr. 50 par trimestre.

Ce régime fiscal était sensiblement plus simple que celui qui avait été instauré par la loi de 1816 qui, nous l'avons vu, comprenait de plus un droit de détail et le droit d'exercice. Mais il exigeait néanmoins pour être efficace, un contrôle permanent et coûteux. Or, cette surveillance ne pouvait guère plus jouer que sur la circulation, la loi du 29 décembre 1897 relative à la suppression des octrois ayant affaibli le contrôle aux barrières.

Les impôts supportés par l'alcool n'étaient donc garantis, en fait, que par le contrôle de la circulation ; le principe des droits d'entrée et d'octroi était défectueux, faute, pour l'Administration, de pouvoir exercer une surveillance efficace.

Nous allons voir, cependant, que le rendement de ces impôts présentait pour le budget un intérêt primordial.

Voici quels ont été les recouvrements effectués au titre de l'Alcool de 1901 (année où le droit de consommation a été élevé à 220 francs) à 1913.

Années	Droits de consommation	Droits d'entrée	Surtaxes de 50 frs	Droits d'octroi	Licences	Total des droits sur alcool	Total des revenus de l'Etat
1901	307.451			39.712	177	347.340	3.376.052
1902	301.287			42.757	123	344.167	3.582.492
1903	326.036			43.623	100	369.759	3.667.559
1904	344.341	15.076		46.331	133	495.881	3.739.050
1905	315.157	14.449		44.870	192	374.668	3.766.347
1906	315.171	14.478		46.253	145	376.047	3.837.000
1907	300.914	13.912	7.925	41.248	140	364.139	3.968.367
1908	313.408	14.166	10.103	43.082	128	389.887	3.966.405
1909	314.743	14.303	9.587	42.573	131	381.337	4.140.913
1910	328.469	14.927	10.522	45.126	112	399.156	4.273.891
1911	367.347	16.743	13.670	50.898	111	448.769	4.689.046
1912	356.324	17.088	13.622	51.635	131	438.800	4.857.491
1913	366.755	17.871	14.832	54.573	138	454.169	5.091.745

Les chiffres de ce tableau sont exprimés en milliers

Les droits d'octroi n'étant pas perçus au profit de l'État, mais au profit des communes, il y a lieu d'en déduire le montant du total des droits supportés par l'alcool, pour obtenir le rendement fiscal des impositions. C'est le chiffre ainsi obtenu que l'on peut rapprocher utilement du montant du budget ; il apparaît alors que les revenus, provenant des taxes perçues, représentent de 8 à 8,50 % de l'ensemble des impôts et revenus de l'État, et 25 % en moyenne du produit des Contributions Indirectes.

Ces proportions très élevées expliquent et justifient, en partie, l'échec, avant guerre, de toutes les propositions tendant à modifier le régime de l'Alcool. L'Economie Générale était sacrifiée aux nécessités fiscales et l'excellent rendement de l'impôt faisait oublier combien sa perception était complexe et difficilement contrôlable.

La fraude était bien poursuivie, puisque les procès-ver-

baux pour infractions à la législation sur l'Alcool, ont atteint une moyenne de 10 à 25.000 par an de 1900 à 1913 contre 10 à 12.000 pour la période 1890-1900, mais les moyens dont disposaient les agents de l'Administration étaient trop faibles et le réseau des formalités trop touffu pour que ce contrôle put être réellement effectif. La guerre et ses conséquences permirent, fort heureusement, de supprimer peu à peu les taxes surannées et de modifier l'assiette de l'impôt, de sorte que le régime se simplifia très sensiblement, sans que les assujettis ou le fisc aient eu à en pâtir.

II. Modifications apportées au régime depuis 1914

Ces modifications comprennent d'une part la suppression des droits d'entrée et d'octroi, compensée par une élévation du droit général de consommation, et d'autre part la substitution d'une taxation à la production à celle qui, antérieurement, ne visait que la circulation et la vente.

La loi du 30 juin 1916 éleva de 220 francs à 400 francs le droit de consommation et supprima les droits d'entrée considérés comme une atteinte au principe de l'égalité devant l'impôt. Leur abolition avait déjà été réclamée par RIBOT et cette réforme, considérée depuis longtemps comme nécessaire, ne souleva aucune difficulté. Comme le recouvrement de ces droits était assuré par les Services de l'Octroi, le Gouvernement proposa de supprimer également les droits d'octroi. Mais la Chambre estima que les communes ne pouvaient trouver des taxes de remplacement suffisantes pour permettre de compenser la perte à subir du fait de la suppression de ces droits, de sorte que cette suggestion fut écartée.

Elle ne fut d'ailleurs écartée que provisoirement, car la question de l'octroi exigeait une solution législative rapide. L'opinion publique était favorable à la suppression des oc-

trois qui étaient considérés, à juste titre, comme une des causes du renchérissement du prix de la vie, puisqu'ils frappaient des denrées de première nécessité, comme injustes et anti-proportionnels, puisqu'ils ne tenaient pas compte de la valeur intrinsèque des marchandises. Mais leur suppression soulevait de grosses difficultés, car les communes y puisaient le principal de leurs ressources. L'octroi rapportait, en moyenne, 315 millions (dont 49 pour l'alcool) par an aux communes, soit 20 frs. 37 par tête d'habitant.

L'élévation des impôts directs, qui aurait été nécessaire pour combler le déficit, aurait entraîné l'obligation de tripler les centimes additionnels communaux, ce qui était considéré comme impossible dans la plupart des cas.

La seule solution qui se présentait était de supprimer progressivement les octrois en assurant aux communes, à chaque étape, des taxes de remplacement suffisantes pour assurer leur équilibre financier. C'était, d'ailleurs le principe admis par la loi du 29 décembre 1897 qui, en dégrévant les boissons hygiéniques, avait créé une série de taxes auxquelles pouvaient recourir les municipalités.

Le Gouvernement décida de persévérer dans ce sens, et soumit aux Chambres un projet qui, après deux rapports de M. TOURNAN, des 17 juillet et 7 décembre 1917, de M. MARIN du 27 septembre et de M. MILLIÈS-LACROIX, au Sénat, du 31 janvier 1918, fut adopté le 22 février 1918.

Cette loi du 22 février 1918 est, à notre avis, le plus important des textes législatifs des dernières années ayant trait au régime fiscal des Alcools.

Ses dispositions simplifièrent les impôts existants en supprimant les droits d'octroi, et en facilitèrent le recouvrement en modifiant leur assiette.

I. Suppression des droits d'octroi.

L'article premier de cette loi supprima « toutes taxes et surtaxes d'octroi sur l'alcool, le vin, le cidre, le poiré, l'hy-

dromel et la bière ». Par contre, le droit de consommation fût porté de 400 à 600 francs.

Les municipalités perdaient ainsi environ 16 % de leurs recettes ; c'est pourquoi, dans le but de leur assurer une compensation, l'art. 3 décida que « sur le produit total du droit de consommation, un tiers serait réparti aux communes au prorata de leur population totale ». En vue de leur assurer un revenu minimum il fut prévu, dans l'art. 4, que « les parts d'une commune ayant des droits d'octroi ne pourraient être inférieures aux revenus que cette commune a tirés des droits d'octroi sur l'alcool en 1913 ».

C'est ainsi que fut créé le « Fonds commun de répartition au profit des communes ». Le mode de répartition des sommes dues fût fixé comme suit :

« L'Etat remettra chaque mois à toute commune ayant des
« recettes d'octroi, une somme représentant un douzième des
« revenus procurés en 1913 à cette commune par les dits droits.
« A l'expiration de l'année, il sera procédé, entre toutes les
« communes à une répartition des droits qui auront été perçus
« pour elles par l'Etat sur la consommation de l'Alcool etc...
« sans réduction, en aucun cas, des sommes déjà attribuées
« par des prélèvements mensuels aux communes ayant des
« recettes d'octroi ».

Le législateur a, ainsi, adroitement reporté sur le droit de consommation, les taxes autrefois perçues par l'octroi. L'imposition restait de ce fait sensiblement la même, mais sa perception se trouvait facilitée par la suppression des droits acquittés à l'entrée des communes. Aucun inconvénient pour les dites communes puisque le « Fonds commun » leur assure un revenu au moins égal à celui d'avant guerre.

Des impôts antérieurs à la guerre, il ne subsiste donc plus que le droit de consommation et la surtaxe de 50 francs. La suppression des octrois permet en outre de modifier entièrement l'assiette des impôts subsistants.

II. Assiette de l'Impôt.

L'art. 2 de la loi du 22 février 1918 stipulait que, désormais, le droit de consommation serait liquidé au moment de l'expédition à la consommation ou de la constatation des manquants.

Le système établi par la loi de 1816, qui était basé sur les formalités à la circulation et à la vente, se trouvait ainsi complètement bouleversé. L'impôt devint un impôt à la production.

Il ne faudrait croire, cependant, que cette décision législative ait eu un caractère révolutionnaire ; elle ne fut que la conséquence des dispositions de la loi du 30 juin 1916 qui, renforçant le contrôle des bouilleurs de crû, permit à l'Administration de connaître toutes les quantités d'alcool produites. Cette loi de 1916 encourageait déjà le bouilleur à acquitter les droits au départ en lui accordant une remise de 10 %. Lorsque survint la suppression des droits d'octroi, l'assiette antérieure ne put être maintenue. En effet, on ne pouvait plus exiger que tous les acheteurs d'alcool se rendissent à la recette ruraliste pour obtenir la décharge de leurs acquits à caution. Il était donc normal que le droit sur l'alcool fut exigé au moment de son expédition, c'est-à-dire *payable par le vendeur de la marchandise*.

Mais, comme celui-ci devait récupérer sur son client les droits qu'il avait acquittés, la loi lui accorda un délai de paiement dit « crédit d'enlèvement ». En effet, il fut stipulé que :

« En ce qui concerne les expéditions des entrepositaires, le compte
« serait arrêté par dizaine et le paiement effectué dans le délai
« d'un mois à partir de l'arrêté, sans que le crédit puisse porter
« sur une quantité supérieure au quart des restes en magasin ».

On voit que cette loi du 22 février 1918, rénova entièrement le régime fiscal des alcools ; les modifications qui y furent apportées, dans les années qui suivirent, furent beaucoup moins importantes.

Le législateur poursuivait cependant le travail de simplification qu'il avait entrepris, en supprimant, le 25 juin 1920, la surtaxe de 50 francs par hectolitre d'alcool pur et en la remplaçant par une élévation de 600 à 1.000 francs du droit de consommation ; celui-ci fut ensuite porté à 1.250 francs en avril 1926 et à 1.320 francs en août 1926.

Entre temps, la loi du 31 décembre 1917 avait instauré une taxe de luxe de 10 % à laquelle était soumise les eaux-de-vie, liqueurs et apéritifs ; cette taxe était perçue sur le vendeur à charge, pour celui-ci, d'en récupérer le montant sur son client ; elle fut portée à 25 % en 1920 et à 30 % en 1924.

La loi du 31 juillet 1920 porta à six mois le délai de prescription des acquits à caution, évitant ainsi aux négociants les inconvénients pouvant résulter de la négligence de leurs clients.

En 1925, une disposition intéressante fut prise par la loi du 29 décembre en vue de prémunir l'expéditeur contre le risque de défaillance de son acheteur, en le subrogeant, pour le recouvrement des droits payés, au privilège de la Régie.

III. Régime fiscal actuel et projets en cours.

Tous les textes législatifs relatifs aux boissons ont été coordonnés et codifiés par le décret du 21 décembre 1926 qui a maintenant force légale, et qui fait bien apparaître combien le régime a été simplifié par les décisions prises pendant et après la guerre. Les alcools ne supportent plus que le *droit de consommation et la taxe de luxe*.

I. Droit de consommation.

Ce droit est de 1320 francs par hectolitre d'alcool pur. Sur cette somme, il est prélevé 250 francs qui sont ré-

partis entre les communes, conformément à la loi du 22 février 1918, pour les dédommager de la suppression des droits d'octroi.

« L'Alcool pur » est déterminé en multipliant le volume réel (mesuré à la température de 15°) par le degré centésimal constaté au moyen de l'alcoomètre de Gay-Lussac.

Ce droit de consommation est acquitté au moment de l'expédition à la consommation ou de la constatation des manquants ; nous avons vu, cependant, que les expéditeurs jouissaient d'un « crédit d'enlèvement » d'un mois.

Les exemptions du droit de consommation comprennent : les alcools enlevés à destination de l'étranger ou des Colonies à condition que leur sortie soit régulièrement constatée ; les alcools expédiés à des distillateurs ou bouilleurs de profession, à des marchands ou à des fabricants de vinaigre, à condition qu'ils soient pris en charge au compte du destinataire ; les alcools dénaturés auxquels nous consacrons un chapitre spécial ; les alcools utilisés pour le vinage des vins destinés à l'exportation et enfin les alcools expédiés par un débitant ou un particulier d'une de ses caves dans un autre domicile situé dans la même localité.

On pourrait croire que le fait d'avoir modifié l'assiette de l'impôt entraînait, *ipso facto*, la suppression des titres de mouvement. Il n'en est rien, car le législateur a prévu qu'exceptionnellement les taxes pouvaient être acquittées par le destinataire ; c'est en somme, l'inverse de ce qui se passait autrefois lorsque l'expéditeur pouvait exceptionnellement acquitter les droits. Il en résulte que les « congés », « acquits à caution » et « passavants » ont subsisté pour régler la circulation des spiritueux.

Voici comment la loi fixe l'utilisation de ces « titres de mouvement » :

« Doivent circuler sous le couvert d'« acquits à caution », les
« alcools enlevés à destination.

« a. Des négociants, marchands en gros, courtiers, facteurs,

« commissionnaires, distillateurs et tous autres munis d'une
« licence de marchand en gros ou de distillateur dans les localités autres que Paris ou soumis aux exercices des employés
« de la Régie avec bénéfice du crédit des droits ;

« b. Des dénaturateurs et fabricants de vinaigre ;

« c. De l'Etranger ou des Colonies françaises ;

« d. Des Ambassadeurs et autres membres du Corps Diplomatique.

« Doivent circuler sous le couvert de « passavants » ou de « laissez-passer » les alcools pour lesquels est fournie la justification du paiement antérieur des droits ou ramenés, par les
« bouilleurs de cru, au siège de leur exploitation.

« Doivent circuler sous le couvert de « congés » les alcools
« déplacés dans tous les autres cas ».

Malgré la modification de l'assiette de l'impôt, les alcools ne peuvent donc circuler librement.

Sont simplement exemptés des formalités prévues, les alcools dénaturés libérés de la taxe de statistique, les produits préparés avec les alcools méthylés et dans la limite de 10 litres en volume, les produits pharmaceutiques à base d'alcool exclusivement médicamenteux sous la condition qu'il aura été justifié du paiement des droits sur les alcools employés à leur préparation.

II. **Taxe de luxe.**

Outre le droit de consommation, les alcools destinés à la consommation de bouche supportent une taxe, *ad valorem*, de 30 %. La valeur de la matière imposable est déterminée d'après le prix de vente, y compris le droit de consommation.

Si les livraisons sont effectuées à des intermédiaires, le prix de vente qui sert de base est le prix de détail diminué de 25 %.

La perception de cette taxe est assurée par les Contributions Indirectes ; elle peut être acquittée soit au comptant au moment de la déclaration d'enlèvement des alcools faite à la Recette Buraliste par la délivrance de l'expédition, soit mensuellement si le commerçant est en compte avec le Trésor.

Les pénalités encourues en cas de fraude, comprennent une amende, le paiement du quintuple des droits fraudés, et la confiscation des boissons saisies.

Cette taxe appelle deux remarques importantes :

a) C'est un impôt de superposition puisque le prix qui sert de base comprend le droit de consommation.

b) Cet impôt est supporté par l'acheteur, mais acquitté par le vendeur à charge pour lui de le récupérer. Son assiette diffère donc radicalement de celle du droit de consommation qui est perçu sur le vendeur.

Lorsque le législateur a entrepris de réformer le Régime des Alcools, il a admis comme grand principe qu'aucune simplification des impositions ne pouvait être obtenue si on ne remplaçait pas la taxation à la circulation et à la vente par des impôts à la production.

C'est en vertu de ce principe qu'il a supprimé les droits d'entrée, les droits d'octroi et modifié l'assiette du droit de consommation, réalisant ainsi une notable simplification des perceptions.

Or, cette taxe de luxe s'applique à la vente au détail ! Elle est bien perçue au départ de la marchandise, mais son principe n'en est pas moins, juridiquement, en contradiction formelle avec celui du droit de consommation, d'où illogique.

Il serait donc normal et conforme aux vues du législateur que cette taxe fût supprimée ou qu'il lui fût substitué un impôt supporté par le vendeur.

Cette réforme qui a été envisagée à diverses reprises se heurte malheureusement à de grosses difficultés. Les partisans du maintien de la taxe de luxe objectent que sa suppression ne libérerait pas l'Administration du souci de suivre la matière imposable jusqu'à la consommation puisque c'est à ce dernier stade seulement qu'est acquitté l'impôt sur le chiffre d'affaires.

Rappelons pour mémoire que cet impôt sur le chiffre d'affaires, instauré par la loi du 25 juin 1920, atteint les « affaires faites en France par les personnes qui, habituelle-

ment ou occasionnellement, achètent pour revendre ou accomplissent des actes relevant des professions assujetties à l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux ». Le taux de cet impôt est de 2 % dont 0,10 au profit des Départements et des Communes.

En sont exemptés (art. 2 de la loi du 25 juin 1920) :

« Les affaires effectuées par les producteurs ou les négociants
« en gros et portant sur des eaux-de-vie, liqueurs, apéritifs et
« vins de liqueurs lorsque la taxe spéciale prévue par l'article 73
« de la loi du 25 juin 1920 est perçue (taxe de luxe) ».

Dans le cas qui nous intéresse, cet impôt est donc acquitté par le débitant et peut être considéré comme une taxe *ad valorem* s'ajoutant à la taxe de luxe.

Dès lors, les défenseurs de cette dernière ont beau jeu d'affirmer que, loin de simplifier le régime fiscal des alcools, la suppression de cette taxe compliquerait les perceptions puisque l'Administration aurait à faire une discrimination entre l'alcool destiné aux intermédiaires et l'alcool destiné aux détaillants, d'où vérification de la comptabilité, classement des factures, etc...

Ils ont raison, si on admet le principe du maintien de l'impôt sur le chiffre d'affaires ; ils ont tort, si on suit le législateur dans son souci de généraliser les taxes à l'importation, à la production ou même à un stade déterminé de la transformation ou de la vente.

En effet, la libération complète de l'alcool rendu à la consommation, qui serait conforme au vœu du législateur, est possible à la condition que le remplacement de la taxe de luxe coïncide avec le remplacement de la taxe sur le chiffre d'affaires. Il ne nous semble pas que l'on puisse dissocier ces deux réformes.

Elles font d'ailleurs, depuis peu, l'objet de diverses initiatives parlementaires. C'est ainsi que, sous la pression des intéressés, le Ministre du Budget a constitué le 30 mars 1931, au Ministère des Finances, une Commission

spéciale chargée d'étudier, en ce qui concerne l'industrie et le commerce des alcools, les conditions dans lesquelles des taxes de remplacement *ad valorem* pourraient être substituées à l'impôt sur le chiffre d'affaires tel qu'il est actuellement perçu.

Cette Commission comprend 22 membres représentant toutes les industries produisant ou utilisant l'alcool, tant naturel qu'industriel.

Ses travaux ont abouti à l'élaboration de deux réformes s'appliquant l'une à l'alcool d'industrie et l'autre à l'alcool de bouche. La première se trouve consacrée par la loi du 29 janvier 1932 portant transformation de l'impôt sur le chiffre d'affaires en ce qui concerne l'alcool dénaturé de commerce et l'alcool méthylé.

En voici le texte :

Article premier. — A partir du premier jour du mois qui suivra la promulgation de la présente loi, l'impôt prévu par le décret du 28 décembre 1926 codifiant la législation en matière d'impôt sur le chiffre d'affaires et afférent aux affaires de vente, de commission ou de courtage, ainsi qu'aux importations portant sur l'alcool dénaturé de commerce dit de chauffage, d'éclairage et d'éclaircissage, ainsi que sur l'alcool méthylé, sera perçu, sous la forme d'une taxe unique, soit à l'importation, soit chez les dénaturateurs ou préparateurs de ces produits.

Cette taxe sera calculée sur la valeur de cession de l'alcool, fixée par les arrêtés du Ministre du Budget, et portera, suivant le cas, soit sur les importations, soit sur les quantités d'alcool soumises à la dénaturation, sans qu'il y ait à considérer si le produit est destiné à être vendu ou utilisé par le dénaturateur.

Le taux de la taxe est fixé à 6 %, dont 0,30 au profit du fonds commun des départements et des communes en ce qui concerne l'alcool dénaturé de commerce et à 3 %, dont 0,15 au profit du fonds commun des départements et des communes en ce qui concerne l'alcool méthylé.

Article 2. — Les préparateurs d'alcool de chauffage, d'éclairage et d'éclaircissage admis à recevoir des alcools simplement additionnés de méthylène, à charge par eux de faire subir le complément de dénaturation réglementaire, acquitteront également la taxe unique de 6 % susvisée sur les produits ayant

subi ce supplément de dénaturation, précompte fait de la taxe de 3 % acquittée par le dénaturateur.

Article 3. — Le paiement de la taxe unique de 6 % ou de 3 % prévue par la présente loi, pourra être effectué en obligations cautionnées dans les conditions déterminées par les articles 2 et 3 de la loi du 15 février 1875.

Article 4. — Dans les trois jours de la mise en application de la présente loi, les dénaturateurs ou préparateurs de produits visés à ladite loi devront déposer au bureau des contributions indirectes dont ils dépendent, pour le paiement de l'impôt sur le chiffre d'affaires, un relevé des quantités de ces produits en leur possession (dans leurs magasins, dépôts, en cours de transport). Ces quantités seront soumises à la taxe unique de 6 % ou 3 %. Un délai d'un mois sera accordé pour le paiement de la taxe exigible.

Toute quantité non déclarée donnera lieu au paiement, en sus de la taxe, d'une amende double de cette taxe.

Article 5. — Les mesures nécessaires pour l'exécution des dispositions de la présente loi seront réglées par des arrêtés ministériels.

Article 6. — Les infractions aux dispositions de la présente loi et à celles des arrêtés pris pour son exécution seront constatées, poursuivies et réprimées dans les conditions prévues par les articles 13, 14, 15 et 22 du décret du 28 décembre 1926, portant codification de la législation en matière d'impôt sur le chiffre d'affaires.

Article 7. — Les encaissements se rapportant à des affaires de vente, de commission ou de courtage, portant sur des produits visés à la présente loi n'ayant pas supporté la taxe unique prévue par cette dernière, supporteront l'impôt sur le chiffre d'affaires dans les conditions de droit commun.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des Députés sera exécutée comme loi de l'Etat.

Quant au projet de réforme fiscale concernant les alcools de bouche, il stipule que la taxe de luxe et l'impôt sur le chiffre d'affaires sont supprimés et remplacés par deux taxes nouvelles dans les conditions suivantes : tous les alcools soumis au droit de consommation et susceptibles d'alimenter la consommation de bouche, seraient frappés d'une taxe de 47 % (remplaçant la taxe de luxe) calculée sur la force alcoolique et d'après la moyenne, droit de consommation

compris, du trois-six de vin pendant la campagne précédente (1^{er} octobre au 30 septembre). Cette valeur moyenne serait déterminée chaque année d'après les cotes des Chambres de commerce de Béziers, Montpellier, Nîmes et Narbonne par un arrêté ministériel qui serait applicable du 1^{er} novembre au 31 octobre de l'année suivante. Cette taxe serait perçue par les Contributions Indirectes dans les mêmes conditions que la taxe de luxe.

Le principe de la taxation à la production serait ainsi sauvegardé et, innovation intéressante, le montant imposable serait fixé par arrêté ministériel sur les bases du cours de l'année précédente.

En outre, les assujettis au droit de consommation et à cette taxe de 47 % supporteraient un nouvel impôt, l'impôt spécial destiné à remplacer l'impôt sur le chiffre d'affaires. Son taux serait de 8,50 % dont frs. 0,40 au profit du « Fonds commun des départements et des communes ». Son assiette serait la même que celle de la taxe de 47 % et il serait perçu en même temps que cette dernière.

L'adoption de ce projet de loi¹ rendrait plus simple encore, le régime fiscal des alcools, les trois impôts existant actuellement (droit de consommation, taxe de luxe, chiffre d'affaires) dont deux sont des taxes *ad valorem* se trouveraient remplacés par trois taxes (droit de consommation, taxe de 47 %, taxe de 8,50 %) perçues en *même temps* sur le vendeur réclamant un « congé » à la recette buraliste.

La simplification ne résulterait pas seulement de ce que ces taxes seraient acquittées à la fois, mais également de ce que les deux dernières seraient calculées sur des bases fixées par arrêté ministériel au lieu d'être établies proportionnellement au prix de vente.

L'autorité des membres de la Commission dont les travaux ont abouti au projet en question est le plus sûr garant de ce que les Pouvoirs Publics l'examinèrent attentive-

1. Ce projet de loi a définitivement été voté par le Sénat le 18 mars 1932 pour être mis en application à partir du 1^{er} mai 1932.

ment, d'autant plus qu'il répond aux vœux manifestés à plusieurs reprises par le législateur, et à l'intérêt des contribuables et n'exige, en outre, aucun sacrifice fiscal.

* * *

L'évolution du régime fiscal depuis la guerre se caractérise donc par une diminution du nombre d'impôts supportés par l'alcool et par une modification de leur assiette dans le sens de l'imposition à la production.

A l'ancien principe qui consistait à ne voir dans l'impôt sur l'alcool qu'un moyen exceptionnellement productif d'équilibrer le budget a succédé la notion qu'un meilleur aménagement de ces charges fiscales pouvait, sans nuire au rendement, être favorable aux industries intéressées.

Le tableau de la page suivante permet de suivre les louables efforts tentés par le législateur pour réagir contre les méthodes d'avant-guerre, à la fois coûteuses et préjudiciables à l'Economie Générale.

Le travail d'unification des impôts qui a été entrepris est encore inachevé mais le projet qui a été déposé dans le courant de 1931 sur le bureau de la Chambre donnera l'occasion au Parlement de poursuivre et de compléter les résultats antérieurs.

Nous n'avons voulu donner, dans ce chapitre, que les grandes lignes des modifications subies par le régime, au cours des dernières années de façon à suivre la pensée dirigeante du législateur.

Il en résulte que certains problèmes essentiels qui dominent la question de l'alcool n'ont pu être qu'effleurés.

C'est ainsi que l'alcool dénaturé qui jouit d'un régime spécial et les bouilleurs de cru qui ont été, de tous temps, la pierre d'achoppement de bien des réformes législatives ont été à peine mentionnés. Nous leur consacrons les deux chapitres suivants.

Impôts sur l'alcool

Années

1914	Droit de consommation	Droit d'entrée	Droit d'octroi	Surtaxe de	
	220 fr.	de 7,50 à 30 fr.	de 6 à 24 fr.	50 fr.	
1916	Droit de consommation		Droit d'octroi	Surtaxe de	
	400 fr.		6 à 24 fr.	50 fr.	
1918	Droit de consommation			Surtaxe de	Taxe de Luxe
	600 fr.			50 fr.	10 % ad valorem
1924	Droit de consommation				Taxe de Luxe
	1.000 fr.				30 % ad valorem
Jusqu'au 1 ^{er} mai 1932	Droit de consommation				Chiffred'affaires
	1.320 fr.				2 %
A partir du 1 ^{er} mai 1932	Droit de consommation				Chiffred'affaires
	1.320 fr.				2 %
					Taxe à la production
					47 %
					8,50 %

LA DÉNATURATION

A. Historique

Dans notre exposé sur le régime fiscal des alcools, nous avons volontairement laissé de côté la question de la dénaturation et celle des bouilleurs de cru, nous limitant, pour plus de clarté, à l'examen des taxes supportées par les alcools. Nous allons à présent étudier le problème des alcools dénaturés qui jouissent d'un régime spécial.

L'alcool utilisé pour la consommation de bouche, supporte, ainsi que nous l'avons vu, des impôts relativement élevés. Dans le but d'encourager l'alcool à s'acheminer vers des fins industrielles, le législateur a fort habilement exonéré du droit de consommation les produits dénaturés, c'est-à-dire ceux qu'un traitement a rendu impropres à la consommation de bouche.

La loi du 8 décembre 1814 et la décision ministérielle du 29 septembre 1816, exonérèrent pour la première fois, de certaines taxes fiscales les alcools utilisés comme matières premières ou comme agent physique ou chimique.

Ce régime extrêmement avantageux encouragea la fraude par revivification au point que cette exemption de droits fut supprimée le 10 octobre 1833. Cette décision entraîna de telles protestations de la part des viticulteurs, seuls intéressés à cette époque, que la loi du 24 juillet 1843 la rapporta en partie.

L'Ordonnance du 14 juin 1844 et la circulaire n° 303 du

16 juillet de la même année précisèrent les conditions dans lesquelles devait être effectuée la dénaturation ; il y fut prévu l'addition d'essence de goudron de bois, de goudron de houille, d'huile de naphte, de schiste, de térébenthine. Si cette ordonnance dispensait l'alcool dénaturé de l'impôt de consommation, par contre elle l'obligeait à acquitter une taxe variant de 12 à 28 fr. 80 suivant la proportion des essences et l'importance des localités où ces alcools dénaturés étaient utilisés.

Cette loi avait deux inconvénients : ne prévoyant pour la Régie aucun contrôle de l'utilisation des alcools dénaturés, elle ne permit pas d'éviter que l'augmentation du droit de consommation stimulât la fraude ; de plus les procédés imposés pour la dénaturation étaient si limités que certaines industries, dans l'impossibilité de les utiliser, employèrent de l'alcool pur en acquittant la taxe de consommation. Il en résulta que ces industries, par suite de prix de revient trop élevés, ne purent se développer aussi rapidement qu'à l'étranger, en Allemagne notamment.

Ces inconvénients s'aggravèrent lorsque, après la guerre de 1870, les droits de consommation furent élevés. C'est pour y remédier que furent votées les lois du 2 août 1873, du 21 mars 1874 et que fut rendu le décret du 29 janvier 1881. Le législateur chercha à y remédier aux inconvénients de la loi de 1843 en modifiant le régime du dénaturant ; il y fut prévu que désormais celui-ci serait fixé pour chaque industrie après avis du Comité consultatif des Arts et Manufactures. Cette disposition aurait normalement dû améliorer la situation, mais pratiquement il n'en fût rien d'une part par suite du taux trop élevé de la taxe de dénaturation et d'autre part par suite du prix excessif du dénaturant. Le taux de la taxe de dénaturation était alors de 30 fr. 50 par hectolitre d'alcool pur (loi du 8 août 1872) auquel s'ajoutaient les droits d'octroi pouvant s'élever à 7 fr. 50. Le dénaturant proposé par le Comité des Arts et

Manufactures était du méthylène qui devait comprendre au moins 65 % d'alcool méthylique, 26 % d'impuretés pyrolignieuses et 9 % d'acétone.

Malgré les louables efforts du législateur, les industries utilisant l'alcool dénaturé continuèrent à périliter, tandis qu'elles prospéraient en Allemagne. Pour examiner leur situation, une Commission scientifique fut instituée au Ministère des Finances qui se livra à une enquête approfondie. A la suite de ses travaux, la proportion de méthylène requise pour la dénaturation fut abaissée le 8 septembre 1897, de 15 à 10 litres par hectolitre et la loi du 16 décembre 1897 réduisit à 3 francs, décimes compris, la taxe de dénaturation ; par suite des heureux résultats produits par ces mesures, cette taxe de dénaturation fut purement et simplement supprimée par l'art. 15 de la loi du 29 décembre 1900. Elle fut remplacée par une taxe de statistique de 0 fr. 30 qui, ajoutée aux droits de 0 fr. 80 par hectolitre, perçus conformément à l'art. 11 de la loi du 16 avril 1895 pour frais d'analyse et de surveillance, ne représentait plus qu'une charge infime en regard des impôts antérieurement supportés.

De plus, pour faciliter le développement des alcools dénaturés et pour compenser le prix de revient du méthylène, supérieur à celui de l'alcool, l'art. 5 de la loi du 25 février 1901, alloua une somme forfaitaire de 9 francs aux industriels pour chaque hectolitre d'alcool dénaturé selon la formule générale (addition de 10 % de méthylène) à partir du 1^{er} janvier 1902. Les alcools dénaturés par des procédés spéciaux ne bénéficiaient pas de cette allocation.

Pour contrebalancer la charge que représentait cette mesure, une taxe de fabrication fut imposée à tous les distillateurs qui rectifiaient des flegmes ou qui produisaient d'autres alcools que ceux de vins, fruits, cidres poirés, lies, marcs (§ 2, art. 59 de la loi du 25 février 1901), rhums, tafias naturels ou des genièvres obtenus par la distillation

simple du seigle, blé, orge, avoine et susceptibles d'être livrés sans coupage à la consommation (art. 15 de la loi du 30 mars 1902).

La taxe de fabrication pour les alcools visés par les lois de 1901-1902, n'était d'ailleurs due que sous déduction :

1^o Des quantités directement exportées ;

2^o Des quantités de flegmes dirigées sur d'autres usines pour y être rectifiées ;

3^o Des quantités d'alcool directement expédiées de la distillerie aux établissements autorisés à les dénaturer par des procédés différents de la formule de la Régie (cette dernière disposition ne fut établie que par la loi du 28 mars 1911).

Tel fut le régime des alcools dénaturés, jusqu'à la guerre. Mais dès les premiers mois des hostilités, l'Administration, pour faciliter la dénaturation, institua, par sa note du 29 novembre 1914, un nouveau régime. Le méthylène était fourni gratuitement par la Régie, mais cette utilisation entraînait la suppression de la prime de 9 francs. Ce régime fut sanctionné par la loi du 30 juillet 1915.

La dépense qui en résultait pour le Trésor était compensée par une augmentation de la taxe de fabrication qui était portée à 2 fr. 50 (cette taxe d'ailleurs avait été progressivement augmentée de 1901 à la guerre. Cette question ayant été étudiée d'une façon très approfondie par M. Frank en 1911, dans son ouvrage « Le commerce de l'alcool », nous n'avons pas cru nécessaire de l'exposer ici en détail).

Ce régime fut d'ailleurs de courte durée, à la suite du vote de la loi du 30 juin 1916 instituant le régime provisoire des alcools (voir chapitre, *L'Institution du régime provisoire*). La loi du 29 juillet 1916 fut votée fixant le régime provisoire des alcools dénaturés. Son article unique est ainsi conçu :

« Le Ministre des Finances est autorisé à suspendre, jusqu'à la fin des hostilités, les effets de l'article 59 de la loi du

25 février 1901, modifié ou complété par les articles 15 et 16 de la loi du 30 mars 1902, l'article unique de la loi du 28 mars 1911 et l'article 2 du 30 juillet 1915 ».

Les dispositions de ce texte peuvent être résumées ainsi :

a) La prime de 9 francs ne doit plus être payée aux dénaturateurs, et en conséquence, la taxe de fabrication, dite taxe compensatrice, cesse d'être perçue.

b) La Régie n'a plus à fournir le méthylène aux industriels, ceux-ci doivent désormais s'en munir par leurs propres moyens.

c) Autorisation de modifier les formules de dénaturant en vue d'économiser le méthylène.

Quelques jours après le vote de cette loi, l'Administration apporta, par une note en date du 3 août 1916, quelques modifications à la composition des dénaturants par suite de la pénurie du méthylène et admit même l'emploi de l'alcool butylique comme dénaturant, le 5 septembre 1918.

Mais après la cessation des hostilités, par une note du 16 janvier 1919, l'Administration supprima, à partir du 1^{er} mars de la même année, les tolérances laissées aux formules de dénaturants et ordonna le retour aux anciennes formules, c'est-à-dire au régime de la loi du 29 juillet 1916.

Enfin, la loi sur le statut de l'alcool votée par la Chambre le 6 août 1919 n'ayant pas été ratifiée par le Sénat, la loi du 29 octobre 1919 prorogea les effets de la loi du 29 juillet 1916. La suppression de l'allocation des 9 francs était maintenue, mais le Service des Alcools cédait aux dénaturateurs l'alcool à un prix suffisamment bas pour en encourager la consommation (voir chapitre *Gestion du Service des Alcools*). Depuis cette époque, il ne reste plus à signaler que le décret du 17 août 1920 interdisant l'exportation du méthylène et le vote de la loi du 28 février 1923 diminuant les formalités précédemment exigées. Enfin, le vote de l'art. 105 de la loi du 13 juillet 1925 portant, en raison

de la dévalorisation du franc, le droit de statistique à 1 fr. 50, et les redevances pour frais d'analyse et de surveillance à 2 fr. 40 par hectolitre d'alcool pur.

B. Mesures de contrôle des alcools dénaturés

Les mesures de contrôle et de surveillance des dénaturateurs et entrepositaires ont été fixées par la loi du 16 décembre 1898.

Ses principales dispositions sont les suivantes :

1^o Un industriel qui se propose de monter un atelier de dénaturation ou d'employer de l'alcool dénaturé doit demander une autorisation au Directeur des Contributions Indirectes de son département.

L'autorisation doit être renouvelée chaque année et est révoquable à tout moment par décision du Ministre des Finances (confirmé par la loi du 28 février 1923) ;

2^o Les locaux où s'opèrent la dénaturation et les ateliers utilisant l'alcool dénaturé doivent être complètement séparés des locaux contenant des appareils de distillation ou de rectification ;

3^o Les cuves dans lesquelles s'opèrent les mélanges d'alcool éthylique avec les dénaturants doivent être isolées, bien éclairées et reposer sur des supports à jour ; un espace vide de 60 cm. doit exister autour de ces cuves ;

4^o Chacun des récipients doit être muni d'indicateur à niveau et l'industriel doit se conformer aux obligations que l'Administration jugerait utiles de leur imposer : imposition de plombs et de cadenas sur lesquels des scellés peuvent être fixés ;

De plus, il résulte du décret du 1^{er} juin 1898 que le législateur entend par « locaux affectés à la dénaturation », non seulement les locaux industriels, mais aussi les dépendances figurant au plan annexé à la demande de dénaturation. Ils ne peuvent avoir de communication qu'avec la voie publique ;

5° L'art. 11 du décret stipule que chaque dénaturation doit être précédée d'une déclaration ; les art. 2 et 3 précisent que celle-ci doit être faite sous la surveillance de la Régie ;

6° L'art. 13 spécifie que la dénaturation ne peut porter au minimum que sur 20 hectolitres en volume pour le procédé type-régie et 10 hectolitres pour les modes spéciaux de dénaturation ;

7° Les industriels doivent tenir un compte spécial des alcools qu'ils soumettent à la dénaturation ; l'art. 22 prévoit que les excédents sont saisissables en sus des autres sanctions pénales ;

8° Les marchands en gros et en détail doivent être munis d'une autorisation et tenir un compte d'entrée et de sortie ;

9° Les dénaturateurs doivent fournir une caution soit en espèces, soit en titres, soit en adhérant à une organisation mutuelle responsable. Cependant l'autorisation peut être maintenue aux industriels qui ne fournissent pas caution, s'ils consignent pour les alcools méthylés qu'ils détiennent la totalité des droits généraux applicables à l'alcool en nature ;

10° L'art. 11 de la loi prévoit pour les tentatives de revivification, vente ou détention d'alcools dans la préparation desquels sont entrés des alcools dénaturés, une amende de 5 à 10.000 francs et un emprisonnement de six jours à six mois.

La loi du 28 février 1923 réduisit quelques-unes de ces charges pour les alcools dénaturés suivant certains procédés, et adoucit, sur différents points, le régime des alcools dénaturés afin d'en faciliter la vente.

Cette loi, en particulier, prévoit que les négociants vendant en gros ou en détail des alcools de chauffage, d'éclairage ou d'éclaircissage ne sont plus astreints à l'autorisation préalable prévue par la loi du 16 décembre 1897 (art. 4), qu'ils sont seulement obligés de faire une déclaration de profession. De plus, ces commerçants ne sont plus

tenus de posséder le compte de réceptions et de livraisons qui leur avait été imposé par l'art. 35 de la loi du 1^{er} juillet 1898.

Toutefois, les industriels qui font usage d'alcool dénaturé restent astreints à la déclaration préalable et à la tenue des registres. La loi de 1923 admet cependant une exception pour les utilisateurs qui, au cours des manipulations, font subir une transformation à l'alcool (éther à huit degrés, chloroforme), s'ils prennent l'engagement de supporter les frais d'exercice.

C. Différents modes de dénaturation et classification des alcools dénaturés

Ceux-ci sont fixés par le Ministre des Finances sur avis du Comité des Arts et Manufactures. Différents procédés sont employés suivant la destination de l'alcool, les mesures de surveillance étant d'autant plus strictes que la revivification est plus facile.

1. Les alcools de Commerce.

Ce sont les alcools de chauffage, d'éclairage, d'éclaircissage, communément appelés alcools carburés. La formule de dénaturation concernant ces alcools a été donnée par le Comité Consultatif des Arts et Manufactures dans sa séance du 1^{er} mars 1893; l'alcool utilisé doit être de 90 force réelle (c'est-à-dire à 15° centigrades); l'infectant employé est le méthylène type-régie répondant à la composition suivante :

Acétone	CH ₃ C=O	25 % (tolérance de 0,5 %)
Alcool méthylique	CH ₃ H	CH ² OH 65 %
Impuretés pyrogénées		2,5 % (déduction faite des produits saponifiables par la soude et exprimés en acétates de méthyle)
Eau		7 5 %

Et la benzine lourde qui doit avoir l'odeur caractéristique des produits lourds de la distillation de la houille et bouillir entre 150 et 200°. Elle doit être en outre inattaquable par une lessive de soude à 36° Baumé et se dissoudre immédiatement sans loucher, dans quatre fois son volume d'alcool à 90°.

A l'origine d'application du décret, la porportion de ces infectants était de 10 litres de méthylène et de 1 litre de benzine pour 100 litres d'alcool à 90°. Ces quantités ont été réduites par lettres autographiées n° 217 et 277 des 13 et 29 novembre 1919, n° 314 du 5 février 1920 et n° 358 du 7 novembre 1921.

Aujourd'hui, les quantités prescrites sont les suivantes :

5 litres de méthylène,

0,5 litre de benzine lourde pour les alcools de mauvais goût cette dernière quantité étant doublée pour les alcools bon goût, ce que nous ne notons que pour mémoire, les alcools carburés étant exclusivement fabriqués avec les alcools mauvais goût.

A titre documentaire, nous croyons intéressant de rappeler que, le 5 septembre 1918, par suite de pénurie de méthylène, le Ministre des Finances avait autorisé, à titre provisoire, l'utilisation, pour les alcools carburés, d'alcool butylique comme dénaturant, à raison de 35 litres pour 65 d'alcool éthylique; mesure qui fut maintenue jusqu'au 16 janvier 1919.

Les alcools ainsi dénaturés étant difficilement revivifiables, la loi du 28 février 1923 complétée par la circulaire du 16 avril de la même année, supprima la plus grande partie des formalités imposées à la détention et à la vente de ces alcools. Leur circulation est, à présent, exempte de toutes formalités et les marchands en gros et détaillants n'ont plus à tenir un registre d'entrée et de sortie, le paiement des droits de statistique et de redevance étant acquittés par le dénaturateur. L'autorisation préalable pour être commerçant de ces alcools ayant été supprimée, a été remplacée par une simple déclaration de profession

dans les recettes buralistes donnant lieu seulement à la perception du prix du timbre.

Restent uniquement applicables les dispositions prévues par l'art. 33 du décret du 1^{er} juin 1898 visant l'interdiction de toute communication intérieure entre les locaux affectés à la distillation. De plus, il doit être noté que les employés de la Régie, conformément aux art. 37 et 40 de la loi du 1^{er} juin 1898, peuvent toujours prélever les échantillons qu'ils jugent nécessaires et que l'interdiction de toutes opérations ayant pour but de désinfecter les alcools restent interdites, ainsi que l'abaissement de leur titre en-dessous de 90° ou l'addition de substances non prévues par les décisions ministérielles (circulaire n° 61 du 16 avril 1929).

2. Les alcools simplement méthylés destinés aux produits chimiques.

Cette catégorie d'alcool dénaturé, à la différence de ceux qui sont carburés, sont simplement infectés par 10 litres de méthylène pour 90 litres d'alcool pur. Comme les alcools de commerce, ils n'acquittent que la taxe de statistique et de redevance pour frais d'analyse et de surveillance. Mais, à la différence de ceux-ci, leur circulation n'est pas libre. A la sortie du dénaturateur ils sont suivis pour compte, par les Contributions Indirectes et ne circulent que sous acquits à caution qui doivent être pris en charge, à l'arrivée, par le destinataire. Cette mesure rigoureuse trouve sa raison dans le fait que ces alcools ont besoin de recevoir un complément de dénaturation, obligatoire chez ceux qui s'en sont rendus acquéreurs. Les industriels qui en font usage doivent, conformément au décret du 1^{er} juin 1898 et à l'art. 6 de la loi du 28 février 1923, tenir un registre d'inscription des opérations auxquelles ils procèdent :

1° Quantité d'alcool dénaturé préparée sur place ou reçue par eux de l'extérieur ;

2° Quantité d'alcool qu'ils ont mise en œuvre ;

3° Quantité et espèces de produits qu'ils ont fabriqués ainsi que la proportion d'alcool entrée dans la préparation de ces produits.

Dans les industries où l'alcool disparaît ou est transformé au cours des manipulations, les industriels qui s'engagent à supporter l'exercice, peuvent être exemptés de la tenue de ces registres.

3. Les alcools destinés à la force motrice.

L'art. 6 de la loi du 28 février 1923 a imposé aux importateurs d'essence et de benzol ou de produits similaires, l'obligation d'acquérir, tous les mois, du Service des Alcools, une quantité d'éthanol proportionnelle aux quantités d'hydro-carbures dénaturés par eux, l'alcool éthylique ainsi acquis devant être exclusivement destiné à la force motrice, conformément à la circulaire n° 91 du 20 septembre 1923. Nous étudierons ultérieurement les causes et effets de cette législation.

Ce qui nous intéresse présentement est que l'art. 7 du décret du 30 mai 1923 et l'article premier de l'arrêté du 31 mai 1923 autorisent la dénaturation de ces alcools suivant un procédé spécial.

Le Comité Consultatif des Arts et Manufactures, dans sa séance du 25 juillet 1923, exprima l'avis que l'emploi des dérivés terpeniques pouvait être admis, en principe, pour la dénaturation de ces alcools, mais l'industrie résinière n'étant pas en état d'assurer les quantités nécessaires, le Ministre des Finances autorisa, le 14 septembre 1923, le procédé de dénaturation suivant : Infectant : huile de créosote ; témoin : éther éthylorique.

Le tableau suivant donne la quantité de dénaturant et la qualité de l'alcool devant être utilisées et qui sont fournis par l'État :

	Qualité de l'alcool	Infectant	Témoin
Mélange avec benzol	Bon goût à 95° G. L. à 15° C.	1 % Huile de créosote distillant avant 210°	2 % D'éther éthyloborique renfermant 200 m/m de Bore
Mélange avec essence	Alcool absolu à 99° 4 G. L. minimum à 15° C.	dito	dito

Comme les alcools simplement méthylés, ces alcools sont suivis pour compte par la Régie, ceux-ci devant, après la dénaturation spéciale à l'huile de créosote, être mélangés à des hydro-carbures aux termes des art. 1 et 2 de l'arrêté du 31 mai 1923 dans des proportions déterminées.

1° S'il s'agit d'un produit destiné à l'usage exclusif et personnel de l'industriel, il est simplement imposé de mélanger à 100 volumes d'alcool pur dénaturé au minimum, 30 volumes d'hydrocarbure quelconque, aucun maximum n'étant fixé ;

2° S'il s'agit d'un produit destiné à être vendu, il est prescrit de mélanger 10 volumes d'essence de pétrole, de benzol ou homologues expressément définis, à 96 volumes au minimum et 106 volumes au maximum d'alcool pur dénaturé. Ce mélange peut être vendu sous le nom de « Carburant National ».

De plus, depuis le vote de la loi du 4 juillet 1931 et conformément à l'arrêté du 26 octobre suivant, un mélange contenant pour 100 litres d'essence poids lourds, 25 litres au moins et 35 litres au plus d'alcool déshydraté peut être vendu sous le nom de « Carburant poids lourd ».

L'arrêté ministériel du 14 septembre 1923, du 25 octobre 1931 et la lettre autographiée n° 1460 du 31 octobre 1931 ont fixé les obligations auxquelles sont soumis les industriels se livrant à ces mélanges. D'une manière générale,

les mêmes prescriptions que pour les autres procédés complémentaires de dénaturation sont prévues. Il est à remarquer, toutefois, que si l'alcool dénaturé dans le but d'être mélangé aux hydrocarbures, supporte la taxe de statistique et de redevance, par contre, les benzols, benzines, toluène et essence mélangés sous certaines conditions avec l'alcool sont exonérés en partie de la taxe intérieure.

Dans le chapitre que nous consacrons au Carburant National nous exposons d'ailleurs cette question en détail.

4. Les produits à base d'alcool dans lesquels des procédés spéciaux de dénaturation sont utilisés.

On fait une distinction entre les produits renfermant encore de l'alcool soit à l'état de mélange (verniss, alcools carburés) soit transformé (chloroforme, éther à bas degré) et les produits ne renfermant plus d'alcool, celui-ci ayant été employé comme dissolvant et ayant été ensuite évaporé (cas des alcaloïdes, de la digitaline, atropine etc...) ou transformé (cas de certains éthers).

En général, pour ces produits, il n'y a pas de formalités de circulation, sauf pour les éthers à bas degrés et les produits comportant une formule spéciale de dénaturation. Cette question est d'ailleurs très complexe et mériterait à elle seule de faire l'objet d'une longue étude qui, malheureusement nous entraînerait ici trop loin du but que nous nous sommes assigné. Nous croyons cependant utile de donner à ce sujet quelques renseignements sommaires.

Dans certaines industries, les procédés de dénaturation au méthylène type-régie ne pouvant convenir, l'art. 10 du décret de 1898 autorisa les industriels à utiliser, après autorisation, conformément à la loi du 16 décembre 1897, des procédés spéciaux de dénaturation, pour lesquels des types ont été déterminés par le Comité consultatif des Arts et Manufactures. Dans ce cas, des frais de surveillance sont perçus dans les conditions prévues par la note de service n° 424 du 3 décembre 1927.

Le régime imposé peut dans ses grandes lignes se résumer ainsi :

<i>Destination de l'alcool</i>	<i>Dénaturant</i>	<i>Régime</i>
Vernis ordinaires et teinture de vernis.	% Normal de méthylène type-régie, mais la mesure du degré de l'alcool n'est pas imposé à 15° C.	Alcools ne pourront sortir de l'usine qu'en produits finis. Vente et circulation libres.
Vernis spéciaux pour l'ébénisterie	% Normal de méthylène, type-régie plus matières résineuses, pas de degré imposé pour l'alcool.	Alcool doit être employé sur place.
Demi-vernis ou alcool d'éclaircissage.	% Normal de méthylène, type-régie plus 4 % au moins de résine ou gomme de résine ou 5 % de térébenthine.	Vente libre.
Collodion	Addition à l'alcool d'un volume au moins égal d'éther plus 6 gr. de pyroxiline par litre de collodion	Exemption des droits si justification d'une affectation industrielle et non officinale (note du 6 mai 1913)
Ethers	Addition à l'alcool de 10 % de son volume de résidu d'éther type n° 3. Dénaturer en se conformant à la prescription de la circulaire du 20 novembre 1883.	Pour les éthers ordinaires l'exemption n'a lieu que si usage industriel est prouvé. Pour les éthers à bas degré, la taxe est établie sur l'alcool libre contenu (régime très complexe).

<i>Utilisation de l'alcool</i>	<i>Dénaturant</i>	<i>Régime</i>
Usages scientifiques	Addition de 1 % de bichlorure de Hg ou de chlorure de calcium (note du 12 juillet 1909)	L'exemption n'a lieu en principe que depuis le 25 mai 1909 et qu'en faveur des établissements de l'Etat.
Médicaments	Cas de l'alcool camphré, de la teinture d'arnica, de l'élixir garus.	En principe l'alcool est passible des droits (décision du 18 janvier 1875).
Parfumeurs	Adjonction d'essence.	Passible de droits
Vinaigre	La dénaturation consiste à ensemen- cer l'alcool par le mycoderma aceti en présence du service, le vinaigre devra être versé sur l'alcool (opération régie par l'art. 12 du décret du 12 juillet 1921).	Cette opération effectuée, l'industriel jouit d'une liberté absolue, mais il est tenu d'acquitter une taxe de dénatura- tion très élevée fixée par l'art. 2 de la loi du 9 juin 1921 et le décret du 3 août 1926 à 300 frs. par hectolitre d'alcool pur.

LES BOUILLEURS DE CRU

I. Historique

Les bouilleurs de crû sont les propriétaires, fermiers, métayers ou vigneronns qui distillent ou font distiller les vins, cidres, poirés, marcs, lies, cerises, prunes et fruits provenant exclusivement de leur récolte et qui, comme tels, sont dispensés de toute déclaration préalable et affranchis de l'exercice. Ils ne sont pas soumis à la permanence de la régie et vivent sous un régime de large tolérance fiscale.

D'après M. RENÉ STOURM, l'origine de ce privilège remonte au premier quart du XVIII^e siècle ; des édits rendus en 1717 et 1718 soumièrent les bouilleurs proprement dits aux formalités de l'exercice, c'est-à-dire à la déclaration de leur production et à la nécessité de lever une expédition au bureau de régie pour pouvoir disposer de leur alcool, tandis que les distillateurs fabriquant dans leurs domiciles moins d'un demi muid d'alcool (134 litres) bénéficiaient d'un régime privilégié. Cette inégalité fut supprimée par la Révolution lorsqu'elle décréta la Liberté du commerce.

Après l'Empire, réapparurent la réglementation et le privilège. La loi du 5 ventôse an XII (25 février 1804) imposa aux alcools de grains et de cerises, un droit de 0 fr. 40 par hectolitre, rétablit l'inventaire et le recollement chez les bouilleurs récoltants et astreignit tous les distillateurs au paiement d'une licence de 10 francs. La loi du 24 avril 1906, établit un droit sur la vente au détail et en gros mais exo-

néra de celui-ci les bouilleurs sous certaines conditions et ne les astreignit qu'à un demi-droit pour les ventes en détail. L'inventaire fût supprimé en 1808 ; les bouilleurs purent alors distiller sans surveillance et l'exonération de l'exercice leur fut confirmée par la loi du 12 octobre 1812.

L'importance du privilège fut accrue par la loi du 8 décembre 1814 qui accorda une immunité complète du droit aux bouilleurs de cru vendant en gros leur production d'eaux-de-vie. L'art. 75 de cette loi prévoit, en outre, que les propriétaires, désireux de vendre au détail les boissons de leur crû, jouiraient d'une remise d'un quart du droit à payer. Ce droit avait été fixé par la loi de 1812 à 15 % *ad valorem*.

Les avantages ainsi accordés à ceux qui distillaient leur propre récolte placèrent le commerce réglementé dans une situation d'autant plus difficile que des fraudes étaient pratiquées depuis l'augmentation des droits de 1812 et qu'un commerce clandestin d'alcool commençait à se produire. Il en résulta de vives protestations qui eurent pour effet le vote de la loi du 28 avril 1816 dont l'art. 90 stipulait que les distillateurs conduisant les produits de leur distillation dans des caves ou magasins séparés de la brûlerie, ne seraient exemptés que si les locaux étaient soumis aux exercices des préposés de la Régie. Ce fut le premier pas dans le sens de l'égalité devant l'impôt. Nous avons vu, dans notre *Exposé Historique*, que la loi du 24 juin 1824 avait remplacé le droit de 15 % *ad valorem* par un droit spécifique de 50 francs en principal, ce qui constituait une aggravation des charges fiscales. Celle-ci fut légèrement tempérée ensuite par les dispositions législatives du 12 décembre 1830, ramenant les droits à 34 fr. 40. Cette diminution de taxe n'empêcha pas la fraude de se développer ; pour y remédier, les Pouvoirs Publics proposèrent, en 1837, que seuls les propriétaires et fermiers distillant leur récolte de vin ou poiré fussent exemptés du paiement de la licence et de l'obligation légale imposés aux distillateurs. Mais, lors du vote

de ces dispositions, le 20 juillet 1837, DE GOLBERY obtint que les marcs et les lies fussent ajoutés aux substances que les bouilleurs pourraient distiller en franchise de droit et ce même parlementaire obtint le 10 août 1839, que l'on ajoutât à cette liste les cerises et les prunes.

Sous le second Empire, la législation ne subit pas de grands changements, les droits seuls furent augmentés.

Cette augmentation du taux de la taxe encouragea la fraude de telle sorte qu'après la guerre de 1870 lorsque le Ministre des Finances, POUYER-QUERTIER, proposa, pour accroître les ressources budgétaires d'augmenter les droits sur la consommation de l'alcool et de les porter à 150 francs, il estima indispensable de supprimer le privilège si l'on voulait obtenir un résultat efficace.

L'Assemblée Nationale vota bien, le 29 août 1871, l'augmentation des droits, mais à la suite des interventions de BOCHER elle rejeta l'exercice des bouilleurs à près de 100 voix de majorité. Cependant, si le corps législatif n'eût pas le courage de rétablir l'exercice, il ne pouvait nier que l'augmentation des droits serait inefficace pour le Trésor si la répression des fraudes n'était poursuivie plus énergiquement. A cet effet fut votée la Loi LAURENT, le 28 février 1872, mais celle-ci fut inefficace et l'augmentation des recettes ne fut que du sixième de ce que l'on aurait dû raisonnablement escompter.

Devant ce résultat, M. GOULARD, Ministre des Finances reprit le projet de son prédécesseur le 24 juin 1872, mais en y apportant des tempéraments afin de pouvoir rallier une majorité. Il proposa le rétablissement de l'exercice en accordant cependant une exemption de droit de 20 litres par an au bouilleur.

L'Assemblée Nationale, ayant pris connaissance des fraudes considérables qui avaient eu lieu, se résigna le 1^{er} août 1872 à voter le rétablissement de l'exercice, mais les représentants des régions viticoles et cidricoles obtin-

rent que les bouilleurs cessassent d'être soumis aux visites et vérifications des employés de la Régie si leur stock ne comprenait que de l'alcool exempt et libéré d'impôt. De plus, l'allocation en franchise fut portée à 40 litres.

Ce dernier chiffre était beaucoup trop considérable ; il facilita le développement des pratiques frauduleuses et les recettes du Trésor s'en ressentirent. Aussi, l'Assemblée Nationale, après avoir voté l'augmentation des droits sur l'alcool, le 30 décembre 1873, les portant à 156 fr. 25, réduisit-elle l'allocation en franchise à 20 litres sur l'intervention de BENOIT D'AZY, le 21 mars 1874.

L'heureux effet de ces sages mesures ne devait guère durer ; la situation financière de la France s'améliorant, l'Assemblée Nationale abandonna la voie préconisée par LÉON SAY, alors Ministre des Finances, et, sous l'influence des plaintes qu'adressèrent les récoltants à la suite de la visite du fisc à domicile, rétablit le 24 décembre 1875 dans son intégralité, le privilège des bouilleurs de cru.

Les fraudes recommencèrent alors à avoir lieu sur une échelle si grande que les protestations d'abord timides devinrent bientôt plus énergiques, à tel point que la Chambre des Députés, le 6 décembre 1879, nomma une Commission pour chercher les réformes à apporter aux divers droits perçus sur les boissons. Le rapport présenté par BELLE, le 30 mars 1882 au nom de la Commission, résuma les enquêtes effectuées et conclut à la fraude de tous les droits. Dans le département de la Loire, par exemple, tandis que la Chambre de Commerce de Saint-Étienne estimait la production à 3.000 hectolitres, le chiffre officiel n'en accusait que 225. La Commission estima que le rétablissement du privilège faisait perdre au Trésor 78 millions par an.

Devant cet état de choses, il eût paru vraisemblable que le Parlement réagit... Il n'en fut rien. Cependant le Sénat s'émut à son tour et, le 15 mars 1886, la Haute-Assemblée nomma une Commission présidée par CLAUDE,

sénateur des Vosges qui fut chargée d'ouvrir une enquête sur la consommation de l'alcool, tant au point de vue de la santé et de la moralité publiques qu'au point de vue du Trésor. Les enquêtes de cette Commission aboutirent à la même conclusion que celle de BELLE en 1882. ROUVIER, Ministre des Finances, prit alors la question en mains et institua par décret du 18 décembre 1887, une Commission extra-parlementaire ayant pour mission d'étudier les réformes à apporter au régime des boissons. Le rapport en fut confié à LÉON SAY qui, dans un magistral exposé, conclut à la réglementation du privilège et, en raison des difficultés qu'éprouvait la direction des Contributions indirectes à contrôler près d'un demi-million de bouilleurs, préconisa la distillation par « groupement ». Il considérait, en outre, dans son rapport, qu'il était indispensable qu'une surveillance des appareils à distiller fût organisée. Mais les efforts déployés par les bouilleurs de cru pour défendre leur privilège furent tels, qu'ils empêchèrent qu'une mesure législative vint sanctionner ces propositions et le *statu quo* déplorable, tant au point de vue fiscal qu'au point de vue hygiène, fut maintenu. Devant cette opposition, le Gouvernement se décida à faire procéder à un nouvel examen de la question par une seconde Commission extra-parlementaire. Celle-ci fut constituée par décret du 18 octobre 1896 et formée de 62 membres comprenant non seulement des représentants du Parlement mais encore de l'Administration, du commerce des boissons et des notabilités scientifiques.

Du rapport que le sénateur VERMILLAC établit au nom de cette Commission (qui rejeta entre autres tout projet de monopole) il fut établi que si l'on ne pouvait évaluer exactement la fraude un fait était incontestable c'est qu'elle était très considérable et en raison directe des droits de consommation.

Les travaux entrepris donnèrent des résultats pratiques

A la suite des récoltes considérables de vin de la fin du xix^e siècle, la crise viticole qui se faisait sentir obligea le Parlement à encourager la vente du vin et des boissons hygiéniques ; pour compenser les pertes qui en auraient résulté pour le Trésor, il dut majorer les taxes sur l'alcool.

Pour que cette majoration donne des recettes correspondantes le Parlement dut supprimer partiellement le privilège. Les principales réformes de cette loi du 29 décembre 1900 furent les suivantes :

1^o Suppression des droits de détail, d'entrée et de la taxe unique qui frappaient alors les boissons hygiéniques, tels que vins, cidres, poirés, hydromels ;

2^o Diminution du droit de circulation abaissé à 1 fr. 50 par hectolitre pour les vins et à 0 fr. 80 pour les cidres, dégrèvements évalués à 126 millions sur une recette de 197. Elles étaient compensées par :

a) Une élévation du taux de la licence qui fut doublé.

b) L'augmentation du droit de consommation sur l'alcool pur, porté de 156 fr. 25 à 220 francs.

c) Par la modification du privilège des bouilleurs de cru.

On établit alors une distinction entre le petit récoltant et le bouilleur de profession. Dans cette dernière catégorie, on rangea ceux qui faisaient usage d'appareils chauffés à la vapeur et qui employaient des alambics à marche continue pouvant distiller plus de 200 litres en 24 heures, ainsi que ceux qui utilisaient des alambics ordinaires à feux nus d'une capacité supérieure à 5 hectolitres.

Les petits récoltants seuls restèrent exempts de la surveillance de la Régie, du paiement de la licence, de la patente et du droit de consommation pour 20 litres d'alcool pur par récolte.

Ces dispositions ne furent pas votées sans difficultés. Le regretté député du Gers, M. LASIES s'éleva, le 4 décembre 1900, contre la distinction des petits et des

grands bouilleurs suivant la contenance des alambics, parce que cette base de discrimination sacrifiait l'Armagnac, la Charente et le Midi, pays de grands bouilleurs, au profit de la Sarthe et de la Bretagne. Il réclama le privilège pour tous ou pour personne.

Les dispositions législatives du 29 décembre 1900 n'avaient pas empêché la fraude ; les gros producteurs parvenaient à échapper au contrôle en réduisant la capacité de leurs alambics ; les recettes du Trésor ne s'accrurent pas avec l'augmentation des droits : la circulation taxée tomba de 1.782.893 hectolitres pour 1900 à 1.258.955 en 1902 et le produit des droits de circulation ne rapporta cette dernière année que 302 millions au lieu de 306 en 1900.

Devant cet état de choses, ROUVIER réclama la suppression totale du privilège. Mais il fallut compter avec les partisans des bouilleurs, si nombreux au Parlement, qui avaient trouvé en la personne du député de la Meuse M. POINCARÉ, un ardent défenseur. Aussi, deux restrictions durent être apportées au projet primitivement proposé par ROUVIER. Ainsi fut votée la loi du 31 mars 1903 qui supprima le privilège de la fabrication de l'eau-de-vie sans déclaration préalable. Cependant l'allocation en franchise de 20 litres fut maintenue. De plus, les petits bouilleurs qui étaient en mesure d'établir qu'avec les fruits de leur récolte ils ne pouvaient obtenir plus de 50 litres d'alcool, furent exonérés de l'exercice (amendement MORLOT, art. 21 de la loi du 30 mars 1903). Cette loi prévoyait, en outre, que bénéficieraient de la même faveur les propriétaires ainsi que les fermiers qui se réuniraient en coopératives de distillation ou en syndicats professionnels ou qui déposeraient leurs appareils et leurs alcools dans les locaux de leurs syndicats.

Cette loi devait bientôt subir le même sort que celle de 1872. A l'approche des élections, le Parlement, vota le 22 avril 1905, une loi exemptant par ses art. 12 et 18, de l'exercice tout bouilleur faisant distiller sa récolte à l'ate-

lier communal et, le 1^{er} juin 1905, l'amnistie pour les bouilleurs fraudeurs qui n'avaient pas été passibles d'une peine supérieure à 1.000 francs.

Les défenseurs des bouilleurs ne se jugèrent pas encore satisfaits ; un de leurs plus ardents défenseurs, M. COUTANT, profita de l'approche des élections pour déposer le 23 février 1906, une proposition additionnelle à la Loi de Finances ainsi rédigée :

« Les propriétaires distillant les marcs, vins, cidres et poirés prunes, cerises, prunelles et lies qui proviennent exclusivement de leurs récoltes, sont dispensés de toute déclaration préalable et affranchis de l'exercice à partir du 1^{er} mars 1906 ».

Ce texte fut voté d'autant plus facilement que ROUVIER, qui avait posé la question de confiance trois ans auparavant pour l'abolition du privilège, non seulement ne s'opposa pas à son rétablissement, mais même devint le défenseur le plus autorisé et le plus ardent des bouilleurs de cru à la suite des protestations du corps électoral, à la veille des élections générales.

Le privilège fut rétabli à 138 voix de majorité le 27 février 1906. Il ne convient pas d'apporter ici un jugement sur le changement de conception d'un des plus éminents ministres de la III^e République, mais les représentants des bouilleurs n'en ont certes pas gardé une longue reconnaissance. Le Ministère ROUVIER fut en effet mis en minorité la semaine suivante.

Cette loi dut être complétée quelques mois plus tard, car la suppression de l'exercice ne permettait plus aux bouilleurs de produire des eaux-de-vie susceptibles de bénéficier de titres de mouvements sur papier blanc. Ceux-ci n'étaient réservés, conformément à la circulaire n° 636 du 28 février 1906 qu'aux bouilleurs de profession ou à ceux qui rapatriaient l'alcool chez eux. C'est pourquoi la loi du 17 avril 1906 rétablit pour les récoltants qui en faisaient la demande, les dispositions des lois du 31 mars 1903 et du

22 avril 1905 (coopératives de distillation, syndicats professionnels, ateliers communaux) permettant l'authentification des eaux-de-vie par acquits blancs.

Les échecs successifs de la réglementation du privilège tiennent à deux causes principales. En premier lieu à la résistance des récoltants qui tiennent à leur privilège par amour-propre, habitude et surtout, il faut l'avouer, en raison des profits illicites qu'ils peuvent retirer de leur immunité. En second lieu au conflit journalier entre les agents des Contributions indirectes et la masse des petits bouilleurs, qui est d'autant plus vif que la réglementation est plus complexe et plus sévère. Si l'impôt sur le sel est payé facilement aujourd'hui, la gabelle au contraire était très impopulaire sous l'Ancien Régime en raison des vexations auxquelles sa perception donnait lieu. Comme il est pratiquement impossible de concevoir à l'égard des bouilleurs de cru une réglementation simple et que, pour garantir les intérêts fiscaux, il est nécessaire d'imposer, même aux petits distillateurs des obligations souvent vexatoires et des tenues d'écritures que beaucoup sont incapables de remplir, il est aisé de concevoir les plaintes massives dont leurs représentants furent saisis après la loi de 1903 et de comprendre pourquoi, à la veille des élections, la Chambre défit ce qu'elle avait établi trois ans plus tôt.

Le privilège des bouilleurs de cru, rétabli en 1906, fut maintenu dans son intégralité jusqu'en 1914. A cette époque, les nécessités budgétaires dues aux dépenses de guerre furent, pour les hygiénistes, une occasion d'essayer, mais en vain, par une intervention de CHARLES BENOIT, d'en obtenir la suppression. Cependant l'exposé des motifs présenté par ce parlementaire n'avait pas été sans action et lors du vote de la loi du 30 juin 1916, accordant aux distillateurs du Midi et de l'Ouest l'avantage considérable d'être seuls à alimenter le marché de bouche, l'alcool d'industrie étant réquisitionné, RIBOT obtint malgré l'opposition véhémence

de M. TOURNAN, la suppression du privilège. Il accorda cependant aux bouilleurs produisant moins de 2 hectolitres l'autorisation de continuer à distiller à domicile et alloua une franchise de 10 litres d'alcool à tous les bouilleurs qui avaient distillé ou fait distiller partie de leurs récoltes du 1^{er} janvier 1910 au 1^{er} janvier 1916. Il fut d'ailleurs prévu que cette tolérance disparaîtrait peu à peu, cette allocation n'étant pas transmissible aux héritiers; seul le conjoint survivant en bénéficiait si le décès du bouilleur était postérieur au 2 août 1914.

Mais, sous la pression des intéressés, des brèches furent bientôt faites à cette législation.

Ce fut tout d'abord la loi du 29 décembre 1919 qui étendit le bénéfice de l'allocation en franchise aux mobilisés qui exploitaient leurs terres avant le 1^{er} janvier 1920. Puis la loi du 25 juin 1920 accrut le nombre des bénéficiaires de l'allocation en accordant celle-ci aux veuves non remariées des cultivateurs mobilisés et morts pendant les hostilités. Enfin, l'art. 13 de la loi du 31 décembre 1920 fit bénéficier de l'allocation, les exploitants des communes envahies par l'ennemi ou évacuées pendant la guerre pour les terres qu'ils possédaient à un titre quelconque avant 1920, étant entendu que les veuves de guerre de ceux-ci obtenaient le même avantage.

Ces mesures libérales adoptées ne favorisaient toujours qu'une partie des exploitants, mais, l'année suivante, la loi du 30 juin 1922 élargit considérablement le nombre de ceux qui devaient bénéficier de l'allocation en franchise en étendant cet avantage à tous les bouilleurs mobilisés.

Ces votes successifs faisaient prévoir que les défenseurs des bouilleurs obtiendraient rapidement le rétablissement du Privilège ou tout au moins un adoucissement à la réglementation instituée en 1916.

II. Loi du 28 Février 1923

Cette loi donna, dans une certaine mesure, satisfaction aux bouilleurs, en apportant à la législation en vigueur une modification capitale : l'autorisation de distiller à domicile, sous certaines conditions il est vrai, *mais sans limitation de quantité*. C'est ce qui découle du § 1^{er} de l'art. 2 de la loi.

« A partir du 1^{er} août 1923, les distillations de vins, cidres, poirés, marcs, lies et fruits frais seront opérées : 1°. en atelier public conformément à l'article 12 de la loi du 22 avril 1905 ; 2°. par des associations coopératives fonctionnant dans les conditions de l'article 22 de la loi du 31 mars 1923 ; 3°. à domicile ».

Cette loi établissait, de plus, une distinction entre :

1° Les fabricants d'alcools naturels visés par la loi du 30 juin 1916 ;

2° Les bouilleurs tels qu'ils ont été définis par la loi du 31 mars 1903 et par le décret du 19 août suivant, c'est-à-dire ceux distillant leurs vins, cidres, poirés, marcs, lies, prunes, cerises et prunelles, à qui seuls était accordée l'allocation en franchise de 10 litres. Cette différenciation provient du § 1^{er} de l'art. 3 de la loi qui stipule que :

« La tarif de l'allocation en franchise de 10 litres d'alcool pur est accordé à tous les propriétaires, fermiers, vigneron, métayers distillant ou faisant distiller tout ou partie des produits de leur récolte, tels que ceux-ci sont définis par la loi du 31 mars 1903 y compris les débitants de boissons hygiéniques ».

Ainsi parmi ceux qui n'ont pas le bénéfice de la franchise de 10 litres, il y a lieu de signaler en particulier :

1° Les producteurs d'eau-de-vie de gentiane que le législateur n'a pas entendu réserver à l'État ;

2° Les distillateurs des lies provenant des vins sucrés en première et deuxième cuvée, ou de lies retirées des fûts dans lesquels ont fermenté du vin sucré ;

3° Le cidre de corme n'étant pas compris dans la définition légale du cidre donnée par la loi du 6 avril 1897, art. 3 et par le décret du 28 juillet 1908, les distillateurs de ce produit ne jouissent pas de la franchise.

Aujourd'hui encore, cette loi du 28 février 1923 réglemente les bouilleurs de cru, aussi pensons-nous intéressant de donner certains détails quant à son application, sans exposer les règlements A, A *bis* et B du décret du 18 septembre 1879, légèrement modifié par le décret du 8 mars 1926 et maintenu en vigueur, cette étude ayant fait l'objet de travaux antérieurs.

La loi du 28 février 1923 distingue :

1° *Les bouilleurs de cru distillant eux-mêmes à domicile ou chez un voisin.* La distillation, d'après la circulaire n° 62 du 20 avril 1923, peut en particulier avoir lieu soit dans un local ayant ou n'ayant pas de communication avec l'habitation, ou encore chez un voisin, cas dans lequel l'alcool obtenu est réparti suivant l'apport de chacun en matières premières.

La distillation ne peut avoir lieu que pendant les périodes fixées par le Juge de Paix dans chaque circonscription de l'exercice. Le bouilleur doit faire, trois jours au moins avant le commencement de ses travaux, une déclaration à la recette buraliste, demander le descellement de ses alambics, opérer certaines formalités et notamment déclarer :

1° Le numéro du poinçonnement des alambics dont il fera usage ;

2° L'emplacement de la brûlerie ;

3° Les heures et dates des distillations ;

4° La quantité d'alcool qu'il possède ;

5° Le volume des matières premières qu'il utilisera et le lieu où elles ont été récoltées ;

6° Si la production doit être supérieure à 50 litres, la richesse en alcool de ses matières premières diminuée au plus de 1/10^e pour les vins et les cidres, 2/10^e pour les lies et les fruits et 3/10^e pour les marcs.

Lorsque la distillation dure plus de vingt-quatre heures, les bouilleurs sont, de plus, tenus d'inscrire sur un registre fourni gracieusement par l'Administration et laissé toujours à la disposition de celle-ci, la nature et les quantités de matières premières versées dans l'alambic, la date et l'heure du commencement et de la fin du chargement ; ces formalités étant encore aggravées d'autres prescriptions pour les distillations de mars.

Après la distillation, le bouilleur doit indiquer à la recette buraliste les quantités obtenues et demander également, s'il y a lieu, que les alambics soient replacés sous scellés. Enfin, il doit subir un inventaire du service qui, pour cette opération, a le droit de perquisitionner dans toutes les parties de son habitation. S'il paye alors les droits, une remise de 10 % lui est faite ; au contraire, s'il se fait ouvrir un compte d'entrepôt, aucun escompte ne lui est accordé, mais il n'acquitte les droits qu'au fur et à mesure de l'enlèvement ;

2° Récoltants bouilleurs de cru, faisant distiller à leur domicile par un bouilleur ambulant.

Le récoltant pour qui on distille, est tenu d'une manière générale aux mêmes obligations que s'il travaillait lui-même. Quant au bouilleur ambulant, il doit posséder une licence de distillateur et déclarer à la recette buraliste, 48 heures à l'avance, la mise en circulation et la capacité de son alambic. Le permis de circulation n'est valable que dans l'étendue de la circonscription du poste d'exercice. Dans chaque commune, dès son arrivée, il doit déclarer le nom et le domicile des personnes pour qui il distillera et doit consigner sur un cahier-journal, l'heure et le lieu où commence et s'achève chacune de ses distillations, ainsi que les quantités et espèces mises en œuvre et leurs produits à la fin de chaque journée.

3° Bouilleurs de cru distillant eux-mêmes dans un atelier public

La distillation a lieu au jour fixé par le Juge de Paix de

la circonscription d'exercice. Le bouilleur fait, trois jours à l'avance une déclaration de distillation : lieu, date, heure, durée probable de la distillation. Il doit demander le descellement de son alambic et un laissez-passer pour conduire celui-ci à l'atelier et doit se soumettre à toutes les prescriptions de la circulaire du 20 avril 1923.

Quant au Service des Contributions Indirectes, il contrôle le compte des matières premières et des produits fabriqués, ce qui donne une double garantie de surveillance ;

4° Bouilleurs de cru faisant distiller dans un atelier public par un bouilleur professionnel ou ambulant.

Le bouilleur de cru est assujéti aux mêmes obligations que s'il distillait lui-même en atelier public sauf bien entendu en ce qui concerne les prescriptions relatives au descellement et au transport de l'alambic. Le bouilleur de profession ou ambulant est, de son côté, tenu aux mêmes prescriptions que s'il distillait au domicile du bouilleur, le Service exerçant son contrôle, par le compte des matières premières et des produits fabriqués.

5° Bouilleurs de cru, faisant distiller dans une brûlerie coopérative ou syndicale.

Le récoltant prend à la recette ruraliste un acquit à caution pour apporter à la brûlerie les produits à distiller qu'il remet au gérant de la brûlerie. Dans ce cas, la distillation peut avoir lieu toute l'année et le récoltant peut à son gré, soit laisser son alcool en dépôt, soit le transporter à son domicile avec un laissez-passer.

Quant aux obligations du gérant, elles sont les suivantes :

1° Avant de commencer à distiller, il doit faire, huit jours à l'avance, une déclaration au bureau de la Régie où il désigne le numéro du poinçonnement des alambics, l'emplacement de la brûlerie, la date du commencement des travaux, leur durée probable et les heures pendant lesquelles travaillera la brûlerie. De plus, il doit faire connaître les quantités d'alcool existant dans les locaux de l'association

et les matières premières qui doivent être distillées. Il est autorisé à faire des déclarations modificatives mais vingt-quatre heures d'avance.

2° Il inscrit, au fur et à mesure de l'apport des matières, premières le nom et l'adresse du récoltant ainsi que le rendement minimum des matières premières. Il peut d'ailleurs, pour éviter tout litige, calculer ce rendement minimum d'accord avec le Service.

3° D'une manière générale, il est soumis à toutes les obligations imposées aux bouilleurs de cru distillant à domicile et en particulier, tenir un registre où il indique, à la fin de chaque journée, le volume et le degré de l'alcool obtenu. Le détail des obligations auxquelles il doit se soumettre, ont été précisées par la circulaire 62 du 20 avril 1923.

Quant à la constitution des brûleries coopératives et des brûleries syndicales, les Contributions Indirectes doivent en avoir connaissance au moins huit jours avant toute opération effectuée dans leurs locaux.

Pour les syndicats professionnels, la justification de leur constitution se réduit à la production d'une copie certifiée du récépissé délivré par le maire de la commune où elle a été effectuée par application de la loi du 21 mars 1884. Les Contributions Indirectes doivent en outre recevoir le dépôt des statuts et la liste des administrateurs ou directeurs du syndicat.

Pour les associations coopératives, la preuve de leur constitution est fournie par la copie du contrat de la Société.

Telles sont les principales dispositions de la loi du 28 février 1923 et de la circulaire n° 62 du 20 avril de la même année. Le détail des prescriptions imposées aux bouilleurs par cette loi et cette circulaire, sont très complexes. Nous n'avons pu en donner ici qu'un aperçu. Mais malgré la sévérité de ces dispositions, le législateur n'a pu répri-

mer la fraude qui se produit encore comme en témoignent de nombreuses statistiques.

C'est pourquoi nous ne pouvons nous associer à ceux qui demandent le rétablissement du Privilège et nous regrettons même que la loi du 28 février 1923 ait établi une brèche si importante dans le régime instauré par la loi du 30 juin 1916.

III. Arguments invoqués par les défenseurs des bouilleurs de cru et par ceux qui désirent la réglementation du privilège

Dans un souci de clarté, nous n'avons pas voulu exposer dans les précédentes pages relatives à l'évolution du Privilège des Bouilleurs de cru, les raisons invoquées, lors des discussions parlementaires, par les députés et sénateurs partisans du Privilège et par ceux qui, au contraire, étaient favorables à une réglementation plus ou moins sévère.

Les principes invoqués par les défenseurs des bouilleurs peuvent se résumer ainsi :

1^o Le Privilège n'est pas un privilège, c'est un droit. C'est un dénombrement du droit de propriété qui implique la possibilité pour un propriétaire, d'user d'une chose et d'en retirer toute l'utilité qu'elle est susceptible de lui procurer.

Le droit de propriété comporte en particulier, l'Usus ou Jus Utendi, c'est-à-dire le droit d'user de la chose et de s'en servir pour tout l'usage auquel elle peut prêter, et le Fructus ou Jus Fruendi, c'est-à-dire le droit de retirer de la chose tous les fruits qu'elle peut donner. Le Privilège des Bouilleurs n'est bien que la simple application du Jus Utendi et du Jus Fruendi.

2^o Le Privilège n'est que la consécration d'une conquête de la Révolution Française : la liberté de travail.

La distillation effectuée par le récoltant n'est que le prolongement de son activité agricole ; la distillation n'est pas un art industriel au point de vue législatif ; l'art. 38 de la loi de Frimaire an VII, stipule en effet que sont réputés fabricants ou manufacturiers tous ceux qui convertissent des matières premières en des objets d'une autre forme à l'exception néanmoins de ceux qui manipulent les fruits de leur récolte. Le droit fiscal français reconnaît en outre à l'exploitation agricole, le droit de transformer et de consommer en franchise les produits de son exploitation et de les mettre en vente sans payer les taxes qui ont un caractère commercial.

Pour ces différentes raisons, les défenseurs du Privilège déclarent que celui-ci repose sur le principe de la liberté de travail.

3^o La suppression du Privilège comporte : la violation du domicile des récoltants, les employés de la Régie pouvant perquisitionner dans tous les locaux de ceux-ci, même dans leur domicile personnel. C'est ce que, dès 1871, BOCHER appela d'un terme très pittoresque : « Le joug de l'exercice ».

4^o Les défenseurs des Bouilleurs déclarent que la réglementation n'est pas justifiée par le rendement financier qu'on peut en espérer. Ils déclarent que leurs adversaires n'ont jamais pu se mettre d'accord pour évaluer la perte de recettes. M. le sénateur DAMECOUR, dans une lettre adressée au directeur du « Temps » et parue dans ce quotidien le 24 avril 1931, met en relief ce point de vue particulier ; il fait remarquer que lors du vote de la loi du 28 février 1923, M. DE LASTEYRIE avait prévu une diminution de recettes de 50 millions et que l'on peut constater au contraire une augmentation de 66 millions en 1924 et 115 millions en 1925. La liberté du Bouilleur est pour lui la meilleure source de l'impôt sur l'alcool.

5^o Une autre raison peut encore être invoquée, mais elle

n'a plus aujourd'hui qu'un intérêt historique. La suppression du Privilège désaffecterait du régime tous les éléments agricoles du pays. Citons à ce sujet, pour mémoire, la déclaration de M. CAMUZET, le 14 février 1903 : « Cette mauvaise loi (suppression du Privilège) aura pour résultat de créer dans nos campagnes des ennemis irréconciliables de la République parmi les paysans ».

A ces arguments, les adversaires du Privilège opposent les raisons suivantes :

1^o L'égalité de tous les citoyens devant la loi. Les partisans d'une réglementation basent leur argumentation sur le fait que les exploitations de Salines ne peuvent pas soustraire le sel qu'ils récoltent sur leurs propres terrains à la surveillance de la Régie et que la culture du tabac est strictement réglementée. Ainsi si théoriquement, l'agriculteur a un droit absolu sur les produits de son exploitation, cette règle souffre en pratique des exceptions pour des raisons fiscales et on ne comprend pas pourquoi si on admet celles-ci pour le sel et le tabac, on en fait pas de même pour l'alcool ;

2^o Raisons fiscales : le Privilège constitue pour les partisans de la réglementation, selon le terme expressif de JULES SIMON « l'organisation en grand de la fraude avec l'estampille légale ». Les chiffres donnés par BELLE dans son rapport du 30 mars 1882 et la baisse des recettes constatées en 1902 après l'augmentation des droits prouvent que cette affirmation n'est pas exagérée ;

Le Privilège du Bouilleur de cru, lèse le Trésor d'une somme importante, telle est la conclusion de toutes les enquêtes faites sur cette question. C'est pourquoi, nous nous associons pleinement à ceux qui sont partisans de la réglementation et nous osons écrire au moment où nous subissons une crise économique sans précédent que les raisons

fiscales invoquées contre le Privilège constituent à elles seules un argument suffisant pour ne pas céder à la demande des 141 parlementaires qui viennent de déclarer que le rétablissement intégral du Privilège n'a pour eux d'autre vue que celle de ne pas faire subir plus longtemps au récoltant l'odieux et insupportable exercice qui se traduit par une grave atteinte à la propriété, à la liberté du travail et à l'inviolabilité du domicile ;

3° Raisons de santé publique. Le Privilège des Bouilleurs favorise enfin l'alcoolisme et jette dans la circulation des alcools toxiques puisque souvent insuffisamment épurés. La consommation abusive de l'eau-de-vie peut avoir les plus graves conséquences sociales (voir le chapitre sur l'*Hygiène*). Dans tous les pays civilisés, la fabrication et la vente des alcools sont réglementées et soumises à un contrôle sévère et frappées de lourdes taxes. Une idée commune a inspiré les différentes législations parce que l'intérêt public exige que la consommation d'alcool de bouche soit maintenue dans certaines limites. La France est parvenue en partie à ce résultat par la loi du 30 juin 1916 qui a sacrifié aux principes d'Hygiène et de Défense Nationale la liberté pour les distillateurs de betteraves, de mélasse et de grains, de disposer de leur fabrication, et par l'imposition de lourdes taxes sur l'alcool non dénaturé. Mais faut-il encore que les Bouilleurs n'échappent pas à l'impôt. Tel est encore un argument qui vient renforcer le point de vue fiscal exposé plus haut.

Quant à nous, quoiqu'il nous soit pénible de prendre position contre les petits récoltants intéressés au rétablissement du Privilège et qui sont dignes d'intérêt, nous tenons à déclarer que l'allocation en franchise de 10 litres d'alcool pur, accordée aux Bouilleurs de cru, nous semble être une disposition gracieuse suffisamment libérale, pour

ne pas souhaiter que le projet déposé par M. le Sénateur DAMECOUR ne soit pas ratifié par le Parlement. Il ne peut sembler opportun dans les circonstances actuelles, de favoriser une classe de citoyens petits agriculteurs protégés déjà par des droits de douane très élevés, alors que : salariés fonctionnaires, commerçants et industriels, sont de plus en plus écrasés par les impôts.

L'INSTITUTION DU RÉGIME PROVISOIRE DE L'ALCOOL

I. Ses conséquences. Les causes de l'institution de ce régime

Sur les 2.967.000 hectolitres d'alcool dit d'industrie produits en 1912, représentant 89 % de la production totale, la moitié environ provenait de distilleries qui se trouvèrent, en 1914, dans les régions envahies.

C'est dire que les possibilités d'approvisionnement furent subitement réduites, au moment précis où de gros besoins se faisaient sentir.

En effet, la fabrication des explosifs exige d'importantes quantités d'alcool puisque le produit de base de la poudre résulte de la dissolution du coton poudre dans l'éther ou l'acétate d'éthyle. En outre, l'alcool est utilisé dans la préparation de la plupart des produits pharmaceutiques, notamment de la teinture d'iode et des divers anesthésiques (chloroforme, chlorure d'éthyle, éther sulfurique, etc.).

On conçoit donc que l'autorité militaire ait cherché, dès l'ouverture des hostilités à s'assurer de fortes quantités d'alcool, et à soustraire, dans la mesure du possible, la production aux manœuvres des spéculateurs.

C'est par voie de réquisition que ce résultat put être obtenu, en application de l'art. 5 de la loi du 3 juillet 1877 qui prévoit que la fourniture des prestations nécessaires à l'Armée est exigible par voie de réquisition, les modalités de ces réquisitions étant fixées par le Ministère de la Guerre.

Les contrats-types pour les alcools réquisitionnés ne furent établis qu'à la fin de 1916 ; leurs principales dispositions étaient les suivantes : le fournisseur s'engageait à se conformer aux dispositions du « Cahier des clauses et conditions générales applicables aux marchés de fournitures du département de la guerre » (16 février 1903) et de l'instruction du 6 juillet 1909 relative aux marchés du département de la guerre en tant qu'elles n'étaient pas contraires aux stipulations établies par le contrat d'exploitation. Ce contrat réglait les conditions dans lesquelles les industriels devaient fournir leurs produits et les modalités de règlement.

Pour les alcools de grains, il y était prévu que la rectification devait être conduite de façon à ce que le pourcentage d'alcool bon goût produit ne fut pas inférieur à 87 % des produits finis et répondent aux conditions fixées par les art. 4 et 6 du Cahier des Charges du 21 décembre 1912.

Les alcools mauvais goûts devaient, en plus, être dénaturables, c'est-à-dire conformément à la loi de 1898, avoir une force réelle d'au moins 90° Gay-Lussac et ne pas contenir plus de 1 % d'huile essentielle.

Il est à remarquer qu'en dehors des betteraves et des mélasses, aucun achat direct de matières fermentescibles ne pouvaient être effectué par les distillateurs sans une entente préalable avec la Direction générale des Poudres.

Comme ces décisions auraient pu encourager l'exportation de l'alcool, deux décrets de prohibition furent rendus en date du 14 octobre et du 21 décembre 1914.

Le premier stipulait que « étaient prohibées : la sortie, ainsi que la réexportation ensuite d'entrepôt, de dépôt, de transit, de transbordement et d'admission temporaire des produits ci-après désignés : alcools méthyliques et éthyliques, acide acétique, éther sulfurique, iode, chloroforme, etc... »

Le second maintenait les prohibitions indiquées ci-dessus

et leur ajoutait divers produits dont l'alcool amylique et la levure. Ces deux décrets furent ratifiés par la loi du 16 avril 1915.

Par ailleurs, les importations pouvant entraîner des répercussions fâcheuses sur le change, la loi du 6 mai 1916 autorisa le Gouvernement à prohiber l'entrée des marchandises étrangères ou à augmenter les droits de douane par décrets rendus en conseils des ministres.

En application de cette loi, le décret du 11 mai 1916 prohiba l'importation des alcools, exception faite de ceux qui étaient introduits pour le compte de l'État, pour les fabricants de vins de liqueurs, de vinaigres, de produits chimiques ou pharmaceutiques, de vernis ou de parfumerie.

Cette prohibition fut d'ailleurs levée par décret du 24 juin 1916 et remplacée par une élévation des droits de douane ; seuls les fabricants de vins de liqueur réexportant leurs produits dans les 3 mois, en furent exemptés. Cette obligation de réexporter fut supprimée par le décret du 11 juillet 1916 qui établit, en outre, un tarif d'entrée réduit pour l'alcool destiné à la dénaturation.

Les mesures prises au début de la guerre eurent donc pour effet d'assurer à l'autorité militaire la totalité de l'alcool d'industrie ; elles permirent d'éviter que cet alcool s'échappât vers l'étranger, et réglèrent sévèrement les importations dans le but de défendre le change ; la consommation n'était donc plus alimentée que par l'alcool naturel, consommation d'ailleurs très réduite puisque la loi du 16 mars 1915 avait interdit la vente de l'absinthe, et divers décrets avaient limité le commerce des spiritueux et amers (voir chapitre relatif à l'*Hygiène*).

Bien qu'il soit difficile de chiffrer l'importance des besoins créés par la guerre, il nous paraît intéressant de signaler, à titre indicatif, que, en 1913, sur 724.000 hectolitres d'alcool soumis à la dénaturation, 168.000 étaient destinés aux éthers, fulminates de mercure, explosifs, etc... ; en 1914

sur 566.000 hl. dénaturés, 222.000 allaient à cette même destination ; puis en 1915 sur 813.000, 508.000 étaient acheminés dans cette direction ; en 1916 le montant total atteint 1.604.000 hectolitres dont 1.443.000 pour les explosifs et en 1917, année record, le montant de 2.057.000 hl., acheminés vers la dénaturation, comprend 1.891.000 hl. pour les explosifs.

On voit donc que de 1913 à 1917 les quantités d'alcool dénaturé utilisées dans la fabrication des éthers, fulminates de mercure, etc..., ont plus que décuplé.

Le système de la réquisition, essentiellement provisoire, ne pouvait guère être maintenu dans un cas de monopole de fait aussi complet ; c'est pourquoi la *loi du 30 juin 1916* intervint, établissant le régime provisoire des alcools, loi organique du système actuel qui doit normalement prendre fin lorsque les travaux parlementaires permettront d'établir le Statut définitif de l'alcool.

Cette loi du 30 juin 1916 se trouve être, par conséquent, essentielle pour la compréhension des difficultés qui ont surgi après la guerre ; nous allons en examiner le texte, puis nous verrons comment les producteurs des diverses régions ont réagi devant sa prorogation et enfin leur conciliation par l'accord de Béziers, en 1922.

II. Loi du 30 juin 1916

Cette loi porte ouverture sur l'exercice 1916 des crédits provisoires applicables au troisième trimestre de 1916, autorisation de percevoir, pendant la même période, les impôts et revenus publics et, dans son art. 4, suspension du régime antérieur des alcools et instauration d'un régime provisoire.

L'art. 4 est donc le seul qui nous intéresse dans le cas présent ; en voici la teneur :

Seront applicables jusqu'à la fin de l'année de la cessation des hostilités, les dispositions ci-après :

« Le droit général de consommation sur l'alcool est porté à 400 francs l'hectolitre. Les droits d'entrée sont supprimés. A l'exception des genièvres fabriqués dans les conditions spécifiées au paragraphe 2 de l'article 15 de la loi du 30 mars 1902, toutes les quantités d'alcool propre à la consommation de bouche provenant de matières autres que celles dénommées au paragraphe suivant, sont réservées à l'Etat qui ne peut les rétrocéder que pour des usages industriels et médicaux ;

« Toute distillation de vins, cidres, poirés, marcs, lies et fruits doit être opérée :

« 1° soit en atelier public conformément à l'article 12 de la loi du 22 avril 1905 ;

« 2° soit par des Associations coopératives fonctionnant dans les conditions de l'article 22 de la loi du 31 mars 1903 ou par des bouilleurs de cru ou de profession distillant ou faisant distiller chez eux sous le contrôle de la régie, sous réserve que ces Associations ou ces bouilleurs soumettront à la prise en charge une quantité minimum de 200 litres d'alcool pur par campagne ou paieront les droits sur la différence.

« Les quantités produites seront intégralement passibles de l'impôt sous réserve des déductions accordées aux entrepositaires. Il en sera de même pour les stocks possédés par les bouilleurs de cru qui distilleront chez eux.

« Les récoltants qui voudraient acquitter l'impôt immédiatement après la distillation bénéficieront d'une remise de 10 %.

« Les bouilleurs de cru et les Associations coopératives ne seront pas soumis à l'impôt de la licence.

« Tout exploitant de terrains plantés en vignes ou en arbres fruitiers qui prouvera qu'il a distillé ou fait distiller partie de ses récoltes du 1^{er} janvier 1910 au 1^{er} janvier 1916 aura droit, sur la distillation annuelle, à une allocation en franchise de 10 litres d'alcool pur.

« Dans le cas où un exploitant remplissant les conditions susdites serait décédé postérieurement au 2 août 1914, le même droit appartiendra au conjoint survivant ».

Nous laissons de côté, dans l'examen de ce texte, les dispositions purement fiscales qui ont été commentées dans un chapitre précédent. La logique voudrait que nous négligions également et pour la même raison les paragraphes

consacrés aux bouilleurs de cru. Ce n'est cependant guère possible car, suivant en cela les conclusions de la Commission de Législation fiscale de la Chambre (présidée par M. TOURNAN), le législateur a lié, dans la loi du 30 juin 1916, la question des alcools d'industrie à celle des bouilleurs de cru ; il nous paraît d'autant plus intéressant de mettre en relief le principe ainsi adopté que, par la suite, l'expérience a prouvé son manque absolu de conséquences pratiques.

Le caractère essentiellement provisoire du régime est formellement stipulé dans le premier paragraphe. Disons en passant, qu'il n'en est pas moins encore en vigueur.

Pour la première fois ce texte législatif établit nettement une discrimination entre les Alcools naturels et les Alcools dits d'industrie.

Les genièvres qui y sont assimilés aux Alcools naturels sont ceux qui, dans des établissements spéciaux ne produisant pas de trois-six, sont obtenus par la distillation simple des seigles, du blé, de l'avoine, et de l'orge et qui peuvent être livrés sans coupage à la consommation.

Bien qu'en fait ces genièvres soient des Alcools de grains, la Chambre accepta le texte proposé par le Gouvernement en raison de la très faible production des alcools de cette catégorie (2.542 hl. en 1915 et 6.800 hl. en 1916) et du fait qu'ils ne pouvaient être utilisés dans la fabrication des poudres.

La discrimination établie entre les alcools d'industrie et les alcools naturels permit de réserver ceux-ci à la consommation de bouche et ceux-là à l'État, en vue d'usages industriels ou pharmaceutiques. Pratiquement la plus grande partie de la production était ainsi réservée à l'État, puisque les alcools naturels ne représentaient en 1916, que 286.528 hectolitres tandis que la production d'alcool industriel atteignait 1.271.127 hectolitres.

Le législateur, estimant que les producteurs d'alcool naturel étaient favorisés, puisqu'on leur assurait de cette façon un débouché exclusif, exigea, en contre-partie, quel-

ques sacrifices: c'est ainsi que les bouilleurs de cru se virent retirer le droit de distiller à domicile, sans contrôle de la Régie, et également le droit de conserver des stocks sans acquitter les taxes; ces mesures draconiennes qui portaient atteinte au privilège établi par la loi du 27 février 1906, firent l'objet de vives discussions à la Chambre. Finalement elles furent adoptées, tempérées par l'allocation en franchise de 10 litres d'alcool pur.

Cette loi du 30 juin 1916 consacra le régime qui avait été instauré au moment où l'autorité militaire réquisitionnait les alcools d'industrie. Pratiquement ce fut la Direction des Poudres qui fut chargée de l'achat des alcools, sous l'autorité du Ministre de la Guerre. Les quantités susceptibles d'être cédées à l'industrie furent fixées suivant les exigences de la Direction des Poudres. Celle-ci traitait généralement avec les intermédiaires chargés de centraliser les demandes et dont le bénéfice était strictement limité.

Ces cessions étaient d'ailleurs peu importantes puisqu'elles n'ont atteint que 107.000 hectolitres pour la campagne 1915-16, 67.620 pour la campagne 1916-17 et 78.468 hectolitres pour la campagne 1917-18. L'alcool était pris chez les distillateurs et payé à ceux-ci le prix fixé par l'État. En avril 1918, le mode de règlement fut modifié: les factures furent établies par le Laboratoire Central des Poudres, et réglées avant la livraison, les frais de recouvrement incombant aux distillateurs.

Jusqu'en 1917, la production des Alcools d'Industrie fut suffisante pour assurer les besoins du Service des Poudres, mais par la suite, la réquisition dut être appliquée en partie aux alcools naturels. A partir du 12 octobre 1917, les stocks supérieurs à 40 hectolitres furent réquisitionnés à concurrence de 70 % pour l'alcool provenant du cidre, poiré, marcs, lies, fruits frais et genièvres, et de 50 % pour l'alcool de vins, marcs et lies de vin. Ces proportions furent unifiées à 50 % le 24 octobre 1917.

Du fait de l'Armistice, le 11 novembre 1918, le régime

établi exceptionnellement par la loi du 30 juin 1916, devait être suspendu le 31 décembre 1918 ; nous allons voir que le rétablissement du régime antérieur à la guerre aurait lésé les intérêts des producteurs d'alcools naturels ; comme ceux-ci étaient représentés en majorité à la Chambre, ils obtinrent facilement le maintien du régime provisoire.

III. Prorogation du Régime provisoire.

La loi du 30 juin 1916 entraîna comme conséquence immédiate une forte hausse des cours de l'alcool naturel ; le trois-six de Montpellier, qui valait avant-guerre de 110 à 180 francs l'hectolitre, se négocia pendant les hostilités de 1.000 à 1.200 francs ; libérés de la concurrence des Alcools d'Industrie, tous les Alcools Naturels se valorisèrent au point qu'il fallut, en 1918, interdire la distillerie des cidres, des poirés et de leurs lies. Ce mouvement entraîna la hausse des vins, cidres, poirés, etc... et permit aux producteurs (viticulteurs et cidriculteurs) de réaliser des bénéfices considérables. On conçoit facilement que ces derniers aient envisagé avec une certaine crainte le retour aux conditions d'avant-guerre ; si l'alcool d'industrie, à faible prix de revient, était revenu alimenter la consommation de bouche, ils n'auraient pu lutter contre un concurrent aussi redoutable, et auraient perdu le bénéfice que leur avait octroyé le régime exceptionnel de guerre.

Or, les représentants au Parlement des pays producteurs d'alcool naturel constituaient une forte majorité ; il leur fût, dès lors, facile d'obtenir que le régime provisoire ne fût pas annulé à la date prévue, et que sa transformation fut reportée de manière à permettre l'aménagement d'un statut ne lésant pas leurs intérêts.

En exécution de la loi du 10 février 1918, le décret du 13 août 1919 décida que :

« Jusqu'à ce que soit intervenue la loi établissant un régime provisoire ou définitif de l'alcool, et au plus tard jusqu'à l'expiration des six mois qui suivront la fin des hostilités, demeure réservée à l'Etat la production à l'intérieur des alcools autres que ceux provenant de la distillerie des vins, cidres, poirés, marcs lies et fruits frais, et que les genièvres définis par l'article 16 de la loi du 30 mars 1903 ».

Le 18 octobre 1919, un nouveau décret confia à la Direction Générale des Poudres le soin d'assurer, avec la Direction Générale des Contributions Indirectes, l'application du décret précédent. C'est ainsi que fut créé le Service des Alcools, dont nous expliquerons le fonctionnement dans un prochain chapitre.

Le décret du 13 août 1919 ne comportait aucun article relatif aux bouilleurs de cru ; il ne prorogeait donc qu'en partie la loi du 30 juin 1916 ; si aucune loi n'était intervenue avant le 31 décembre 1919, le privilège des bouilleurs de cru devait être rétabli conformément à la loi de 1906 ; le Parlement prit feu lorsque M. ERNEST LAFOND réclama la suppression du dit privilège ; les bouilleurs ne purent obtenir le retour au régime de 1906, mais le bénéfice de l'allocation en franchise fut étendue aux mobilisés. C'est avec cette disposition supplémentaire que la loi du 29 décembre 1919 prorogea jusqu'au 30 septembre 1920 les dispositions de l'art. 4 de la loi du 30 juin 1916.

La loi du 31 juillet 1920 (art. 33) les prorogea ensuite jusqu'au 31 décembre 1920 ; et celle du 31 décembre 1920 (art. 13) jusqu'au 30 septembre 1921.

Ces dispositions furent maintenues jusqu'au 30 juin 1922, par l'art. 18 de la loi du 16 juillet 1921.

Mais, celle du 30 juin 1922 fit une distinction entre le régime des alcools et celui des bouilleurs de cru.

Le régime provisoire des alcools fut prorogé au 30 septembre 1924, tandis que les articles relatifs aux bouilleurs de cru ne furent prorogés que jusqu'au 31 décembre 1922 ; ceux-ci reprirent leur liberté ayant obtenu deux mois plus tard le rétablissement partiel de leur privilège.

L'art. 21 de la loi du 1^{er} août 1924 prorogea, de nouveau, jusqu'au 28 février 1926, le régime des Alcools d'Industrie ; enfin, l'art. 7 de la loi du 27 février 1926 décida que ce régime serait prorogé « jusqu'à la mise en application de la loi établissant un régime définitif pour ces alcools ».

Il peut paraître surprenant que, depuis la fin de la guerre, aucun régime définitif de l'alcool ait pu être élaboré. A cela on pouvait répondre comme la Commission de l'Agriculture lorsqu'elle examina le premier projet de M. TOURNAN : « Ce n'est pas en traitant la question par tranches, en solutionnant provisoirement les difficultés, en étudiant les points délicats que l'on obtiendra la solution pratique que la Nation réclame ». Il est bien évident que les intérêts en présence étaient si diamétralement opposés, qu'il était extrêmement difficile de trouver un terrain de conciliation permettant l'élaboration d'un projet rationnel définitif.

En effet, nous avons vu qu'avant la guerre, l'alcool d'industrie avait peu à peu, sans protection législative, pris le pas sur l'alcool naturel et que la défaite de celui-ci était quasi-complète. Les circonstances nées de la guerre lui ont permis de renaître dans des conditions exceptionnellement avantageuses ; comment alors pourrait-on admettre que les producteurs d'alcool naturel n'aient pas cherché, coûte que coûte, à conserver les avantages acquis ? Mais comment ces avantages pourraient-ils leur échapper puisqu'ils sont majoritaires au Parlement ?

A tout prendre, les intéressés ne préfèrent-ils pas le régime provisoire à un régime définitif ? Peut-être.

Nous avons d'une part les producteurs d'alcool naturel, représentant le Midi et l'Ouest majoritaires au Parlement, qui ne désirent pas la concurrence de l'alcool industriel sur le marché de la consommation de bouche, et qui fondent leurs revendications sur des arguments anti-alcooliques d'hygiène qui ne manquent pas de portée.

Nous avons d'autre part les distillateurs du Nord, produisant de l'alcool industriel, dont la production est ache-

tée par l'État. Forts de l'élasticité de leur production, ils demandent à intervenir sur le marché de la consommation de bouche lorsque l'alcool naturel ne suffit plus à répondre aux besoins.

Comment concilier des points de vue aussi divergents?

La création d'un organisme d'État consacrant en fait le régime actuel, et pouvant assurer à l'alcool industriel tous les débouchés nécessaires, vient immédiatement à l'esprit.

Le Parlement a examiné à maintes reprises la possibilité de créer un « Office » qui remplirait les conditions demandées, mais les difficultés qu'aurait éprouvées cet « Office » à absorber les quantités d'alcool industriel utilisées pendant la guerre par le Service des Poudres, empêchèrent l'élaboration d'un texte satisfaisant les distillateurs du Nord.

Aucune solution n'aurait vraisemblablement pu intervenir si l'Accord de Béziers du 8 avril 1922 n'avait concilié les intérêts du Nord et du Midi, et si l'apparition du « CARBURANT NATIONAL » n'avait fourni l'élément qui manquait pour assurer l'écoulement régulier de la production d'Alcool d'Industrie.

IV. Accord de Béziers du 8 avril 1922.

Les parlementaires représentant les régions agricoles où les intérêts des producteurs d'alcools étaient opposés prirent l'initiative de réunir, le 29 mars 1922, sous la présidence de M. le Sénateur DELPIERRE, une Commission interparlementaire composée des membres de la Commission des alcools du Sénat et des boissons de la Chambre, en vue de trouver un terrain de conciliation entre les distillateurs du Nord et du Midi. A cette réunion furent convoqués les représentants du Syndicat National du Commerce en Gros des Vins, Cidres, Spiritueux et Liqueurs, du Syndicat

de la Distillerie Agricole, des Fabricants d'Alcool ainsi que le Groupement de la Distillerie Française.

Ces trois dernières Associations demandèrent :

1^o Que soit appliquée aux alcools naturels, allant à la consommation de bouche, une surtaxe de 50 francs ;

2^o Qu'une partie de la production de l'alcool d'industrie ait la possibilité d'alimenter la consommation de bouche, moyennant le paiement d'une surtaxe.

Ils appuyèrent leurs revendications sur la nécessité de fournir des recettes supplémentaires à l'Office et sur l'intérêt qu'il pouvait y avoir à éviter, dans les années de récolte déficitaire, une hausse exagérée de l'alcool naturel, en faisant jouer la concurrence de l'alcool d'industrie.

La Commission n'admit pas ce dernier point, pour des raisons d'hygiène publique, mais reconnut la nécessité de faire participer les producteurs d'alcool naturel aux ressources de l'Office pour faciliter l'équilibre de son budget.

M. DU BOULLAY, président du Groupement de la Distillerie Française, décida alors qu'une délégation du Nord irait à BÉZIERS, à l'occasion du concours du Carburant National, pour avoir une entrevue avec les représentants de la viticulture et chercher une base d'entente.

M. DENOMAISSON, président du Syndicat National des Vins et Spiritueux, admit le principe de la séparation des deux alcools ; la consommation de bouche, même pour la fabrication des liqueurs, vins de liqueurs et spiritueux, serait réservée à l'alcool dit naturel, en admettant toutefois une exception dans les années de récolte déficitaire.

À la suite de la réunion de cette Commission interparlementaire, une délégation de distillateurs se rendit à Béziers ; le Syndicat des Fabricants d'Alcools fut représenté par son président M. SCHOTSMANS, le Groupement de la Distillerie Française par M. du BOLLAY et le Syndicat de la Distillerie Agricole par son secrétaire général, M. CALLEROT. Le Midi de son côté, avait désigné, pour le représenter, M. MIREPOIX, président de la G.G.V. et M. BARTHÉLEMY, président

de la Fédération des Syndicats de distillateurs et bouilleurs d'eaux-de-vie du Midi. Quant au Syndicat Général des Cidres, n'ayant pu envoyer de délégué, il avait adressé une déclaration par laquelle il se solidarisait avec la viticulture.

Aux délégués de ces différents groupements, s'étaient joints de nombreux parlementaires représentant les régions intéressées : M. ROLAND, sénateur de l'Oise ; MM. les députés E. BROUSSE, SAINT-GRANIER DE CASSAGNAC, BARTHE, LÉON CASTEL, DE MAGALAN et M. RODEZ-BERNAVENT.

La réunion fut présidée par le rapporteur du projet instituant le monopole des alcools dits d'industrie : M. MAURICE SARRAUT.

Les représentants des régions betteravières demandèrent :

1° La possibilité de se voir ouvrir la consommation de bouche les années où la production d'alcool naturel serait déficitaire ;

2° La possibilité pour leurs alcools d'être utilisés dans la fabrication des produits destinés à être exportés ;

3° Que les sacrifices suivants soient acceptés par la viticulture et la cidriculture, à savoir : Paiement d'une taxe de 1 franc par hectolitre de vin soumis à la consommation, ce droit étant réduit de moitié pour les cidres ; et paiement, pour les alcools naturels, d'un droit de 50 francs par hectolitre à 100° Gay-Lussac.

Sur le premier point, les représentants du Midi déclarèrent que, tenant à prendre en considération le point de vue émis par le Syndicat National des Vins et Spiritueux lors de la Commission interparlementaire du 29 mars, la revendication des betteraviers pouvait être retenue à deux conditions :

a) Que le Nord n'accepte comme récolte déficitaire que celle correspondant à une production inférieure à 40 millions d'hectolitres (chiffre qui fut porté à 55 millions par M. SARRAUT, d'accord avec les intéressés dans son troisième rapport du 12 décembre 1923) stock à la propriété comprise ;

b) Que l'intervention de l'alcool d'industrie ne se produirait que si le stock d'alcool naturel était inférieur au tiers de la consommation de l'année précédente.

Le second desiderata des représentants du Nord fût aussi adopté, les délégués du Midi reconnaissant que, pour l'amélioration de notre balance des comptes, il était souhaitable que l'alcool d'industrie put être exporté en vue de la consommation.

Enfin, après une longue discussion, le Midi accepta le principe des surtaxes réclamées par les représentants du Nord, (celui-ci fut ultérieurement abandonné lorsque la surtaxe sur les essences assurât l'équilibre de l'Office.)

A la suite de ces pourparlers, un procès-verbal connu sous le nom d'accord de Béziers, fut signé le 8 avril 1922.

En voici le texte :

L'Assemblée réunie à Béziers le 8 avril 1922, à l'occasion de la semaine du Carburant National, sur l'initiative de la Confédération des Vignerons et comprenant notamment :

1° Les représentants autorisés de la C.G.V. et des producteurs de vins du Midi ;

2° Les représentants autorisés des distillateurs du Midi ;

3° Les représentants autorisés des distillateurs industriels et des distillateurs agricoles du Nord.

Après avoir enregistré l'adhésion des producteurs de cidre, manifestée par télégramme en date du 7 avril 1922 ;

1° Constate : le plein succès des épreuves organisées à Béziers en vue de l'utilisation de l'alcool comme Carburant National et félicite le Comité agricole de Béziers qui a pris l'initiative de cette organisation ;

Remercie les souscripteurs dont le concours pécuniaire a permis de la réaliser et de donner ainsi la preuve décisive et matérielle de l'emploi du Carburant National à base d'alcool, utilisé par voie législative, conformément à l'amendement Barthe sur le régime du pétrole ;

2° Prend acte de l'accord complet intervenu entre la Production Viticole, la Distillerie du Midi, le Syndicat National des Vins et Spiritueux, la Distillerie Industrielle et la Distillerie Agricole du Nord sur la base suivante :

a. Le marché de la consommation de bouche à l'intérieur doit être entièrement réservé à l'alcool naturel, sauf dans les années où la production des vins en France, serait inférieure, stock à la propriété comprise, à 40 millions d'hectolitres et où les stocks d'alcool naturel disponibles ne dépasseraient pas le tiers de la consommation de l'année précédente, auxquels cas, l'alcool d'industrie serait exceptionnellement admis à faire l'appoint au cours de l'alcool naturel majoré de 50 francs par hectolitre ;

b. Le marché de la consommation à l'exportation demeure ouvert aux alcools d'industrie ;

c. L'équilibre financier de l'Office sera assuré, notamment par une contribution de 1 franc par hectolitre sur la consommation taxée des vins, et de 0 fr. 50 par hectolitre sur la consommation taxée des cidres, et par des taxes appropriées sur les rhums, tafias, spiritueux d'importation, ainsi que par les bénéfices réalisés sur les cessions d'alcool aux industries privilégiées. Les ressources dont disposera l'Etat, seront employées à céder au dessous du prix de revient tant qu'au chauffage qu'à l'éclairage et qu'aux moteurs, l'alcool qui devra demeurer un élément essentiel du Carburant National.

L'Assemblée, unanimement, décide d'appuyer auprès du Parlement le projet établi sur ces bases et en réclame le vote prompt et définitif, dans l'intérêt de la prospérité de l'agriculture française et de la Défense Nationale.

Les délégués du Nord, étant donné leur préoccupation d'assurer par les ressources nécessaires à la marche de l'Office, demandent qu'il soit fait mention, dans l'exposé des motifs de la loi, de la déclaration de M. le député de Cassagnac, appuyée par les Parlementaires présents et délégués par diverses Commissions de la Chambre et du Sénat, de les aider à obtenir des ressources complémentaires si les ressources actuelles venaient à être insuffisantes ».

L'accord ainsi réalisé entre les distillateurs du Nord et du Midi, est d'une importance capitale, car il a servi de base à tous les travaux ultérieurs.

Il est néanmoins fâcheux que cet accord de Béziers ait complètement négligé la question du vinage et du mutage des vins. Lors de l'entretien qui eût lieu, le 9 juin 1921, entre les représentants de certains groupements du Nord et le Président de la Fédération Régionale, il avait été prévu que ce débouché serait retiré à l'alcool industriel. M. SAR-

RAUT a également déclaré, dans son rapport du 16 juin 1922, que l'alcool naturel devait être le seul pourvoyeur des vins de liqueurs et spiritueux. Le texte de Béziers n'aborde même pas ce problème. Il est probable que l'absolue nécessité d'arriver à un accord de principe entre les distillateurs du Nord et du Midi incita les intéressés à laisser dans l'ombre les points de friction susceptibles d'être réglés ultérieurement.

Mais, si on juge la question en équité, on reste surpris de ce que les Producteurs du Nord aient pu se prêter à pareille omission. En effet, leur situation est loin d'être aussi florissante qu'avant-guerre, tandis que les distillateurs du Midi jouissent d'une grande prospérité. Les revendications de ceux-ci peuvent donc paraître excessives ; il serait normal d'accorder aux distillateurs du Nord le débouché « vinage et mutage des vins », ce qui aurait, en outre, l'avantage d'assurer plus facilement l'équilibre de l'Office et d'abaisser le prix de vente de l'alcool destiné au Carburant National ; il en résulterait une diminution des charges supportées par les importateurs de pétrole.

Il n'en demeure pas moins que, malgré cet oubli, l'accord de Béziers a facilité, en conciliant des thèses opposées, le travail du législateur. Le Nord ayant conclu un pacte avec le Midi, il ne restait plus qu'à « lancer » le Carburant National pour que, les débouchés de l'alcool industriel étant assurés, le régime provisoire pût être transformé en statut définitif.

LE CARBURANT NATIONAL

I. Historique. Loi du 28 février 1923

C'est à la fin du XIX^e siècle que l'alcool fut utilisé pour la première fois à la carburation. La nécessité de trouver un nouveau débouché à l'alcool industriel encouragea cette innovation. Les courses Paris-Rouen, Paris-Roubaix, et le circuit du Nord furent couronnés de succès et consacrèrent la réussite des travaux qui avaient été entrepris.

En 1907, eût lieu une enquête officielle, et une Commission extra-parlementaire présidée par M. RIBOT entreprit l'étude technique de la question. Les rapports de MM. DE DION, LINDET, Colonel KREBS, LUMET, GUISELIN, conclurent dans un sens très favorable à l'emploi de l'alcool comme carburant. C'est alors qu'un dénaturateur : M. LEPRETRE mit en vente un mélange d'alcool-benzol. Malheureusement l'emploi de l'alcool-moteur se trouva gêné par le manque de stabilité des prix et par des obstacles d'ordre économique. C'est pour ces raisons que l'on renonça à cette époque à l'emploi de l'alcool comme carburant et ceci malgré les efforts de MM. BAUDRY DE SAULNIER et du deuxième Congrès des applications de l'alcool dénaturé tenu en novembre 1907.

Pendant les hostilités, les difficultés de ravitaillement en essence remirent cette question à l'ordre du jour. Il apparut combien il serait utile en cas de blocus maritime d'avoir un carburant fourni par des produits indigènes. L'alcool

pour un pays agricole comme la France était tout indiqué.

Ces raisons incitèrent le Comité général des Pétroles à créer, le 5 novembre 1918, la Commission des Carburants Nationaux.

Celle-ci sous la présidence de M. BARTHE, obtint le 9 juillet 1921 de la Chambre des Députés, une résolution tendant à organiser la mise au point du Carburant National.

Déjà l'année précédente, lors du vote de la loi de finances du 25 juin 1920, instituant par ses art. 104 et 105 un droit intérieur de 20 francs par hectolitre¹ sur les huiles minérales raffinées d'une part et sur les benzols, benzènes, toluènes et essences de houille pure ou en mélange d'autre part, le législateur, afin de favoriser la vente des mélanges d'hydrocarbure et d'alcool, avait exonéré de cet impôt ces produits lorsqu'ils seraient mélangés avec l'éthanol, dans des proportions déterminées fixées par arrêté du Ministre des Finances. De plus, afin de faciliter le commerce de ces carburants à base d'alcool, l'art. 15 du décret du 18 août 1920 stipula que l'alcool dénaturé mélangé à l'essence ou au benzol circulerait librement.

Les quantités d'alcool utilisées ainsi en mélange avec des hydrocarbures passa de 21.859 hectolitres pour la campagne 1920-21 à 143.980 hectolitres l'année suivante.

A la suite de ces résultats, le Comice agricole de l'arrondissement de Béziers, sous l'impulsion de MM. GAUJAL et NOUGARET, organisa le fameux concours du Carburant National d'avril 1922 avec l'aide morale et pécuniaire du Ministre de l'Agriculture et de nombreux groupements

1. Cette taxe intérieure de 20 francs par hectolitre fut portée à 24 francs par la loi du 22 mars 1924, à 35 francs par l'art. 49 de la loi du 4 avril 1926, à 40 francs par le Décret du 3 août 1926, et à 45 francs par le Décret du 13 août 1926. L'art. 5 de la loi du 16 mars 1928, maintint ce taux pour les benzols, mais le ramena à 18 francs pour les essences. Enfin la loi du 30 décembre 1928 augmenta ces deux taxes de 10 francs pour l'entretien des réseaux routiers. Aujourd'hui le taux de la taxe intérieure est de 30 francs sur les essences de pétrole, et de 57 francs sur les benzols. Le taux pour l'entretien du réseau routier ayant été porté à 12 francs.

corporatifs. Parmi ceux-ci, il convient de signaler le rôle prépondérant joué par le Syndicat des Fabricants d'Alcools, présidé par M. SCHOTSMANS et par la Fédération des Syndicats des Distillateurs et Bouilleurs d'Eaux-de-Vie du Midi. Ce concours avait pour but de trouver la meilleure formule d'utilisation de l'alcool comme carburant et d'assurer ainsi au pays une arme pour la Défense Nationale, une meilleure balance des comptes et une base stable pour le développement de la prospérité agricole. Lors de cette manifestation, on essaya les différents mélanges proposés et en particulier le suivant :

Essence tourisme	85,30 %
Alcool à 95°	9,48 %
Cyclohexanols	1,66 %
Phénol	3,55 %

formule qui avait été déterminée par le doyen de la Faculté de MONTPELLIER, M. GODCHOT. A la suite des essais que l'on fit au banc d'épreuves, puis sur des voitures militaires et civiles, on constata qu'à basse température, il y avait dissociation du mélange par suite de la proportion d'eau contenue dans l'alcool (4 à 5 %). Pour éviter ces inconvénients, on eut recours à certains corps tels que l'alcool butylique, iso-propylique et certains dérivés de la créosote qui jouent le rôle d'unisseurs. Mais cette solution ne pouvait résoudre le problème car les quantités d'unisseurs dont on aurait eu besoin excédaient, de beaucoup, les possibilités de leur production.

Le Comité Scientifique du Carburant National, constitué le 17 octobre 1921, sous la présidence de DANIEL BERTHELOT, et qui comprend l'élite de nos savants parmi lesquels les chimistes SABATIER, LE CHATELIER, MOUREUX, les mécaniciens CHARPY, KOENIGS, RATEAU, DUMANOIS, LAUBEUF, les biologistes d'ARSONVAL, LINDET, VIALA fut chargé de résoudre le problème technique du Carburant

National. Deux sous-Commissions furent nommées ; l'une s'occupa particulièrement des essais physico-chimiques, avec MM. GABRIEL BERTRAND, PATART, BORDAS, LÉVY, GUISELIN et BAUME ; l'autre des essais mécaniques. Elles eurent à examiner plus de cent formules composées, parmi lesquelles certaines méritent d'être retenues :

Le mélange ternaire d'alcool-essence-benzol en parties égales.
Le mélange binaire mi-alcool, mi-benzol (ancien mélange Lepêtre).

Le mélange ternaire alcool-benzol-tétraline, employé en Allemagne.

Le mélange alcool 40 % essence extra-légère 60 % qui fournit des résultats très intéressants dans les voitures de Dion.

Mais, il faut l'avouer, aucune de ces formules ne donna entière satisfaction, par suite de l'instabilité relative des mélanges d'alcool avec les autres carburants. Au contraire, cet inconvénient disparaît dans le cas d'utilisation d'alcool absolu. Or, à cette époque trois nouveaux procédés de déshydratation avaient été mis au point ; l'un par l'ingénieur LAURETTE, l'autre par M. MARILLER et le troisième par M. GUINOT ; le Comité Scientifique fit faire des essais sur les mélanges composés de 10 à 50 % d'alcool déshydraté avec de l'essence lourde par les soins de la Poudrerie de Sevran-Livry, de la Section technique de l'artillerie de l'aéronautique et de la Société des Transports en Commun de la Région Parisienne.

Les conclusions de ces essais furent rapportées par le Directeur Général de Service des Poudres, M. PATART, et peuvent se résumer ainsi :

Les mélanges d'alcool absolu et essence sont stables à des températures très basses et ils le restent après de longues expositions à l'air pur.

Le mélange alcool-essence peut être employé sans inconvénient dans tous les moteurs automobiles construits pour être alimentés à l'essence.

Jusqu'à une proportion de 25 % d'alcool, il n'est pas nécessaire d'apporter la moindre modification au carburateur pour obtenir une marche satisfaisante et régulière, et la consommation pratique sur des voitures en service normal, n'est pas sensiblement augmentée.

Le Comité Scientifique du Carburant National recommanda au Ministre du Commerce l'emploi du mélange d'essence et d'alcool absolu dans la proportion d'alcool de 40 à 50 %, les procédés de lavage à l'eau des bidons, pouvant en laisser une quantité suffisante pour troubler l'homogénéité des mélanges essence-alcool, si on adoptait une teneur trop faible en alcool.

A la suite de ces travaux, la loi du 28 février 1923 fut votée. L'art. 6 impose aux importateurs d'essence, de produits similaires et de benzols (sauf ceux destinés à l'usage industriel, tels qu'ils sont définis pour application du tarif des douanes), l'obligation d'acquérir chaque mois de l'État une quantité d'alcool définie, proportionnelle aux quantités d'hydrocarbures par eux dédouanées, pendant le mois précédent, cet alcool devant obligatoirement être destiné à la force motrice.

En cas d'infraction à cette disposition, cet art. 6 dans son 6^e § prévoit en outre que le Ministre du Commerce est autorisé à suspendre ou à retirer les licences d'importation.

L'arrêté du 30 mai 1923, fixa les modalités d'application de l'art. 6 de cette loi, et donna les caractéristiques des essences visées par cette mesure législative. Le décret du 20 mai 1924 les modifia, ainsi qu'il suit :

« Sont considérées comme essence de pétrole ou autres, au point de vue de l'obligation prévue par l'article 6 de la loi susvisée du 28 février 1923 :

« 1^o Les produits qui donnent à la distillation 95 % en volume, à une température au plus égale à 215 degrés C.

« 2^o Les produits qui, dans un mélange contenant des essences de pétrole, ou autres, passent à la distillation à une température inférieure à 215 degrés C.

« Ne sont pas soumis toutefois à ladite obligation les huiles lampantes telles qu'elles sont définies pour l'application des tarifs des douanes, à la condition qu'elles donnent à la distillation 20 % en moins en volume, après 225 degrés C. »

« La distillation servant à la détermination des caractéristiques ci-dessus indiquées, sera effectuée avec l'appareil Luynes-Bordas en suivant les modes opératoires employées par les Laboratoires du Ministre des Finances ».

De plus, la loi du 28 février 1923 édictait que la surtaxe temporaire de 30 francs par hectolitre d'essence importée, établie par la loi du 9 juillet 1921, et destinée à compenser la différence entre le prix de revient des stocks de l'État et le produit de leur cession qui avait été progressivement abaissée jusqu'à 5 francs, serait maintenue à ce dernier taux et perçue au profit du Service des Alcools, afin de permettre la cession à perte de l'alcool à la carburation.

Les mélanges d'alcool déshydraté et d'essence, quoique miscibles en toutes proportions, sont d'autant plus stables que la proportion d'alcool est plus grande. Pour éviter tout mécompte, et se conformant aux conclusions du Comité Scientifique du Carburant National, MM. DIOR et DE LASTEYRIE, Ministres du Commerce et des Finances prirent le 31 mai 1923 l'arrêté suivant :

Article premier. — L'alcool destiné à la force motrice doit, après dénaturation spéciale, être mélangé à des hydrocarbures dans une proportion volumétrique qui ne soit pas inférieure à 30 volumes d'hydrocarbures pour 100 volumes d'alcool éthylique, ce dernier étant évalué en alcool à 100° Gay-Lussac, à 15° C.

Article 2. — Les mélanges ainsi obtenus ne peuvent être mis en vente ou vendus au public que s'ils satisfont aux conditions ci-après :

Les hydrocarbures mélangés à l'alcool doivent être soit des benzols ou homologues, soit des essences de pétrole. Ces hydrocarbures doivent être de qualité équivalente à celle des hydrocarbures employés isolément dans les moteurs automobiles, et leur volatilité (tension de vapeur à 15° C.), doit être au moins égale à celle de l'alcool pur.

La proportion volumétrique d'alcool dans le mélange, évalué

en alcool à 100° G.L. à 15° C. ne doit pas être inférieure à 95 volumes, ni supérieure à 105 volumes pour 110 volumes d'hydrocarbures.

La qualité de l'hydrocarbure et le degré de déshydratation de l'alcool doivent être suffisants pour qu'après addition de 1 % d'eau en volume, le mélange refroidi dans la glace fondante pendant 30 minutes au minimum et amené ainsi à une température inférieure à 1° C. reste limpide et homogène.

Le mélange doit être limpide et ne contenir aucune impureté susceptible d'attaquer les moteurs usuels, soit à froid, soit à chaud.

Article 3. — Les indications de l'article 2 doivent être reproduites sur tous les récipients contenant les carburants à base d'alcool mis en vente ou vendus au public et sur tous les appareils distributeurs servant à la livraison directe de ces produits aux consommateurs.

Seuls les produits répondant aux conditions fixées à l'article 2 pourront être mis en vente au public sous la dénomination de Carburant National.

Le 3 septembre suivant, conformément aux prescriptions de l'art. 7 du décret du 30 mai 1923, après avis du Comité consultatif des Arts et Manufactures, un procédé de dénaturation spéciale fut admis pour l'alcool destiné à la carburation (voir le chapitre concernant la *Dénaturation*).

Quelques jours plus tard, le 14 septembre, un arrêté fixa les obligations auxquelles sont tenus les industriels se livrant au mélange d'essence et d'alcool. Ils doivent adresser une demande au Directeur des Contributions Indirectes de leur département, et donner un plan sommaire des ateliers où ils pratiqueront les mélanges.

En principe, ceux-ci ne devront avoir de communication que par la voie publique, avec les locaux renfermant des appareils de distillation, de rectification, ou des alcools non dénaturés. Les bacs devront être épalés; enfin, d'une manière générale, cet arrêté prévoit les mêmes prescriptions que pour les autres procédés de dénaturation complémentaire. De plus, les industriels sont dans l'obligation de tenir un compte des alcools dénaturés, qui doit être chargé des quantités reçues par acquit à caution et déchargé des quan-

tités mises en œuvre en présence de la Régie. Les manquants sont imposés après déduction des tolérances légales. Quant à l'alcool dénaturé, et mélangé suivant les prescriptions légales, il n'acquitte que les droits de statistiques et de redevances.

L'exonération de la taxe intérieure sur les essences et les benzols, qui avait été instituée par la loi du 25 juin 1920, n'est appliquée qu'aux produits dans lesquels l'alcool représente un tiers du volume total ; dans ce cas le benzol, essence, ou les produits similaires sont exonérés à concurrence des quantités d'alcool contenues dans le mélange (arrêtés des 30 mai, 4 juin et 23 septembre 1921).

Pour plus de clarté, voici quelques exemples :

	Alcool	Benzol ou essence	Quantité de benzol ou d'essence exonérée
Quantités	70	30	la totalité
de litres par	45	55	45 litres
hecto	30	70	sans exonération

Dans les mélanges ternaires où il entre à la fois 2 hydrocarbures imposables, chacun de ceux-ci doit être considéré isolément pour le calcul de l'exonération de la taxe intérieure, on aura ainsi :

	Alcool	Benzol	Essence	Benzol exonéré	Essence exonérée
Quantités	40	10	50	la totalité	40 litres
de litres par	35	40	25	35 litres	la totalité
hecto	30	35	35	aucune exonération	

Pour l'établissement de l'exonération, les circulaires 91 du 20 septembre 1923, et 103 du 6 février 1924 spécifient que l'alcool doit être considéré en volume sans tenir compte de son degré, contrairement à ce qui est stipulé pour la composition des mélanges, pour lequel on doit se baser sur l'alcool pur dénaturé contenu dans le produit. Cette dernière

disposition administrative vient tout récemment d'être modifiée par le décret du 28 octobre 1931, qui stipule que :

« L'essence tourisme entrant dans la composition des mélanges visés par l'art. 2 de l'arrêté du 31 mai 1923 ne bénéficiera de l'exonération que dans la limite de 30 litres pour 100 litres de mélange ».

Enfin, il reste à signaler que les industriels procédant au mélange alcool-benzol ou produit similaire, sans être fabricants de ces derniers produits, doivent obtenir conformément à l'art. 12 de l'arrêté du 14 septembre 1923, la faculté d'entrepôt, en application de l'art. 16 du décret du 18 août 1920. Cette formalité n'est pas prévue pour les essences ; aussi l'art. 13 de l'arrêté du 13 septembre 1923 stipule-t-il que l'exemption de la taxe intérieure sera accordée aux importateurs à l'équivalence.

Telles sont, dans leurs grandes lignes, les dispositions administratives et législatives, qui ont réglé l'utilisation de l'alcool-moteur. Celles-ci ont soulevé de violentes polémiques, et nombreux ont été ceux qui ont protesté contre le vote de la loi du 28 février 1923. Nous croyons intéressant d'exposer et de réfuter ici ces arguments qui ont créé malheureusement chez l'usager de l'automobile une suspicion contre le Carburant National.

II. Critiques adressées au Carburant National **Réfutations**

Parmi les critiques les plus courantes qui circulent ou qui s'impriment, nous pouvons signaler les suivantes :

1° Le Carburant National possède, à volume égal, moins de calories que l'essence, car le litre d'alcool ne peut fournir qu'un peu moins de 6.000 calories, tandis que le même volume d'essence en donne 7.700.

2° L'alcool contenu dans le Carburant National provoque

souvent l'attaque des organes du moteur ainsi que des réceptifs où il séjourne avant d'être utilisé.

3° L'alcool éthylique, à cause de son point d'ébullition insuffisamment bas, a l'inconvénient de rendre difficile la mise en marche du moteur à froid.

Ces critiques sont dangereuses en ce sens qu'elles éveillent chez l'utilisateur non averti un sentiment de défiance qu'il sera très difficile de combattre par la suite. C'est pourquoi il est indispensable de les réfuter énergiquement. Pour cela, nos arguments seront à la fois d'ordre pratique et d'ordre théorique.

Avant d'aborder cette discussion, il sied tout d'abord de faire une constatation primordiale : c'est que les critiques soulevées contre l'emploi de l'alcool comme carburant et dont il est question ci-dessus sont déjà de très vieilles choses exhumées d'articles ou de publications parus vers 1922 au moment du Congrès de Béziers. Mais plus de huit ans se sont écoulés depuis cette époque et on sait maintenant, parce que l'emploi en est répandu dans de nombreux pays, que les mélanges d'essence et d'alcool en proportions convenables se comportent comme des carburants supérieurs à l'essence à tous points de vue. En Suède, on consent à payer plus cher que l'essence le « Lattbentyl » à base de 25 % d'alcool. Ce point, d'un intérêt pratique indiscutable, étant acquis, nous arrivons à l'examen des objections formulées précédemment.

1° L'Alcool possède un pouvoir calorifique insuffisant.

On ne peut nier, en effet, que le pouvoir calorifique du litre d'alcool ne soit inférieur à celui du litre de l'essence de plus de 25 %, mais on sait maintenant aussi que l'alcool permet de mieux utiliser les calories disponibles dans le carburant. Or, comme le disait plaisamment un de nos vulgarisateurs les plus goûtés du public, « l'automobile est une

machine dont le principal travail consiste à échauffer la campagne environnante par l'intermédiaire du radiateur ». En effet, dans le moteur à essence, on n'utilise pour la propulsion que le $1/4$ environ des calories contenues dans le carburant. Si donc, l'addition d'alcool permet d'augmenter quelque peu ce rendement déplorable, il est facile d'imaginer que son infériorité au point de vue du pouvoir calorifique est susceptible de diminuer rapidement d'importance. Or, tous les essais pratiques effectués aussi bien au banc d'essais que sur la route, confirment cette meilleure utilisation des calories grâce à l'alcool. Enfin, dans un prochain avenir, l'augmentation du taux de compression des moteurs, d'après la tendance moderne, permettra d'accroître dans des proportions considérables l'avantage déjà acquis par les carburants à base d'alcool. On sait, en effet, que le rendement thermique s'accroît très vite avec le taux de compression et que, d'autre part, l'essence seule ne peut supporter sans inconvénients graves des taux de compression dépassant quelque peu le rapport : $1/5$.

Un autre facteur important est également à prendre en considération : c'est la quantité d'air nécessaire pour assurer dans le cylindre la combustion, soit de l'alcool, soit de l'essence. De par l'oxygène qu'il contient, dans sa molécule, l'alcool n'a besoin que de $5\text{ m}^3\text{ 6}$ d'air par litre, tandis qu'un litre d'essence nécessite environ 8 m^3 . A ce sujet, il est intéressant de rapporter l'opinion de M. LINDET, membre de l'Institut :

Si on introduit dans un cylindre de la vapeur saturée d'essence avec la quantité d'air nécessaire pour brûler cette essence et dans un cylindre tout semblable de la vapeur d'alcool-essence, la cylindrée alcool-essence-air renfermera moins d'air que la cylindrée essence-air : comme elles ont le même volume, la première pourra offrir plus de place au carburant et pourra présenter dès lors le même nombre de calories que la seconde ».

A ce sujet, nous croyons aussi intéressant d'exposer ici

l'avis de M. DUMANOIS qui fut un des pionniers de ces études et qui fit à la suite des essais qu'il eût repris dès janvier 1923 avec M. COULON, mécanicien en chef de la marine, un rapport remarquable où il fait justice des allégations plus ou moins fondées des détracteurs de l'alcool carburant :

La quantité de calories contenue dans le mélange carburé a une influence primordiale, la façon dont sont libérées ces calories en a une non moins considérable. Le cycle thermique du moteur à explosion qui, de tous les cycles actuellement utilisés, est celui à rendement thermique maximum n'est pas rigoureusement réalisé, car il suppose une combustion instantanée.

Or, ce qui compte, au point de vue du rendement effectif du moteur, c'est le cycle réel et non le cycle théorique ; plus la combustion sera lente et plus le cycle réel s'écartant du cycle théorique aura un rendement faible par rapport à celui-ci. Inversement toute cause qui interviendra pour augmenter la vitesse de combustion augmentera le rendement du cycle réel par rapport au cycle théorique. Et c'est précisément le rôle que joue l'alcool qui intervient non point comme retardateur de la combustion, ainsi qu'il est admis souvent à tort, mais comme accélérateur : c'est le même effet qui constitue une des raisons pour lesquelles l'alcool est un anti-détonant de premier ordre, permettant d'augmenter la valeur de la compression volumétrique et par suite le rendement thermique.

Ainsi donc, si l'alcool contient moins de calories que l'essence, on arrive tout de même à en introduire à peu près autant dans une cylindrée. Finalement on constate et on comprend pourquoi un moteur ordinaire (à taux de compression moyen) alimenté avec un mélange convenable d'alcool et d'essence ne voit pas sa puissance diminuée par rapport à la marche à l'essence seule ».

2° L'alcool attaquerait les organes des moteurs et les réservoirs.

La légende de l'attaque des moteurs et des réservoirs par le Carburant National a sans doute pour origine les ennuis survenus vers 1923 à la S.T.C.R.P. avec des mélanges carburants à base d'alcool et de benzol. A cette époque, cette Société utilisait pour ses 1.200 autobus du benzol mal rectifié provenant d'Allemagne, au titre des prestations en

nature, en même temps qu'un alcool plus ou moins hydraté et plus ou moins bien raffiné. On constata alors des attaques des réservoirs et des différents organes du moteur, mais on se rendit compte ultérieurement que les composés sulfurés tiophènes contenus en grande quantité dans le benzol allemand, étaient responsables de ces ennuis sans doute par suite d'une hydrolyse provoquée par l'eau contenue dans l'alcool et amenant la formation d'acides minéraux. En fait, un peu plus tard, en utilisant le benzol convenablement purifié et de l'alcool anhydre pur, tous les ennuis constatés tout d'abord disparurent radicalement. D'ailleurs, nous ne pouvons mieux faire que de reproduire à ce sujet un passage d'une communication présentée par M. FAES, au IV^e Congrès de Chimie Industrielle de Bordeaux, en septembre 1925 :

« La S.T.C.R.P. (Société des Transports en Commun de la Région Parisienne), alors qu'elle employait comme carburant un mélange composé de benzol allemand et d'alcool à 90° dénaturé au méthylène, a en effet, constaté ces graves inconvénients. Des enquêtes sérieuses furent faites qui portèrent d'une part, sur le benzol, et d'autre part, sur l'alcool ; elles amenèrent la S.T.C.R.P. à reconnaître que l'oxydation partielle constatée à cette époque provenait de la mauvaise qualité du benzol livré par l'Allemagne, en vertu des prestations et pour une faible partie à l'alcool à 90° mal rectifié.

Un alcool chimiquement pur fut livré à la S.T.C.R.P. qui, de son côté, surveilla plus particulièrement la qualité du benzol ; les résultats de cette expérience ont donné à cette société tous apaisements et ceux-ci sont consignés dans une lettre que ladite Société a adressée à M. l'Inspecteur Patart, Directeur Général du Service des Poudres, et qui dit notamment qu'après révision, les moteurs de 1.200 voitures circulant journellement depuis deux ans ont été trouvés absolument indemnes. On peut ajouter que la présence de l'alcool a pour effet de diminuer la consommation d'huile, le moteur chauffant moins qu'avec l'essence pure, et que la quantité de calamine qui recouvre les fonds de piston est de beaucoup inférieure à celle qu'on trouve habituellement avec la marche à l'essence seule ».

Comme autre démonstration pratique de l'absence totale du danger de corrosion par les carburants à base d'alcool, on peut citer, en outre, les millions de kilomètres parcourus chaque année, par des voitures de toutes marques, dans des pays comme la France, l'Allemagne, la Tchécoslovaquie, l'Autriche, la Hongrie, la Suède, la Pologne.

De plus, une expérience très intéressante a été effectuée récemment en Pologne sur une voiture « CHRYSLER » de série. Le moteur de cette voiture a tourné pendant 388 heures sans arrêt et a effectué un parcours de 20.004 kilomètres. On a ensuite démonté tous les organes afin de vérifier leur état ; aucune trace de corrosion n'a pu être relevée. Cet essai a été effectué par les soins du Monopole d'État Polonais, sous le contrôle de l'Automobile-Club de Pologne.

3° Difficulté de la mise en marche du moteur à froid.

L'alcool possède un point d'ébullition de 78°5 qui, a-t-on prétendu, est trop élevé pour permettre un démarrage facile à froid. Mais sait-on tout d'abord que l'essence tourisme ne contient pas plus de 20 % d'hydrocarbures bouillant au-dessous de cette température. Bien plus, il est démontré que l'addition d'une quantité convenable d'alcool augmente la volatilité d'une essence quelconque. Cela tient à la formation des mélanges azéotropiques entre l'alcool d'une part, et les hydrocarbures bouillant au-dessous de 150° d'autre part. Pour obtenir la volatilité maximum, la quantité d'alcool à ajouter est généralement de l'ordre de 25 % proportion précisément très favorable pour le travail du moteur lui-même.

On voit ainsi que l'objection d'une mise en marche difficile ne serait valable que pour l'emploi d'un mélange trop riche en alcool ; l'exemple de la Suède qui emploie de l'essence alcoolisée à 25 % est particulièrement rassurant à cet égard. Dans un pays où l'on doit supporter des températures beaucoup plus rigoureuses qu'en France, il est difficile d'admettre qu'un carburant défavorable à la mise

en marche du moteur, puisse obtenir un succès aussi complet que le Lattbentyl.

Nous venons d'exposer les critiques dont a été l'objet le Carburant National ; nous pensons avoir suffisamment démontré leur mal fondé, ou du moins leur exagération ; il nous reste maintenant à exposer les avantages des mélanges alcool-essence.

III. Avantages que présentent les mélanges alcool-essence

1° L'alcool est un anti-détonant.

Son incorporation à l'essence améliore ce dernier carburant ; des expériences concluantes à ce sujet ont été faites à la station de Bellevue-Meudon, par M. BONNIER. En pratique, avec de l'essence alcoolisée, on constate que le régime de marche est meilleur, que le moteur est plus souple et supporte sans cogner des allures ralenties à pleine charge. Cette souplesse permet à la voiture de monter, en prise directe, des côtes qu'elle ne pourrait aborder qu'en changeant de vitesse si elle utilisait comme carburant de l'essence pure. A ce sujet, nous croyons intéressant de rapporter ici l'opinion émise par M. BRILLE dans sa conférence du 4 juin 1931, au Congrès des Combustibles des Carburants Nationaux : « L'alcool supprimant le phénomène de détonation que procure l'essence intervient pour améliorer à la fois le rendement thermique, et le rendement mécanique des moteurs ».

2° L'adjonction de l'alcool dans les essences améliore la résistance au givrage.

Lorsqu'un moteur fonctionne à l'essence, il peut se former par temps humide, du fait du refroidissement produit par l'évaporation, un givrage du carburateur, soit à l'intérieur, soit à l'extérieur. Dans ce cas, la section de

passage d'air se trouve diminuée, le mélange s'enrichit, et il peut se produire un retour de flammes ; au contraire, lorsque l'essence est alcoolisée, si le givrage extérieur peut être plus intense, la chaleur latente de vaporisation de l'alcool étant plus grande que celle de l'essence, le givrage ne se produit pas à l'intérieur du carburateur, en raison de l'affinité de l'alcool pour l'eau. Ces phénomènes ont été étudiés par l'Ingénieur LÉON POINCARÉ, et sont particulièrement intéressants pour l'aviation. La chute de l'avion Trait d'Union II, lors du raid Paris-Tokio qui a entraîné la mort des célèbres aviateurs LE BRIX et MESMIN serait due à ce phénomène de givrage.

3° L'alcool est un décalaminant.

L'adjonction de l'alcool dans l'essence a l'avantage d'empêcher la formation de calamine sur les fonds des pistons, et sur les soupapes. Grâce à la présence de l'alcool dans l'essence, la calamine ne se formant pas, la cylindrée reste toujours sensiblement constante, et la puissance du moteur ne se trouve pas diminuée.

Nous croyons intéressant, en terminant cet exposé des avantages et des critiques de l'alcool-carburant, de donner un tableau synoptique des qualités et défauts de l'essence pure, et de l'essence alcoolisée, en nous inspirant de la conférence faite par M. LE GRAIN à la Cité des Informations de l'Exposition Coloniale en 1931.

	<i>Essence pure</i>	<i>Essence alcoolisée</i>
Mise en route	Très bonne	Bonne
Ralentis et reprises	Bon	Très bon
Résistance aux chocs	Assez bonne	Bonne
Echauffement du moteur	Bon	Bon
Dilution d'huile	Bonne	Bonne
Taux de compression admissible	Médiocre	Très bon
Résistance au givrage	Médiocre	Bon
Stabilité à basse température	Bonne	Médiocre
Rendement énergétique	Médiocre	Assez bon.

On pourrait être enclin à croire, après la lecture de ce tableau, que le problème du Carburant National était résolu, la formule prescrite par la loi du 28 février 1923 donnant des résultats techniques intéressants. Pour certains, il est vrai, l'écoulement du Carburant National paraissait devoir être facilement obtenu grâce à une propagande réalisée par l'Office de Vente du Carburant National dirigé par M. CHERIGIÉ. *A priori*, cette conception peut sembler exacte mais la vente d'un carburant est essentiellement fonction, comme l'a fait si judicieusement remarquer M. l'Inspecteur général DUMANOIS dans la remarquable conférence qu'il fit au XI^e Congrès de Chimie Industrielle sur l'emploi de l'alcool comme carburant, des possibilités de distribution par les pompes, ce mode de ravitaillement étant le plus apprécié du consommateur.

Il est indiscutable, en effet, pour qu'un carburant trouve un écoulement facile, qu'il puisse, soit être substitué à l'essence en toute proportion, sans aucune modification du moteur, soit être trouvé par l'usager sur tous les points du territoire. Or, ces conditions n'étaient pas remplies par le carburant national, l'emploi d'un mélange essence-alcool par parties égales nécessitant un petit réglage : une diminution de l'admission de l'air ou une augmentation de gicleur (5 %). Cette mise au point est sans doute des plus faciles, mais elle suffit cependant pour détourner l'automobiliste de l'emploi du Carburant National. De plus, comme les usagers ne sont pas certains de pouvoir s'approvisionner en carburant lorsqu'ils parcourent de longues courses, cet inconvénient a suffi pour en détourner un grand nombre.

Si l'on ajoute à ces causes que les importateurs d'essence n'avaient aucune raison d'encourager un produit sur la vente duquel ils éprouvaient de lourdes pertes, on comprendra facilement pourquoi l'emploi du Carburant National ne s'est pas développé autant qu'il aurait été souhaitable.

IV. Situation du problème du Carburant National en 1932

L'écoulement de l'alcool à la carburation représentant un peu plus de 50.000 hectolitres pour la campagne 1924-25 avait augmenté progressivement jusqu'à 350.000 hectolitres pour la campagne 1929-30. Mais, la reconstitution heureuse de nombreuses distilleries dans les régions envahies avait été telle que l'augmentation de la production avait été très supérieure à la demande d'alcool pour la carburation.

En outre, la crise de surproduction dont souffrait l'industrie sucrière obligea celle-ci à prévoir un contingentement volontaire ; il fallait donc envisager une très forte augmentation de la production d'alcools de betteraves, la distillerie devant nécessairement être l'exutoire pour les betteraves laissées pour compte par la sucrerie. Or, les bacs du Service des Alcools, se trouvaient pleins ; certes des mesures pouvaient être prises pour favoriser la construction de nouveaux bacs chez les distillateurs (voir à ce sujet le chapitre *Sur l'organisation du Service des Alcools*), mais cet expédient ne résolvait pas le problème.

Devant cet état de choses, M. BARTHE proposa à la Commission des Boissons le 30 mars 1931, la création d'un inter-groupe de défense d'alcools industriels. La presque unanimité des parlementaires des régions viticoles, cidricoles et betteravières répondirent à son appel. Le 11 avril suivant, ce groupe interparlementaire demanda au Gouvernement de faire procéder à des expériences sur la stabilité des mélanges à faible teneur en alcool. Celles-ci furent entreprises sous la direction de l'Inspecteur général DUMANOIS, directeur des Services Techniques de l'Office National des Combustibles Liquides, par M. BONNIER à la station de Bellevue. Au début de juin, une délégation de

parlementaires parmi lesquels MM. BARTHE, E. FLANDIN, DES ROTOURS, DELESALLE, CHEVRIER et CARLIER-CAFFIERI, et les représentants des Syndicats des Fabricants d'Alcool et de la Distillerie Agricole, vinrent sur place au laboratoire de Bellevue constater les résultats obtenus qui peuvent se résumer ainsi :

1^o La stabilité des mélanges essence-alcool ne varie pas très sensiblement avec l'origine des essences employées ; cependant le mélange est plus stable avec les essences légères et celles comprenant une proportion appréciable d'hydrocarbures aromatiques.

2^o Si on prend pour base le Carburant National, la stabilité du mélange à 25 % d'alcool éthylique est réduite de 60 %, et celle d'un mélange au-dessus de 10 % d'alcool est abaissée de plus de 90 %.

Ainsi tandis qu'avec le Carburant National il faut à 0 degré C., pour effectuer la séparation entre un mélange d'essence et d'éthanol, une introduction d'eau de 2 ‰, il faut une quantité d'eau inférieure à 2/000, pour les mélanges d'une teneur en alcool inférieure à 10 %.

De ces conclusions il découle que, si l'on adoptait le principe du mélange de la surproduction des alcools d'industrie dans toutes les essences, on obtiendrait un carburant ayant un coefficient de stabilité excessivement faible, et ne donnant pas aux usagers une garantie suffisante. Pour avoir un coefficient de sécurité satisfaisant, les Services techniques de l'Office National des Combustibles Liquides demandèrent que la proportion des mélanges soit au minimum de 20 % d'alcool. Or, la quantité des essences poids lourds importée par année, est de l'ordre de cinq millions d'hectolitres, et les précisions sur l'ordre de grandeur des hectolitres d'alcool que l'on devrait destiner à la carburation

étant de quinze cent mille hectolitres, si on imposait aux pétroliers l'obligation de mélanger cette quantité à toutes les essences poids lourds, on obtiendrait un carburant répondant aux conditions de sécurité réclamées par les Services techniques de l'Office National des Combustibles Liquides.

Le Sous-Secrétariat de l'Économie Nationale était à cette même époque saisi d'une revendication des importateurs des pétroles, se plaignant de l'application de l'art. 4 de la loi du 19 avril 1930, communément appelé amendement DELESALLE, imposant la reprise des alcools pour la carburation par les pétroliers à un prix au moins égal à 70 % du prix d'acquisition des alcools par le Service ; cette disposition législative constituant pour eux une perte déguisée, difficilement chiffrable, ils demandèrent à ne plus subir sur la vente du Carburant National un déficit les obligeant à une péréquation de prix complexe qu'ils pouvaient estimer de l'ordre de 5 fr. 40 par hectolitre d'essence importée.

A la suite du point de vue émis par les Services techniques et des revendications des pétroliers, et des desiderata présentés par les alcooliers, un groupe de parlementaires parmi lesquels LOUCHEUR et M. DELESALLE firent introduire, lors de la loi sur la viticulture et du commerce des vins, un amendement (art. 9) ayant pour but de faciliter l'écoulement de l'alcool moteur, et de donner satisfaction aux intéressés ; en voici le texte :

« L'art. 6 du décret de codification du 21 décembre 1926 (boissons), est complété comme suit :

Les importateurs d'essences de pétroles et autres, pures ou en mélanges, sont en outre, tenus, pour obtenir les licences d'importation visées au premier alinéa du présent article, d'ajouter en mélange, à toutes les quantités d'essence importées par eux, à l'exception des essences « tourisme », telles qu'elles sont définies par l'arrêté du Ministre du Commerce et de l'Industrie, et des « white spirits » ou autres produits non destinés à la force motrice, 25 litres au moins à 35 litres au plus d'alcool repris à l'Etat dans les conditions spécifiées ci-dessus par 100 litres d'essences.

Le pourcentage d'alcool à ajouter obligatoirement, la date et les modalités d'application de la disposition faisant l'objet de l'alinéa précédent, ainsi que les conditions dans lesquelles les mélanges devront être livrés au public, sont fixés par arrêté du Ministre de l'Agriculture, du Ministre du Commerce et de l'Industrie et du Ministre du Budget ».

Dans le cas où l'application des dispositions prévues par le présent article ne permettrait pas l'emploi, en totalité, à la force motrice, des alcools repris par les importateurs, l'obligation de mélange sera immédiatement étendue aux essences « tourisme » par arrêté du Ministre de l'Agriculture, du Ministre du Commerce, de l'Industrie, et du Ministre du Budget.

« La surtaxe de 5 francs par hectolitre sur les importations d'huiles et essences de pétroles, visées par l'art. 7 de la loi du 28 février 1923, est portée à 10 fr. 40, à compter de la date d'application de la présente loi.

L'art. 4 de la loi du 19 avril 1930 est abrogé ».

En application de cette loi, les Ministres de l'Agriculture du Commerce et de l'Industrie et du Budget, prirent le 26 octobre 1913 un arrêté donnant les prescriptions requises pour l'emploi de l'alcool pour la force motrice dont voici les principales dispositions :

Article premier. — Les importateurs d'essences de pétrole et autres, pures ou en mélange, sont tenus d'ajouter aux essences, à l'exception des essences tourisme, des white-spirits ou des autres produits non destinés à la force motrice, une quantité d'alcool évaluée en alcool à 100 degrés Gay-Lussac, à la température de 15° centigrades, de 25 litres au moins et de 35 litres au plus pour 100 litres d'essence.

Cet alcool acquis de l'Etat dans les conditions fixées par l'art. 6 de la loi du 28 février 1923, complété par l'art. 9 de la loi du 4 juillet 1931, devra, avant le mélange, avoir été dénaturé suivant un procédé spécial dans les formes prévues par l'art. 9 de l'arrêté interministériel du 14 septembre 1923. Jusqu'au moment de son mélange avec l'essence, il ne pourra circuler que sous le lien d'acquit à-caution de régie.

Article 2. — La dénomination de « carburant poids lourds » est exclusivement réservée au mélange carburé préparé dans les conditions fixées par l'art. 1^{er} ci-dessus.

Elle devra être reproduite sur tous les récipients contenant le carburant de l'espèce, mis en vente ou vendu au public et sur tous les appareils distributeurs servant à la livraison directe de ce produit aux consommateurs.

Article 5. — Les essences ayant reçu une addition d'alcool dans les conditions prévues ci-dessus bénéficieront de l'exonération de la taxe intérieure pour une quantité égale à celle de l'alcool pur incorporé dans le mélange.

Cette exonération sera accordée suivant les modalités prévues par la réglementation actuellement en vigueur.

La lettre autographiée du 31 octobre 1931 précisa aux agents des Contributions Indirectes l'interprétation de cet arrêté. Quant à la fixation du prix de vente de ce nouveau carburant, les différentes administrations intéressées admirent en principe qu'il devait être mis à la disposition des usagers à un prix au moins inférieur de 10 francs par hectolitre à l'essence tourisme, et en conséquence, une Commission fut instituée à l'O.N.C.L. pour fixer le prix auquel l'alcool devait être cédé aux pétroliers.

Cette Commission, présidée par M. PINEAU, était composée des délégués de la Chambre Syndicale de l'Industrie du Pétrole, de la Fédération Française des Carburants, et des consommateurs, ainsi que des représentants de la Direction des Poudres, du Service des Alcools, et de l'Office National des Combustibles Liquides.

Dans une réunion tenue le 22 octobre 1931, cette Commission arrêta la formule suivante destinée à établir le prix de rétrocession de l'alcool à la carburation :

$$130 (a - 10) = 70 b + 30 (b - 0,30) + 30 Y$$

a Etant le prix de l'essence tourisme C I F port français dédouané et majoré des frais de déchargement, d'entrepôt et de la moitié des frais énumérés au poste 2 du calcul des prix de vente établi par la Commission consultative des prix, à savoir loyer, et assurance des immeubles d'entrepôt, déchets en entrepôt. assurance des marchandises et intérêts sur les stocks.

b Etant le prix du litre d'essence poids lourd calculé dans les mêmes conditions.

y Etant l'inconnu, le prix de l'alcool.

A la suite de cette délibération, le Ministre du Budget fixa par arrêté du 11 novembre 1931 le prix de l'alcool rétrocedé ainsi qu'il suit :

Article premier. — Le pourcentage obligatoire de l'alcool a acquérir est fixé pour la période s'étendant du 1^{er} novembre 1931 au 31 octobre 1932, à 10 % en volume des quantités d'essence et produits similaires déclarés pour la consommation, les quantités d'alcool étant comptées à 100° Gay-Lussac, à 15° C.

Article 2. — Les prix de cession d'alcool aux importateurs ou aux groupements qu'ils pourraient constituer pour la fabrication ou la vente en commun des mélanges, sont fixés, pour la période s'étendant du 1^{er} novembre 1931 au 31 octobre 1932, ainsi qu'il suit :

Alcool titrant au minimum 99°4 à 15° C, 115 francs.

Alcool titrant au minimum 94° à 15° C, 110 francs.

Ces prix s'entendent à l'hectolitre d'alcool compté à 100° Gay-Lussac, à la température de 15° C. dénaturé, en wagons-réservoirs rendus franco gare destinataire, ou, pour les quantités inférieures à 120 hectolitres, en fûts départ la Plaine Saint-Denis.

Article 3. — Ces prix pourront être modifiés par des arrêtés du Ministre du Budget et du Ministre du Commerce et de l'Industrie, pour tenir compte des modifications survenues dans les conditions d'achat et de vente des hydrocarbures d'importation.

Article 4. — Le Ministre du Budget et le Ministre du Commerce et de l'Industrie, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent décret.

Le statut de l'alcool carburant semblait ainsi être réglé ; mais le Syndicat des Fabricants d'Alcool et de la Distillerie Agricole, comprenant la presque unanimité des producteurs d'alcool d'industrie, crurent de leur devoir de faire remarquer que, dans toutes les dispositions administratives prises à la suite du vote de la loi du 4 juillet 1931, aucune prescription relative à la stabilité des mélanges n'avait été envisagée, et que, dans ces conditions, on pourrait craindre que toute sécurité ne soit pas donnée aux usagers de ce nouveau carburant poids lourd. Aussi une Commission groupant les intéressés fut chargée d'établir les spécifications de ce nouveau carburant. A la suite de ses travaux, les

Ministres du Commerce, du Budget et de l'Agriculture prirent le 25 novembre, l'arrêté suivant :

Article premier. — Les essences de pétroles et autres, pures ou en mélange, à l'exception des essences tourisme et des white-spirits ou autres produits non destinés à la force motrice mélangés à l'alcool, en application de l'art. 9 de la loi du 4 juillet 1931, doivent être de qualité au moins équivalente à celle des essences de pétrole poids lourds, employées antérieurement dans les moteurs automobiles, et leur volatilité (tension de vapeur à 15° C.) doit être au moins égale à celle de l'alcool pur.

Les qualités des produits visés ci-dessus et le titre de l'alcool qui ne devra pas être inférieur à 99°4 Gay-Lussac à 15° C., doivent être suffisants pour qu'après addition de 0,30 % d'eau en volume, le mélange refroidi dans la glace fondante, pendant trente minutes au minimum, et amené ainsi à une température inférieure à 10° C., reste limpide et homogène. Cette épreuve de stabilité sera faite, s'il y a lieu, après la constitution du mélange que l'on amènera par une adjonction convenable d'alcool ou d'essence à contenir une proportion de 25 % d'alcool en volume à 99°4 Gay-Lussac. La quantité et le titre d'alcool ou la quantité d'essence à ajouter pour obtenir cette proportion de 25 % seront fixés d'après les caractéristiques et proportions de l'alcool et de l'essence utilisés pour la constitution du mélange.

Quelle que soit la composition du mélange, ce dernier devra, au moment où il est mis en vente au public, présenter une stabilité telle que, en ajoutant 0,20 % d'eau en volume, le mélange, refroidi dans la glace fondante pendant trente minutes au minimum et amené ainsi à une température inférieure à 1° C., reste limpide et homogène.

Le mélange ne doit, en outre, contenir aucune impureté susceptible d'attaquer les moteurs usuels, soit à froid, soit à chaud.

Article 2. — Seuls les produits répondant aux conditions fixées par l'article premier pourront être mis en vente ou vendus au public sous la dénomination de « Carburant Poids-Lourd ».

Dans le but d'éviter des retards dans la prise de l'alcool par les importateurs, la loi de Finances du 31 mars 1932, dans son art. 36, prévoit que :

« Indépendamment des sanctions prévues par le 6^e alinéa de l'art. 6 de la loi du 28 février 1923, les importateurs qui, dans le

délai de soixante jours, à compter de l'expiration du mois dans lequel ils ont effectué l'importation d'essence frappée de l'obligation de reprise d'alcool, n'ont pas pris livraison des quantités d'alcool dont ils doivent assurer la reprise, seront tenus au paiement d'une indemnité de 0 fr. 25 par jour de retard et par hectolitre d'alcool pur.

Le produit de cette indemnité sera versé au compte du Service des Alcools et son recouvrement assuré selon les formes propres à l'Administration des Contributions Indirectes.

Conclusion

Nous ne pensons pas que le futur Régime de l'Alcool puisse être assuré d'une complète efficacité si son élaboration n'est pas basée sur le développement des débouchés industriels du produit.

La relation qui existe entre ces deux éléments ne soulève d'ailleurs plus aucune contestation, et si certaines divergences d'opinion subsistent, elles ne se manifestent que lorsqu'il s'agit de fixer les utilisations présentant le maximum d'intérêt.

Celles-ci sont d'autant plus nombreuses que, comme l'a si justement écrit en 1887 THÉOPHILE FUNCK-BRENTANO, dans son *Précis d'Economie Politique*, « un produit n'acquiert ses propriétés économiques que par son emploi ». C'est dire que la recherche d'utilisations nouvelles et leur application pourraient apporter au problème tel qu'il se présente une solution insoupçonnée à l'heure actuelle.

Les producteurs ont parfaitement compris ce point de vue puisqu'ils ont créé un Comité d'études qui a pour but de rechercher et de développer les emplois rémunérateurs de l'alcool industriel. Et nous préconisons, nous-mêmes, un certain nombre de mesures dont l'application pourrait augmenter, dans une proportion appréciable, les débouchés de l'alcool : la suppression de l'emploi de l'acide acétique pur

dans la fabrication des vinaigres serait, par exemple, très favorable ; de plus l'exonération de certaines taxes excessives qui frappent les produits de parfumerie augmenterait les possibilités d'emploi de l'alcool d'industrie ; pourquoi ne favoriserait-on pas également son utilisation dans la fabrication de certains produits chimiques ?

Enfin si on réservait à l'alcool industriel le débouché « vinage et mutage », une partie importante de la production pourrait être facilement absorbée.

Les possibilités d'utilisation sont donc extrêmement diverses, mais, quelles que soient celles qui seront favorisées, elles ne permettront pas de résoudre l'ensemble du problème, car les débouchés ainsi assurés ne représenteront jamais qu'une faible partie de la production à écouler.

Aucune d'entre elles n'offrent les avantages que comporte l'emploi de l'alcool comme carburant. Nous ne cherchons certes pas à démontrer que le « Carburant National » est une panacée universelle ; nous ne pensons pas non plus qu'il puisse être économiquement souhaitable que cet emploi fut considéré comme le seul débouché acceptable ; mais parmi tous ceux qui se présentent à l'esprit, c'est incontestablement celui qui assure, dans les meilleures conditions, un écoulement presque illimité de la production.

Or, la vente des excédents d'alcool devra être assurée par les soins du futur Office ; il semble donc que, parmi toutes les qualités que devront posséder les débouchés choisis, l'extensibilité est loin d'être la plus négligeable.

Le développement de l'emploi de l'alcool comme carburant donnera à l'agriculture française la certitude que toute production excédentaire de betteraves trouvera un exutoire dans la distillerie.

Il répondra également aux préoccupations du Ministère de la Défense Nationale puisque, en cas de conflit, la Direction des Poudres sera assurée de trouver l'alcool exigé pour la fabrication des explosifs.

Les hygiénistes, eux-mêmes, ne peuvent qu'approuver un programme qui, assurant une utilisation complète de la production, écarte de la consommation de bouche l'alcool à faible prix de revient.

La loi du 4 juillet 1931, paraît donc avoir adroitement résolu le problème de l'écoulement de la production ; malheureusement l'aspect financier de la question préoccupe encore ses promoteurs et sert d'arme à ses détracteurs : la vente de l'alcool à la carburation se fait à perte ; il en résulte que l'augmentation des quantités livrées en vue de cette utilisation peut compromettre l'équilibre financier du futur Office, d'autant plus que le Service des Alcools a été dépouillé, pour des besoins budgétaires, par la Loi de Finances du 31 mars 1932, de la plus grande partie des réserves qu'il avait accumulées.

Il n'est pas douteux que cet aspect de la question doive faire l'objet d'un examen attentif. On peut trouver une solution au problème financier qui se présente dans la valorisation du produit.

En effet, au lieu de discréditer l'alcool carburant, en le mélangeant, comme on le fait actuellement à des essences de qualité inférieure, on peut mettre en valeur les qualités antidétonantes et décalaminantes de l'alcool.

Nous sommes surpris de voir proposer, par certaines personnalités, l'addition de plomb-tétraéthyl, produit essentiellement nocif, à l'essence pour rendre les hydrocarbures antidétonantes lorsque l'adoption d'un mélange d'essence, d'alcool, et de benzol donnerait un carburant de première qualité où les produits nationaux pourraient entrer pour un tiers.

Les qualités techniques d'un tel carburant assureraient son succès et permettraient la vente à un prix suffisant pour que l'équilibre financier puisse être plus facilement assuré.

Nous allons voir comment fonctionne actuellement le Ser-

vice des Alcools et ce qui est prévu pour le futur Office dont les diverses ressources doivent normalement permettre, tout en favorisant le développement de l'alcool carburant, de couvrir les charges.

L'ORGANISATION DU SERVICE DES ALCOOLS

I. Origine du Service des Alcools

Tel qu'il existe aujourd'hui, le Service des Alcools résulte de la transformation d'une section de la Direction des Poudres qui avait été créée le 25 août 1915, en vue de procéder à la réquisition des alcools d'industrie qu'exigeait la Défense Nationale.

L'Armistice survint en 1918, en pleine campagne betteravière, de sorte qu'il fut pratiquement impossible de traiter différemment les alcools produits avant ou après la cessation des hostilités. La Direction des Poudres maintint donc la réquisition, tout en attirant l'attention du Ministre des Finances sur le caractère anormal et exceptionnel de cette mesure. L'impossibilité matérielle de faire voter, dans les délais nécessaires, un texte établissant un statut définitif, et la nécessité d'éviter les difficultés que pouvait entraîner le maintien de la réquisition, incitèrent le Gouvernement à décréter, le 13 août 1919, que les Alcools d'Industrie (bon goût et mauvais goût) et les Alcools importés demeureraient réservés à l'État. Par contre, les rhums et tafias coloniaux et les alcools provenant de la distillation de certains fruits frais, furent rendus au commerce libre.

A la suite de ce décret, le Ministère de la Reconstitution Industrielle et le Ministère des Finances se mirent d'accord, et, par un arrêté en date du 18 octobre 1919, la Direction des Poudres et la Direction Générale des Contributions

Indirectes, furent chargées de l'application des dispositions constituant le régime provisoire des Alcools. A cet effet, le Service des Alcools fut créé, sous la forme qu'il possède encore aujourd'hui ; c'est ce qui a permis à M. MAURICE SARRAUT de déclarer dans son rapport du 19 mai 1921, que l'arrêté du 18 octobre 1919 est l'acte de naissance du Service des Alcools ».

La Direction en est assurée par un Chef de Service, ancien fonctionnaire des Contributions Indirectes, et par un Adjoint au Chef de service, agent comptable des Poudres.

Le personnel comprend 18 agents détachés par l'Administration des Contributions Indirectes et un nombre variable d'employés auxiliaires comptables, expéditionnaires, dactylographes, au nombre d'environ 45.

Il est intéressant de noter que la Régie Suisse dispose du même nombre d'employés pour faire des opérations dix fois moins importantes et que le Monopole Allemand exige 700 fonctionnaires. Cette remarque s'impose d'autant plus que le Service des Alcools, malgré les travaux complexes et les lourdes charges qui lui incombent, n'a jamais été inférieur à sa tâche, et que les distillateurs dont la production est réservée à l'État, n'ont eu qu'à se louer des rapports entretenus avec ce Service. Le grand mérite en revient à M. MOREL ; qu'il nous soit permis de rendre ici hommage à la compétence avec laquelle il dirige l'important Service qui lui est confié.

II. Fonctionnement du Service des Alcools.

Le Service des Alcools est chargé d'acheter, de transporter, de loger les Alcools dits d'Industrie, réservés à l'État, et de satisfaire aux besoins des industries privilégiées.

C'est, en quelque sorte, un organisme commercial officiel, dont nous allons examiner le fonctionnement.

Comme pour une entreprise privée, il convient de suivre le mécanisme de ses achats, son système de ventes et d'examiner en dernier lieu, sa gestion financière.

1° Achats du Service des Alcools.

Le Service des Alcools est tenu d'acheter tous les Alcools d'Industrie dont la production est réservée à l'État, conformément à l'art. 4 de la loi du 30 juin 1916.

Sont compris dans cette catégorie : les alcools de betteraves et de mélasse indigènes, les alcools de grains autres que les genièvres contingentés, et les alcools provenant d'autres sources (alcools de synthèse, alcools de pommes de terre, de manioc, de seigle, etc...). Il ne s'agit ici que de l'alcool éthylique, la production d'alcool méthylique n'étant pas, quant à présent, réservée à l'État.

En aucun cas, le producteur ne peut retenir pour sa consommation personnelle, une quantité quelconque d'alcool. Toute sa production doit être cédée au Service. Celui-ci est avisé des quantités produites par les industriels, qui lui fournissent des états bi-mensuels certifiés conformes par les Services des Contributions Indirectes, chargés de la surveillance des distilleries. Bien qu'elle soit ainsi soumise à un régime spécial, cette catégorie de producteurs n'en est pas moins astreinte aux obligations imposées aux distillateurs, par les lois en vigueur. Ils sont ainsi tenus de soumissionner, à leur nom, les acquits à caution qui doivent accompagner les Alcools réservés à l'État bien que, en fait, ceux-ci ne leur appartiennent plus ; ils doivent également supporter les frais de timbres des expéditions de régie, et ceux des plombs apposés sur les chargements, quoique les envois soient effectués sur les instructions du Service des Alcools.

Dans le but d'éviter que les Alcools réservés à l'État puissent être détournés et, en vue de renforcer le contrôle de l'Administration, la production simultanée d'alcools d'industrie et d'alcools naturels est théoriquement inter-

dite. Pratiquement, il arrive cependant que l'exploitation simultanée soit tolérée, à condition que la séparation des deux catégories d'alcool soit absolue.

On voit, par là, qu'il existe tout un système de contrôle dans les détails duquel il ne nous paraît pas opportun d'entrer ici, mais qui permet au Service des Alcools de suivre de très près la production et d'éviter qu'une partie des alcools réservés à l'État, ne lui échappe.

L'obligation où se trouvent les industriels de fournir des états réguliers de leur production permet à l'Administration d'acquérir les alcools dits d'industrie, dès leur fabrication. Mais, comme le Service ne peut, pratiquement, en prendre livraison au fur et à mesure de la production, les alcools sont laissés en dépôt chez les producteurs. Ceux-ci reçoivent en rémunération une indemnité de freinte mensuelle égale au millième de la valeur des alcools entreposés et un taux de location des bacs de 0,25 par mois et par hectolitre.

Bien que ces avantages soient appréciables, les producteurs n'ont jamais cherché à augmenter la capacité de leurs bacs pour faciliter l'entreposage, car, si l'État prend à sa charge les risques d'incendie, par contre les distillateurs doivent supporter les risques de malveillance contre lesquels il est difficile de s'assurer. Il en résulte pour eux une grosse responsabilité.

Devant la répugnance des industriels à stocker leur production, le Service des Alcools se trouve dans l'obligation d'évacuer une grande partie de la production pendant la campagne betteravière. Il a donc acquis plus de 200 wagons-citernes et en a loué 150 à la Compagnie des Chemins de Fer du Nord, pour évacuer les distilleries possédant un embranchement particulier, et s'est procuré un important matériel de transport pour prendre livraison de la production des usines situées au loin des gares ou des canaux.

Jusqu'en 1929, les évacuations ont pu être effectuées sans trop de difficultés, mais la production des alcools de betteraves ayant atteint pour la campagne 1930-31

1.538.000 hectolitres, les moyens dont disposait le Service des Alcools, s'avérèrent à peine suffisants, et certains distillateurs faillirent être obligés d'arrêter leur fabrication. Aussi en vue de parer aux éventualités, le Service des Alcools vient-il d'encourager les fabricants à augmenter leurs logements en allouant une indemnité mensuelle de location de 0 fr. 50 par hectolitre pour tous les bacs neufs mis en service pour la campagne 1931-32, et permettant de porter la capacité de logement des usines de 40 à 66 %. Cette location part du 1^{er} octobre 1931 ou de la date du procès-verbal d'épalement si celle-ci est postérieure au 1^{er} octobre, et jouera jusqu'au 30 septembre 1932. Il a été, en outre, prévu que cette indemnité serait portée à 0 fr. 80 par hectolitre pour tous les bacs neufs permettant à la capacité de logement des usines de dépasser 66 %.

On voit donc que le Service des Alcools fait de gros efforts pour obtenir que la production soit stockée chez le distillateur. De là, elle est envoyée directement à la clientèle privilégiée, ou dans les entrepôts du Service.

Voici quelles ont été les quantités d'alcool acquises par le Service, au cours des dernières années :

En hectolitres

Campagnes	Alcool de betteraves	Alcool de mélasses	Alcool de grains	Divers	Total des alcools
1919 /20	324.772	52.582	138.364	203.021	719.739
1920 /21	564.106	265.630	161.214	103.039	1.093.989
1921 /22	568.246	281.182	186.790	8.245	1.044.463
1922 /23	760.188	145.476	86.260	0	991.922
1923 /24	618.489	154.263	4.436	41.862	819.030
1924 /25	862.157	316.168	1.353	53.462	1.233.130
1925 /26	685.757	141.282	428	479.356	1.306.823
1926 /27	606.236	198.066	170	315.031	1.119.503
1927 /28	791.267	433.440	214	43.647 ¹	1.268.568
1928 /29	839.795	453.897	232	171.283 ²	1.465.207
1929 /30	1.070.636	621.595	253	53.549 ³	1.746.033
1930 /31	1.525.175	908.221	5.070	11.268 ⁴	2.449.734

1. dont 9.123 d'alcool de synthèse.

2. dont 10.931 — —

3. dont 17.700 — —

4. dont 11.244 — —

Outre les achats stipulés dans le tableau ci-dessus, le Service a acquis du benzol et du dénaturant, mais pour des montants peu importants. On voit que les achats qui sont effectués portent surtout sur de l'alcool de betterave dont la quantité achetée représente, pour la campagne 1928-29, 50 % du total des achats, contre 30 % pour l'alcool de mélasse et 15 % pour les alcools d'autre nature. Cette proportion de l'alcool de betterave a peu évolué dans la période considérée ; on remarque, par contre, le développement pris par l'alcool de mélasse, au détriment de l'alcool de grains.

Avant d'examiner la destination de ces alcools d'industrie, il convient de relever le mode de règlement des achats aux producteurs. Celui-ci est relativement simple car les mandats de paiement sont établis par le Service des Alcools lorsque les industriels lui communiquent, chaque quinzaine, la situation de leur production, appuyée du visa du Service des Contributions Indirectes qui les exerce.

Ces mandats sont transmis aux Contributions Indirectes qui virent les sommes dûes aux intéressés. En vue de hâter le paiement aux industriels, des mesures particulières ont été prescrites le 24 janvier 1927 par une note de service (*Journal des Contributions Indirectes* du 8 mars 1927).

Les prix d'achat sont fixés par arrêté du Ministre des Finances, les prix des alcools de betteraves indigènes sont établis en parité des prix du sucre, conformément à l'avis d'une Commission instituée au Ministère des Finances (voir à ce sujet, le chapitre suivant : *Fixation du prix d'achat de l'alcool*). Comme ce sont les cours moyens du sucre du 1^{er} octobre au 30 juin qui servent de base à l'établissement du prix d'acquisition, le prix définitif d'achat ne peut être fixé que le 1^{er} juillet au plus tôt, de sorte que les distillateurs ne reçoivent que des acomptes.

Pour les alcools de mélasse, de grains et de synthèse, les prix sont fixés au début de chaque campagne, de sorte que

les sommes dûes aux distillateurs peuvent être payées en totalité, tous les quinze jours ; les délais de paiement sont généralement d'une douzaine de jours, temps matériel nécessaire pour contrôler les opérations, faire les mandats et opérer les virements.

De ce qui précède, il résulte que le fonctionnement des achats du Service des Alcools est relativement simple ; le contrôle exercé à la production en facilitant les opérations et la possibilité de stocker chez les distillateurs une grande partie des acquisitions annuelles limitant les transports.

2° Ventes du Service des Alcools.

A son origine, la main-mise de la production des Alcools avait comme but principal de répondre aux besoins qu'exigeait la Défense Nationale. Aujourd'hui, en dehors de quelques livraisons au Service des Poudres, il doit surtout alimenter les Industries Privilégiées, en leur rétrocédant l'alcool qui leur est réservé.

Le mécanisme de ces ventes est assez complexe car, si il est relativement facile d'établir un contrôle à la production, par contre il est difficile de suivre le produit dans ses utilisations et d'empêcher que les premiers acheteurs servent d'intermédiaires en vue d'une destination frauduleuse. C'est pourquoi le Service des Alcools a dû imposer à ses clients, des règles très sévères, afin d'éviter que la fraude puisse se produire.

L'industriel désireux d'acquérir l'alcool d'industrie appartenant à l'État doit :

- A) Exercer une des industries dites privilégiées.
- B) Prendre la position d'entrepositaire d'Alcool.
- C) Souscrire l'engagement d'utiliser, à l'usage indiqué, les alcools achetés dans un délai de trois mois.

Nous allons examiner chacune de ces conditions fondamentales ; nous verrons ensuite comment sont fixés les prix auxquels le Service rétrocède les alcools de l'État.

A) EXERCER L'UNE DES INDUSTRIES DITES PRIVILÉGIÉES.

Leur privilège réside dans le fait d'être admises à acquérir, par l'intermédiaire du Service, les alcools dits de rétrocession. Autrement dit, l'Administration a fixé avec une grande précision les emplois en vue desquels les alcools d'industrie peuvent être utilisés.

Toute autre destination que celles prévues par les Arrêtés ministériels constitue une utilisation frauduleuse.

Voici quels sont ces emplois :

a) *Vinage et mutage des vins en vue de la préparation des vins de liqueur, vermouth, bitters, mistelles et autres produits assimilés pour la consommation intérieure.*

Les règlements fiscaux exigent une déclaration avant ces opérations ; il est donc facile au Service de contrôler cet emploi de l'alcool.

Les alcools de rétrocession ne peuvent être utilisés avant le vinage ou le mutage puisqu'ils doivent pouvoir être présentés en nature.

Notons en passant, que ces opérations ne comprennent pas la fabrication des apéritifs à base d'alcool, dont le produit de base doit être l'alcool libre.

b) *Fabrication des vinaigres pour la consommation intérieure.*

Pas plus de difficultés que dans le cas précédent, puisque les règlements fiscaux exigent que cette fabrication soit effectuée en présence d'un agent du Service des Contributions Indirectes.

c) *Fabrication des produits de parfumerie, des produits chimiques et pharmaceutiques pour l'intérieur.*

Aucune déclaration et aucune surveillance ; les titres de mouvement délivrés au moment de l'expédition des produits fabriqués suffisent au Service.

Précisons ici que, seuls les produits définitifs peuvent être fabriqués avec de l'alcool de rétrocession pour emplois pharmaceutiques. Si par exemple, un produit exige dans sa préparation un vin à base de vin de liqueur, celui-ci ne peut être fabriqué qu'avec de l'alcool prévu pour mutage et vinage.

d) *Exportation en nature, ou sous forme de spiritueux composés, de produits chimiques, pharmaceutiques ou de parfumerie, de vinaigres, etc...*

Les prix très réduits auxquels sont cédés les alcools de rétrocession destinés à l'exportation, favorisent le détournement de leur affectation. Pour effectuer un contrôle efficace, le principe du travail en magasin séparé aurait été radical, mais il entraînait de tels frais pour les exportateurs que l'Administration a fini par admettre le principe de l'équivalence : les quantités inscrites au nom de l'exportateur au Service des Alcools, sont apurées par des quantités équivalentes d'alcool de même nature, à condition que la sortie du magasin soit postérieure à l'entrée de l'alcool de rétrocession. Ces mesures de contrôle ont été renforcées par la lettre autographiée n° 1426 de juin 1931 qui, en imposant des formalités très strictes aux exportateurs a accru les moyens dont disposait l'Administration pour réprimer le détournement d'affectation.

e) *Fabrication de produits pour l'intérieur ou l'extérieur dans tous les cas où l'alcool est exonéré des droits de consommation.*

La dénaturation a lieu en présence d'un agent du Service. Dans le cas où l'alcool simplement méthylé est acquis en vue d'une utilisation intérieure, ce produit est soumis à l'exercice (voir le chapitre sur : *La dénaturation*).

f) *Préparation des alcools dénaturés pour le chauffage et l'éclairage.* Même contrôle que précédemment. Les opérations sont effectuées en présence du Service.

g) *Préparation de carburants pour l'alimentation des moteurs.*

S'il s'agit d'alcool dénaturé, les dispositions prévues ci-dessus sont appliquées. Si l'alcool est destiné aux importateurs de pétroles et essences, le Service des Alcools fournit de l'alcool dénaturé à l'huile de créosote d'où, pas de compte spécial à tenir.

h) *Conservation des fruits frais et des sucs de fruits* (dans la limite d'un contingent annuel de 40.000 hl. d'alcool).

L'Alcool de rétrocession ainsi utilisé, doit faire l'objet de demandes spéciales établies chaque année. Puis, conformément aux prescriptions d'un décret du 29 novembre 1898 les liquoristes doivent établir une déclaration de versement de l'alcool sur les fruits en suite de quoi, le Service des Alcools peut établir une décharge des quantités utilisées.

On voit donc que les destinations des alcools de rétrocession ont été fixées avec précision. Le contrôle exercé sur ces emplois permet à l'Administration d'éviter les détournements vers la consommation de bouche. Ce contrôle est facilité par les dispositions fiscales, qui dans un grand nombre de cas, permettent au Service des Contributions Indirectes, de suivre facilement les produits qu'il a cédés aux Industries dites privilégiées.

B) PRENDRE LA POSITION D'ENTREPOSITAIRE D'ALCOOL.

Une demande doit être adressée par l'intéressé à la direction départementale des Contributions Indirectes.

Elle comprend :

a) Une description détaillée du lieu dans lequel la marchandise doit être entreposée.

b) Des renseignements précis sur la nature et l'importance du commerce.

c) L'engagement de souscrire un cautionnement directement proportionnel au chiffre d'affaires. Ce cautionnement peut être acquitté en titres, en numéraire ou par

l'adhésion à un organisme mutuel, tel « l'Étoile Commerciale » qui couvre les engagements de ses adhérents.

d) Le paiement de la licence du marchand en gros également proportionnelle à l'importance des quantités d'alcool dénaturé ou utilisé.

En outre, l'industriel doit s'engager :

a) A subir l'exercice, c'est-à-dire l'obligation de laisser pénétrer dans les chais et magasins à toute heure de jour ou de nuit les agents de l'Administration chargés du contrôle.

b) A tenir une comptabilité des entrées et des sorties de marchandises sans que la tolérance puisse dépasser 7 % pour les fûts en bois et 3 % pour les fûts en verre ou en fer. Cette tolérance est admise en raison des pertes qui résultent des manipulations, ouillage et freinte.

c) A remettre à l'Administration les acquits correspondants aux marchandises entrées et n'effectuer aucune expédition sans qu'elle soit régularisée par un acquit ou un congé.

Ajoutons enfin, que l'impôt sur le chiffre d'affaires ainsi que les autres impôts directs (bénéfices industriels et commerciaux et patentes) sont payés suivant les indications fournies par les Contributions Indirectes.

Exceptionnellement, certains acheteurs sont dispensés de cette obligation de prendre position d'entrepôt.

Ce sont généralement les industriels admis à utiliser les alcools de rétrocession, mais n'en consommant qu'une trop faible quantité pour qu'il soit raisonnable de leur imposer le paiement de la licence et les obligations que nous venons d'énumérer.

Sont ainsi dispensés de cette formalités :

Les laboratoires des Facultés et des Hôpitaux et les Laboratoires privés qui s'engagent simplement à ce que l'alcool acquis ne soit ni revendu, ni employé à la fabrication de liqueurs ou de parfums.

Les parfumeurs ou les coiffeurs qui préparent eux-mêmes

leurs lotions ; les alcools qui leur sont livrés sont additionnés d'essence, les rendant impropres à la consommation de bouche.

Les pharmaciens qui doivent faire la demande des quantités qui leur sont nécessaires par l'intermédiaire de l'Association Générale des Syndicats Pharmaceutiques ; celle-ci leur délivre des bons qui permettent de prendre livraison de l'alcool demandé.

Les formalités ainsi exigées sont justifiées par l'obligation où se trouve l'Administration de n'admettre comme clients que des industriels offrant un crédit suffisant pour que les règlements ne comportent aucun risque.

C) SOUSCRIRE L'ENGAGEMENT D'UTILISER LES ALCOOLS RÉTROCÉDÉS A L'USAGE INDIQUÉ DANS LE DÉLAI DE TROIS MOIS DE LEUR RÉCEPTION.

Cet engagement doit être pris sur papier timbré ; le modèle en a été fixé par la lettre autographiée n° 56 du 24 avril 1918. Pour l'exportation, la forme de l'engagement a été fixée par la lettre autographiée n° 220 du 26 mai 1919. L'intéressé s'y engage à justifier l'exportation de l'alcool rétrocedé demandé, ou des produits fabriqués avec cet alcool.

Aucun industriel ne peut être dispensé de l'engagement en question, mais cette condition générale n'est pas imposée aux Établissements Militaires utilisant l'alcool d'industrie, soit pour la fabrication de produits pharmaceutiques, soit pour le vinage des vins destinés aux navires de l'État.

Une sanction a été prévue dans le cas où cet engagement ne serait pas rempli ; les quantités non apurées sont soumises à une pénalité de 1.200 francs par hectolitre d'alcool pur manquant ou détourné de son affectation.

*
* *

Telles sont les trois conditions générales imposées aux acquéreurs d'alcool de rétrocession (se livrer à une industrie privilégiée, prendre position d'entrepôt d'alcool, utiliser l'alcool acquis dans un délai de 3 mois).

Lorsque ces conditions sont remplies, une demande doit être adressée au Service des Alcools ou à une distillerie autorisée à livrer de l'alcool de rétrocession, à laquelle doit être joint un certificat du Service local des Contributions Indirectes garantissant que toutes les formalités ont été effectuées. L'industriel peut alors prendre livraison de l'alcool de rétrocession, sous le lien d'un acquit à caution dont décharge est donnée après reconnaissance du chargement à l'arrivée et inscription aux différents comptes de l'entrepôt.

Le paiement de cet alcool a lieu avant l'enlèvement.

Dans le tableau des pages 188 et 189 nous donnons les quantités d'alcool livrées aux industries privilégiées.

QUANTITÉS D'ALCOOLS RÉTROCÉDÉES

en hectolitres					
Campagne	Conservation des fruits	Vins de liqueurs	Vinaigre	Parfumerie	Exportation
1919 /20	2.901	70.000	46.000	68.611	235.573
1920 /21	6.522	40.000	30.000	51.653	105.026
1921 /22	10.634	87.231	45.000	85.441	50.887
1922 /23	2.549	105.220	55.000	94.042	126.105
1923 /24	6.731	134.164	40.471	91.935	225.835
1924 /25	6	35.804	48.251	98.971	123.153
1925 /26	0	70.689	50.086	111.484	167.383
1926 /27	5.714	57.849	42.599	81.518	118.704
1927 /28	10.570	125.546	51.504	104.263	143.295
1928 /29	9.714	141.153	52.258	112.638	136.000
1929 /30	60	103.035	55.514	115.312	106.179
1930 /31	778	113.163	51.976	117.552	87.139

Ce tableau caractérise bien l'évolution subie par les diverses destinations des alcools : ralentissement des ventes à l'exportation qui ne représentent plus, en 1930-31 que 4 % des quantités livrées aux Industries Privilégiées contre 36 % en 1919-20 ; par contre, le développement des livraisons d'alcools destinés à la dénaturation et de ceux qui servent à la fabrication du Carburant National ; ces deux

INDUSTRIES AUX PRIVILÉGIÉES

en hectolitres				
Produits chimiques	Dénaturation	Carburant national	Divers et manquants	Total
75.000	144.128	0	5.150	647.364
65.000	236.532	21.859	2.922	559.514
102.000	360.158	143.981	7.737	893.070
87.025	430.562	147.387	6.485	1.054.373
106.523	461.673	213.937	16.018	1.297.287
112.667	480.634	255.495	5.198	1.151.179
131.240	495.217	298.100	2.882	1.327.082
128.722	430.634	174.550	2.537	1.042.820
154.235	535.339	202.743	3.985	1.331.480
185.114	583.808	221.080	12.191	1.453.964
198.373	643.388	350.525	8.000	1.580.386
198.670	677.180	658.160	10.000	1.913.618

destinations, à elles seules, représentent pour la dernière campagne 70 % des livraisons totales contre 22 % en 1919-20. Ces chiffres font bien apparaître la qualité de l'organisation du Service. Maître absolu du marché, puisqu'il est acheteur et vendeur de toute la production d'alcool d'industrie il peut favoriser par des modifications de prix l'utilisation de l'alcool pour certains usages.

3° Prix de l'alcool de rétrocession.

Les prix de vente de l'alcool d'industrie sont fixés par arrêté du Ministre des Finances, conformément au décret du 13 août 1919, à l'art. 22 de la loi du 1^{er} août 1924, codifiés dans l'art. 3 du décret du 21 décembre 1926.

Ces prix sont applicables à partir de la date de publication au *Journal Officiel* de l'arrêté les fixant. Les prix s'entendent marchandise nue, prise dans les bacs des distillateurs. Les acheteurs ne peuvent souffrir ou bénéficier des changements de prix, car le tarif qui leur est appliqué est définitif, dès qu'un accord est intervenu entre eux et l'Administration. Une exception est faite cependant pour les quantités d'alcool détenues par les dénaturateurs pour le chauffage et l'éclairage. Ceux-ci supportent les changements de prix qui peuvent survenir.

Si les distillateurs ou intermédiaires fournissent de l'alcool directement aux Industries Privilégiées, ils bénéficient d'une bonification qui ne peut dépasser 2,50 % des prix fixés, sans tenir compte des frais de logement, taxe sur le chiffre d'affaires, manutention et camionnage.

Le premier arrêté qui fixa les prix de vente de l'alcool de rétrocession fut pris le 23 août 1919. Le principe des prix différentiels y figurait, de sorte qu'une classification complète dût être établie.

Les alcools servant à la conservation des fruits frais, paient le plus cher ; puis ce sont ceux qui sont livrés pour le vinage et le mutage des vins, puis ceux qui vont à la fabrication des vinaigres, puis les alcools destinés à la parfumerie et ceux qui sont exportés.

Moins cher encore sont vendus les alcools cédés pour la fabrication des produits ne payant pas de droit de consommation, ceux qui vont à la dénaturation, et enfin l'alcool qui est vendu en vue de la préparation du Carburant National.

Voici quels ont été les prix fixés pour l'alcool vendu aux Industries Privilégiées.

Prix de cession de l'alcool aux industries privilégiées du 3 mars 1922

[illegible]

Ce système de prix est très adroit car, grâce aux bénéfices réalisés sur la vente des alcools au vinage, mutage, vinaigrerie, etc... le Service peut vendre à perte l'alcool carburant et en encourager ainsi la consommation. Il est pratiquement écoulé au-dessous des prix de l'essence ce qu'il était essentiel de réaliser puisque c'est théoriquement le principal débouché des alcools réservés à l'État. Le Service des Alcools ne cherchant pas à faire de bénéfices, doit cependant, pour assurer son équilibre financier, vendre les alcools non dénaturés d'autant plus cher qu'il doit perdre sur l'alcool carburant pour attirer le consommateur.

Pour éviter que certaines industries privilégiées soient ainsi sacrifiées au « Carburant National », l'art. 4 de la loi du 19 avril 1930, connu sous le nom d'amendement DELESSALLE, prévoyait que le prix de vente de l'alcool destiné à la carburation, ne pourrait être inférieur à 70 % du prix d'achat de l'alcool de betterave par l'État. Cette disposition législative ne fut d'ailleurs que de courte durée, car elle fut abolie par l'art. 9 de la loi du 4 juillet 1931, mais compensée par l'élévation de la surtaxe sur les essences.

De plus, il nous paraît intéressant de relever combien le système qui a été adopté est favorable à la stabilité des prix. Aucune spéculation n'est possible puisqu'ils sont fixés par arrêtés ministériels ; les intermédiaires eux-mêmes ne peuvent stocker en vue de spéculation, tant les règles qui leur sont imposées sont strictes.

Ayant examiné comment fonctionnaient les achats du Service et le prix d'achat de l'alcool de betterave, ayant vu rapidement comment et dans quelles conditions cet alcool était vendu aux Industries Privilégiées, il ne nous reste plus qu'à examiner la Gestion financière du Service.

III. Gestion financière du Service des alcools

Bien que le Service des Alcools ne jouisse d'aucune autonomie, il est géré, en fait, comme si il bénéficiait d'une personnalité morale. Au moment de sa création, la liquidation de nombreux comptes spéciaux ouverts pendant la guerre soulevait de vives polémiques ; le personnel dirigeant du Service a donc cherché à échapper aux critiques que justifiaient alors les déficits considérables des entreprises industrielles gérées par l'État en poursuivant, coûte que coûte, l'équilibre financier des opérations.

C'est le Service des Poudres qui gère matériellement le Service mais sans personnel ni caisse ; les recettes sont effectuées pour son compte par les agents des Contributions Indirectes. Aucun budget spécial n'est prévu en raison du caractère provisoire du régime. Les comptes du Service ne sont donc que des comptes de trésorerie qui devront être soumis à l'approbation des Chambres lorsqu'un nouvel organisme en prendra la suite.

Le caractère un peu spécial du Service des Alcools lui a permis d'échapper longtemps au contrôle de l'Administration Publique. Il en est résulté en 1930, de vives critiques formulées par M. BRUNET, rapporteur du Budget annexe des Poudres. Celui-ci attira l'attention des Chambres sur le fait que les recettes et les dépenses du Service n'étaient prévues dans aucun texte législatif, qu'aucun contrôle des dépenses engagées n'était effectué et que l'ordonnancement n'était nullement limité. C'est pour ces raisons, ajouta-t-il que malgré toutes les qualités dont a fait preuve le personnel chargé de la gestion du Service, nous invitons le Gouvernement à nous proposer un procédé qui permette au Parlement d'exercer sur le Service des Alcools, un contrôle efficace.

A la suite de cette demande, un contrôle a été instauré

par un décret du 31 mai 1931, dont les modalités ont été fixées par décret du 1^{er} octobre 1931 (*Journal Officiel* du 5 novembre 1931). Il y est prévu que la comptabilité du Service des Alcools doit être tenue par un Agent comptable ayant prêté serment devant la Cour des Comptes et ayant versé un cautionnement de 30.000 francs. Celui-ci n'a aucun maniement de fonds puisque les opérations matérielles sont effectuées par les receveurs principaux des Contributions Indirectes, mais il est soumis aux vérifications de l'Inspection Générale des Finances et doit transmettre mensuellement au Ministre des Finances, un état des opérations effectuées et, annuellement, un relevé détaillé. Il établit la comptabilité des matières appartenant au Service des alcools et doit la soumettre au jugement de la Cour des Comptes par l'intermédiaire du Ministre des Finances.

Ces comptes sont établis par campagne allant du 1^{er} octobre au 30 septembre suivant, et non par année budgétaire.

Ils comprennent en recettes les sommes provenant de la vente de l'alcool aux Industries Privilégiées et la taxe de 5 francs sur les essences, établie par la loi du 28 février 1923, et portée à frs. 10,40 par la loi du 4 juillet 1931. Toutes les autres surtaxes, sur les vinaigres, spiritueux importés et sur les genièvres, sont perçues au profit du Trésor.

Les dépenses comprennent le prix d'achat de l'alcool réservé à l'État, les frais de gestion, de personnel, de transport et de matériel.

Le tableau suivant permet de suivre les opérations effectuées depuis 1919 par le Service :

(en 1.000 fr.)

Campagnes	Achats d'alcool	Ventes d'alcool	Stock en fin de campagne	Solde en capi- taux bénéfice ou perte	Surtaxe sur essence	Solde total bé- néfice ou perte
1919 /20	135.865	192.201	13.662	+ 69.998		+ 69.998
1920 /21	296.651	144.469	161.453	— 4.390		— 4.390
1921 /22	191.538	175.416	162.082	— 15.493		— 15.493
1922 /23	189.188	209.389	139.646	— 2.235		— 2.235
1923 /24	188.561	338.082	47.136	+ 57.009	74.458	+ 131.467
1924 /25	270.803	284.393	63.449	+ 29.903	81.761	+ 111.664
1925 /26	336.424	379.373	67.444	+ 46.944	97.211	+ 144.155
1926 /27	398.880	398.755	116.159	+ 48.589	83.684	+ 132.273
1927 /28	411.831	483.644	92.556	+ 48.210	107.917	+ 156.127
1928 /29	470.593	510.230	94.788	+ 41.868	122.002	+ 163.870
1929 /30	571.808	506.796	151.979	— 7.819	142.938	+ 135.118
1930 /31	719.101	592.865	298.120	+ 19.900	155.072	+ 174.977

Ce tableau donne, en milliers de francs, les chiffres essentiels des opérations effectuées par le Service. Le stock n'est jamais entièrement vendu pendant la campagne. Il subsiste donc au 30 septembre et est repris en recette pour la campagne suivante pour son prix de revient. C'est ainsi que la campagne 1921-22 a pris en charge 606.850 hectolitres pour 161.453.547 francs, soit à 266 francs l'hectolitre de l'alcool qui n'a pu être vendu que 196 fr. 32 cette année là, occasionnant la perte qui apparaît.

On voit qu'à part quelques années déficitaires, les opérations commerciales se soldent, en moyenne, par des bénéfices importants ; ceci provient d'une part de ce que les frais généraux grevant les produits bruts sont très réduits et d'autre part, de ce que les prix d'achat et de vente fixés arbitrairement, réservent au Service une marge bénéficiaire qui bien qu'en diminution, n'en est pas moins appréciable.

En effet, voici, rapprochés du total des dépenses, les charges d'achat et de location de matériel, les frais de transport, les appointements du personnel et les frais généraux.

En milliers de francs

Campagnes	Dépenses totales	Achat et Location de matériel	Transports	Personnel	Frais Généraux
1919 /20	135.865	1.087	4.329	100	1.576
1920 /21	296.651	2.702	6.689	311	3.589
1921 /22	191.538	2.084	7.403	596	5.755
1922 /23	189.188	2.863	5.630	589	4.542
1923 /24	188.563	1.628	6.215	660	5.603
1924 /25	270.803	1.172	7.215	660	5.416
1925 /26	336.424	898	10.016	732	5.593
1926 /27	398.880	2.383	10.889	930	6.176
1927 /28	411.831	1.836	12.460	1.040	6.239
1928 /29	470.573	1.518	14.924	1.065	7.081
1929 /30	572.000	2.663	17.017	1.296	7.351
1930 /31	719.000	5.467	23.264	1.496	11.677

Les dépenses qui figurent ici sont toutes celles qui ne sont pas relatives aux achats d'alcool; on voit qu'elles atteignent un montant très faible en regard des dépenses totales; les frais généraux et les dépenses de personnel notamment sont infimes. Cette compression n'a pu être réalisée que grâce à la compétence des dirigeants du Service qui ont cherché « le rendement ». Ils sont arrivés, comme on peut le voir, à un résultat remarquable.

En ce qui concerne la marge bénéficiaire, le principe adopté est plus sujet à caution, les prix étant fixés arbitrairement. Voici quelques chiffres qui permettent d'en suivre l'évolution :

Campagnes	Prix d'achat moyen	Prix de vente moyen	Marge bénéficiaire nette
1919 /20	188,77	296,89	36 %
1920 /21	266,05	258,20	— 3 %
1921 /22	213,76	196,76	— 8 %
1922 /23	200,70	198,59	— 1 %
1923 /24	216,66	260,60	16 % ¹
1924 /25	219,16	244,01	10 %
1925 /26	250,49	285,87	12 %
1926 /27	335,78	382,38	12 %
1927 /28	327,03	363,23	10 %
1928 /29	322,12	350,92	8 %
1929 /30	325,71	321,75	— 1 %
1930 /31	298,83	309,21	3 %

1. Taux exceptionnel provenant du prix dérisoire d'achat (voir chapitre suivant.

Les prix fixés réservent au Service une marge bénéficiaire qui a été très importante mais, qui, depuis quelques années, s'est sensiblement résorbée. Ceci provient de ce que les ventes de Carburant National et d'alcool destiné à la dénaturation ont augmenté dans une forte proportion, comme nous l'avons vu. Or, le Service vend à perte pour ces deux destinations. Il en résulte que le prix moyen de vente s'affaiblit, entraînant une diminution de la marge bénéficiaire.

Bien que nous n'ayons nullement l'intention de faire ici l'apologie des organismes d'État déficitaires, il nous est difficile de regretter la disparition des bénéfices fabuleux réalisés jusqu'en 1929 par le Service des Alcools. En effet, les principes mêmes qui ont inspiré la création de cet organisme, s'opposent à ce que celui-ci poursuive un but exclusivement lucratif comme pourrait le faire une entreprise industrielle ou commerciale privée. Et si une comparaison était nécessaire ce serait la société à forme coopérative que nous voudrions voir rapprocher des Services d'État.

Nous entendons par là que, s'il est souhaitable, voire possible, d'introduire dans les organismes quasi officiels les rigoureuses méthodes de gestion qui sont de règle dans la plupart des grandes industries, les bénéfices à en revenir doivent en premier chef, profiter à leur clientèle. Autrement dit, les prix d'achat et de vente doivent être établis de façon à ce que les frais d'exploitation étant couverts, les opérations se soldent sans bénéfices ni pertes.

Or, nous nous trouvons ici en présence d'un Service remarquablement organisé qui a été, pour ainsi dire, « commercialement équipé » par ses dirigeants et dans lequel le rendement est supérieur à celui de beaucoup d'affaires privées.

Les charges ayant été ainsi réduites au minimum, il serait anormal que les ventes d'alcool rétrocedés ne compensassent point, au plus juste les achats d'alcool industriel.

C'est pourquoi nous pensons utile d'insister sur la façon dont les prix d'achats sont établis.

Les intérêts en présence sont trop complexes et souvent trop opposés pour que ces prix puissent être fixés simplement ; nous allons voir quelles polémiques leur établissement a suscitées chez les producteurs et par quel mécanisme l'Administration a pu, en définitive donner satisfaction aux intéressés.

FIXATION DU PRIX D'ACHAT DE L'ALCOOL

Le prix d'achat de l'alcool fut fixé par l'État pendant la guerre, conformément à la procédure de la loi de 1877 sur les réquisitions militaires, de manière à assurer une égalité de régime entre les distillateurs et les sucriers. L'application de ce principe fût relativement facile : en effet, le prix d'achat du sucre réquisitionné était fixé par l'État et le prix d'achat des betteraves était déterminé après intervention des Pouvoirs Publics. Quant aux frais respectifs de mise en œuvre d'une tonne de betteraves en sucrerie et en distillerie, ils furent établis, durant cette période, sans grand'peine, car les industriels n'hésitèrent pas, pour la plupart, à communiquer leur prix de revient. Ainsi pour la campagne 1917-18, on admit les chiffres de 42 fr. 50 comme frais de fabrication pour la sucrerie et de 31 francs pour la distillerie. Pour le rendement alcool, on se basa sur ce que 100 kilos de sucre mis en œuvre de fermentation (à 7°6 de densité et pouvant donner 14,9 de sucre) produisait 59 litres d'alcool à 100°. Sur ces bases, la Direction des Poudres fixa le prix des alcools de la façon suivante pendant la durée des hostilités :

Campagnes	Alcools de betteraves par hectolitre			Alcools de mélasses par hectolitre	
	Flegmes	Alcools rectifiés	Observations	Alcools rectifiés	Observations
	fr.	fr.		fr.	
1915/16	90.00	100.00	prix net	100.00	prix net
1916/17	94.75	100.00	— —	100.00	— —
1917/18	102.00	105.00	pour un prix de charbon de 100 f. la tonne	112.50	pour un prix de charbon de 100 f. la tonne
1918/19	130.50	131.50		159.20	

A ce régime de guerre succéda celui des arrêtés périodiques du Ministre des Finances fixant les prix d'achat de l'alcool. Le premier arrêté date du 13 août 1919. Les conditions d'achat fixées antérieurement à juillet 1919 par application des ordres de réquisition émanant de la Direction des Poudres ou de contrats passés par cette Direction avec les distillateurs, furent maintenues jusqu'au 30 septembre de la même année.

A partir de la campagne 1919-20, le prix d'achat de l'alcool fût fixé d'une manière dite discrétionnaire par le Ministre des Finances, exception faite de l'alcool de betteraves, le prix de celui-ci n'étant arrêté qu'après avis d'une Commission.

Nous croyons intéressant d'exposer ici comment le prix d'achat de l'alcool de betteraves a été fixé depuis la guerre, car ce prix ne donne pas encore, aujourd'hui, entière satisfaction aux producteurs. Cependant les bases actuelles ne sont plus très éloignées de ce que réclament les intéressés.

Dix ans d'efforts ont été nécessaires aux distillateurs pour obtenir leur dû, les Pouvoirs Publics n'ayant pas compris tout de suite le rôle capital joué par cette industrie dans notre Economie Nationale.

I. Fixation du prix d'achat de l'alcool de betteraves. La formule de parité

A la suite du décret du 13 août 1919, fixant le régime provisoire de l'alcool, le Ministre des Finances, par arrêté du 21 août suivant, institua, sous la présidence de M. le Sénateur MASSE, une Commission chargée de fixer le prix d'achat de l'alcool de betteraves.

Furent désignés comme membres : le Directeur général des Contributions Indirectes, le Directeur Général des Poudres, le Sous-Gouverneur de la Banque de France, le

Directeur du Ravitaillement et le Directeur de l'Agriculture ainsi que des représentants des intéressés, parmi lesquels : MM. BÉGHIN, ROLLAND, SAILLARD et LEFÉBURE.

Lors des réunions de cette Commission, les représentants des distillateurs protestèrent contre le retard apporté à la fixation des prix d'achat de l'alcool de betteraves et contre la présence des sucriers. Après de vives discussions, la Commission estima qu'il y avait intérêt à accorder un avantage aux sucriers en raison de ce que leur production n'atteignait que le $\frac{1}{3}$ de la consommation. Elle proposa donc de fixer à 126 fr. 70 le prix de l'hectolitre d'alcool pour les flegmes à 100° et à 133 fr. 85 le prix de l'hectolitre d'alcool rectifié à 100°.

Se ralliant à ces conclusions, KLOTZ, Ministre des Finances, fixa par un arrêté en date du 15 octobre, le prix d'achat de l'alcool conformément aux vœux de la Commission.

En vue d'une variation possible des cours de la houille, il fût précisé que ces prix étaient fixés sur la base de 73 frs. la tonne de charbon.

En cas de fluctuations, des modifications seraient apportées au prix de l'alcool en tenant compte de ce que la production d'un hectolitre de flegme exige 130 kilos de charbon et un hectolitre d'alcool rectifié 150 kilos. De plus, cet arrêté spécifiait qu'une prime de 4 fr. 05 par hectolitre d'alcool rectifié et de 3 fr. 10 par hectolitre de flegme serait instituée pour alimenter une caisse de compensation. En fin de campagne, le solde en serait réparti entre les distillateurs dont la production serait déficitaire par rapport aux moyennes des campagnes de 1910 à 1913.

L'année suivante, l'industrie sucrière retrouva sa liberté ; pourtant la consommation de sucre dépassait de beaucoup la production de sorte que les importations pesèrent lourdement sur notre balance des comptes, et la spéculation fit craindre que les sucres ne montassent à des cours exagérés.

Pour ces raisons, la Commission estima qu'il convenait

de réduire au minimum les importations en favorisant le développement de la culture betteravière et de l'industrie sucrière indigène en réservant à celle-ci la plus grande quantité possible de betteraves.

A cet effet, dans ses séances du 22 mars, du 2 et du 8 avril 1920, elle établit un barème tel que le cultivateur trouvât le même bénéfice en livrant ses racines à la distillerie ou à la sucrerie. Mais, par contre, le bénéfice du distillateur se trouvait réduit par rapport à celui du sucrier, si la moyenne des cours du sucre de novembre et décembre 1920 (servant de base à la fixation du prix de l'alcool) dépassait 250 frs. le quintal ; le prix maximum d'achat de l'alcool rectifié fut, en outre, fixé à 461 fr. 70, quelque soit le cours atteint par le sucre. Un arrêté fut pris dans ce sens par M. FRANÇOIS MARSAL, Ministre des Finances, le 12 avril 1920.

Contrairement aux prévisions le prix du sucre, loin de monter, fléchit à 215 fr. 55 en novembre et à 189 fr 88 en décembre, cas qui n'avait pas été prévu. Aussi un nouvel arrêté dut être pris, le 14 février 1921, qui fixa les prix de l'alcool rectifié à 286 francs et celui des flegmes à 265,30 confirmant les bases de l'arrêté du 12 avril de l'année précédente.

Les membres de la Commission, chargés de donner leur avis sur la fixation du prix d'achat, par l'État, de l'alcool de betteraves pour la campagne 1921-22, furent désignés par un arrêté du 12 mars 1921. Cette Commission présenta un rapport très intéressant, dont les principes servirent de base aux travaux ultérieurs. Voici quelles en furent les idées primordiales :

1^o Il y a lieu de mettre les distillateurs sur le même pied que les sucriers pour l'acquisition de leurs betteraves.

Il convient donc que le prix d'achat de l'alcool soit fixé de telle façon que l'industrie sucrière et les distillateurs retirent les mêmes bénéfices de la mise en œuvre d'une même tonne de betteraves.

2° Les planteurs étant plus enclins à cultiver des betteraves riches que demi-sucrières, il y a lieu de porter de 7°6 à 7°75 la densité moyenne des betteraves à prendre comme type pour établir la parité entre le sucre et l'alcool.

3° Afin d'encourager les distilleries agricoles, il faut envisager la création d'une prime invariable suivant les cours à accorder aux flegmes titrant au minimum 90°.

A la suite du travail de la Commission, M. PAUL DOUMER, Ministre des Finances, arrêta comme suit le prix d'achat de l'alcool de betteraves pour la campagne 1921-22 :

Prix du sucre au quintal	Prix correspondant par hectolitres d'alcool pur mesuré à la température de 15° centigrades	
	Alcools rectifiés	Flegmes titrant moins de 90° Gay-Lussac
100 francs	110 frs 92	98 frs 22
110 —	123 — 00	110 — 20
120 —	135 — 08	122 — 17
130 —	147 — 18	134 — 15
140 —	160 — 58	147 — 80
150 —	173 — 96	161 — 37
160 —	187 — 22	174 — 87
170 —	200 — 04	187 — 24
180 —	212 — 68	199 — 61
190 —	225 — 14	211 — 99
200 —	237 — 43	224 — 36

Pour les cours du sucre non mentionnés au dit tableau, les prix d'achat des alcools correspondants furent déterminés par interpolation.

Cet arrêté prévoyait, en outre, qu'une majoration de 2 fr. 75 par hectolitre d'alcool pur, serait attribuée aux distilleries agricoles dont les flegmes titreraient au minimum 90 degrés à la température de 15 degrés centigrades.

Pour la campagne 1922-23, l'arrêté ministériel pris par M. DE LASTEYRIE le 8 mai 1922 établit encore le prix d'achat de l'alcool en prenant pour base le prix du sucre coté sur une certaine période à la Bourse de Commerce de Paris.

Mais cet arrêté n'ayant prévu qu'un cours moyen compris entre 120 et 150 francs pour le sucre, et le prix de cette denrée s'étant accru dans de notables proportions, un nouvel arrêté dût être pris le 13 avril 1923, fixant définitivement le prix d'achat à 203 fr. 48 pour les alcools rectifiés et à 190 fr. 54 pour les flegmes. Une prime de 2 fr. 20 fût accordée aux distilleries agricoles dont les flegmes titraient au moins 90 degrés Gay-Lussac.

Cet arrêté prévoyait en outre que le prix d'achat serait augmenté du montant de la taxe sur le chiffre d'affaires que devraient acquitter les distillateurs.

Pour la campagne 1923-24, la fixation du prix d'achat de l'alcool ne s'est pas fait sur les mêmes bases que les années précédentes. Les représentants des Pouvoirs Publics déclarèrent, en effet, à la Commission que, ni dans la Loi, ni dans les instructions ministérielles, on ne trouvait une incitation tendant à fixer le prix de l'alcool en parité de celui du sucre. Ils ajoutèrent que celui-ci se trouvait en concurrence avec les sucres étrangers.

Le sucre suivait les cours du marché mondial, sous réserve de la protection douanière ; il était donc logique que l'alcool industriel dont l'emploi le plus fréquent est celui de combustible liquide, variât comme les cours des produits similaires : pétroles, essences, benzols. Si l'on maintenait le principe de la parité, on obtiendrait un prix exagéré de l'alcool par rapport aux carburants usuels.

A la suite de ces déclarations, la Commission proposa les modalités suivantes :

1^o Déterminer un coefficient de base qui réaliserait la parité pour des cours du sucre compris entre 175 et 225 francs ;

2^o Adopter, si le cours du sucre dépassait 225 francs, un autre coefficient calculé de façon que la part des distillateurs : frais, amortissement et bénéfice, reste la même que pour les cours de 225 francs, la majoration de prix ne devant profiter qu'à la culture ;

3^o Qu'au-dessous de 175 francs, on fixerait de nouveaux coef-

ficients tels que la part des distillateurs : frais, amortissements, et bénéfices, reste ce qu'elle était à 175 francs.

Si l'on avait respecté la parité et adopté le même coefficient que les années précédentes, la moyenne des cours du sucre blanc n° 3 qui servait de base à la fixation du prix de l'alcool étant de 272 fr. 874, les industriels auraient eu un prix d'achat d'alcool d'environ 314 francs, tandis que les propositions de la Commission auxquelles s'étaient ralliés, contraints et forcés, les distillateurs, étaient de 302 fr. 195, les droits de la culture étant respectés.

Mais ce ne fut pas ce dernier prix qui fut arrêté. Le Ministre des Finances, ayant craint (à tort d'ailleurs) que la fixation du prix de l'alcool à 302 francs, mit en péril les Finances de l'Office, prit un arrêté le 19 octobre 1923, fixant à un prix forfaitaire de 250 francs, le prix d'achat de l'hectolitre d'alcool pur pour les alcools rectifiés.

Les distillateurs se trouvèrent frustrés, de ce fait, de 52 francs par hectolitre sur les bases proposées par la Commission, soit pour l'ensemble de leur corporation de 35 millions et ils ne purent payer les betteraves le même prix que la sucrerie.

Les cultivateurs très émus de cet état de chose, se rendirent parfaitement compte de la situation pénible imposée aux distillateurs et par contre-coup, à eux-mêmes. Ne voulant plus se trouver lésés pour le règlement des betteraves, ils commencèrent à prendre des dispositions pour ne plus livrer leurs racines à la distillerie. Comme, en outre, les défenseurs des régions betteravières avaient appris que, loin d'être en déficit, le Service des Alcools avait réalisé pour la campagne 1923-24 un copieux bénéfice, la moyenne des prix de rétrocession étant passés de 198 fr. 59 à 260 fr. 60, la Commission d'intensification de la culture betteravière émit, le 24 avril 1924, le vœu que la betterave fut à richesse égale, payée le même prix en sucrerie et en distillerie. La betterave des distilleries devait donc être payée à la parité de la betterave de sucrerie.

Des efforts furent tentés à ce moment pour indemniser les distillateurs ; ce fut en vain, mais les défenseurs des régions betteravières obtinrent, sur l'intervention de M. MACAREZ, par la loi du 1^{er} août 1924 (art. 21) que le prix d'achat de l'alcool provenant de la distillation des betteraves indigènes fut calculé en parité du cours du sucre.

Comme conséquence de cette loi, un arrêté fut pris le 4 octobre 1924, par le Ministre des Finances, M. CLÉMENTEL, instituant, au Ministère, une Commission en vue de poursuivre l'intensification des emplois industriels de l'alcool et de donner son avis sur toutes les questions qui lui seraient soumises touchant le régime de l'alcool d'industrie et en particulier sur le prix d'achat de l'alcool de betteraves.

Cette Commission fut composée sur le mode tripartite conformément à la promesse faite à la tribune de la Chambre par le Ministre des Finances au cours de la séance du 30 juillet 1924. En voici sa composition :

1^o COMME REPRÉSENTANTS DU GOUVERNEMENT :

Le Directeur Général des Contributions Indirectes, ou son représentant, président ;

Le Chef du Service des Alcools ou son représentant ;

Le Chef du Bureau des Services Industriels à la Direction générale des Contributions Indirectes, ou son représentant ;

Le Directeur des Poudres au Ministère de la Guerre, ou son représentant ;

Le Directeur de l'Agriculture au Ministère de l'Agriculture ou son représentant.

Le Directeur des Essences de pétroles au Ministère de la Guerre ou son représentant.

2^o COMME REPRÉSENTANTS DES PRODUCTEURS D'ALCOOL :

1 délégué du Syndicat des Fabricants d'Alcool ;

1 délégué du Syndicat de la Distillerie Agricole ;

1 délégué de la Confédération Générale des Planteurs de Betteraves ;

1 délégué du Syndicat des Fabricants de Levures en France ;

1 délégué de la Confédération Générale des Vignerons ;

1 délégué du Syndicat Général des Cidres et Fruits à cidres.

3^o COMME REPRÉSENTANTS DES USAGERS :

- 1 délégué de l'Union des Industries Chimiques ;
- 1 délégué du Syndicat des Dénaturateurs d'Alcool ;
- 1 délégué du Syndicat National du Commerce en Gros des Vins, Cidres, Spiritueux et Liqueurs de France ;
- 1 délégué du Syndicat des Fabricants de Vinaigres de France ;
- 1 délégué du Syndicat de la Parfumerie Française ;
- 1 délégué du Syndicat des Constructions d'Automobiles.

Il est à remarquer que la sucrerie n'a plus de représentant. La distillerie française, par le décret d'octobre 1923 venait d'obtenir une victoire morale qui, bientôt, devait se changer en un bénéfice matériel comme nous allons le montrer.

La Commission d'Intensification des emplois industriels de l'alcool, couramment dénommée Commission Tripartite, se réunit le 28 octobre, le 21 novembre et le 19 décembre 1924, sous la présidence du Directeur Général des Contributions Indirectes, M. MARGERIE, pour fixer les conditions du prix d'achat de l'alcool pour la campagne 1924-25. Celui-ci fut consacré par l'arrêté que prit M. CLÉMENTEL, Ministre des Finances, le 7 janvier 1925 :

En conséquence, les prix d'achat furent les suivants :

Pour les alcools rectifiés : 225 fr. 755, et pour les flegmes à bas degré : 209 fr. 586.

Au cours des réunions de la Commission Tripartite, une sous-Commission fut nommée pour établir les bases sur lesquelles serait fixé, au cours des années ultérieures, le prix d'achat des alcools de betteraves.

Cette sous-Commission établit une formule telle que la somme des valeurs des produits tirés d'une même tonne de betteraves fut égale dans chaque industrie à la valeur de cette tonne de betteraves, augmentée des frais de fabrication dans chaque industrie et du bénéfice du fabricant. *La parité est le rapport obtenu entre les prix ainsi établis entre le sucre et l'alcool.*

La Sous-Commission chargée de cette étude a suivi pour établir cette formule, le raisonnement suivant : le bénéfice que retirent les sucriers d'une tonne de betteraves est égal à ce qu'ils en retirent en sucre plus la vente des mélasses et des pulpes, moins l'achat de cette tonne de betteraves et les frais de fabrication. Ceci peut s'écrire :

Bénéfice du sucrier : $Bs = yps + zm + p - Pb - F$

Ou : $yps + zm + p = Pb + F + Bs$ (1).

ps = étant le prix du sucre ;

y = le nombre de kilos de sucre extrait de la tonne de betteraves ;

m = le prix du kilo de sucre Clerget dans la mélasse ;

z = nombre de kilos de mélasse obtenue ;

p = recette tirée de la vente des 500 kilos de pulpes obtenus ;

Pb = prix d'achat de la tonne de betteraves ;

F = frais de fabrication ;

Bs = bénéfice du sucrier.

Le bénéfice que retire le distillateur du travail de la même tonne de betteraves est égal au prix qu'il retire de son alcool vendu, plus la vente de ses pulpes, moins le prix d'achat de sa tonne de betteraves et ses frais de fabrication.

Ceci peut s'écrire :

Bénéfice du distillateur égal $= Apa + p' - Pb - F'$.

ou $Apa + p' = Pb + F' + Ba$. (2).

A = le nombre de litres d'alcool extraits de la tonne de betteraves ;

pa = le prix de l'alcool ;

p' = la recette tirée de la vente de 500 kilos de pulpe ;

Pb = le prix d'achat de la tonne de betteraves ;

F' = les frais de fabrication.

Pour qu'il y ait *parité*, il faut que, dans les deux industries, les bénéfices soient proportionnels aux dépenses engagées, c'est-à-dire que :

$$Bs = K (Pb + F) \quad (3)$$

$$\text{et : } Ba = K (Pb + F') \quad (4)$$

En éliminant Ba, Bs et K des équations (1, 2, 3, 4) on a :

$$\frac{\text{Apa} + p'}{\text{yps} + \text{zm} + p} = \frac{\text{Pb} + \text{F}'}{\text{Pb} + \text{F}}.$$

$$\text{Ou } \text{Apa} + p' = \frac{(\text{Pb} + \text{F}') (\text{yps} + \text{zm} + p)}{\text{Pb} + \text{F}}$$

$$\text{ou } \text{Apa} = \frac{(\text{Pb} + \text{F}') (\text{yps} + \text{zm} + p)}{\text{Pb} + \text{F}} - p'$$

Le prix auquel il faut fixer le prix d'achat de l'alcool pour qu'il y ait parité sera donc :

$$\text{pa} = \frac{(\text{yps} + \text{zm} + p) (\text{Pb} + \text{F}') - p' (\text{Pb} + \text{F})}{\text{A} (\text{Pb} + \text{F})}$$

Et comme le prix de la betterave est lié au prix du sucre par une relation telle que $\text{Pb} = \text{xps}$, dans lesquels « Pb » résulte des contrats passés entre les industriels et les cultivateurs, on aura finalement :

$$\text{PRIX DE L'ALCOOL : } \frac{(\text{yps} + \text{zm} + p) (\text{xps} + \text{F}') - p' (\text{xps} + \text{F})}{\text{A} (\text{xps} + \text{F})}$$

L'accord sur la formule fut obtenu aisément, mais il y eût des divergences de vues sur des points représentant des inconnues dans la formule, à savoir : les frais de fabrication F et F' et les rendements en sucrerie et en distillerie : y, z, A.

La Commission Tripartite fut saisie de ces frictions le 7 mai et, après un échange de vues sur cette question, elle nomma des experts pour déterminer la valeur de ces différentes inconnues. Dans ses séances des 3 et 22 février 1926 et du 10 mars suivant, la Commission donna son acceptation au compromis d'arbitrage établi par les experts.

Ceux-ci avaient établi leur travail en prenant pour base la betterave à 7°75 de densité et en prenant pour type les usines convenablement installées fonctionnant normale-

ment et de moyenne importance. Les chiffres sur lesquels l'accord avait été réalisé furent les suivants :

- y = rendement d'une tonne de betteraves à 7°75 de densité = 122 kilos de sucre.
- z = mélasse obtenue : 18 kilos de sucre Clerget ;
- F = frais de fabrication en sucrerie : 86 fr. 50 ;
- F' = frais de fabrication en distillerie : 57 fr. 85 ;
- A = rendement en alcool : 87 litres.

La Commission détermina, en outre, la valeur de m, p et p' pour la campagne 1925-26 et se mit d'accord sur les chiffres de $m=0$ fr. 95 ; $p=2$ fr. 50 ; $p'=3$ fr. 50.

La formule qui servit à fixer le prix de l'alcool pour cette campagne, en tenant compte de la taxe payée pour le chiffre d'affaires sur ps, m, p et p', fut arrêtée. A savoir :

PRIX DE L'ALCOOL :

$$\frac{0.987 [122 \text{ ps} + (18.0,95) + 2,50] (\text{xps} + 57,85) = (0.987.3,50) (\text{xps} + 86,50)}{87 (\text{xps} + 86.50)}$$

En appliquant cette formule, la moyenne des prix du sucre ayant été de 236 fr. 83, le prix d'achat de l'alcool fut arrêté par le Ministère des Finances à 305 fr. 296, soit une parité de 1,29 au lieu de 1,18 pour l'année précédente.

La distillerie venait de remporter un succès appréciable.

Il reste à signaler que dans cette séance du 18 mars 1926, la Commission adopta le principe que les contrats d'achat de betteraves qui serviraient de base pour le calcul de Xps dans toute la France, fussent ceux du département du Nord, sauf dans la région de la Bourgogne où l'on appliquerait les contrats spéciaux de cette région.

Pour fixer le prix d'achat de l'alcool pour la campagne 1926-27, la Commission Tripartite se réunit le 7 mars 1927 ; le prix de la mélasse sur lequel la Commission se mit d'accord fut celui de 1 fr. 50. En conséquence, le prix de l'alcool fut fixé à frs. 383,79. La parité sucre-alcool ressortit, pour cette

campagne, à 1,33, soit une augmentation de : 0,04 qui correspond à la plus-value des recettes obtenues par les sucriers sur la vente de leurs mélasses.

De 1928 à 1930, le prix d'achat de l'alcool de betteraves fut établi sur les mêmes bases que celle de la campagne 1926-27 ; toutefois, à partir de 1928-29, la Commission tint compte d'un élément nouveau : celui du bénéfice supplémentaire qui résulte, pour la sucrerie, des réfections mensuelles que les Fabricants de Sucre font supporter à leurs fournisseurs de betteraves. Les sucriers, en effet, prévoyaient dans leurs contrats que la moyenne des cours du sucre, qui sert de base au paiement de leurs matières premières, serait diminuée de frs. 4,33 pour tenir compte des frais divers et d'entrepôt qu'ils supportent de janvier à juin sur leurs stocks. Or, c'est cette moyenne des cours du sucre qui servait de base pour la fixation du prix de l'alcool. Les défenseurs de la distillerie démontrèrent que, du fait de cette retenue, les sucriers obtenaient un bénéfice supplémentaire, et que le maintien de la parité exigeait qu'on leur accordât une somme supplémentaire de 3 fr. 40 par hectolitre pour le prix d'achat de leur alcool. Ce chiffre fut accepté par la Commission Tripartite, à partir de la campagne 1928-29.

Les arrêtés ministériels qui furent pris pour fixer le prix d'achat de l'alcool de betteraves entérinèrent les propositions de la Commission et les prix arrêtés furent, en conséquence, les suivants :

Campagnes	Moyenne des cours du sucre en frs.	Prix de l'alcool en frs.	Coefficient de parité
1927 /28	240,045	323,184	1,34
1928 /29	226,932	312,269	1,34
1929 /30	234,577	322,792	1,37

Pour la campagne 1930-31 le représentant de la sucrerie qui avait été admis comme membre de la Commission en

1928 demanda la revision des frais de fabrication F et F' qui ne correspondaient plus à la réalité par suite de l'augmentation d'un certain nombre de frais et en particulier ceux de main-d'œuvre et de transport.

En outre, on fixa à 804 la densité de la betterave devant servir de base, la grande majorité des agriculteurs ayant pris l'habitude d'ensemencer des betteraves riches. En conséquence, les nouveaux chiffres adoptés par la Commission furent les suivants :

Rendement en sucre d'une tonne de betteraves à 804 : 125 kil. 5 de sucre et 18 kilos de mélasse.

Rendement en alcool d'une tonne de betteraves à 804 : 89 l. 29.

Frais de fabrication en sucrerie .. Frs. : 113,87

Frais de fabrication en distillerie . Frs. : 77,54

A la suite de cette décision, la formule de parité qui servit de base fut, de ce fait, la suivante :

$$Pa = \frac{[125,5 ps + (18 m + p) \frac{98}{100}] (xps + 77,54) - [(xps + 113,87) \frac{98 p'}{100}]}{89,28 (xps + 113,87)}$$

L'application de cette formule permet à M. PIETRI, Ministre du Budget de fixer, par arrêté en date du 13 août 1931 le prix de l'alcool rectifié à 266 fr. 082, soit un coefficient de 1,36, la moyenne des cours du sucre sur les 9 d'octobre ayant été de 195 fr. 622.

II. Fixation des prix des alcools de mélasses et de grains :

Nous avons vu que, depuis les hostilités, ces prix sont fixés chaque année d'une manière discrétionnaire par le Ministre des Finances ou du Budget.

Les prix furent les suivants :

Campagnes ^r	Prix de l'alcool de mélasse rectifié		Prix de l'alcool de grains	
	Produit du 1 ^{er} Octobre au 1 ^{er} Janvier	Produit du 1 ^{er} Janvier au 30 Septembre	Produit du 1 ^{er} Octobre au 1 ^{er} Janvier	Produit du 1 ^{er} Janvier au 30 septembre
1920 /21	210	210	356 en moyenne	356 en moyenne
1921 /22	115	115	190 —	190 —
1922 /23	70	75	160 —	160 —
1923 /24	75	120	75	120
1924 /25	145	150	145	150
1925 /26	160	165	160	165
1926 /27	235	240	235	240
1927 /28	235	240	235	240
1928 /29	235	240	235	240
1929 /30	245	250	245	250
1930 /31	245	250	245	250
1931 /32	215	220	215	220

Depuis la campagne 1926-27, il est prévu que le prix de la mélasse sera majoré de 30 francs par hectolitre d'alcool pur pour les quantités que les producteurs s'engageront à fournir au cours de la campagne, une tolérance de 15 % en plus ou en moins étant admise. Pour les quantités livrées en sus, cette prime ne sera pas due.

Si, au contraire l'industriel fournit une production inférieure de 15 % à l'engagement qu'il a souscrit en temps fixé, la prime sera néanmoins accordée, mais il sera retenu sur le montant de la créance, ainsi calculée, une somme de 30 francs par hectolitre sur la différence entre la quantité indiquée dans l'engagement, diminuée de 15 % de celle effectivement livrée.

Les prix ainsi fixés permirent aux distillateurs de mélasses de subsister, mais furent désastreux pour la distillation des grains. Les statistiques sont saisissantes à cet égard. Avant la guerre, l'alcool obtenu par campagne à partir des substances farineuses, oscillait de 429 à 880 000 hectolitres ; en 1922, la production fléchit à 203.306 hectolitres pour s'effondrer en 1923 (avec l'abaissement du prix

d'achat) à 68.026 hectolitres. Elle est aujourd'hui pratiquement inexistante si on excepte la production de genièvre laissée libre mais contingentée.

Cette décision régaliennne ruina les distillateurs de grains, car aucune indemnité ne fut prévue pour les désintéresser. De plus, cette mesure eût pour effet de créer un malaise général chez les distillateurs de mélasses, ceux-ci craignant de subir le même sort, la législation actuelle n'assurant aucune sécurité à leur exploitation. Aussi, réclament-ils depuis plusieurs années, un statut plus équitable estimant que leur production doit être payée le même prix que l'alcool de betteraves, car à produit égal, déclarent-ils, rémunération égale. Aucun effet n'a encore été tenté dans ce sens. M. TOURNAN, il est vrai, prévoit, dans son rapport, fait au nom de la Commission chargée d'examiner le projet de loi instituant le monopole de l'alcool industriel, que le prix de l'alcool de mélasses ne pourra être inférieur de plus de 25 % au prix de l'alcool de betteraves, mais cette disposition est absolument insuffisante .

Pourtant, nous avons vu dans le chapitre : *L'Alcool vis-à-vis de l'Agriculture*, l'intérêt que pourrait présenter le maintien d'un prix élevé de l'alcool de mélasses. Le prix de revient du sucre s'en ressent et, en outre, les sous-produits qui résultent du traitement des vinasses constituent des engrais alcalins trop précieux pour l'agriculture pour pouvoir être sacrifiés.

Aussi, espérons-nous, avec les défenseurs de notre Agriculture Nationale, que lors du vote du régime définitif de l'alcool, le Parlement prendra les dispositions nécessaires pour assurer à cette industrie la sécurité du lendemain.

III. Prix d'achat de l'alcool de synthèse

Le prix d'achat de cet alcool qui est le seul à ne pas être produit en partant de matières végétales, a d'abord été fixé

à 120 francs l'hectolitre ; celui-ci fut ensuite porté à 200 francs par décret du 20 octobre 1926. Ce prix d'acquisition, si on excepte l'alcool importé de l'étranger, est le plus bas de ceux fixés pour les achats d'alcools indigènes.

Jusqu'à présent, l'alcool éthylique de synthèse est, seul, réquisitionné par le Service des Alcools, mais la Commission des boissons envisage de faire acheter aussi le méthanol synthétique.

IV. Prix d'achat de l'alcool de vin

La loi du 30 juin 1916 instituant le régime provisoire des alcools prévoyait que seuls les alcools d'industrie seraient réservés à l'État. Mais, cet état de chose devait se trouver modifié à la suite de la crise viticole qui commença à sévir à la fin de l'année 1929. Devant la surproduction de vin, M. BARTHE fit voter le 19 avril 1930 des mesures destinées à améliorer le cours de ce produit. Ce texte législatif réglemente le coupage des vins et, afin de résorber les stocks, autorise l'État à procéder, jusqu'au 31 décembre 1930, à des achats d'alcool titrant au moins 60° et provenant exclusivement de la mise en œuvre du vin jusqu'à concurrence d'une somme de 250 millions à prélever sur les disponibilités du Trésor. Cette loi prévoyait que ces achats seraient d'abord réalisés à l'amiable, mais que, dans le cas où les demandes de prix s'écarteraient trop des cours normaux, des achats seraient effectués par voie de livraison obligatoire imposée, tant en France qu'en Algérie, aux viticulteurs ayant récolté en 1929 plus de 500 hectolitres de vin de consommation courante dans des vignobles dont le rendement aurait été supérieur à 50 hectolitres par hectare.

La quantité des livraisons effectuées dans ce cas serait déterminée d'après un barème tenant compte de l'importance de la récolte et de la production à l'hectare sans tou-

tefois que le maximum de ce barème puisse conduire à la livraison d'une quantité correspondant à plus du tiers de la récolte de vin.

Le 1^{er} mai 1930, un décret pris sur rapport des Ministères des Finances, du Budget et de l'Agriculture, autorisait la Direction des Poudres à acheter, sur l'avance de 250 millions, un premier contingent de 250.000 hectolitres. Ces achats devant porter sur de l'alcool de vin produit postérieurement au 20 avril 1930, les prix par hecto d'alcool pur étaient fixés de 650 à 700 francs pour les flegmes suivant leur degré et à 750 francs pour l'alcool rectifié. Les art. 3 et 6 du décret spécifiaient les modes de livraison et les allocations pour les freintes et la location des bacs. Enfin, l'art. 7 de l'arrêté prévoyait que, dans le cas où les offres reçues à la date du 31 mai 1930 ne couvriraient pas au moins 50 % de la quantité à acquérir, un nouveau décret déterminerait, dans un délai de 20 jours, les conditions dans lesquelles seraient effectués les achats par voie de livraison obligatoire.

C'est cette éventualité qui se produisit ; aussi un nouveau décret fut pris le 20 juin 1930 qui détermina, dans son art. 4, les quantités d'alcool à livrer obligatoirement par les viticulteurs dont la production était de plus de 500 hectolitres et le rendement à l'hectare supérieur à 50 hectolitres.

Le barème suivant fût arrêté :

Rendement à l'hectolitre	Pourcentage à livrer sur la quantité d'alcool pur représentée par la totalité des vins de consommation courante déclarée.
Supérieur à 200 hectolitres	33 %
Compris entre 151 et 200 hectolitres	30 %
— 101 et 150 hectolitres	27 %
— 81 et 100 hectolitres	24 %

De plus, il était prévu un abattement pour les rendements n'excédant pas 160 hectolitres à l'hectare. Celui-ci était

de 25 % quand la récolte ne dépassait pas 1.000 hectolitres et de 20 % quand la récolte était comprise entre 1.001 et 3.000 hectolitres.

Dans le cas où le rendement était compris entre 50 et 80 hectolitres à l'hectare un autre barème fixait la quantité qui devait être obligatoirement livrée :

22 %	quand la récolte était supérieure à 50.000 hl.	
20 %	—	comprise entre 20001 et 50.000 hl.
18 %	—	5001 et 20.000 hl.
15 %	—	1001 et 5.000 hl.
10 %	—	501 et 1.000 hl.

L'art. 5 du décret prévoyait que l'Administration avait la faculté de retirer la quote-part imposée à chaque producteur afin de maintenir l'ensemble des achats dans la limite du crédit de 250 millions. Cette réduction devait, par priorité, porter sur les récoltants ayant fait des offres volontaires et, s'il y avait lieu, sur ceux dont le rendement à l'hectare était compris entre 51 et 80 hectolitres en appliquant la réduction d'abord à ceux dont le rendement et la récolte étaient les plus faibles.

L'art. 8 du décret fixait le prix d'achat à 550 et 600 francs par hectolitre d'alcool pur pour les flegmes suivant leur degré et à 650 francs pour l'alcool rectifié, c'est-à-dire en baisse de 100 francs sur le prix du décret du 1^{er} mai. Une particularité intéressante doit, de plus, être signalée : c'est que ces prix étaient augmentés de 50 francs pour les viticulteurs ayant fait à l'État des offres amiables correspondant au moins à 10 % de leur récolte.

Le 10 juillet 1930, à la suite d'un rapport présenté par les Ministres des Finances, du Budget et de l'Agriculture, un décret fût pris fixant, pour une quantité de 30.000 hectolitres, le prix de vente de ces alcools de bouche achetés par l'État, à 1.200 francs par hectolitre d'alcool pur. Il était spécifié que ces quantités rétrocédées devaient être exclusivement employées à la préparation des eaux-de-vie

et spiritueux composés ou à la conservation des fruits, qu'elles ne pouvaient faire l'objet d'aucune nouvelle cession en nature et que les demandes émanant d'industries utilisant l'alcool pour la conservation des fruits et sucres de fruits devaient être servies par priorité. Un décret du 16 septembre 1930 autorisa une nouvelle rétrocession de 20.000 hectolitres de ces alcools dans les mêmes conditions que celles prescrites le 16 juillet.

Après le vote de la loi du 19 avril 1930, les instructions nécessaires avaient été données pour que les opérations relatives à l'alcool de vin fussent suivies à un compte spécial de manière à dégager le résultat final de l'opération et que le solde bénéficiaire, s'il y en avait un, fut grevé d'une affectation spéciale, au profit de la viticulture suivant les modalités à préciser en temps opportun.

Conformément à l'état d'esprit qui avait inspiré au législateur le vote de la loi du 19 avril 1930, l'arrêté du 2 décembre 1930 compléta le premier alinéa de l'art. 2 du décret du 1^{er} mai 1930.

Il fut prévu pour les alcools remis avant le 27 novembre 1930, que les prix fixés seraient majorés de 250 frs par hecto d'alcool pur au profit exclusif des viticulteurs ayant livré ou fait livrer des alcools provenant de la distillation de vins de leur récolte. Cet arrêté fut très critiqué ; certains déclarèrent que l'on pouvait difficilement admettre qu'une indemnité fût accordée pour s'être conformée à une mesure législative et que l'équité aurait été mieux sauvegardée en exigeant les livraisons d'alcools des viticulteurs qui n'avaient pas rempli les obligations qui leur avaient été imposées. Mais en vérité, il faut l'avouer, l'Administration n'avait pas poussé la réquisition à son terme par suite des ravages causés par le mildiou et autres maladies cryptogamiques de la vigne qui faisaient prévoir une récolte déficitaire pour 1930.

Or, comme le Trésor n'était nullement lésé par ce boni

accordé aux viticulteurs qui avaient livré de l'alcool (cette prime ayant été prélevée sur les bénéfices qui auraient dû être versés à l'agriculture), on comprend aisément pourquoi les Pouvoirs Publics ont trouvé juste d'indemniser ceux qui avaient livré de l'alcool au-dessous des cours. La seule question que nous nous permettrons de poser — nous nous en excusons auprès des parlementaires méridionaux — est de savoir si on aurait agi de la même façon, dans un cas similaire pour les agriculteurs du Nord ?

Ainsi donc, l'Administration n'avait pas mis les viticulteurs en demeure de livrer à l'État les 250.000 hectolitres d'alcool prévus par le décret du 20 juin. Or, le terme de ces livraisons avait été fixé au 31 décembre ; fallait-il abroger définitivement les dispositions de la loi du 19 avril pour les livraisons non effectuées ou reporter ses effets jusqu'au moment où la situation du marché des vins rendrait utile ou nécessaire une nouvelle ponction ? Cette deuxième solution fut adoptée. Le 19 décembre, une loi fût, en effet votée, stipulant que les dispositions des art. 2 et suivants de la loi du 19 avril 1930 seraient prorogées jusqu'au 30 septembre de l'année qui suivrait la publication, au *Journal Officiel*, d'une statistique faisant ressortir que les déclarations des récoltes accusaient, pour la France et l'Algérie, un chiffre de disponibilités (récolte et stocks à la propriété) supérieur à 75.000 hectolitres. Un décret devait être rendu en temps utile pour fixer les conditions dans lesquelles auraient été effectuées les livraisons.

Or, dès la campagne suivante, le cas visé par cette loi du 19 décembre se produisit ; en conséquence, un décret fut pris le 22 décembre 1931 fixant les modalités suivant lesquelles l'alcool provenant de la distillation du vin devait être livré. Les dispositions de cet arrêté sont identiques à celles du 20 juin 1930 en ce qui concerne le barème et la faculté de réduction laissée à l'Administration pour ne pas dépasser l'avance des 250 millions. Quant au prix d'achat

il fût arrêté très sensiblement en baisse, à savoir 500 francs pour les alcools rectifiés bon goût et 400 à 450 francs pour les flegmes. La prime de 50 francs pour ceux qui avaient fait des livraisons à l'amiable n'était pas maintenue.

La loi du 19 avril 1930, prorogée par celle du 19 décembre suivant, ne prévoyait la distillation des vins que dans la limite d'une somme de 250 millions; ce montant atteint, aucun texte législatif ne prévoyait une distillation obligatoire pour résorber les stocks de vin en cas de surproduction.

Lors du vote de la loi sur le statut de la viticulture le 4 juillet 1931, M. MALLARMÉ, député d'Alger obtint, pour remédier à cet état des choses, l'adjonction d'un texte (art. 10) ayant pour but d'envoyer les mauvais vins à la distillation :

« Article 10. — Dans le cas où les déclarations de récoltes dans la métropole et en Algérie feront apparaître une récolte nationale de plus de 65 millions d'hectolitres, tout viticulteur récoltant en moyenne plus de 500 hectolitres de vin à raison de plus de 80 hectolitres par hectare, devra obligatoirement présenter un certificat de distillation de vin correspondant au pourcentage suivant de sa déclaration de récolte :

« Trois décilitres d'alcool par hectolitre de vin pour une récolte globale ne dépassant pas 500 hectolitres.

« Quatre décilitres d'alcool pur par hectolitre de vin pour la proportion de récolte allant de 500 à 1.000 hectolitres.

« Cinq décilitres d'alcool pur par hectolitre de vin pour la proportion de récolte allant de 1.000 à 3.000 hectolitres.

« Six décilitres d'alcool pur par hectolitre de vin pour la proportion dépassant 3.000 hectolitres.

« La moyenne sera établie sur les trois dernières années.

« Même lorsque la moyenne de ces trois années dépassera les chiffres susindiqués, la distillation ne sera pas obligatoire pour le viticulteur dont la production de l'année en cours ne dépassera pas 100 hectolitres.

« Les pièces de régie concernant les vins destinés à la distillerie devront obligatoirement porter la mention « Vin de distillerie ».

« Sont exemptées de cette obligation de distillation les régions

viticoles ayant droit à une appellation d'origine telle qu'elle est prévue à l'art. 7.

« L'alcool ainsi produit sera acquis par le Service des Alcools à un prix d'achat correspondant au prix d'achat des alcools destinés au Carburant National ».

La production de vin de l'année 1931 ayant été supérieure à 65 millions d'hectolitres, un décret en date du 24 décembre 1931, fixa le prix d'achat des alcools naturels livrés à l'État en application de la loi du 4 juillet 1931 : entre 200 et 230 francs par hectolitre d'alcool pur pour les flegmes suivant leurs degrés, et 250 francs pour l'alcool rectifié. La lettre autographiée n° 474 du 5 janvier 1932 (2^e division, premier bureau) donna aux agents des Contributions Indirectes les instructions nécessaires pour l'application de cet arrêté.

Il est à remarquer que les prix fixés le 24 décembre sont de 50 % inférieurs à ceux de l'arrêté du 22 du même mois ; cette différence tient à ce que les alcools livrés à l'État en application de la loi du 19 avril et 19 décembre 1931 sont payés sur une avance faite par le Trésor et ont de ce fait un caractère absolument exceptionnel, tandis que les livraisons effectuées en vertu de l'arrêté du 24 décembre rentrent dans la gestion normale du Service des Alcools et, dans ces conditions, ne peuvent être acquis qu'aux prix des alcools d'industrie (conformément à la loi) si on ne veut pas que cette opération porte un trop gros préjudice à la gestion financière de l'Office.

LA LÉGISLATION DES RHUMS ET TAFIAS COLONIAUX

Le rhum est l'alcool qui provient de la distillation, après fermentation, d'un liquide sucré, le « vesou », extrait par pression de la canne à sucre. A sa sortie de l'alambic, le produit obtenu est incolore et a une saveur piquante ; les producteurs l'appellent alors « tafia », il ne devient « rhum » pour eux, qu'en vieillissant lorsqu'il acquiert sa couleur brune et son arôme spécial.

Le rhum n'est pas seulement obtenu par le traitement du pur jus de la canne ; il provient également de la distillation des mélasses et sirops de sucre ; pour obtenir, dans ce cas, la couleur et la saveur qui le caractérisent, on lui ajoute du caramel et une « sauce » dont la composition varie selon les pays, mais qui comprend généralement des clous de girofle, des râpures de cuir tanné, des pruneaux, de la cannelle, du zeste de citron, des truffes, etc... Les coloniaux appellent « tafia » l'alcool de canne quel qu'il soit tant qu'il demeure incolore.

Pour les européens, le tafia est le produit de qualité inférieure (provenant des sirops et des mélasses) et le rhum, l'alcool provenant directement du jus de la canne.

Cette distinction entre le « rhum » et le « tafia » n'offre d'ailleurs qu'un intérêt secondaire car la même législation s'applique aux deux produits qui ont toujours été assimilés administrativement.

On les voit paraître pour la première fois dans l'art. 6

du décret du 3 septembre 1907 portant règlement d'Administration publique, pour l'application de la loi du 1^{er} août 1905 sur la répression des fraudes. La dénomination des rhums et tafias est, d'après ce décret « réservée aux produits exclusifs de la fermentation alcoolique et de la distillation, soit du jus de canne à sucre, soit des mélasses ou sirops provenant de la fabrication du sucre de canne ».

Cette définition légale a, d'ailleurs été complétée par l'art. 6 du décret du 19 août 1921 relatif aux spiritueux :

« La dénomination de rhum ou tafia est réservée à l'eau-de-vie provenant exclusivement de la fermentation alcoolique et de la distillation soit des mélasses ou sirops provenant de la fabrication du sucre de canne, soit du jus de canne à sucre non privé par défécation des principes aromatiques auxquels les rhums et tafias doivent leurs caractères spécifiques ».

La production du rhum est très développée dans nos anciennes colonies (Martinique, Guadeloupe, Réunion) et occupe une place prépondérante dans l'économie de ces pays. En effet, sa fabrication y est le complément nécessaire de la marche des sucreries de cannes du fait qu'elle absorbe une part importante de leurs frais généraux. En outre, le rhum est un précieux régulateur car il assure des débouchés aux planteurs en cas de crise sucrière. Il joue donc, dans nos colonies, le triple côté bienfaisant de complément, de régulateur et d'exutoire au même titre que l'alcool de bouche dans nos départements cidricoles et viticoles.

C'est grâce au modernisme de ses distilleries que l'industrie sucrière de la Réunion pût résister, en 1887, à la crise provoquée par le dumping des producteurs continentaux anglais. A la même époque, la Martinique produisait annuellement plus de 100.000 hectolitres de rhum et la Guadeloupe plus de 90.000 hectolitres, de sorte que l'industrie, gagnant sur le rhum ce qu'elle perdait sur le sucre, ne fut pas trop atteinte par le fléchissement des cours.

Au début du xx^e siècle, les usines de rhum et les sucre-

ries de la Guadeloupe périclitèrent par suite du découragement qui régnait dans l'île ; à la Martinique, toutes les installations avaient été détruites par le désastre de Saint-Pierre ; il en résulta que les producteurs coloniaux ne bénéficièrent pas de la reprise des cours du sucre qui se produisit. Ce ne fut qu'un peu plus tard, vers 1910, que la reprise se fit sentir lorsque les achats du commerce métropolitain encouragèrent l'activité en stimulant les importations de rhum.

L'entrée en France était libre ; les cours relativement réguliers et la consommation absorbait facilement 400.000 hectolitres. Les rhums étaient alors consommés soit directement, sous forme de spiritueux dans la cuisine, pâtisserie, fabrication de pains d'épices, charcuterie et dans certains produits spéciaux de parfumerie, soit indirectement comme matières premières de la fabrication de l'alcool. Grâce à ces nombreux débouchés, la vente des rhums était active, et fournissait au Trésor d'importantes recettes.

La guerre bouleversa entièrement cet état de choses.

La législation actuelle remonte, d'ailleurs, à cette époque. La loi du 30 juin 1916 réglementa la production française mais laissa la liberté de commerce aux alcools d'origine étrangère. Ceux-ci continuaient à entrer librement en acquittant toutefois un droit de douane élevé lorsque ces importations n'étaient pas destinées aux industries privilégiées (décret du 24 juin et du 11 juillet 1916).

Le décret du 22 décembre 1916, modifia sensiblement ce régime en prohibant les importations d'alcools exception faite de celles destinées aux industries privilégiées. Les rhums et tafias coloniaux furent heureusement exclus de cette mesure et purent continuer à être importés et livrés à la consommation de bouche, soit en nature soit après rectification.

Pendant les hostilités, le marché des rhums fut complètement désaxé ; malgré l'augmentation considérable de la

production, les cours s'élevèrent de 45 francs en 1913 à 165 francs en 1915, pour atteindre 900 francs en 1918. Puis ils s'effondrèrent après l'Armistice, l'État ayant jeté tout son stock sur le marché sans ménagements. La production fléchit alors à un niveau inférieur à celui d'avant-guerre, d'autant plus facilement que la crise mondiale de 1920 entraîna un resserrement de crédits préjudiciable à la marche des industries.

Cependant, par suite de la reprise de la consommation des alcools de bouche qui n'étaient plus réglementés par les lois votées pendant les hostilités et par suite des prorogations de la loi du 30 juin 1916 réglementant les alcools dits d'industrie, le prix de l'eau-de-vie naturelle progressa de nouveau. Cette hausse encouragea l'emploi des rhums qui étaient vendus à des prix moins excessifs.

Les colonies en profitèrent et la production augmenta de nouveau.

Le tableau suivant, extrait des statistiques des douanes publiées par l'Agence Générale des Colonies, permet de suivre l'évolution de la production au cours des dernières années. Notons cependant qu'il ne donne pas les expéditions ; il ne tient, par conséquent, pas compte des quantités consommées sur place, qui sont importantes ; en outre, ces statistiques étant arrêtées au 31 décembre de chaque année, ne comprennent pas les marchandises flottantes.

Rhum expédié en hectolitres

Années	Guadeloupe	Martinique	Guyane	Réunion	Madagascar	Indochine	Total
1920	166.155	224.494	434	42.182		4.771	438.034
1921	91.073	149.508	14	39.817		3.948	284.360
1922	188.347	256.945	7	56.051	4.507	5.245	511.103
1923	113.844	168.454	7	42.450	3.960	6.043	234.758
1924	128.119	211.880	387	69.245	12.247	6.492	428.369
1925	123.432	166.978	728	61.326	7.171	9.542	369.177
1926	120.095	203.437	3.036	73.218	7.929	10.292	417.955
1927	191.963	199.973	1.319	81.560	11.873	9.902	496.590
1928	121.962	200.923	1.447	60.756	13.746	10.090	408.925
1929	125.549	198.593	2.434	84.602	14.858	11.161	436.999

On voit combien les quantités de rhum expédiées ont varié d'une année sur l'autre ; ces fluctuations sont en grande partie la conséquence du régime auquel sont soumis les rhums depuis la fin de la guerre ; en effet, la capacité normale des distilleries coloniales est très supérieure à la production, mais la plupart des industriels, craignant l'instabilité des cours et l'insécurité de l'avenir, hésitent à « pousser » la production. Il ne semble donc pas que les mesures législatives prises après la guerre en faveur des rhums aient répondu exactement aux désirs des producteurs coloniaux. Il leur était d'ailleurs, difficile de le faire en raison de l'opposition systématique des producteurs d'alcools métropolitains.

Lorsque, en 1922, la hausse du prix de l'alcool naturel favorisa l'activité des colonies rhumières, les viticulteurs craignirent la concurrence :

1° Des rhums et tafias coloniaux consommables en l'état ;

2° Des rhums et tafias venant des colonies, mais fabriqués avec des produits plus ou moins purs et originaires des pays voisins de ces colonies.

3° Des rhums et tafias importés en France dans le but d'être rectifiés et vendus sur le marché de bouche pour la fabrication des spiritueux.

Il en résulta qu'au début de 1922, les producteurs français d'alcool naturel demandèrent que la rectification des rhums fut interdite sous prétexte que les rhums et tafias n'étaient pas « alcools libres », mais bien « alcools de mélasses », et que, de ce fait, ils n'avaient aucun droit à alimenter la consommation de bouche. Mais les rhums avaient été classés « alcools naturels » lors de l'élaboration de la loi des fraudes (1906) et des règlements d'administration publique qui précisèrent cette loi ; aussi n'obtinrent-ils pas satisfaction. A la suite de vives discussions, une solution transactionnelle intervint avec le décret du 27 juin 1922

qui décida que ne seraient admis librement en France que les rhums consommables en l'état et ne dépassant pas 65°.

Les viticulteurs, qui venaient de subir un échec partiel, ne se considérèrent pas comme battus. La récolte exceptionnellement abondante de vins en 1922 (69 millions d'hectolitres) fit craindre aux vignerons que les rhums importés librement, malgré les exigences du décret du 27 juin 1922, ne constituassent un danger pour eux. Il y eût de nouveau conflit entre la viticulture et les producteurs coloniaux. Du moment qu'il y avait lutte, elle devait l'être, selon l'expression de M. ARTAUD, président à cette époque du Syndicat Général des Producteurs de Sucre et de Rhum des Colonies Françaises, celle du « pot de fer contre le pot de terre ».

Les représentants des régions viticoles obtinrent, en effet, le vote de la loi du 31 décembre 1922 que certains ont appelé une « hérésie enrobée dans un barbarisme économique ». L'art. 9 de cette loi fixait à 160.000 hectolitres d'alcool pur, la quantité de rhums coloniaux admise à être importée en franchise, ne titrant pas plus de 65° et possédant les caractères spécifiques définis par l'art. 6 du décret du 19 août 1921 ; cet article n'était donc applicable qu'aux « eaux-de-vie naturelles provenant exclusivement de la « fermentation alcoolique et de la distillation soit des mélasses ou sirops provenant de la fabrication de sucres de « canne soit du jus de canne à sucre non privé par défécation des principes aromatiques auxquels les rhums et « tafias doivent leurs caractères spécifiques ».

Les conséquences de ce vote furent draconiennes. Les rhums et tafias coloniaux importés en dehors de ce contingentement devaient, en effet, acquitter la surtaxe frappant les spiritueux étrangers, d'après l'art. 19 de la Loi de Finances du 25 juin 1920. Cette surtaxe était égale à la différence entre les prix d'achat de l'alcool de betteraves par l'Administration au moment du dédouanement et le prix auquel elle le rétrocède pour la conservation des fruits frais et sucs de fruits.

La répartition entre les colonies fut fixée par l'art. 2 du décret du 20 février 1923 de la manière suivante :

Colonies	Nombre d'hectolitres accordés
Martinique	80.000
Guadeloupe	60.000
Réunion	18.000
Guyane	140
Indochine	1.133
Mayotte	92
Madagascar	630
Nouvelle-Calédonie	2
Etablissements d'Océanie	3
Total	160.000

La répartition dans chaque colonie fut fixée dans ses grandes lignes par l'art. 3 du décret du 20 février 1923 :

« Dans chacune des colonies intéressées, la répartition de la part
« du contingent à elle attribuée sera effectuée au profit des pro-
« ducteurs, par arrêté du Gouverneur, pris après avis de la Cham-
« bre de commerce, de la Chambre d'agriculture et des délégués res-
« pectifs des fabricants de rhum et de tafias.

« Le contingent sera d'abord partagé entre le groupement des
« usines à sucre et celui des distilleries agricoles, proportionnelle-
« ment au chiffre moyen de la production globale en rhum et ta-
« fia de chaque groupement, pendant les années de 1913 à 1919 in-
« clus.

« Doit être rangé parmi les usines à sucre, tout établissement
« dont l'outillage et les installations premières avaient pour objet
« principal, la fabrication du sucre.

« La répartition des quantités globales ainsi établies sera ensuite
« faite entre les producteurs intéressés de chacun des deux grou-
« pements sur les bases suivantes :

« a) Pour les usines à sucre, au prorata de la production de sucre
« de chacune d'elles pendant la campagne en cours, une provision
des deux tiers de l'évaluation de cette production pouvant être dis-
« tribuée au début de la campagne.

« b) Pour les distilleries agricoles, proportionnellement, pour
« chacune d'elles à la production de l'année la plus élevée pendant
« la période de 1913 à 1922 inclus, d'après le compte de la Régie.

« Cette dernière disposition sera appliquée également aux distilleries agricoles qui, ayant antérieurement distillé des mélasses, sont aménagées au 31 décembre 1922 pour distiller le jus de la canne ».

Les producteurs qui étaient touchés par ces mesures protestèrent avec énergie, mais ils reconnurent assez vite que le contingentement leur assurait des prix rémunérateurs et les réclamations se firent moins violentes. En 1923, des efforts furent tentés en vue de concilier les intérêts des producteurs qui aboutirent au vote de la loi du 25 décembre 1923, portant le contingentement à 185.000 hectolitres. La répartition entre chaque colonie fut fixée pour l'année 1925 par le décret du 19 janvier 1924 de la manière suivante :

Colonies	Nombre d'hectolitres accordés
Martinique	86.000
Guadeloupe	66.000
Réunion	23.000
Guyane	150
Indochine	4.900
Mayotte	150
Madagascar	4.690
Nouvelle-Calédonie	10
Etablissements d'Océanie	100
Total	185.000

Une nouvelle mesure, plus libérale, fut prise peu de temps plus tard. La loi du 26 août 1925 décida, en effet, que le contingent serait porté, jusqu'au 31 décembre 1929, à 200.000 hectolitres par an.

Le décret du 11 janvier 1926 fixa les règles à adopter pour la répartition du contingent de l'année 1925 et le décret du 15 avril 1926 pour celle des années 1926 à 1929. Voici la répartition telle qu'elle a été fixée par ces deux décrets :

Colonies	Nombre d'hectolitres accordés pour	
	1925	1926 à 1929
Martinique	88.900	87.715
Guadeloupe	67.922	67.145
Réunion	30.625	30.230
Guyane	850	150
Indochine	5.488	5.403
Mayotte et Madagascar ...	6.105	5.923
Nouvelle-Calédonie	10	10
Etablissements de l'Océanie	100	100
A fixer par le Minist. des Co-		
nies		3.324
	200.000	200.000

Le contingentement fut, au début, difficile à appliquer, la répartition se heurtant à des difficultés locales.

De plus, le chiffre de 200.000 hectolitres n'étant accordé que jusqu'au 31 décembre 1929, les producteurs et les négociants vivaient « au jour le jour », appréhendant un accroissement des difficultés.

M. RENÉ THÉRY, rapporteur général de l'Institut Colonial Français, résuma la situation des rhumiers dans une conférence qu'il fit à la « Semaine des Rhums coloniaux », le 8 décembre 1927 ; voici quelles étaient ses conclusions :

« 1° La production est très au-dessous des capacités de débit normal des installations existantes ;

« 2° Une insuffisance analogue est constatée dans le volume des opérations des commerçants qui sont loin de répondre à la puissance d'écoulement et à l'organisation des maisons qui s'y consacrent ;

« 3° A la majoration des prix de revient du produit qu'engendre cet état de choses, s'ajoutent d'invraisemblables surcharges de frais généraux ;

« 4° Les entreprises privées sont empêchées d'élaborer des programmes méthodiques parce que, par l'instabilité et la nature éminemment provisoire de la législation régissant les entreprises rhumières, celles-ci sont dans l'ignorance absolue de ce qui leur arrivera demain ;

« 5° Malgré tous ces handicaps, ces entreprises réalisent en ce

« moment des bénéfices satisfaisants, par suite de la fermeté remarquable des cours de la matière.

« Petite production et activité réduite, rendement économique médiocre, insécurité quant à l'avenir ; mais profits présentement rémunérateurs, telle était la situation de l'industrie rhumière en « décembre 1927 ».

A la suite du mouvement d'opinion créé par la « Semaine des Rhums coloniaux », la loi du 27 décembre 1927 fut votée. Elle accordait aux producteurs le maintien de leur contingentement jusqu'au 31 décembre 1939.

Les coloniaux ont donc obtenu satisfaction puisque le contingentement permet de maintenir des cours leur assurant une marge bénéficiaire satisfaisante. Mais le maintien même de ces cours encouragea les fraudeurs, au mépris des divers textes rendus pour défendre les rhums d'origine, à écouler des produits obtenus par la voie chimique sous une étiquette se rapprochant autant que possible de celles des vrais rhums.

C'est pourquoi les producteurs et les négociants demandèrent à l'Administration, par le truchement du Syndicat général des producteurs de sucre et de rhum des Antilles, de renforcer son contrôle administratif et ses opérations de surveillance. La démonstration de la fraude fut si formelle que de nouvelles mesures de répression durent être envisagées.

Celles-ci furent consacrées par les art. 43 et 44 de la loi du 16 avril 1930, ainsi libellés :

Article 43. — A partir de la promulgation de la loi des finances « de l'exercice 1930-31, les entrées et sorties de rhum (quantités et degrés) seront mentionnées dans une colonne spéciale distincte « des autres spiritueux dont le contrôle sera soumis, à toutes réquisitions, aux agents des Contributions Indirectes et de la répression « des fraudes qui vérifieront l'exactitude de ce compte et des existants dans les magasins ».

Article 44. — Il est interdit de détenir en vue de la vente, de « mettre en vente ou de vendre, sous un nom quelconque, tous spi-

« ritueux mélangés, aromatisés, colorés ou non, même contenant
« un pourcentage de rhum ou tafia, présentant les caractères organoleptiques du rhum ou tafia, produit défini par la loi et dont il
« ne pourra être justifié qu'ils sont composés uniquement de rhums
« et tafias d'origine, réduits ou non sans addition d'aucun autre
« spiritueux.

« L'emploi du rhum continue à être autorisé pour la préparation
« des compositions thérapeutiques, des élixirs et des liqueurs qui,
« en raison de leur présentation, de leur destination et de leur goût,
« ne peuvent être confondus avec le rhum ou tafia même réduit
« avec de l'eau ».

Excellents dans leur principe, ces articles n'ont cependant pas répondu exactement au but recherché ; leur stricte application n'a pas permis d'éviter que des « coupages » soient effectués par certains négociants en gros utilisant une partie de leurs rhums pour des fabrications régulières, grogs ou autres, ou même par certains détaillants non visés dans la loi.

Il n'en demeure pas moins que cette heureuse initiative des Pouvoirs Publics a donné dans son ensemble des résultats satisfaisants.

Assurés du contingentement jusqu'en 1939 et d'un texte facilitant la répression des fraudes, les producteurs coloniaux auraient pu envisager l'avenir avec sérénité si les projets de loi relatifs à la création d'un Office de l'Alcool n'étaient venus les menacer de taxes nouvelles qui pourraient être désastreuses pour eux.

Effectivement, les Rhums et Tafias supportent déjà des frais fiscaux très considérables, notamment sous forme de droits de sortie, et très variables d'une colonie dans l'autre par suite de l'autonomie du régime financier de chaque colonie.

Or, dans son projet de loi instituant le monopole de l'Alcool Industriel, M. TOURNAN avait assimilé les Rhums et Tafias importés des colonies aux eaux-de-vie métropolitaines, et, en conséquence, avait demandé qu'ils partici-

passent aux frais de l'Office sous la forme du paiement d'une redevance sur la totalité des quantités importées dans la limite du contingent. Les représentants des Colonies et la Commission des Colonies elle-même, signalèrent les inconvénients que comportaient ces dispositions par suite de l'inégalité des charges entre les Colonies et des difficultés de perception. M. TOURNAN se rendit à leurs raisons et modifia sensiblement sa première rédaction.

Il n'en maintint pas moins son point de vue et, dans le projet qu'il déposa en juin 1931, il prévint que les quantités de rhum et de tafia importées dans la limite du contingent acquitteraient une taxe égale « au revenu qu'elles procurent » à l'Office d'après les prix d'achat et de vente pour les eaux-de-vie assimilées pendant la campagne précédente. Cette somme serait perçue pour le compte de l'Office au moment de l'importation à raison d'un deux cent millièmes par hectolitre d'alcool pur contingenté dans la forme déterminée par l'art. 104 de la loi du 25 juin 1920 « pour la surtaxe sur les huiles minérales et essences ».

Ce texte qui a été approuvé par la Commission des Colonies inquiète les producteurs qui, estimant que leurs produits supportent déjà des taxes excessives, auraient souhaité une exonération complète.

Leur point de vue paraît difficile à défendre car les rhums, comme les eaux-de-vie naturelles, ont largement bénéficié des conséquences du régime provisoire ; il serait donc anormal de les dispenser de participer aux frais de l'Office.

Le projet TOURNAN tient compte d'ailleurs de la situation morale créée par le contingentement et du rôle que joue le rhum dans l'économie et dans le système fiscal des vieilles colonies puisque d'une part il remplace les livraisons effectives par le paiement d'une redevance et d'autre part il fait preuve d'une grande modération dans l'établissement du taux de cette redevance.

Il n'en demeure pas moins que ce projet suscite de vives protestations parmi les coloniaux et qu'au cours du Congrès de la Journée du Rhum, organisé le 10 juillet 1931 sous les auspices de l'Union Coloniale Française, les intéressés n'ont pas manqué de faire connaître leurs appréhensions.

Leurs revendications ou leurs craintes ont été exprimées dans les vœux suivants votés à la clôture du Congrès :

Ils demandent :

1^o Qu'un esprit de justice, d'équité et de respect des droits des colonies régitte leurs rapports avec la France continentale ;

2^o Que, dans le cas de toute modification ou organisation du régime de l'Alcool d'industrie ou de l'Alcool naturel, il soit fait état que le rhum subit déjà les entraves du contingentement et qu'on ne lui fasse supporter aucune charge ou contribution nouvelle ;

3^o Que les Administrations des Contributions Indirectes et de la répression des fraudes appliquent sévèrement les mesures destinées à protéger le rhum naturel contre les sophistications ;

4^o Qu'il ne soit plus apporté de modification au régime d'importation des rhums en France et dans nos colonies ;

5^o Qu'un accord intervienne avec les pays étrangers pour la répression des fraudes dont le rhum est l'objet.

De tout ceci il résulte que l'élaboration d'un statut définitif des rhums ne répond pas à des besoins particuliers, mais est absolument nécessaire à la prospérité de nos vieilles colonies, qui retirent actuellement de ces exploitations quelques 200 millions par an. Le principe du contingentement qui a été adopté est, malgré ses difficultés d'application, excellent à condition que l'entrée des rhums surtaxés soit maintenue. Les producteurs estiment en effet que, si la consommation était strictement limitée, le commerce se

désintéresserait d'un produit dont la vente ne pourrait augmenter. Mais le régime actuel ne peut donner de résultats satisfaisants que si la sophistication est rendue impossible par le Service de répression des fraudes et si les charges fiscales ne sont pas aggravées par le vote du statut définitif de l'Alcool.

Enfin, pour le Rhum comme pour les Alcools métropolitains, il serait souhaitable de voir transformer la taxe sur le chiffre d'affaires qui, se superposant à la taxe d'importation, est actuellement préjudiciable aux intérêts des commerçants et entrave l'expansion des débouchés. Cette question des débouchés prime tout le problème des rhums. L'ouverture des marchés étrangers aux rhums surtaxés, serait extrêmement favorable et c'est pourquoi M. CANDACE, député de la Guadeloupe a récemment déclaré qu'il verrait avec plaisir la création d'un Office des Rhums à côté de l'Office des Vins, pour organiser et régulariser l'écoulement du produit.

L'ALCOOL DANS LES COLONIES ET PAYS DE PROTECTORAT.

Le régime de l'Alcool dans nos principales colonies est très voisin de celui qui est en vigueur dans la Métropole. Cependant, bien que les principes essentiels soient les mêmes, leur application diffère sensiblement du fait que les colonies jouissent d'une certaine autonomie financière.

I. Tunisie.

L'alcool est soumis en Tunisie au régime instauré par les décrets beylicaux des 20 novembre 1927 et 19 juillet 1928 qui s'inspirent des textes législatifs français.

Les alcools autres que ceux provenant de la distillation des vins, cidres, poirés, hydromels, marcs, lies et fruits frais ne peuvent être produits sans autorisation de l'État Tunisien. Ils sont utilisés à des usages industriels ou médicaux, ainsi qu'à la conservation des fruits frais et sucres de fruits dans la limite d'un contingent annuel de 500 hectolitres. Ils peuvent être exportés, ou livrés, avec l'autorisation du Directeur Général des Finances, aux personnes pratiquant des recherches pour la création de nouveaux carburants.

Ce régime est applicable également aux alcools provenant de la distillation à l'état de fruits frais, des dattes, des figues et des caroubes. Mais ceux-ci peuvent être livrés à la

consommation de bouche en Tunisie jusqu'à concurrence des quantités produites annuellement par chaque distillerie de 1924 à 1927. Dans ce cas, ils paient une surtaxe qui rétablit, le cas échéant, la parité entre le prix de revient de ces alcools et celui de l'alcool de vin produit en Tunisie. En principe, aucune importation d'alcool d'origine et de provenance étrangère n'est autorisée. Cependant les alcools d'origine et de provenance française ou algérienne résultant de la distillation des vins, cidres, poirés, hydromels, lies, marcs et fruits frais et les spiritueux composés avec ces alcools peuvent être importés sans limitation de quantités.

En outre, les rhums et tafias provenant des colonies françaises et ne titrant pas plus de 65°, sont admis dans la limite d'un contingent annuel de 1200 hectolitres d'alcool pur. Les produits de même nature admis en excédent du contingent supportent, comme en France, une surtaxe.

Sont également admis les alcools rétrocedés par le Service Français des alcools en vue de la fabrication des mistelles et vins mûtés et également les alcools d'industrie de toute origine ou provenance, titrant 90° au moins, destinés à des usages industriels ou à la fabrication de produits d'exportation pour des pays autres que la France et l'Algérie.

Enfin, certains spiritueux étrangers, consommables en l'état, peuvent être importés sous réserve d'autorisations individuelles et paiement de la même surtaxe qu'en France.

Les décrets beylicaux reproduisent en outre fidèlement les art. 11 et 12 du décret français de codification de l'alcool du 21 décembre 1926 relatifs au régime des alambics et appareils propres à la fabrication ou à la rectification des alcools.

Au point de vue fiscal, le régime est le même que dans la Métropole ; cependant, le droit de consommation est de 1650 francs par hectolitre d'alcool pur ; il n'y a pas de taxe de luxe, mais les fabricants d'alcools et de spiritueux acquit-

tent, en plus du droit de patente, une surtaxe de 10% du bénéfice net réalisé sur la vente.

Le privilège des bouilleurs de crû, supprimé depuis le 30 juin 1916, n'a pas été rétabli.

Les droits de douane sont les mêmes qu'en France pour les produits d'origine et de provenance étrangères.

Les importations de France sont exemptées de tous droits.

Le régime est donc voisin du régime français.

Voici comment on peut résumer en hectolitres, la production des dernières années :

Années	Alcool de vins et piquettes	Alcool de marcs	Alcool de figues, dattes, caroubes	Total
1925	1.189	133	1.409	2.732
1926	1.113	0	1.475	2.589
1927	747	368	1.626	2.741
1928	2.283	266	1.397	3.947
1929	4.449	446	1.577	6.473

C'est l'alcool provenant de la distillation des vins et des piquettes qui constitue le principal de la production tunisienne. La fabrication des mistelles absorbe la plus grosse partie de l'alcool produit ; le surplus va à la production de spiritueux composés et d'eau-de-vie de figes (boukha).

II. Maroc.

La production d'alcool est très faible au Maroc : elle n'a atteint que 802 hectolitres en 1929 contre 550 en 1928, 241 en 1927 et 324 en 1926. Par contre, les importations sont plus appréciables : près de 14.000 hectolitres en 1929, contre 11.000 en 1928 et 8.000 en 1927. Théoriquement, la fabrication peut être obtenue au Maroc soit dans des distilleries industrielles qui doivent produire au minimum 5.000 hectolitres d'alcool pur par an, soit par la distillation

de sous-produits agricoles, soit dans les ateliers publics de distillation.

Pratiquement, il n'existe aucune distillerie industrielle et très peu de distilleries agricoles, de sorte que presque toute la production provient des ateliers publics de distillation.

Ces ateliers, qui sont placés sous le contrôle du Service des Douanes et Régies, ont surtout été créés pour permettre la fabrication du « mahia » qui est la boisson rituelle des israélites.

L'Alcool est frappé d'un droit de consommation de 1.800 francs par hectolitre d'alcool pur qui s'applique aux eaux-de-vie, liqueurs, fruits à l'eau-de-vie, vermouths, quinquinas, mistelles, etc... aux médicaments à base d'alcool, aux parfums, à l'alcool méthylique susceptible de recevoir l'application de l'alcool éthylique, etc... Ce droit de consommation est ramené à 2 francs pour les alcools soumis à la dénaturation en vue d'usages industriels ou domestiques et à 100 francs pour les alcools destinés à la fabrication industrielle du vinaigre.

III. Indo-Chine.

L'Alcool est soumis en Indochine au régime instauré par l'arrêté du 18 octobre 1921 du Gouverneur Général, approuvé par décret du 4 mai 1922.

L'ouverture d'une distillerie est soumise à l'autorisation du Directeur des Douanes et Régies d'Indo-Chine ; les locaux doivent être conformes aux prescriptions réglementaires et comprendre le logement de l'agent de la Régie préposé à l'exercice permanent de l'Établissement. En Cochinchine, au Cambodge, dans le centre et le sud Annam, la fabrication se répartit entre la distillerie de Cholon, de la Société Française de Distilleries de l'Indochine, une autre

distillerie française à Cholon (Mazet) et diverses distilleries indigènes où chinoises exercées. Au Tonkin et dans les trois provinces du Nord Annam, l'Administration est liée jusqu'en juillet 1933, en ce qui concerne la fabrication, par un contrat avec la Société Française des Distilleries de l'Indochine, réservant à cette dernière la fourniture exclusive des alcools nécessaires à la consommation indigène, qui sont fabriqués dans les distilleries de Hanoï, Namdinh et Haiduong. Ce régime a soulevé de nombreuses critiques de sorte que le Grand Conseil des Intérêts Économiques d'Indochine a décidé, en décembre 1931, de ne pas renouveler ce contrat à son échéance. Le régime du sud de l'Indochine sera étendu en 1933 au Tonkin et dans les trois provinces du nord Annam.

Au Laos, et dans le territoire de Kouang-Tchéou-Ouan, il n'y a pas de fabrication d'alcool exercée.

La vente de l'alcool est libre après obtention d'une licence. Les seules taxes en vigueur, depuis le 7 juillet 1930, sont : 1,70 piastre par litre d'alcool à 100°, pour les alcools et spiritueux de toute nature ; 0,45 piastre par litre d'alcool à 100°, pour les alcools non rectifiés préparés pour la consommation des indigènes (alcools de riz) ; 0,65 piastre par litre d'alcool à 100° pour les vins de Chine et tous alcools indigènes de luxe.

Pratiquement, le taux relativement élevé de la taxe de consommation favorise la fraude qui se produit d'autant plus facilement que l'exercice est très insuffisant dans les distilleries indigènes et chinoises.

La promulgation en Indochine de l'art. 9 de la loi du 4 juillet 1931, rendant obligatoire dans un délai de six mois l'application dans toutes les colonies, des dispositions concernant le mélange alcool-essence est très intéressante pour l'Indochine, car elle doit permettre d'acheminer vers la carburation 100.000 hectolitres d'alcool par an ; la fabri-

cation de ces 100.000 hectolitres d'alcool permettra d'absorber une partie des excédents des récoltes de riz et dérivés, de maïs, etc...

Un projet de décret est actuellement soumis au Ministère des Colonies par le Gouvernement Général de l'Indochine pour l'application de cette loi du 4 juillet 1931, mais ce projet ne paraît pas donner satisfaction aux distillateurs.

Ceux-ci protestent, en effet, car le projet en question fixe un pourcentage *maximum* de 10 % entre les quantités d'alcool à acquérir et les quantités d'hydrocarbure dédouanées alors que l'art. 6 du décret du 21 décembre 1926 qui reprenait lui-même l'art. 6 de la loi du 28 février 1923 stipulait « un pourcentage minimum de 10 % ».

Les distillateurs ajoutent d'ailleurs que ce pourcentage doit être porté à 25 % car, en Indochine, il n'y a aucune distinction entre les essences « tourisme » et « poids lourd ». Ces quantités d'alcool à mélanger, calculées sur toute l'essence dédouanée, dite « tourisme » ne pourraient donc y être mélangées avec aucune essence dite « poids lourd ».

IV. Madagascar.

Le régime de l'Alcool à Madagascar a été fixé par le décret du 23 novembre 1926.

La fabrication, la distillation, et la rectification de l'alcool et des boissons alcooliques ne peuvent être effectuées sans une autorisation du Chef du Service des Contributions Indirectes. Des déclarations doivent être faites pour permettre de suivre la fabrication, le chargement des appareils et toutes les opérations s'y rapportant.

L'alcool ne peut être transporté sans un titre de mouvement, exception faite des quantités livrées par les débiteurs à des particuliers à concurrence de 10 litres. Les distillateurs et fabricants sont soumis à l'exercice ; sont seuls

exemptés de la taxe de consommation, les alcools fabriqués dans la colonie et dénaturés de façon à ne pouvoir être consommés comme boisson. Le décret prévoit en outre des pénalités très sévères dans le cas des contraventions aux dispositions stipulées.

Le régime est donc le même que dans la métropole.

V. Afrique Occidentale Française.

Le développement pris par l'alcoolisme dans notre colonie d'Afrique Occidentale Française et dont souffraient également les diverses puissances étrangères possédant des intérêts en Afrique, incitèrent celles-ci à examiner de concert les mesures à prendre pour combattre ce fléau. C'est ainsi qu'elles s'engagèrent par une convention signée à Saint-Germain-en-Laye, en 1919, à appliquer, dans leurs colonies respectives, une réglementation tendant à interdire l'introduction des liquides alcooliques contenant certaines substances nocives et des alcools dits de traite.

A la suite de cette convention, des mesures énergiques furent prises en 1921, 1924 et 1928, prohibant l'entrée des boissons alcooliques titrant plus de 65°, de celles contenant des stupéfiants (cocaïne, haschich, opium) et également l'absinthe, l'alcool de menthe titrant moins de 85° ou non composé d'essence naturelle de menthe et en général de toutes les boissons ne figurant pas sur la liste des boissons autorisées ou ne satisfaisant pas aux conditions imposées à ces dernières. Ne sont admis à être importés en fûts que les eaux-de-vie naturelles fines et les rhums et tafias véritables, garantis par des certificats d'origine.

Pour éviter que la fraude s'exerce, il fallut prévoir que les genièvres, schnapps, gins et wiskies ne pourraient être introduits qu'en bouteilles de 75 centilitres, les eaux-de-vie non naturelles et les liqueurs contenant moins de 200 gr. de sucre en bouteilles d'un litre.

Les droits d'importation furent fortement élevés et un minimum de perception de l'impôt fut fixé à 42° pour les spiritueux en général, et 40° pour les anis.

L'élévation du tarif des licences et la substitution au régime de la déclaration préalable en matière d'ouverture des débits de celui de l'autorisation administrative donnèrent d'excellents résultats.

En 1927, la colonie n'importait plus que 21.000 hectolitres contre 36.000 en 1920, 71.000 en 1913 et 86.500 en 1910.

VI. Territoires sous mandat.

Le Mandat sur le Cameroun accordé à la France le 18 juin 1922 par la Société des Nations fait obligation au mandataire « d'exercer un contrôle sévère sur le commerce des spiritueux ».

Dès le début de notre occupation au Cameroun, les autorités civiles et militaires se conformèrent à cette disposition et à celles contenues dans la convention de Saint-Germain, en interdisant la vente des spiritueux à la population indigène (décret du 23 mai 1924). La vente des boissons hygiéniques aux indigènes et la vente de l'alcool aux européens furent ensuite réglementées par le décret du 18 décembre 1925. Il y est prévu que la vente à un titre quelconque de boissons alcooliques ou fermentées ainsi que la fabrication et la vente de boissons hygiéniques sont soumises à un droit de licence.

Ces boissons alcooliques sont celles qui proviennent d'une distillation ou toutes celles qui ne sont pas comprises dans les boissons hygiéniques. Celles-ci comprennent les vins ordinaires ou mousseux, l'hydromel, le cidre, le poiré, la bière et les jus fermentés de fruits frais.

Aucun débit de boisson ne peut être ouvert dans une agglomération dont la population européenne n'atteint pas 20 individus.

La remise de toutes boissons aux indigènes en échange de marchandises est strictement interdite sous peine de sanctions. Sont également passibles de sanctions, même si aucune vente ou remise n'a été constatée : la détention par des personnes autres que les débitants de quantités de boissons notoirement supérieures aux besoins de leur consommation personnelle ou également la détention de boissons alcooliques, dans les magasins par un débitant de boissons hygiéniques.

Au Togo, la vente d'alcool titrant plus de 14° est interdite aux indigènes, par l'arrêté du 26 juillet 1924 et le décret du 28 janvier 1926 dans les régions du territoire situées au nord du parallèle d'Atakpamé.

Dans la même zone, il est interdit aux maisons de commerce, industries, factoreries, etc... gérées ou conduites par des indigènes, de détenir pour quelque motif que ce soit des boissons alcoolisées. Des peines très sévères sont prévues pour infraction à ces dispositions, comportant notamment emprisonnement d'un an, amende de 5.000 francs, confiscation des liquides saisis et en outre des sanctions administratives, telles que retrait de licence, retrait de l'autorisation d'engager des travailleurs, retrait de concessions, de permis minier, etc...

*
* *

On voit donc que, dans l'ensemble, l'alcool est soumis aux colonies à un régime très comparable à celui de la métropole. Toutes les dispositions qui ont été prises au cours des dernières années sont inspirées des textes législatifs français. Si, dans certains cas, la fabrication et la vente y paraissent plus strictement contrôlées qu'en France, c'est que parfois il a fallu lutter contre le développement de l'alcoolisme, très spécialement redoutable dans certaines régions africaines.

LE REGIME DE L'ALCOOL DANS LES PRINCIPAUX PAYS ÉTRANGERS

L'examen comparatif du statut de l'Alcool dans les différents pays étrangers pourrait, à lui seul, faire l'objet d'un ouvrage spécial. Nous ne pouvons donc nous proposer d'exposer ici, en détail, les modalités des différents régimes et d'en commenter les conséquences. Cependant, en raison des difficultés auxquelles se heurte, en France, l'élaboration d'un statut définitif de l'alcool et en raison de l'avancement des travaux parlementaires relatifs à cette question, nous pensons utile d'indiquer sommairement comment le problème a été résolu à l'Étranger et quels ont été les principes essentiels adoptés par les diverses législations.

Les sources de l'alcool étant très diverses, on ne peut concevoir un régime-type dont l'application serait également heureuse dans tous les cas ; les caractéristiques physiques, ethniques ou même économiques d'un pays exigent parfois l'adoption d'un régime dont la mise en pratique dans une nation voisine pourrait être désastreuse. Il serait donc inexact de croire que le législateur français ait intérêt à s'inspirer des législations étrangères pour « forger » le statut que tous réclament. Mais il est, néanmoins, curieux de constater que le monopole d'État où le monopole de fait soit total soit partiel, est la formule qui s'est la plus généralisée au cours des dernières années. Voici comment on peut grouper les différents pays d'après leurs régimes :

- I. MONOPOLE D'ÉTAT : Allemagne, Pologne, Suisse, Turquie.
- II. MONOPOLE DE FAIT : Autriche, Chili, Danemark, Hongrie, Italie, Norvège, Roumanie, Suède, Tchécoslovaquie.
- III. LIBERTÉ. — Australie, Belgique, Brésil, Bulgarie, Canada, Égypte, Espagne, Grande-Bretagne, Grèce, Japon, Pays-Bas, Portugal, Yougoslavie.
- IV. PROHIBITION. — États-Unis.

La plupart des législations font une distinction entre l'alcool naturel et l'alcool industriel.

Nous allons examiner rapidement le régime instauré dans ces pays en notant, au passage, les efforts qui ont été réalisés pour que l'alcool industriel fut utilisé dans la carburation.

I. Monopole d'Etat.

1° Allemagne.

Le régime actuel remonte à la loi du 26 juillet 1918 établissant le monopole commercial de l'alcool.

En fait, la fabrication et la vente de l'alcool n'étaient plus libres, en Allemagne, depuis fort longtemps. En 1897, un bureau de vente des fabricants d'alcool (Verkaufsstelle Deutscher Spiritusfabrikanten) avait été créé pour grouper la production d'un certain nombre de distilleries, auquel succéda en 1899 la « Centrale pour la Vente de l'Alcool » (Zentrale Für Spiritus Verwerthung) dont les contrats furent repris en 1907 par une nouvelle organisation, la « Centrale de l'Alcool » (Spiritus Zentrale). Cet organisme avait conclu des accords avec les distillateurs et avec les négociants auxquels elle assurait des « secteurs » de vente, de

sorte qu'elle réglait la production suivant les besoins, fixait un prix d'achat et de vente et jouissait, en fait, d'un véritable monopole commercial.

Pendant la guerre, les rectificateurs qui n'avaient pas adhéré à ce groupement durent y participer par suite des mesures spéciales prises à la faveur des circonstances. De ce fait, la « Centrale des Alcools » assurait, à la fin des hostilités, l'écoulement de toute la production allemande.

La loi du 26 juillet 1918, complétée par celle du 8 avril 1922 n'eurent donc pour effet que de consacrer un état de fait.

L'Administration du monopole comprend deux parties : l'« Office du Monopole du Reich » (« Reichs Monopolamt ») qui comprend l'autorité administrative et le « Service de Vente » (Verwertungstelle) qui s'occupe des opérations commerciales. Les installations importantes de rectification furent rachetées, par l'intermédiaire de ce service public, aux entreprises privées. L'Organisation de la « Centrale des Alcools » fut reprise par l'Administration du Monopole qui laissa également subsister le principe de la vente de l'Alcool à brûler en bouteilles par des entreprises privées. Son intervention dans cette catégorie d'opérations, s'effectue par le truchement de deux sociétés qui lui appartiennent : la Berliner Spiritus Gesellschaft m. G.H. de Tempelhof et la Sächsische Spiritus Gesellschaft m. G.H. de Dresde.

La totalité de l'alcool produit en Allemagne ou importé doit être livrée à l'Administration du Monopole ; sont cependant exemptées de cette obligation les distilleries de fruits, de baies et leurs résidus et celles qui traitent l'alcool de grains, mais qui, par contre, supportent un impôt spécial.

L'alcool est vendu par l'Administration du Monopole soit comme alcool brut, soit comme alcool de bouche.

Notons en passant que la consommation d'alcool par tête d'habitant a considérablement diminué depuis la

guerre puisqu'elle n'atteignait que 2 litres 49 en 1930, contre 8,20 en 1910.

Assurant ainsi toutes les opérations commerciales, l'Administration du Monopole peut, comme autrefois la « Centrale des Alcools », régler la production suivant les besoins du pays. Les prix sont toujours fixés par l'Administration. Un prix de vente spécial s'applique aux produits destinés à la préparation des vinaigres, au chauffage, à l'éclairage et aux usages industriels.

Voici comment on peut résumer les quantités produites et l'emploi qui en a été fait (en hectolitres) :

Campagnes	Production	Ventes alcools de bouche	Ventes emplois industriels	Ventes fab. de vinaigre	Ventes phar. parfumerie
1912 /13	3.753.265	1.871.200	1.379.136	162.000	=
1913 /14	3.844.340	1.756.300	—	—	—
1923 /24	1.550.508	315.905	541.026	70.022	53.528
1924 /25	1.839.463	551.871	940.508	128.881	53.289
1925 /26	2.229.916	562.194	1.023.610	133.156	41.862
1926 /27	1.865.400	693.000	1.336.100	143.800	51.800

Faute de débouchés suffisants, la production est continuée aux environs de 3,2 ou 3,3 millions d'hectolitres, mais on estime généralement que l'alcool provenant des pommes de terre pourrait s'accroître de 1.000.000 d'hectolitres ; l'alcool de sulfite obtenu avec les eaux résiduaires sulfitées provenant de la fabrication de la pâte à papier, pourrait augmenter de 350.000 hectolitres et l'alcool de mélasses de 300.000 hectolitres.

C'est pourquoi la question de l'alcool carburant préoccupe depuis longtemps les dirigeants du Monopole. Divers mélanges ternaires ont été réalisés qui, écoulés sur le marché sous le nom de « Monopoline » n'ont eu aucun succès. Ils ont donc été abandonnés et les recherches se sont poursuivies. Les travaux du Professeur WARZINIÖK, de l'Institut des Carburants de Dresde, faits à la demande du Monopole, démontrèrent la supériorité du carburant alcool-absolu essence.

Le gros succès obtenu par le nouveau carburant encouragea le Monopole à en pousser la fabrication.

Le mélange fut rendu obligatoire par la loi du 15 avril 1930 et le décret du 4 juillet 1930 imposa aux compagnies distributrices d'essence et de benzol l'obligation d'acheter à la Régie une quantité d'alcool correspondant à 2 1/2 % de la quantité d'essence importée ou produite.

Il n'existait alors que des installations désuètes à la chaux pour la production de l'alcool absolu. Une première usine pouvant produire 320 hectolitres par jour, fut installée à Berlin Reiniekendorf utilisant les brevets français des « Usines de Melle ».

Le Monopole fit ensuite construire, à Berlin-Lichtenberg, une grande installation pouvant produire 1.000 hectolitres par jour. En outre, d'autres usines doivent être créées à Nordhausen, Stettin, Leipzig et Breslau.

Ces mesures, récemment prises, sont grosses de conséquences pour l'Allemagne. Elles encouragent la production de l'alcool, limitent, en fait, les importations d'essence et doivent par conséquent produire d'excellents résultats.

2° Pologne.

L'industrie de la distillation est très répandue en Pologne. La matière première employée est presque exclusivement la pomme de terre dont la culture est très développée dans le pays. La pomme de terre alimente d'abord la consommation humaine et animale et le surplus de la production trouve un débouché intéressant dans la fabrication de l'alcool, car les sous-produits de cette fabrication, la drêche, constituent une matière alimentaire de grande valeur pour les bestiaux. C'est ce qui explique qu'avant-guerre, sur les 2.466 distilleries qui existaient en Pologne, il y ait eu 2.433 distilleries agricoles. Du fait de la guerre, le nombre des distilleries fut réduit de moitié et la production d'alcool tomba au quart environ de ce qu'elle était autrefois.

Malgré cette diminution de la production, son écoulement se heurtait à des difficultés telles que dans l'intérêt des producteurs, le Gouvernement dut prendre en mains l'Administration de l'alcool brut et de l'alcool rectifié.

La loi du 31 juillet 1924 réserve à l'État le droit exclusif d'achat et de vente de l'alcool réservé à la consommation intérieure puis, peu à peu, ce Monopole fut étendu à sa fabrication et à sa vente à l'extérieur. La loi du 26 mars 1927 établit le monopole complet.

Cette loi établit une distinction entre les distilleries agricoles et les distilleries industrielles ; les premières sont celles qui utilisent les pommes de terre comme matière première, toutes les autres distilleries sont considérées comme industrielles. Tous les trois ans, l'État fixe le contingent de la distillation et sa répartition entre les distilleries ; 92 % sont réservés aux distilleries agricoles et 8 % aux distilleries industrielles.

Tous les ans, la Direction du Monopole fixe le montant qu'elle achètera à chaque distillerie, la différence entre le contingent de production et le contingent d'achat peut être exportée par l'intermédiaire de la Société « Spiritus » dont le Monopole détient le 1/4 des parts.

Une partie de l'alcool acheté par le Monopole est rectifié dans ses propres établissements (Varsovie, Torun, Starogard, Stanislawow) le surplus dans des fabriques privées avec lesquelles le Monopole a conclu des accords.

L'alcool destiné à l'usage domestique et les eaux-de-vie sont produits dans 12 fabriques : à Varsovie, à Lodz, à Wloclawek, Wilno, Brzecz, Kovel, Stanislawow, Lwow, Bielsk, Ciesyn, Starogard, et en Posnanie. Le rendement de ces fabriques est très satisfaisant, grâce aux efforts réalisés par le Monopole pour produire dans les meilleures conditions possibles un produit de qualité. L'écoulement est assuré, au point de vue commercial, grâce à 137 magasins appartenant au Monopole et 77 concessionnés.

Le Monopole Polonais fonctionne dans d'excellentes conditions ; les recettes ont toujours dépassé celles qui étaient prévues, et le revenu net assuré au Trésor, qui était de 15 millions de zlotys en 1925, de 27 millions en 1926-27 (15 mois) a atteint 56 millions en 1927-28. De plus la Direction du Monopole consacre chaque année 1 % du bénéfice net réalisé à la lutte contre l'alcoolisme. C'est dire que loin de rechercher à écouler ses produits en vue de la consommation de bouche, elle s'évertue au contraire à l'acheminer vers des usages industriels.

C'est pourquoi le Monopole a conclu, en janvier 1929, un accord avec la Société pétrolifère « Polmin » pour la vente d'un carburant alcool-essence. L'alcool déshydraté employé fut obtenu par le procédé azéotropique des usines de Melle et fut fabriqué dans l'usine de Kutno.

Cette première tentative ayant donné des résultats intéressants, une Commission présidée par M. A. KRAHELSKI, directeur du Monopole, fut chargée avec l'aide de l'Institut des Recherches Chimiques, de déterminer la meilleure formule d'alcool carburant et notamment le meilleur procédé de déshydratation de l'alcool. Après une étude approfondie, la Commission conclut à l'adoption exclusive du procédé des usines de Melle, récemment très perfectionné par son auteur l'ingénieur chimiste GUINOT. Ce procédé permet en effet d'obtenir l'alcool absolu en partant directement des mouts fermentés dans des conditions fort avantageuses.

En résumé, le Monopole Polonais, grâce aux laboratoires qu'il a montés et aux études qu'il poursuit a pu encourager sensiblement la production d'alcool, source de profits pour le pays. En 1927-28, les 1402 distilleries ont produit 662.813 hl. contre 578.792 hl. en 1926-27 pour 1282 distilleries. Le soin qu'il apporte d'autre part à la rectification de l'alcool de consommation et à l'organisation commerciale des ventes, lui permet, en outre, d'assurer au Trésor des recettes qui, jointes aux droits de consommation, aux patentes et à la taxe sur le chiffre d'affaires, repré-

sentent en 1926-27, 13,17 % des revenus de l'État ; en 1927-28, 17,8 % des mêmes revenus.

3° Suisse.

La Suisse est un pays de forte consommation d'eau-de-vie. Dans le but de combattre l'alcoolisme, le Monopole fut établi par un referendum en date du 25 octobre 1885 dont les modalités d'application furent fixées en 1887 et incluses dans la constitution.

La distillation des céréales, des pommes de terre et du sucre est soumise au Monopole, mais par contre la distillation du vin, des fruits, des racines de gentiane, et des baies de genièvre est entièrement libre.

La formule qui a été adoptée en 1885 pouvait se justifier par le fait que la Suisse est un pays de grosse production fruitière. Mais pratiquement, elle a donné des résultats désastreux, car la distillation des matières premières exclues du Monopole a augmenté dans une très forte proportion, les ventes se trouvant favorisées par l'absence de taxes fiscales. De ce fait, l'alcoolisme a progressé à une cadence très rapide, la consommation par tête d'habitant qui était de 5 l. 10 en 1910 dépassait, en 1930, 7 l. 58, une des plus fortes du monde entier.

Les Pouvoirs Publics ont cherché à réagir et, en 1923 les Chambres Fédérales ont voté un projet qui, soumis au referendum a été repoussé sous prétexte qu'il imposait trop de restrictions à la distillation domestique, sans offrir d'autres utilisations aux producteurs d'alcool de fruits.

En avril 1930, un nouveau projet a été soumis au referendum et accepté par 462.000 voix contre 314.316. Désormais, la distillation industrielle, qui produit 8 ou 10 millions de litres d'eau-de-vie fine par an, fera l'objet de concessions. L'eau-de-vie fine produite pourra être vendue aux consommateurs en acquittant un impôt, mais l'eau-de-vie ordinaire devra être vendue au Monopole qui la reven-

dra plus cher. En outre, la production de fruits de table est encouragée sous forme d'une réduction des frais de transport et de l'organisation de dépôts spécialement aménagés pour leur conservation.

Pour éviter que la spéculation s'empare des eaux-de-vie de consommation, le Conseil Fédéral prit des mesures spéciales, comportant notamment le contingentement des quantités livrées à chaque acheteur (120 % de la moyenne de livraison de 1928-29) et le doublement des droits sur les spiritueux.

On voit donc que l'exception dont bénéficiaient les alcools de fruits a été sensiblement atténuée.

La Régie achète l'alcool destiné à la dénaturation à la fabrique de sucre d'Aarberg et aux fabriques de pâte à papier¹, le reste est fourni par les pays étrangers. Les recettes provenant des opérations sont réparties entre chaque canton proportionnellement à leurs populations. Le dixième de ces recettes doit être employé à combattre l'alcoolisme.

Bien que des essais aient été tentés en vue d'utiliser l'alcool pour la carburation, aucune décision n'a encore été prise pour encourager cette destination.

4° Turquie.

La fabrication de l'alcool est peu développée en Turquie. Le traitement des raisins secs et des figues permet d'obtenir un produit qui sert de base à la préparation du « douzico » qui est la boisson alcoolique du pays, mais la presque totalité de l'alcool utilisé provient d'importations.

Le Monopole s'approvisionnait, autrefois, presque exclusivement en Hollande et en Hongrie. Mais depuis quelques années l'alcool russe concurrence avantageusement celui qui provient de ces deux pays. En effet, un commerçant russe désireux d'introduire des marchandises étrangères

1. Alcool obtenu avec les eaux résiduaires sulfitées dit alcool de sulfite.

peut les vendre, grâce au statut commercial de l'U.R.S.S., à un prix qui représente le triple ou le quadruple des prix mondiaux et obtient en échange une licence d'exportation d'un produit russe ; la marge bénéficiaire qui lui est assurée grâce au prix élevés auxquels il écoule la marchandise étrangère dans son pays, lui permet de vendre dans des conditions très avantageuses le produit d'exportation. L'alcool, ainsi importé par le Monopole, est vendu additionné d'une essence pour la fabrication de l'eau-de-cologne, ou pure en vue de la préparation des boissons.

Aucun effort n'a encore été tenté pour écouler l'alcool industriel dans la carburation.

II. Monopoles de fait.

1° Autriche.

L'Autriche produit environ 250.000 hectolitres d'alcool dont 55.000 sont fournis par les distilleries agricoles. Autrefois, l'écart était moins important car la Bukovine et la Galicie produisaient une forte quantité d'alcool de pommes de terre.

Actuellement, l'Autriche fabrique un alcool industriel à bas prix en traitant des mélasses importées de l'étranger. La production et la circulation sont réglées par une organisation quasi-officielle, le « Staatliche Spiritus Cewirtschaftung », qui a été créé par la loi du 23 septembre 1926. Cet organisme, remarquablement géré par MM. ALFRED WILTECHKO et JOHANN WAGNER règle la vente des alcools provenant de la distillation du résidu de sucrerie ou de ceux qui proviennent du traitement des substances amylacées. Les prix de vente sont variables suivant les destinations ; seuls les alcools de bouche et ceux qui sont employés dans la parfumerie et la pharmacie supportent un impôt.

Les prix de vente sont variables suivant les destinations.

Pour la campagne 1929-30, les alcools, supportant la taxe de consommation et destinés à la consommation de bouche, étaient cédés 550 sch. l'hecto ; les alcools exonérés d'impôts et ceux destinés aux usages industriels 120 sch. ; quant aux produits rétrocédés en vue de la carburation ou des usages scientifiques 100 sch.

Voici comment se répartit la consommation de l'alcool en Autriche :

Années	Consom. en hectos	Alcool fin	Alcool à brûler	Usages Indus- triels	Vinai- gre	Alcool dénatu- ré	Expor- tation
		%	%	%	%	%	%
1921	133.200	48,68	30,97	6,30	6,93	7,12	
1922	184.600	64,77	24,81	3,34	3,17	3,91	
1923	163.700	43,51	46,10	4,13	3,62	2,64	
1924	228.200	47,25	45,30	3,62	3,19	0,64	
1925	234.200	46,62	47,47	2,22	3,50	0,08	
1926	243.900	45,55	48,91	2,11	3,36	0,07	
1927	251.400	43,92	43,36	2,40	3,10	0,07	7,15
1928	266.300	45,76	40,63	2,41	3,30	0,10	7,80
1929	267.700	47,52	41,33	4,17	3,18	0,07	3,73
1930	251.300	44,66	42,59	3,27	3,57	0,04	5,87

On voit qu'en dix ans la consommation a presque doublé ; la répartition a peu évolué, exception faite de la légère diminution de l'alcool destiné aux usages industriels et de l'apparition à partir de 1927, des exportations.

La question du carburant a été soigneusement étudiée, et dans la loi du 27 janvier 1931, relative aux impôts sur les carburants un article vise les carburants à base d'alcool ; il y est prévu que le Ministre des Finances peut établir, par décret, l'obligation pour les importateurs d'essences d'acheter une certaine quantité d'alcool destiné à la carburation. On envisage que la proportion d'alcool à mélanger obligatoirement à l'essence pourra être de l'ordre de 3 à 5 %.

2° Chili.

L'alcool produit au Chili provient de la distillation des mélasses, des grains, des marcs, des piquettes et du vin.

Sans être très importante, la production suffit au besoin du pays. Théoriquement la vente est libre, mais pratiquement le Syndicat des fabricants d'alcools de grains et de mélasses exerce un véritable monopole qui lui permet d'imposer ses prix.

Les impôts varient suivant la provenance de l'alcool ; lorsqu'il est dénaturé en vue d'usages industriels, il ne supporte que des taxes très faibles.

3° **Danemark.**

Le Danemark est un des pays où la consommation d'alcool a été la plus réprimée : en 1910 la moyenne de consommation était d'environ 14 litres par habitant, elle ne dépassait pas 1 l. 12 en 1930. Ce résultat a été obtenu par un accroissement de la fiscalité.

L'alcool y est obtenu par la distillation de la pomme de terre et des grains.

Autrefois les distilleries étaient très nombreuses, mais le régime fiscal favorisant la concentration, elles furent peu à peu réduites, et en 1900 il n'en subsistait que 71 qui fournissaient à elles seules, la même quantité d'alcool pur (environ 175.000 hectolitres par an) que les 300 installations qui existaient 20 ans auparavant. En 1910, il ne subsistait plus que 28 fabriques produisant 150.000 hectolitres dont 90 % servaient à alimenter la consommation de bouche.

Par suite des difficultés de ravitaillement qui résultèrent de la guerre, des mesures furent prises en vue d'assurer à la consommation les matières premières antérieurement acheminées vers la distillerie ; c'est ainsi qu'une taxe de 15 couronnes par litre d'alcool de bouche fabriqué ou importé fut instituée, entraînant une hausse des prix de détail dans le rapport de 1 à 14.

Bien que draconniennes, ces dispositions se révélèrent rapidement insuffisantes, de sorte que le Gouvernement dut encourager une nouvelle concentration dans l'industrie

de l'alcool. Les deux principales entreprises rachetèrent toutes les fabriques du pays et, ayant été autorisées à maintenir les prix élevés pour éviter des pertes, elles acceptèrent en contre-partie, qu'un contrôle des Pouvoirs Publics fut instauré sur leurs opérations.

Le 1^{er} janvier 1923, les quelques fabriques qui subsistaient passèrent sous le contrôle de la « Danske Spritfabrikker » qui détient ainsi le monopole de fait de la fabrication de l'alcool.

Cette société peut fabriquer tout l'alcool qu'exigent l'industrie, la médecine et les levures ; elle ne peut vendre que 1.320.000 litres d'alcool à la consommation et 850.000 l. pour la fabrication des liqueurs. Le dividende de cette société ne peut dépasser 9 % du capital ; cependant elle est autorisée à verser 3 % des bénéfices provenant des exportations d'akvavit (eau-de-vie) d'alcool, de levures et de liqueurs.

Du fait de ces restrictions, la fabrication de l'alcool de bouche, qui dépassait 12,5 millions de litres en 1910, fléchit à 2 millions en 1925 ; par contre, la production d'alcool industriel passa de 2,5 millions à 4.800.000 litres et celle des levures de 2.800.000 kilos à 5 millions environ. La vente de l'alcool industriel dénaturé est entièrement libre et exempte d'impôts ; celle de l'alcool industriel non dénaturé est contrôlée ; mais le commerce des alcools de bouche fait l'objet d'une réglementation très sévère : les détaillants doivent obtenir une autorisation de l'Administration des douanes et se soumettre à ses exigences.

Le Monopole de fait qui existe au Danemark et qui ressemble de très près à un monopole d'État, a produit d'excellents résultats puisqu'il a favorisé le développement des emplois industriels de l'alcool et a réduit dans une très forte proportion la consommation de bouche qui était en 1910, par tête d'habitant, une des plus fortes du monde entier.

4° Hongrie.

En Hongrie, les ventes d'alcool sont assurées par une entreprise privée « La Société Nationale Anonyme pour le Commerce des Alcools ». La production du pays suffit largement aux besoins intérieurs et permet même l'exportation. La consommation n'y atteint que 1 l. 74 par tête d'habitant, tandis qu'avant la guerre celle de l'Autriche-Hongrie était de 10 l. 30. Ce résultat a pu être obtenu grâce aux encouragements apportés aux emplois industriels de l'alcool. La question du carburant préoccupe depuis plusieurs années les dirigeants de la Société pour le Commerce des Alcools ; en 1927, ils ont obtenu qu'une loi obligeât les raffineries et entrepôts privés à mélanger, à l'essence pour moteurs, de l'alcool à 99,5°. Mais la fabrication de l'alcool absolu exigea de longues études, de sorte que ce ne fut qu'en novembre 1929 que le mélange essence-alcool-absolu devint obligatoire en Hongrie. Le nouveau carburant s'appelle le « Motalkol ». L'alcool utilisé dans la fabrication provient des distilleries industrielles de Budapest, de Gyor, de Gschwindt, Kraus-Moskovits, Raaber et des distilleries agricoles de Kisvarda et de Nagykahidza. La capacité de production est d'environ 730 hectolitres par jour.

5° Italie.

Bien que l'Italie soit un pays viticole, aucune mesure n'y a encore été prise pour protéger les eaux-de-vie naturelles. En principe la fabrication et le commerce de l'alcool sont libres, mais pratiquement, il existe un consortium, la *Società Italiana Produttori alcool* au capital de 275 millions de liras, qui groupe toutes les distilleries de substances amylicées ou sucrées et qui exerce un véritable monopole de fait.

Parallèlement, les distillateurs de vins, de fruits, de miel, etc... ont constitué, en 1930, un consortium coopératif national des distilleries, dites de 2^e catégorie qui groupe

toutes les installations de la Haute-Italie représentant le quart environ de la production indigène d'alcool de vin et de marcs.

Mais ces distilleries de la 2^e catégorie, mal équipées industriellement et à gros prix de revient, ne peuvent lutter contre les distilleries industrielles qui traitent un gros tonnage de mélasses importées. Il en résulte que la production d'alcool de vin périclité et s'affaiblit progressivement. Les milieux viticoles souhaitent qu'un régime analogue au régime français soit instauré en Italie, réservant la consommation de bouche aux alcools naturels et acheminant vers des usages industriels l'alcool provenant de la distillation des mélasses et des grains.

Le problème est difficile à résoudre car la consommation de bouche absorbe environ 250.000 hectolitres par an sur une production totale de 400.000 hectolitres dont les alcools naturels ne représentent que 12 % environ. Si donc, la préparation des spiritueux était retirée aux alcools industriels, il serait nécessaire de leur fournir une équivalence. L'utilisation de l'alcool pour la carburation serait très souhaitable, mais les importations d'essence sont telles en Italie que la création d'un carburant entraînerait pour les distilleries la nécessité de fournir une quantité d'alcool très supérieure à leur capacité maximum.

Comme le Gouvernement cherche depuis plusieurs années à s'affranchir de ces importations, il a étudié de très près la question de l'alcool carburant en recherchant également les moyens de stimuler la production de l'alcool pour pouvoir donner une solution rationnelle au problème. En décembre 1926 un décret a autorisé le Ministre de l'Économie Nationale à imposer aux importateurs d'essence soit le mélange direct à cet hydrocarbure d'une proportion d'alcool déterminée, soit la remise d'une quantité d'essence aux fabricants de carburant.

Une Commission de l'alcool fut donc formée qui travailla,

sous la présidence du Sénateur MAROZZI, en collaboration avec la Commission des carburants.

Il fut décidé d'augmenter les cultures permettant de produire l'alcool, d'accorder des crédits pour encourager la production des caroubes, des asphodèles et de l'agave, et de créer des distilleries coopératives sous le contrôle de l'État.

En même temps, les études pour la production du carburant national étaient poussées et des installations créées pour la fabrication d'alcool absolu aux « Distillerie Italiana » et à Poutelagoscuro aux « Distilleries Guillinelli ». Le 14 février 1930 un décret compléta celui de 1926 en obligeant « les fabricants d'alcool de première catégorie et les « importateurs d'alcool à tenir à la disposition des importateurs d'essence ou des fabricants de carburant, une « quantité d'alcool non supérieure à 25 % de celle produite « ou importée d'un degré non inférieur à 95° ».

Ce décret imposait, en outre, aux importateurs d'essences l'obligation de mélanger une partie du produit importé avec la quantité d'alcool mise à leur disposition de façon que la proportion d'alcool dans le mélange ne soit pas inférieur à 30 %.

On voit donc que la question du carburant national fait l'objet d'études approfondies en Italie. Il est probable qu'au cours des prochaines années l'industrie de l'alcool bénéficiera très largement des mesures qui seront prises.

Quant à l'importation des alcools, elle est réglementée depuis le 16 décembre 1931 et un contingentement assez réduit est seul autorisé à être introduit sur le territoire italien.

6° Norvège.

Jusqu'en 1916, la production et le commerce de l'alcool étaient libres en Norvège. De 1916 à 1926 la prohibition fut établie. Puis, un referendum populaire s'étant prononcé

contre la prohibition, elle fut abolie par la loi du 5 avril 1927

Actuellement, la vente des spiritueux contenant plus de 60 % d'alcool est encore interdite ; mais celle des spiritueux titrant moins de 60 % est libre. Les opérations commerciales sont assurées par la « Société concessionnaire des Vins et Spiritueux A.S. Vinmonopolet ». Cette société possède toutes les distilleries dénaturant l'alcool ; elle ne vend que des quantités supérieures à 50 litres. Les ventes au détail sont assurées par des commerçants munis d'une licence délivrée par la police. La question du carburant est à l'étude ; aucune décision n'a encore été prise à cet égard.

7° Roumanie.

En raison de la très forte production pétrolifère du pays, il ne semble pas que la question du carburant national puisse se poser en Roumanie.

Les besoins du pays en alcool sont facilement assurés par la production qui peut, en outre, en exporter une quantité appréciable. La loi a imposé aux fabricants d'alcool industriel l'obligation de faire partie d'un syndicat créé en septembre 1927 qui contingente la production. Ce Syndicat a créé un Office de vente qui assure les opérations commerciales tant à l'intérieur qu'à l'extérieur. C'est à cet Office que sont adressées les demandes d'alcool et c'est lui qui en fait la répartition entre les fabriques.

Quant aux taxes fiscales qui frappent l'alcool de consommation de bouche, elles sont si élevées que la fraude est telle que le Gouvernement vient récemment de déposer un projet de loi ayant pour but de rendre plus libéral le régime fiscal actuellement en vigueur.

8° Suède.

L'alcool est préparé en Suède soit à partir des pommes-de-terre ou des céréales, soit en partant de lessives sulfuriques extraites des eaux résiduelles de la fabrication des pâtes chimiques d'origine cellulosique.

Le problème de la protection des distilleries de vin et pomme à cidre ne se pose donc pas en Suède en raison des conditions climatiques de ce pays qui excluent ces matières premières.

Au point de vue légal, on distingue quatre catégories d'alcools :

1° L'alcool de bouche, comprenant le cognac, l'arac et le whisky importé ;

2° L'alcool pour l'industrie des parfums, faiblement dénaturé par de la colloquinte dans la proportion de 0 gr. 3 par litre, et dont le monopole de vente a été concédé à la « Vin et Spritcentralen ». L'organisation de cette société est, de plus, soumise au contrôle des fonctionnaires de l'Administration Royale.

3° L'alcool destiné aux autres usages industriels, qui est dénaturé par l'adjonction de 2 % d'alcool méthylique et 0,6 % de pyridine. Dans certains cas particuliers pour des usages spéciaux, la dénaturation se fait par de l'éther, de la formaline, ou encore de la térébenthine. La vente de ces alcools est exempte de l'impôt qui frappe l'éthanol destiné à la parfumerie. Une société par actions *l'Aktiebolag Et Skattefri Sprit* en a le monopole de vente ;

4° L'alcool rectifié à 99°5 pour carburant fortement dénaturé avec de l'aldéhyde crotonique à raison de 6 grammes par litre d'alcool absolu. Cet emploi de l'alcool remonte à 1911, mais on ne chercha à intensifier ce débouché que pendant la guerre, lorsque ce pays se trouva dans l'impossibilité de se procurer les carburants étrangers. On arriva à cette époque à fabriquer plus de 300.000 hectolitres d'alcool par an, ce qui est considérable pour la Suède qui n'a que 6 millions d'habitants. Mais cette production n'arriva à satisfaire que 20 % des besoins en carburant, c'est pourquoi des travaux furent entrepris pour aboutir à un mélange intéressant : essence-alcool.

Les débuts du carburant furent décevants, car la plupart

des moteurs employés n'avaient pas subi le réglage normal pour la marche au mélange essence-alcool.

D'autre part, les importateurs d'essence craignirent la concurrence de l'alcool. Lorsque le mélange à 75 % d'essence et, 25 % d'alcool parut, ils crurent à un stratagème destiné à introduire l'alcool pour supplanter ensuite complètement l'essence sur le marché. Mais ces difficultés ne furent pas longues ; bientôt les usagers reconnurent que ce mélange constituait un excellent carburant qui, grâce aux pouvoirs anti-détonants de l'alcool, augmentait le rendement du moteur ; les importateurs d'essence comprirent que l'alcool déshydraté appelé en Suède alcool technique, loin d'être un concurrent de l'essence, était un allié qui, en améliorant sa crédité, en facilitait, de ce fait, la vente.

L'utilisation de ce mélange (75 % partie d'essence et 25 % partie d'alcool à 99°5) vendu sous le nom de *Lattbentyl* s'est rapidement développée dans toute la Suède, surtout lorsque l'on put constater que son emploi pendant les grands froids d'hiver, ne soulevait pas de difficultés ; le réchauffage, nécessaire pour l'essence pure était également suffisant pour le mélange alcool-essence. Il est toutefois à remarquer que le développement du Lattbentyl a été favorisé par le prix relativement faible de l'éthanol en Suède, grâce à la surproduction de l'alcool de sulfite. En effet, le Lattbentyl ne coûte par bidon de 5 litres, que 5 à 10 öres de plus que l'essence, c'est-à-dire de 35 à 70 centimes de notre monnaie, tandis que l'Esso, carburant anti-détonant anglais, revenait à 1 fr. 40 de plus les 5 litres. On a vu ainsi en Suède les usagers de l'automobile recherchant un carburant de première qualité, et qui avaient tout d'abord utilisé l'Esso, l'abandonner pour le Lattbentyl moins coûteux et qui leur donnait les mêmes avantages.

Ainsi ce carburant à base d'alcool s'est imposé de lui-même, grâce à la conviction personnelle des usagers, parce que, comme l'a fait remarquer le Professeur HUBENBICK,

de Stockholm, dans une conférence parue en 1930 dans une revue allemande « Zeitschrift fur Spiritus industrie » : « C'est un carburant anti-détonant et économique qui augmente quelque peu la puissance du moteur et a l'avantage, sans précautions spéciales, de laisser les parties internes du moteur propres beaucoup plus longtemps qu'avec l'essence ou le benzol ».

La production d'alcool en Suède est d'environ 300.000 hectolitres : elle permet d'assurer le cinquième environ des besoins actuels du pays en carburant, mais les usines sont bien loin d'être équipées pour la fabrication de l'alcool absolu par les procédés les plus modernes.

Depuis 1917, la quantité d'alcool allant au carburant en Suède représente environ 10 % des importations d'essences. Le Gouvernement favorise maintenant le Lattbentyl par une taxe spéciale de 6 öres par litre d'essence importé.

9° Tchécoslovaquie.

L'alcool provient, en Tchécoslovaquie, de la distillation de la pomme de terre, de la betterave, du maïs, de l'orge et un peu de la mélasse. Les besoins du pays sont largement assurés par la production qui peut, en outre, exporter 50 à 60.000 hectolitres par an.

Voici comment s'est répartie la consommation au cours des dernières campagnes :

Campagnes	Consom- mation totale Hl.	Consom- mation de bouche %	Alcool dénat %	Vinai- gre %	Usages indust. %	Carbu- rant national %	Expor- tation %
1925 26	543.282	49,4	31,4	2,6	3,4	7,1	6,1
1926 27	569.964	43,4	32,7	2,3	3,1	9,2	9,8
1927 28	602.630	44	31,6	2,6	3,2	10,5	8,1
1928 29	595.374	45,6	33,8	3,2	3,4	8,9	5,1
1929 30	601.445	43,4	35,3	3,3	3,4	7,9	6,7

On voit que la consommation de bouche absorbe près de la moitié de la production totale.

La fabrication et la vente sont réglementées par un organisme privé mais placé sous le contrôle de l'État, « La Société pour le Commerce des Alcools », qui est gérée par des représentants des distilleries et des rectificateurs. Les prix qui sont fixés par cet organisme sont variables suivant les destinations.

En raison de la crise de surproduction d'alcool qui s'est fait sentir dans le pays, la Tchécoslovaquie a très rapidement mis au point un carburant, le « Dynalcol » comprenant un mélange d'alcool et d'éther. Puis, les services qui avaient poursuivi les études de ce carburant ont fini par y renoncer et ont adopté l'alcool absolu.

En vue de sa fabrication, deux appareils ont été montés à Prague, à la maison Fischl's Sohne et à Roudnice chez Pick à Spol qui utilisent le procédé français des usines de Melle.

Quatre autres appareils doivent être installés à Lieben dans les distilleries Brosch Sohne, à Mahz Ostran dans la « Spiritus A.G. » à Koliu dans la « Koliner Spiritus » et à Jungbunzlau dans la « Jungbunzlauer ». Les six installations qui existeront doivent permettre de produire 600 hectolitres par jour.

III. Pays de Liberté absolue.

1° **Australie.**

L'Australie est un pays producteur de vins. Le cépage le plus répandu est le Doradilla, le produit de sa distillation est le Pure Grape Spirit ; après un séjour de deux ans dans les magasins de la Régie, cet alcool devient le Pure Grape Brandy. L'Australie en produit une grande quantité car l'alcool provenant du vin de Doradilla ne supporte qu'un impôt très faible, le Gouvernement ayant cherché à encourager les anciens combattants de la Guerre de 1914 à planter, à leur retour, la vigne Doradilla.

Un essai de carburant alcool-éther a été tenté sans succès il y a quelques années. Par contre, les usagers ont accueilli favorablement le mélange alcool-essence. A Sarina, dans le Queensland, une installation a été créée pour la production d'alcool absolu par la « Australian National Power Alcohol Cy ». Le mélange alcool-essence est vendu sous le nom de « Shelkol » par les soins de la Shell C^o. La consommation augmentant rapidement, deux nouvelles usines doivent être créées pour la production de l'alcool déshydraté.

2^o Belgique.

En 1910, la consommation était en moyenne de 7 l. 38 par habitant ; en 1930 elle n'était plus de 2 l. 27. Ce résultat a pu être obtenu grâce à un accroissement de la fiscalité et grâce à la mesure prise d'interdire la consommation de l'alcool dans les restaurants et les cafés. Cette disposition est bien tournée par le système des « cercles privés » mais elle n'en a pas moins permis de réduire sensiblement la consommation.

L'alcool provient, en Belgique, de la distillation des mélasses et de celle du maïs, mais auquel on ajoute du malt.

Il n'existe aucun contrôle officiel de la production. Les distillateurs ont simplement constitué, entre eux, une association mais sans surveillance de l'État.

L'alcool destiné à la consommation de bouche est imposé à raison de 200 belgas par hectolitre d'alcool en fûts à 50°GL et de 400 belgas sans distinction de degré pour les liquides alcooliques en bouteilles. Ces taxes sont perçues dans les usines au fur et à mesure de la production. Lorsque l'alcool est utilisé à un usage industriel il est exonéré d'une partie des droits ou même de la totalité s'il est utilisé dans les fabriques de soie artificielle.

Aucun effort n'a encore été fait pour l'emploi de l'alcool à la carburation si ce n'est sous forme d'une exonération

partielle des taxes fiscales. Il y a cependant lieu de signaler qu'un rallye de voitures automobiles utilisant le Carburant National français a eu lieu en juillet 1930, a travers toute la Belgique.

3° **Brésil.**

La production d'alcool qui provient surtout du traitement de la canne à sucre suffit aux besoins du pays. La fabrication et la vente sont entièrement libres ; certaines municipalités ont établi une réglementation pour la consommation de l'alcool de bouche, mais ce sont des mesures d'ordre local.

Au cours des dernières années, des efforts de propagande ont été tentés en faveur du carburant-alcool, mais ils n'ont pratiquement donné aucun résultat.

Des subventions ont été prévues pour encourager les fabricants de carburant à base d'alcool et un projet a été soumis comportant une surtaxe sur les boissons alcooliques dont le produit servirait à la propagande anti-alcoolique et à l'encouragement du Carburant.

4° **Bulgarie.**

L'alcool provient de la distillation des mélasses, du maïs, du seigle, de l'orge et des déchets de riz.

Le pays produit une quantité d'alcool très supérieure à ses besoins ; il exporte le surplus vers la Grèce et la Turquie.

Les bas prix de l'essence en Bulgarie ne permettent pas de prévoir que le Carburant National soit susceptible d'absorber le surplus de la production.

Les prix de vente sont variables suivant l'utilisation mais ne peuvent dépasser un maximum fixé par l'État.

5° **Canada.**

Le commerce des alcools industriels, comprenant tous les alcools dénaturés est libre ; celui des alcools « spécialement

dénaturés » n'est consenti qu'aux commerçants munis d'une licence (pharmaciens, droguistes, fabricants de produits chimiques ou pharmaceutiques).

Mais, par contre le commerce des alcools naturels est soit prohibé dans les provinces au régime sec, soit soumis en Monopole.

Le Carburant National n'offre que peu d'intérêt au Canada par suite du bas prix de l'essence.

6° **Egypte.**

La fabrication et le commerce de l'alcool sont libres. La production est d'environ 130.000 hectolitres par an, provenant presque exclusivement du traitement de la canne à sucre.

Les commerçants doivent obtenir un permis.

7° **Espagne.**

La consommation de bouche est réservée, depuis le décret du 29 avril 1926, aux alcools de vins rectifiés quelque soit leur titre, aux alcools rectifiés de piquette, de marcs et résidus de vinification, aux alcools de mélasse, et aux alcools provenant de la distillation de matières sucrées de production nationale.

Sont réservés à des usages industriels les alcools provenant des matières amylacées, des féculs ou des matières saccharifiées, qui ne peuvent sortir des fabriques sans avoir été dénaturés.

On voit donc que les alcools naturels bénéficient en Espagne d'un privilège important.

Les importateurs d'essence et benzols sont obligés d'acquérir de l'alcool industriel provenant de la betterave du pays pour en faire un mélange à 4 %.

La fabrication, le transport et la vente sont soumis à des taxes fiscales plus élevées pour les alcools naturels que pour les alcools d'industrie. La production des deux caté-

gories d'alcool est interdite dans une même installation.

La production suffit largement aux besoins du pays.

8° **Grande-Bretagne.**

L'alcool provient en Angleterre de la distillation des mélasses et des grains maltés ou non.

Aucune distinction n'y est établie entre l'alcool de bouche et l'alcool industriel. Toute personne peut en effectuer le commerce à condition d'être munie d'une licence accordée par l'Administration des Douanes et Accises. L'État n'intervient sous aucune forme dans la fabrication ou dans l'établissement des prix, qui, pour l'alcool dénaturé, sont de 2 sh. 2 le gallon. Et cependant l'alcoolisme a diminué dans une très forte proportion au cours des dernières années ; la consommation de spiritueux qui atteignait 31.660.000 gallons en 1913 ne dépassait pas 12.881.000 g. en 1928 ; le nombre de débits a fléchi de 99.478 en 1905 à 78.803 en 1928 et les contraventions pour ivresse qui s'élevaient à 188.177 en 1913 dépassaient à peine 55.000 en 1928.

Ces résultats sont la conséquence de l'élévation du prix des spiritueux ; l'alcool non dénaturé est frappé d'une taxe de 74 sh. par gallon (4 l. 5) de proof spirit (alcool à 60° centig.), de la diminution du nombre de licences accordées et surtout de l'éducation du public détourné du « cabaret » par l'attrait des sports.

Aucun effort officiel n'a été fait en vue de la carburation. L'État exonère simplement de droits l'alcool destiné à la fabrication de carburant, mais sans rendre le mélange obligatoire.

C'est l'industrie des laques et des vernis qui emploie la presque totalité de l'alcool dénaturé en Angleterre.

9° **Grèce.**

Ici encore, la fabrication de l'alcool est entièrement libre. Les industriels doivent simplement se conformer aux

dispositions fiscales qui rangent les producteurs en trois catégories : la première comprend ceux qui utilisent de simples alambics, ce sont pratiquement les bouilleurs de cru. Ils doivent consommer leur production sur place et ne peuvent la transporter.

La deuxième catégorie comprend les fabricants de boissons alcooliques. Ils doivent demander une autorisation à l'Administration fiscale et acquittent pour exercer leur profession, un droit proportionnel à la quantité d'alcool pur utilisé.

Le troisième groupe comprend les fabricants d'alcool dit de « deuxième catégorie ». Ce sont ceux qui traitent les raisins secs, les raisins frais, les résidus de vinification, les caroubes et les mélasses. En cas de pénurie d'alcool industriel, ils s'engagent aux prescriptions du Ministre des Finances, à dénaturer une quantité d'alcool qui peut atteindre le quart du stock des fabricants de la deuxième catégorie.

Les besoins du pays sont facilement assurés par la production. Aucun effort sérieux n'a été tenté pour la carburation. Mais celle-ci étant susceptible de développements importants, notamment par suite de la distillation des excédents de récolte dans les régions viticoles, des études sont en cours pour l'emploi d'alcool comme Carburant.

10° Japon.

L'alcool provient du traitement de la patate douce, du maïs mandchourien et un peu de la pomme de terre. A Formose, la distillation de la mélasse des sucriers de canne, permet d'obtenir une très grande quantité d'alcool ; de ce fait le Gouvernement Général a dû, en 1922, monopoliser le commerce de l'alcool qui, par contre est entièrement libre au Japon.

La fabrication est soumise à une autorisation du Ministère des Finances qui fixe le minimum à produire par les fabriques.

L'alcool industriel ne supporte aucune taxe fiscale. Divers essais de carburant ont été tentés, mais aucun d'entre eux n'a encore donné de résultats entièrement satisfaisants.

11° Pays-Bas.

L'alcool provient surtout de la distillation des grains. Les principales installations sont groupées dans la région de Delf-Schiedam. Le régime est celui de la liberté absolue, mais en fait, la plus grosse distillerie, le « Gist-en-Spiritusfabrisk » impose ses prix au marché. Les impôts sont très élevés, ce qui a permis d'enrayer l'alcoolisme. L'alcool destiné à être exporté bénéficie d'une très forte exonération, de même que celui qui intervient dans la préparation des produits chimiques.

Le bas prix de l'essence ne permet pas d'envisager que la carburation puisse accroître les débouchés de l'alcool produit.

12° Portugal.

L'alcool provient du traitement des vins, des figues et, à Madère et aux Açores, de la betterave.

L'alcool de figues est seul considéré comme « industriel », il ne supporte aucun impôt, pas plus que les alcools des autres sources, mais doit être muni d'un titre de mouvement pour circuler.

Cette disposition a été prise pour éviter qu'il ne soit vendu dans la région de Porto où les vins de liqueur ne peuvent être produits qu'avec de l'alcool de vin.

La consommation du pays est faible, une grande partie de la production est utilisée à la préparation des vins de liqueur. Pas de carburant au Portugal.

13° Yougoslavie.

L'alcool provient surtout, en Yougoslavie, du traitement du maïs, de la mélasse, des prunes et autres fruits.

Les distilleries industrielles qui achètent leurs matières premières sont pratiquement protégées, la production des distilleries agricoles ayant été limitée.

En compensation, les droits sur l'alcool provenant des distilleries agricoles sont plus faibles que ceux supportés par l'alcool provenant des distilleries industrielles.

La consommation du pays étant faible, une partie de la production est exportée.

IV. Prohibition.

Etats-Unis.

La loi Volstead prohibe « toute liqueur, alcool, cognac, whisky, rhum, gin, bière, ale, porto, vin, ou tout liquide contenant 1,2 % ou plus d'alcool en volume et propre à servir de boissons ».

Nous ne pensons pas qu'il soit bien utile d'exposer ici en détails les difficultés qu'a soulevées l'application de cette loi, les sommes considérables qui ont dû être dépensées pour traquer la fraude (environ 1,5 millions de dollars par an) et, en définitive, les résultats médiocres auxquels a abouti la prohibition.

Les alcools industriels sont soumis à un contrôle très sévère. La production suffit aux besoins intérieurs et permet l'exportation vers le Japon, la Colombie, Cuba et les Antilles.

La question de la prohibition a trop souvent servi, aux États-Unis, de « tremplin électoral » pour qu'il soit possible d'envisager son abolition dans le cas où elle n'aurait pas donné les résultats attendus. Nous ne pensons cependant pas que cette solution un peu simpliste puisse être recommandée, l'exemple américain ayant démontré qu'elle ne diminuait pas l'alcoolisme, les produits de contrebande continuant à alimenter la consommation en nuisant à

l'Hygiène Publique par suite de leur mauvaise qualité. Le nombre d'établissements clandestins atteint environ 219.000 alors qu'il n'y avait que 173.000 débitants patentés avant la prohibition.

* * *

De ce rapide exposé des divers systèmes adoptés dans le monde il résulte que, dans la plupart des cas, des régimes différents ont été imposés à l'alcool naturel et à l'alcool industriel.

Les pays à forte production de vin ont naturellement cherché à protéger les produits et sous-produits de la vigne, mais les modalités de cette protection sont très diverses.

Le Monopole de l'alcool industriel, tel qu'il est conçu en France, réunit de nombreux suffrages et l'utilisation du Carburant National comme principal débouché paraît être une des préoccupations dominantes des législateurs étrangers.

LES PROJETS DE LOIS ET AVIS SUR LE RÉGIME DE L'ALCOOL.

Les projets de lois proposés sur le monopole de l'alcool avant et pendant la Guerre. Le vote de la loi du 6 août 1919.

Nous avons vu précédemment que le problème de l'alcool avait, de tout temps, retenu l'attention du législateur.

Les difficultés auxquelles se heurtait l'élaboration d'un statut ménageant suffisamment les intérêts en présence pour pouvoir être assuré de pérennité, ont favorisé l'éclosion d'innombrables suggestions. Parmi celles-ci, le principe du monopole est revenu à plusieurs reprises et a été examiné par maintes commissions parlementaires ou extraparlémentaires.

C'est en 1887 que, pour la première fois, la question fut mise à l'étude. JAMAIS et LÉON SAY conclurent négativement. Dix ans plus tard, une seconde Commission se réunit ; une large enquête fut alors ouverte au cours de laquelle furent entendus les représentants de tous les intéressés. Le rapporteur de ces travaux, le Sénateur VERMINAC conclut, comme JAMAIS et LÉON SAY l'avaient fait auparavant, contre l'institution d'un monopole d'État.

Une troisième Commission fut créée en 1902 avec le même objet. Sa quatrième Sous-Commission, présidée par M. CAILLAUX, condamna le monopole sous toutes ses formes et le rapport rédigé dans ce sens par M. LÉVY, Profes-

seur à l'École des Sciences Politiques, fut adopté par la Commission plénière le 2 avril 1906.

Pendant la guerre, la question fut reprise par M. BARTHE qui déposa, en 1915, une proposition de loi tendant à instituer le monopole de l'alcool d'industrie en faveur de l'État et à réglementer la consommation des boissons alcooliques. Dans l'exposé des motifs, il déclara que ce projet avait pour but de concilier l'intérêt moral (diminution de l'alcoolisme), fiscal (recettes provenant des taxes sur l'alcool), et économique (développement de notre commerce d'exportation en liqueurs de fruits et eaux-de-vie naturelles).

Pour ces raisons, M. BARTHE proposa :

1^o Que seul l'alcool naturel put alimenter la consommation de bouche ;

2^o Que l'alcool industriel ne fut utilisé que pour les besoins industriels ;

3^o Que l'on modifiât sensiblement le privilège des bouilleurs de cru.

Ce projet ne vint pas en discussion devant le Parlement, mais fut renvoyé pour examen à la Commission des Boissons.

La même année, RIBOT, Ministre des Finances, reprit l'étude de la question et élaborâ un projet de loi tendant à réformer la législation de l'alcool, d'abord dans un but fiscal puis dans un but anti-alcoolique. Il s'éleva contre l'établissement d'un monopole de l'alcool, sauf pour les alcools dénaturés, et ceci afin d'assurer la fixité de son prix pour faciliter le développement de ses emplois industriels. Il proposa enfin la suppression du privilège des bouilleurs de cru, l'élévation des droits de consommation et des surtaxes frappant les vins et spiritueux. Pas plus que les précédents, ce projet ne fut discuté devant les Chambres ; il fut renvoyé pour avis à la Commission de Législation fiscale.

Enfin, nous devons signaler, pour être complets, que la

même année, un projet fut encore déposé, celui de M. BROUSSE, dont la plupart des dispositions étaient d'ailleurs inspirées des idées directrices de M. BARTHE.

La Commission de Législation fiscale commença, dès septembre 1915, à étudier le projet de RIBOT, et bientôt elle l'abandonna pour se rallier au projet que M. BARTHE avait déposé au début de cette même année. M. TOURNAN qui succéda à M. LANDRY comme rapporteur de cette Commission déposa un rapport volumineux de 850 pages, en avril 1916, où il proposait le monopole de fabrication et de rectification de l'alcool d'industrie après expropriation des usines non agricoles. Ce rapport, qui fut très sérieusement et très consciencieusement étudié, manquait cependant de précision. On n'y voyait qu'une carcasse de monopole. Les points délicats n'étaient pas abordés. En effet, dans son projet, M. TOURNAN ne prévoyait ni les mesures financières indispensables ni les procédés et l'organisation de la fabrication, ni ce qui arriverait en cas de récolte déficitaire ou trop abondante.

Ces lacunes furent vraisemblablement la cause des critiques soulevées par le projet en question à la suite duquel les différentes Commissions soumièrent de nouvelles propositions.

M. HUBERT ROUGER, au nom de la Commission des Boissons, présidée par M. SIMYAN, présenta, le 14 juin 1916, les suggestions suivantes :

- 1° Établissement d'un monopole d'État pour la fabrication, la rectification et la vente des alcools industriels ;
- 2° Relèvement du droit de consommation ;
- 3° Réserve du marché de bouche à l'alcool naturel ;
- 4° Suppression du privilège des bouilleurs de cru.

M. HENRI SCHMIDT, au nom de la Commission de l'Hygiène Publique, présidée par M. DORSY, conclut dans un rapport présenté peu de temps après à :

- 1° L'institution d'un monopole de fabrication et de rectification de l'alcool d'industrie ;

2° La suppression du privilège des bouilleurs de cru sans aucune allocation en franchise ;

3° Monopole de vente en gros et en détail de tous les alcools industriels ou naturels ainsi que des liqueurs, exception faite pour l'exportation ;

4° Interdiction des apéritifs à base d'alcool ;

5° Réglementation et surtaxe des liqueurs aromatisées ;

6° Extension des emplois industriels des alcools.

Peu de temps après le dépôt de ce rapport, M. BOUFFAND, au nom de la Commission du Budget, présenta un avis, le 31 janvier 1917, où il se ralliait aux idées directrices de RIBOT en montrant les dangers que pouvait présenter le monopole et les charges qui résulteraient pour le Trésor de l'expropriation et du rachat des distilleries.

Le groupe de la défense paysanne, présidé par M. DURAND et qui comprenait alors plus de 200 parlementaires appartenant à toutes les opinions politiques, prit alors la question en mains et, le 20 février 1917 adopta à l'unanimité la résolution suivante :

« Le groupe de la défense paysanne,

« Considérant que le problème de l'alcool ne peut être résolu d'une manière satisfaisante pour tous les agriculteurs que par le développement des emplois de l'alcool industriel autres que la consommation de bouche ;

« Que les mesures restrictives de cette consommation nécessitées par les progrès de l'alcoolisme rendent indispensable l'extension des autres débouchés pour éviter une crise dans les régions bette-ravières ;

« Que l'utilisation industrielle de l'alcool ne saurait être développée sans l'abaissement et la stabilisation du prix, conditions irréalisables sous le régime de la libre concurrence ;

« Qu'il est impossible en France, par suite de la trop grande diversité d'intérêts des producteurs, de constituer un monopole privé, capable comme la Centrale allemande de vendre l'alcool dénaturé au-dessous du prix de revient et de se récupérer de la perte ainsi éprouvée par le renchérissement de l'alcool-boisson.

« Demande l'adoption des mesures suivantes :

« 1° Création pour l'alcool industriel d'un monopole qui, en majorant le prix de l'alcool livré à la consommation de bouche, puisse, sans sacrifices de l'Etat, abaisser dans toute la mesure nécessaire et stabiliser le prix de l'alcool destiné aux autres usages ;

« 2° Achat par le monopole des alcools de betteraves et de mélasses de préférence à tous autres ;

« 3° Constitution du monopole en « service autonome » et responsable avec un Conseil d'Administration comprenant des mandataires élus des associations agricoles et industrielles intéressées et des représentants du Ministère de l'Agriculture ;

« 4° Organisation du monopole en vue d'élever le plus possible le prix de vente de l'alcool de bouche qu'il livrera à la consommation en France ou dans les colonies françaises et fixation pour cet alcool d'un prix minimum égal à 150 francs l'hectolitre à 100° ;

« 5° Stricte application de la loi sur les fraudes et authentification des eaux-de-vie pour l'exportation comme pour le commerce intérieur ».

A la suite de ce vote, M. BARTHE présente l'avis de la Commission de l'agriculture. Dans son rapport, en date du 3 août 1917, il préconisait les grandes lignes du projet déposé par M. TOURNAN le 11 avril 1916, mais estimait que les distilleries devaient rester soumises au régime en vigueur, avec la simple obligation de livrer toute leur production au monopole ; il ajoutait que la liberté de créer de nouvelles distilleries d'alcool industriel devait être maintenue.

Après la publication du rapport de M. BARTHE, les Commissions parlementaires de Législation fiscale, des Boissons, de l'Hygiène Publique, du Budget et de l'Agriculture nommèrent une délégation chargée de présenter un texte transactionnel pouvant convenir à tous les intéressés. M. TOURNAN, député du Gers, s'en inspira et déposa, le 1^{er} mai 1918, au nom de la Commission de Législation fiscale, présidée par M. VARENNE, un deuxième rapport supplémentaire (un premier rapport conventionnel avait déjà été déposé le 8 juin 1917) sur le projet de loi sur le régime de l'alcool qui fut remis au Président de la Chambre : DESCHANEL, le 4 mars suivant.

Ce projet où il n'est plus question d'un monopole de fabrication et de rectification est divisé en 5 titres :

- 1^o Monopole de vente de l'alcool industriel (art. 1 à 9) ;
- 2^o Réglementation des eaux-de-vie naturelles (art. 10 à 13) ;
- 3^o Impôts sur les spiritueux (art. 14 à 22) ;
- 4^o Fonds commun de surtaxe sur les boissons au profit des communes (art. 23 à 26) ;
- 5^o Contentieux des Contributions Indirectes (art. 27 à 31) qui sont les reproductions des art. 30 à 50 du texte primitif du rapport du 11 avril 1916.

Ce projet de loi vint en discussion devant les Chambres le 6 mars 1918, mais par suite de l'ampleur que prirent les débats, les 9 premiers articles ne purent être votés que plus d'un an après, le 6 août 1919.

De nombreuses polémiques suivirent l'adoption de ce texte. Les controverses qu'il suscita furent même si âpres que le Sénat n'a jamais, malgré les efforts de la Commission de l'Alcool, voté le projet instituant le monopole, et c'est pourquoi la législation française actuellement en vigueur demeure essentiellement provisoire.

Les principales critiques qui furent adressées au texte voté par la Chambre des Députés, le 6 août 1919, furent les suivantes :

1^o La loi est mal établie, incomplète, non viable, parce que l'écoulement de l'alcool industriel et l'équilibre financier de l'Office ne sont pas assurés.

En effet, tandis que le monopole s'oblige à acheter toute la production, les débouchés qui lui sont réservés sont restreints. L'exportation pourrait absorber l'excédent, mais le projet de loi impose, dans son art. 7, que le prix de vente, pour cette destination, doit être égal au prix de revient. L'écoulement des stocks aux industries privilégiées est limitée ; elle peut laisser des bénéfices appréciables, mais insuffisants pour combler les déficits résultant des quantités

d'alcool vendues à la carburation, à un prix déficitaire.

Cette critique, à elle seule constituait un véritable réquisitoire ; aussi a-t-elle dû être prise en considération et les lois du 28 février 1923 et du 4 juillet 1931, ont-elles, en conséquence, remédié à cet état de choses. Elle tombe donc aujourd'hui, et l'équilibre de l'Office semble pouvoir être assuré ;

2° L'Administration du monopole et son organisation financière est à la discrétion complète du Ministre des Finances.

Ce fait résulte du 1^{er} § de l'art. 5 du projet de loi qui met sous la coupe du Ministre des Finances toute l'administration du monopole. Deux réfutations ont été soulevées contre cette critique : d'une part, la loi prévoyait que certaines initiatives seraient laissées au directeur ; celle-ci tombe d'elle-même, les initiatives ne pouvant être qu'inopérantes puisque le dit directeur dépendait des Services de la rue de Rivoli ; d'autre part, la présence d'un Conseil d'Administration ; il est bien évident que l'influence de ce Conseil aurait été illusoire puisque son président était nommé par le Ministre, et près de la moitié de ses membres désignés par les Pouvoirs Publics. De plus, même si l'on pouvait admettre que la majorité du Conseil put avoir un avis indépendant, celui-ci, d'après les dispositions législatives votées n'aurait été, en fait, qu'un Comité consultatif dont le Ministre n'était pas obligé de suivre les décisions.

Nous verrons que ce point a causé et cause encore de nombreuses frictions. Aujourd'hui, après les avis des Commissions des Finances et de l'Agriculture du Sénat, il semble que M. TOURNAN, rapporteur de la Commission chargée d'examiner le projet de loi adopté par la Chambre des Députés instituant le monopole de l'alcool industriel, ait trouvé une rédaction conciliant le point de vue des intéressés et celui du Ministère des Finances ;

3° Le texte de la loi sacrifie son produit : l'alcool d'in-

dustrie, à son concurrent : l'alcool de vin ou de cidre. A ce sujet, les protestations des agriculteurs des régions betteravières ont été véhémentes, mais cette critique semble aujourd'hui ne plus devoir être retenue depuis la signature de l'accord de Béziers du 8 avril 1922, dans lequel les représentants des régions du Nord et du Midi se sont mis d'accord, en principe, sur les débouchés respectifs qui doivent être assurés à l'alcool d'industrie et à l'alcool naturel.

Un seul point reste en litige, celui de savoir si l'Office aura la possibilité d'écouler une certaine quantité de son alcool au vinage et au mutage.

Ce projet de loi, voté par la Chambre des Députés, a été étudié au Sénat par la Commission de l'Alcool. M. MAURICE SARRAUT présenta, au nom de celle-ci, plusieurs rapports, puis M. TOURNAN publia le 17 juin 1930 et le 11 juin 1931 deux projets qui tiennent compte des avis de la Commission des Finances et de l'Agriculture. Nous allons exposer les idées directrices de ces rapports qui montrent l'évolution qu'a subie cette question au cours des dix dernières années.

II. Rapports Sarraut.

M. MAURICE SARRAUT, Sénateur de l'Aude, s'est particulièrement occupé du projet de loi adopté par la Chambre des Députés instituant le monopole de l'alcool industriel, et a publié sur cette question quatre rapports du plus haut intérêt :

Premier Rapport n° 358 publié en annexe de la séance du Sénat du 19 mai 1921.

M. SARRAUT, rédigea ce rapport au nom de la Commission de l'Alcool qui était composée de la manière suivante à cette époque :

Président	M. H. Béranger.
Vice-Présidents	MM. M. Sarraut et Delpierre.
Secrétaires	MM. Rolland et Billiet.
Membres	MM. Ermant, Debierre, le Comte de Saint- Quentin, Buhan, André Lebert, Tournan, Donon, Henry Chéron, Boivin-Champeaux, Potié, Goy, Gauvin.

Après avoir reconnu les inconvénients qui résultaient du statut provisoire de l'alcool, il déclara que le législateur avait pour excuse la « crainte de se brûler les doigts à la flamme diabolique de l'alcool », selon le mot expressif de M. LLOYD GEORGE. Il ajouta que le projet de loi, actuellement à l'étude, avait pour but de compléter cette lacune et de trouver le moyen équitable de protéger l'alcool naturel contre son redoutable concurrent, l'alcool dit d'industrie, dont le développement intense eut son origine dans l'invasion de l'oïdium au milieu du XIX^e siècle. Cette dernière opinion est d'ailleurs très contestable, la production de l'alcool industriel s'est, en effet, développée dans le monde entier, même et surtout dans les pays où il n'y a pas de vigne.

Avant d'exposer les raisons et les moyens nécessaires pour protéger la viticulture, M. SARRAUT donne un aperçu historique des débats qui ont eu lieu sur cette question.

Il rappelle qu'au début du siècle on s'efforça de donner à l'alcool naturel des garanties d'authenticité destinées à le faire préférer à l'alcool dit d'industrie, afin de rétablir artificiellement l'égalité des prix des deux alcools. C'est à cette époque également que les viticulteurs demandèrent de compenser l'écart de prix de revient en handicapant les alcools industriels par l'application d'un taux d'impôt supérieur à celui qui frappe les alcools naturels. C'est ce que l'on appela alors le projet de « taxe différentielle », projet qui échoua en raison des interventions énergiques de RIBOT et de DANSETTE qui déclarèrent que le Parle-

ment ne pouvait aller contre le principe de la libre concurrence, et protéger, par un droit différentiel, les distillateurs du Midi. Cette loi n'ayant pas vu le jour, quel est le moyen de protéger la viticulture? Elle réside, et c'est le nœud fondamental du projet SARRAUT, dans le « partage des compétences » de l'alcool dit d'industrie et de l'alcool de bouche, cette distinction constituant une politique de protection combinée, destinée à concilier des intérêts opposés.

Le distingué Sénateur de l'Aude base son projet sur les raisons suivantes :

1° Si on réserve à l'alcool naturel le marché de bouche, les prix ne seront plus avilis par l'alcool d'industrie et les viticulteurs trouveront dans la distillation des vins de qualité inférieure un exutoire indispensable pendant les années de surproduction.

Cette « soupape de sûreté » pourra ainsi atténuer les crises dont ont tant souffert les agriculteurs du Midi.

2° Cette réglementation ne nuira pas aux agriculteurs des régions betteravières, car on réservera à ceux-ci l'alcool utilisé comme matière première (élément, dissolvant, véhicule) de nombreuses fabrications, ou comme combustible domestique (chauffage et éclairage) ou industriel (moteurs).

3° L'utilisation de l'alcool d'industrie en remplacement de l'essence nous libérera de l'obligation d'importer la même quantité d'hydrocarbures, et nous assurera une meilleure balance des comptes. De plus, nous aurons ainsi, en cas de guerre, le carburant nécessaire pour alimenter nos camions militaires.

4° Cette discrimination de compétence aura encore l'avantage d'amener une hausse sur le cours des alcools naturels, ce qui est le meilleur moyen de lutter contre « l'alcoolisme ».

Mais quel est le moyen de réaliser ce projet?

M. SARRAUT reconnaît que pour obtenir pratiquement le remplacement de l'essence par l'alcool d'industrie, il

faut que celui-ci ait un don d'ubiquité : qu'il soit fourni au consommateur en quantité suffisante et que l'industrie soit assurée de la fixité de base du prix de l'alcool.

Pour obtenir ce résultat, M. SARRAUT préconise le développement du « Carburant National » qui doit être une fin et non un moyen et propose, comme voie et moyen pour réaliser l'utilisation industrielle rationnelle et sans cesse développée de l'alcool d'industrie :

a) De soustraire celui-ci au marché de bouche afin d'éviter le retour des spéculations d'avant-guerre qui ont été la cause principale de l'instabilité des prix ;

b) De créer un Office de l'Alcool, établissement public autonome, qui permettra pour une certaine période la stabilisation des prix de l'alcool destiné à un usage déterminé.

Dans la suite de son rapport, M. SARRAUT rappelle l'origine du régime provisoire de l'alcool, et les discussions parlementaires relatives à cette question, le mécanisme du prix de vente de l'alcool d'industrie depuis 1916, et le rôle considérable de l'alcool dans notre Economie Nationale. A la suite de cet exposé, il propose, au nom de la Commission de l'Alcool du Sénat, les modifications qu'il juge utiles d'apporter au texte voté par la Chambre des Députés le 6 août 1919.

2^e. Le rapport supplémentaire n° 377 publié en annexe du procès-verbal de la séance du 16 juin 1922

Dans ce rapport supplémentaire, M. SARRAUT complète son premier travail par l'étude du fonctionnement du Service des Alcools, puis, après avoir exposé les expériences qui ont eu lieu sur le Carburant National et les mesures prises en vue d'en encourager le développement, il donne la teneur de l'accord de Béziers qui fut signé le 8 avril 1922 entre les représentants des différentes régions agricoles. Enfin, il termine son étude en commentant di-

verses modifications que la Commission a cru devoir apporter à son premier projet, notamment en ce qui concerne la composition du Conseil d'Administration de l'Office.

3° Deuxième rapport supplémentaire de M. Maurice Sarraut
(Sénat année 1923, n° 808).

Les raisons qui ont incité le Sénateur de l'Aude à rédiger ce second rapport supplémentaire sont les suivantes :

Le régime provisoire de l'Alcool, en vigueur depuis 1916, venant à expirer le 30 septembre 1924, la mise au point de cette question devenait urgente.

D'autre part, les lois de finance devant, suivant la jurisprudence parlementaire, être d'abord présentées et votées par la Chambre des Députés, M. MAURICE SARRAUT, respectueux de cette tradition, voulait abroger, dans son projet, l'art. 8 relatif aux moyens financiers de l'Office¹.

Enfin, devant l'accroissement de la production des alcools dits d'industrie provenant de l'heureuse reconstitution des distilleries des régions dévastées, et par suite de la mise au point de la fabrication de l'alcool déshydraté, les Pouvoirs Publics devaient envisager et prendre de nouvelles mesures pour assurer l'écoulement des stocks d'alcools grâce au développement du Carburant National.

M. MAURICE SARRAUT, dans ce deuxième rapport supplémentaire, publié en annexe au procès-verbal de la séance du Sénat du 12 décembre 1923, s'est efforcé de mettre la question au point. Il fait ressortir que le problème était économiquement résolu grâce à la loi du 28 février 1923, prévoyant l'achat mensuel, par les importateurs d'essence de pétrole, d'une quantité d'alcool d'industrie pouvant atteindre 10 % en volume de la quantité d'essence par eux dédouanée dans le mois précédent.

1. Cet article prévoyait l'établissement d'une taxe sur les Alcools naturels, pour assurer l'équilibre financier de l'Office. Le « scrupule » de M. Sarraut se trouvait motivé par le vote, entre temps, de la loi du 28 février 1923, créant une surtaxe de 5 francs par hectolitre d'essence importée.

Ainsi, par ce nouveau moyen, la production intégrale des alcools d'industrie est assurée de trouver son débouché, et l'équilibre de l'Office sera réalisé grâce au maintien définitif, au profit du Service des Alcools, de la surtaxe temporaire sur les essences instituée par la loi du 9 juillet 1921.

Après avoir exposé les avantages d'un statut définitif, d'abord au point de vue de la défense nationale, puis pour la sauvegarde des finances publiques, de la reconstitution des régions dévastées et de l'hygiène, M. SARRAUT énumère les principales modifications qu'il pense utiles de faire subir à son premier projet, parmi lesquelles les plus importantes sont les suivantes :

1^o La suppression de l'art. 8 qui prévoyait au profit de l'Office : a) la surtaxe prévue par l'art. 89 de la loi du 25 juin 1920 sur les vins et liqueurs importés ;

b) La surtaxe prévue par l'art. 13 de la loi du 30 décembre 1920 sur les genièvres, modifiées par la loi du 30 avril 1921 ;

c) La surtaxe sur les vinaigres importés établie par l'art. 5 de la loi du 9 juin 1921.

M. SARRAUT, tout en suggérant le maintien de ces recettes, les supprime de son projet, parce qu'il considère qu'une taxe ne peut être créée sur l'initiative du Sénat, qui ne saurait dessaisir l'État d'une recette au profit d'une autre personne même morale ;

2^o M. SARRAUT propose d'ajouter deux membres supplémentaires au Conseil d'administration du futur Office : à savoir, un représentant élu par les Associations cidricoles et un autre par le Syndicat d'importateurs d'essence de pétrole ;

3^o Il fait disparaître de son projet l'article prévoyant que les moteurs à explosion de véhicules automobiles des services de l'État, des départements et des communes, et de toute entreprise commerciale jouissant d'un monopole, d'une concession ou d'une subvention de l'État, d'un dépar-

tement ou d'une commune, devront être alimentés par un carburant à base d'alcool. Cette disposition n'a, en effet, pour M. SARRAUT plus d'objet, les importateurs d'essence de pétrole restant dans l'obligation d'acheter, pour être destinée à la force motrice, une certaine quantité d'alcool d'industrie.

4° Troisième rapport supplémentaire de M. Sarraut
(Sénat année 1926, n° 363).

Après le dépôt du second rapport supplémentaire de M. SARRAUT, la Commission de l'Alcool du Sénat eût de longs échanges de vue avec les différents syndicats qui pouvaient être touchés par le vote du projet de loi instituant le monopole de l'alcool industriel, et avec l'Administration des Finances. Ces pourparlers firent apparaître la nécessité d'apporter certaines modifications à la loi projetée pour satisfaire les demandes exprimées par les Associations compétentes, et la Direction du Ministère des Finances.

M. SARRAUT insiste cependant sur le fait que, si un complet accord semble désormais exister avec l'Administration, il est un point cependant où persiste un désaccord, c'est que le Ministère des Finances demeure partisan de l'institution d'un Office National de l'Alcool d'Industrie doté d'un budget annexe rattaché pour ordre au Budget Général et auprès duquel serait placé un Comité Consultatif au lieu d'un Conseil d'Administration, tandis que la Commission de l'alcool du Sénat persiste dans son opinion première que, seul un Office à forme commerciale contrôlé par l'État, mais ayant pour sa gestion la souplesse et la liberté indispensables à toute entreprise commerciale, est capable de mettre en œuvre un régime définitif.

Les principales innovations que fait le Sénateur de l'Aude, dans son troisième rapport supplémentaire, sont les suivantes :

1° Assurer légalement (par l'adjonction d'un nouvel

alinéa à l'art. 2), une liaison étroite entre l'Office National des Combustibles Liquides et celui des Alcools, en ce qui concerne le développement des emplois des alcools pour la production de la force motrice et pour la combustion sous toutes ses formes. Pour cette raison, M. SARRAUT prévoit que l'un des deux membres du Conseil d'Administration à nommer par le Ministre du Commerce, devra être le Directeur de l'Office des Combustibles Liquides ;

2° Préciser la dénomination de l'alcool d'industrie, pour éviter une difficulté d'interprétation. C'est pour cette raison que M. SARRAUT propose cette nouvelle rédaction :

« Sont compris sous la dénomination d'alcools d'industrie tous les alcools, quel que soit leur mode de production, autres que :

a) Les alcools provenant de la distillation des vins, cidres, poirés, hydromels, marcs, lies et fruits frais de toutes sortes, à l'exception, toutefois, des figues, dattes et caroubes ;

b) Les rhums et tafias naturels présentant les caractères spécifiques définis par l'art. 6 du décret du 19 août 1921 et ne titrant pas plus de 65 degrés ;

c) Les genièvres définis par l'art. 15 de la loi du 30 mars 1902, jusqu'à concurrence de la moyenne des quantités produites annuellement par chaque établissement pendant la période de 1910 à 1913.

3° M. SARRAUT, dans son nouveau rapport, modifie les conditions requises pour que l'alcool d'industrie puisse se voir ouvrir le marché de bouche. Il atténue la rigueur d'une des conditions nécessaires ; il suffira que la récolte de vin en France soit inférieure non plus à 40 millions d'hectolitres, stock à la propriété comprise, mais seulement à 55 millions d'hectolitres. Cette modification libérale répondait au désir des groupements intéressés ;

4° Le rapporteur attribue à l'Office le montant des pénalités encourues par ceux qui ont fraudé les dispositions légales, car il est juste, fait remarquer M. SARRAUT, que l'Office profite des indemnités spéciales qui sont destinées à réparer le préjudice qu'on lui a causé ;

5° M. SARRAUT prévoit un renforcement du contrôle de

l'Office par le Ministre des Finances en portant de 3 à 5 le nombre de ses délégués parmi les membres du Conseil d'Administration et en lui permettant d'annuler les délibérations de ce Conseil, sur simple avis de ses collègues du Commerce et de l'Agriculture, mais sans que l'opinion de ceux-ci soit nécessairement conforme au sien.

6° Le Sénateur de l'Aude reporte de janvier à juin la date à laquelle le Conseil d'Administration doit établir, au plus tard, les conditions d'achat des alcools de betteraves et de mélasses. Cette innovation n'est pas très heureuse, car les distillateurs passent leurs contrats d'achat de matières premières avant cette époque et la modification prévue ici par M. MAURICE SARRAUT créera, certainement, aux industriels d'assez grandes difficultés pour passer leurs contrats d'achat sur des bases rationnelles ;

7° Le rapporteur propose la suppression de l'autorisation de distiller en France sous le régime de l'admission temporaire des matières de provenance coloniale ou étrangère, ceci parce que, comme il le fait très justement remarquer, cette disposition aurait permis aux distillateurs de ces matières importées de faire une concurrence redoutable à l'Office sur les marchés extérieurs et d'obliger celui-ci à abaisser le prix de cession des alcools qu'il voudrait exporter ;

8° Dans ce nouveau texte il est prévu que la loi sera applicable non seulement en France, mais encore en Algérie.

Telles sont les principales modifications de ce troisième rapport supplémentaire. Malgré l'effort considérable fait par le Sénateur de l'Aude, la conciliation des intérêts en présence n'était pas encore réalisée. C'est pour ces raisons que les Commissions des Finances et de l'Agriculture du Sénat furent pressenties pour donner leurs avis sur le projet de loi instituant le monopole de l'alcool industriel. Ceux-ci

furent présentés par M. ABEL GARDEY et M. MARCEL DONON, à la suite desquels M. TOURNAN reprit le travail au nom de la Commission de l'alcool du Sénat, en vue de concilier les opinions divergentes de ces deux Commissions.

III. Avis présenté sur le monopole de l'alcool industriel par M. Abel Gardey.

La Commission des Finances du Sénat formula dans sa séance du 22 novembre 1927, son avis sur le régime à adopter quant au monopole de l'Alcool dit d'industrie. Cet avis fit l'objet d'un rapport présenté par M. A. GARDEY. Il tend à substituer au régime de la liberté commerciale d'avant-guerre une réglementation qui transforme en un statut définitif (sauf certaines innovations) le régime provisoire qui est en vigueur depuis la fin des hostilités.

Raisons qui ont fait abandonner le régime de la liberté antérieure à la guerre.

Dans la première partie de son rapport, M. GARDEY développe les trois arguments principaux qui ont fait abandonner le régime de la liberté.

1^o MOTIFS TIRÉS DU SOUCI DE L'HYGIÈNE PUBLIQUE.

Pour lutter contre les ravages de l'alcoolisme, il y a intérêt à réduire le plus possible, la consommation de bouche et, pour cela, à soustraire ce débouché aux alcools de betteraves, de mélasses et de grains.

Cet argument a sa portée, mais le développement de l'alcoolisme a surtout sa cause dans le privilège des bouilleurs de cru auquel on n'ose toucher pour des raisons électorales.

2^o LES INTÉRÊTS ÉCONOMIQUES DOIVENT ÊTRE SAUVE-GARDÉS.

Dans la production de l'alcool, deux groupes d'intérêts sont en présence, d'une part la viticulture et la cidriculture qui sont à la base de la production des alcools naturels et, d'autre part, la distillerie de betteraves, mélasses et de grains.

M. GARDEY déclare qu'il est nécessaire pour la production de la cidriculture et de la viticulture que ces branches de l'activité nationale n'aient pas à subir la concurrence de l'alcool d'industrie. La distillation est, pour ces agriculteurs, l'exutoire nécessaire en cas de crise de surproduction. Il est naturel que M. GARDEY, représentant au Sénat des régions viticoles, désire assurer la prospérité des agriculteurs du Midi mais si, pour l'intérêt de l'agriculture nationale, il convient de protéger la culture de la vigne, il importe surtout de développer la culture du blé dont la prospérité est fonction des emblavures des betteraves. A cet égard, M. GARDEY signale qu'il faut ménager les intérêts des populations du Nord et que, dans ce but, l'État procède à l'achat des alcools d'industrie à des conditions rémunératrices pour les producteurs. Théoriquement, cette affirmation est exacte, mais, en pratique, on constate que les distillateurs industriels sont souvent primés pour s'approvisionner en betteraves par les sucriers, que d'autre part, la distillerie de mélasses n'est pas très prospère, et que celle de grains a dû éteindre ses feux¹.

3° IL EST NÉCESSAIRE DE DÉVELOPPER LES EMPLOIS INDUSTRIELS DE L'ALCOOL.

Pour que l'alcool industriel puisse trouver un débouché en se substituant à l'essence, il est indispensable que son prix soit bas et stable. Or, en fait, l'alcool est plus cher que l'essence. Il y a donc nécessité de substituer au régime de

1. Voir tableau, p. 44 et 45 donnant la statistique de la production annuelle des alcools par nature de substances mises en œuvre.

la liberté celui d'une réglementation, soit privée, soit publique sous forme de monopole ; l'État, vendeur, pourra faire alors une discrimination dans la fixation de ces prix en réservant, à la consommation de l'alcool moteur, un prix de vente privilégié.

Le partage des compétences tel que l'envisage M. GARDEY peut se justifier par le souci d'hygiène publique et le désir de libérer la France du lourd tribut qu'elle paie à l'étranger pour son carburant ; mais la préoccupation de protéger les intérêts régionaux de la viticulture semble la raison fondamentale qui a inspiré cette séparation de compétences.

Après cet exposé, M. GARDEY relève les objections des partisans de la liberté. Ceux-ci répondent aux motifs tirés de l'hygiène que l'on peut, au lieu d'une réglementation mercantile en faveur des vignerons et cidriers, lutter contre l'alcoolisme par une élévation du droit de consommation dont profiterait le fisc, c'est-à-dire la Nation toute entière. M. GARDEY répond à cette objection que ce procédé fiscal ne tient pas compte des intérêts de la viticulture, lesquels seraient laissés sans défense vis-à-vis des alcools industriels.

Le partage de compétences des deux alcools a l'avantage, dit encore le rapporteur, d'assurer un bénéfice raisonnable tant aux producteurs du Midi qu'à ceux du Nord. A leur tour, les partisans de la liberté pourraient montrer que cette protection de la viticulture cause un grand préjudice aux distillateurs du Nord puisqu'avant la guerre la prime des alcools de betteraves n'était pas considérable tandis que les cours des alcools du Midi sont aujourd'hui près de trois fois supérieurs à ceux fixés pour l'achat des alcools de betteraves.

Les partisans du régime d'avant-guerre déclarent, en outre, que le meilleur moyen de développer les emplois industriels serait de pratiquer une politique de dénaturation et de créer un système de surtaxe compensatrice en vue de

favoriser certains emplois spécialement intéressants sous le rapport social et économique. M. GARDEY repousse cette suggestion car, s'il reconnaît que cette conception est, *a priori*, séduisante, il trouve que son application rencontre des difficultés en raison des fraudes possibles dans la dénaturation que l'Administration, selon lui, ne peut que difficilement contrôler. Nous croyons savoir que les Services de la Répression des Fraudes seraient armés aujourd'hui en adoptant un dénaturant spécial étudié à cet effet.

Le rapporteur insiste pour la réglementation qu'il juge préférable au régime de la liberté incompatible avec la conciliation de Béziers. Pour lui, l'argument décisif est que la réglementation de l'alcool a fonctionné depuis la fin des hostilités sans soulever de graves critiques, et, sous la réserve d'une mise au point, ce serait encore la meilleure solution du problème de l'alcool.

Après avoir rappelé les précédents législatifs, les caractéristiques du texte voté par la Chambre des Députés et les grandes lignes du fonctionnement du Service des Alcools, M. GARDEY expose les intéressantes observations de la Commission des Finances du Sénat. Il déclare que celle-ci donne son adhésion de principe à la séparation des deux alcools et à la transformation en un régime définitif du régime provisoire, mais elle craint que la composition du Conseil d'Administration (où la majorité des membres sont des représentants des intérêts privés) ne soit une cause d'insécurité pour les finances publiques, cette majorité pouvant avoir des directives ne concordant pas avec l'intérêt général. L'autonomie financière qui serait donnée au futur Office lui semble excessive et le contrôle qui est prévu lui paraît d'autant plus insuffisant qu'il doit bénéficier d'un certain nombre de ressources de caractère fiscal. La Commission des Finances, pour ces raisons, désirerait restreindre les pouvoirs du Conseil d'Administration et modifier l'art. 4 du projet de loi proposé par la Commission de l'Alcool du

Sénat prévoyant que le Directeur de l'Office ne peut être choisi que sur une liste de présentation dressée par le Conseil d'Administration. M. GARDEY rappelle qu'au cours de son audition du 15 juin 1927, M. POINCARÉ, alors Ministre des Finances, a présenté des objections du même ordre et a soumis à la Commission des Finances, une note constituant un projet d'accord d'où il ressort d'une manière non douteuse la volonté d'un renforcement des contrôles des Pouvoirs Publics ; et il conclut dans le même sens.

M. GARDEY étudie ensuite les répercussions que peut avoir sur le Trésor Public la gestion de l'Office. Il envisage tout d'abord le cas où la récolte des vins et cidres est déficitaire. Dans cette hypothèse, le marché potable au prix fort peut être ouvert aux alcools industriels et la gestion de l'Office ne peut se présenter que dans des conditions favorables ; mais dans le cas le plus normal, celui où la récolte de vins et cidres n'est pas déficitaire, la gestion de l'Office peut se solder par une perte du fait qu'elle voit se fermer un débouché rémunérateur et porter de ce chef un préjudice au Trésor. Il ressort de l'exposé du rapporteur que des bénéfices substantiels ne pourront être réalisés que sur les ventes d'alcool à la vinaigrerie, parfumerie et pharmacie qui peuvent rapporter normalement de 25 à 35 millions. D'autre part, les ventes d'alcools pour l'exportation, l'industrie chimique, et les recettes accessoires (majoration d'entrepôt, location de matériel), peuvent assurer à l'Office un bénéfice supplémentaire d'environ une quinzaine de millions. Si on ajoute à ces recettes le montant de la surtaxe sur les essences, on peut compter normalement sur un bénéfice total de 130 à 175 millions, ce qui permettrait, sans compromettre l'équilibre de l'Office, de vendre à perte de l'alcool pour le Carburant National jusqu'à concurrence d'une quantité bien supérieure à celle actuellement vendue. Ce n'est donc que dans le cas où la production d'alcool nécessiterait des livraisons à la carburation de l'ordre de grandeur

de plus d'un million d'hectolitres par an, que le budget général pourrait être appelé à fournir sa contribution¹.

M. GARDEY déclare que l'on pourrait alors résoudre les difficultés financières et l'écoulement des stocks en orientant la betterave vers la sucrerie, en ne fixant plus le prix d'achat de l'alcool qu'en parité du cours du sucre.

Ce moyen envisagé par M. le Rapporteur de la Commission des Finances semble résoudre le problème, mais les droits des distillateurs du Nord seraient alors violés ; il ne faut pas perdre de vue, en effet, que la production sucrière est aujourd'hui sensiblement supérieure à ce qu'elle était avant-guerre, que la distillerie de grains a été sacrifiée aux intérêts régionaux du Midi, et qu'il n'y a aucune raison équitable pour que les agriculteurs du Nord soient sacrifiés à la viticulture. Si le prix d'achat de l'alcool n'était plus fixé en parité du prix du sucre, la distillerie de betteraves serait appelée à disparaître, ce qui pourrait faire courir à l'agriculture un grave danger car les planteurs de betteraves n'auraient plus comme acheteurs que les sucriers qui, débarrassés de la concurrence de la distillerie, auraient toute facilité pour imposer aux cultivateurs leurs prix d'achat de betteraves.

L'étude de M. GARDEY, qui reflète l'état d'esprit de la Commission du Sénat, est un ouvrage remarquablement documenté, mais il semble que le Sénateur du Gers a surtout été préoccupé de protéger les intérêts de la viticulture. Le fait qu'il ne défend pas le principe de la parité peut avoir pour conséquence qu'une rémunération suffisante ne soit pas assurée aux betteraviers, ce qui provoquerait une diminution de la production de l'alcool industriel en France. Nous avons préalablement exposé tout l'intérêt que présentait au point de vue économique et pour la Défense

1. Depuis la parution du Rapport de M. Gardey il a été voté la loi du 4 juillet 1931 qui améliore très sensiblement les finances du Service des alcools.

Nationale le développement de la production de ce produit. C'est ce qui nous permet de ne pas suivre M. GARDEY dans toutes ses conclusions.

IV. Rapport de M. Marcel Donon, sénateur du Loiret, au nom de la Commission d'Agriculture sur le projet de loi adopté par la Chambre des députés ayant pour objet l'institution du Monopole de l'Alcool industriel.

La Commission de l'Agriculture se devait d'envisager la question moins du point de vue fiscal, comme la Commission des Finances, que dans l'intérêt général de la production française. Sous ce rapport, elle a considéré que la culture des betteraves étant à la base de la production du froment, il fallait donner aux cultivateurs toute garantie qu'ils n'éprouveraient point de déboires en consacrant leurs efforts à ce mode de culture.

Si le régime de la liberté quant à la vente des alcools, a dû être abandonné au cours de la dernière guerre, pour faire place, dans l'intérêt de la Défense Nationale, au contrôle de l'État, le maintien de ce monopole ne saurait se justifier qu'autant qu'il ne serait pas dommageable à l'agriculture. Ce serait par exemple un grave préjudice si l'État, maître du marché comme acheteur exclusif de l'alcool, pouvait arbitrairement limiter ses achats, car les cultivateurs n'oseraient plus ensemer des betteraves, ne sachant s'ils seraient parmi ceux qui auraient dépassé la limite fixée par l'Administration supérieure.

Aussi la Commission a-t-elle exclu du projet, d'une manière absolue tout contingentement et recommande-t-elle que des efforts soient faits pour que la consommation de l'alcool augmente en multipliant ses divers emplois industriels. Cette observation paraît d'autant plus nécessaire à M. DONON que la politique de restriction suivie par le

Ministère des Finances, qui a constamment demandé au Service des Alcools de limiter ses approvisionnements et qui n'a pas fait, semble-t-il, le nécessaire pour le développement du Carburant National, a par là même empêché la production de l'alcool dit d'industrie de prospérer.

Le rapporteur insiste ensuite sur la nécessité d'établir le prix de l'alcool à la parité des cours du sucre afin que le cultivateur de betteraves ne soit pas dans une sujétion complète vis-à-vis du fabricant de sucre, les cultivateurs sachant que s'ils n'acceptent pas le contrat qui leur est offert, ils n'auront comme ressource que de distiller leurs betteraves. Pour que cette question de parité soit définitivement réglée, la Commission demande que le principe soit incorporé sous forme impérative dans la loi qui fixera le mode de fonctionnement de l'Office des Alcools.

Pour la question des mélasses, la Commission s'est prononcée contre la fixation arbitraire faite actuellement, sans aucun avis préalable des intéressés et toujours à des prix notablement inférieurs à ceux fixés pour l'alcool de betteraves.

Depuis la rédaction de ce rapport, il est à noter que, pour la campagne 1930-31 le prix de l'alcool de mélasse a été arrêté à un prix sensiblement supérieur à celui de l'alcool de betteraves.

La Commission suggère que la parité demandée pour l'alcool de betteraves s'applique aux alcools de mélasse ; de cette manière, le fabricant de sucre vendant aux distillateurs la mélasse à un prix élevé réaliserait un bénéfice qui lui permettrait de modérer ses exigences lors de l'achat de ses betteraves.

D'autre part, M. DONON recommande le rétablissement, en faveur des distilleries créées en application de la loi du 5 août 1920, du Service des avances à long terme. Il en défend le principe estimant qu'il faut fortifier la petite propriété rurale afin qu'elle puisse se maintenir en face de la

sucrerie et permette à cette industrie d'acheter les betteraves à un prix rémunérateur. A cela on peut répondre à M. DONON que si les distilleries agricoles sont pleines d'intérêt, il oublie que celles-ci sont souvent entre les mains de gros propriétaires fonciers, véritables « gentlemen-farmers » et que la distillerie industrielle d'autre part, ne reçoit aucun secours de l'État et doit supporter des frais de transport qui grèvent lourdement ses frais de fabrication. Or, les fournisseurs de betteraves de ces industries sont, pour la plupart, de bien plus modestes cultivateurs que ceux qui ont les moyens financiers de monter une distillerie. Avantager outre mesure les distilleries agricoles, c'est donc rompre un équilibre en leur faveur au détriment des distilleries industrielles. Or, dans la région la plus septentrionale de la France, la distribution des terres réservées à la culture ne permet que ce mode de distillerie. Chez les frontaliers, elle a beaucoup de peine à vivre. Elle doit être, au même titre que la distillerie agricole, l'objet de la sollicitude des Pouvoirs Publics, sinon certaines usines seront appelées à périlcliter et le petit cultivateur ne se trouvera plus qu'en face d'un seul acheteur, le sucrier, dont il devra subir les fourches caudines.

LES RÉPERCUSSIONS DU RÉGIME PROVISOIRE SUR LES ALCOOLS DITS NATURELS.

La séparation des deux alcools a entraîné une élévation des prix en faveur des alcools dits naturels, tandis que les betteraviers et mélassiers ont dû lutter pied à pied pour obtenir, à la longue, des conditions d'achat à peine satisfaisantes.

C'est ainsi que les alcools naturels valent environ trois fois plus cher que les alcools dits d'industrie. Les viticulteurs, cidriculteurs et producteurs d'eaux-de-vie naturelles n'ont donc qu'à se louer du régime provisoire. Dans les régions cidricoles, en particulier, le statut actuel a permis

un développement inattendu de la production d'eaux-de-vie de cidre. Cette progression est même, pour M. DONON, inquiétante, car il en résulte que dans certaines régions cidricoles, il devient parfois difficile de trouver la quantité de cidre nécessaire à la consommation indigène. Tout en reconnaissant le bien fondé de beaucoup d'observations de M. DONON, il nous paraît difficile de ne pas signaler l'exagération d'une telle affirmation. C'est pourquoi certains membres de la Commission de l'Agriculture se sont demandés s'il ne conviendrait pas d'envisager des mesures restrictives ou tout au moins la possibilité pour le futur Office d'effectuer dans des limites raisonnables l'achat d'une partie des alcools naturels à des conditions de prix correspondant à celles appliquées pour les alcools de betteraves. M. TOURNAN a émis à ce sujet une proposition ne visant d'ailleurs que les producteurs de plus de 100 hectolitres d'alcool pur par campagne, et les distilleries montées depuis la guerre, et ainsi conçue :

« Sont assimilées aux alcools d'industrie et soumises au régime établi par la présente loi dans une proportion à déterminer par l'Office les quantités d'eaux-de-vie, de vins, de cidre, de poirés, d'hydromels, de mares et lies de fruits frais produites au cours de la campagne par les bouilleurs et distillateurs de profession industrielle au-delà de leur production moyenne respective des campagnes 1909 à 1914, augmentée pour chacun d'eux de la moyenne des quantités livrées directement à l'exportation pendant les trois dernières campagnes... la proportion d'eaux-de-vie prélevée sera fixée par le Conseil d'Administration de l'Office chaque année dans la première semaine de septembre pour la campagne suivante ; elle ne pourra être inférieure au cinquième ni supérieure à la moitié de l'excédent de production définie au présent paragraphe, et sera la même pour toutes les eaux-de-vie assimilées ».

La Commission de l'Agriculture ne s'est pas encore prononcée sur ce projet, mais elle en a, déclare M. DONON, retenu le principe à l'unanimité dans la résolution suivante :

« L'Office de l'alcool industriel devra équilibrer par ses propres

moyens ses recettes et ses dépenses, les ressources nécessaires à cet équilibre seront demandées dans les conditions d'égale équité à la distillerie industrielle de l'alcool de cidre et de l'alcool de vin, à l'exclusion des bouilleurs de cru ».

AVIS DE LA COMMISSION DE L'AGRICULTURE SUR LE PRINCIPES DE L'AUTONOMIE FINANCIÈRE DU FUTUR OFFICE.

Après avoir rappelé les ressources de l'Office et les principes de l'accord de Béziers, M. DONON s'élève contre l'opinion de la Commission des Finances qui ne veut pas reconnaître à l'Office une complète autonomie financière. La Commission de l'Agriculture ne peut admettre, écrit-il, que l'Office soit placé sous la haute autorité du Ministre des Finances qui l'administrerait par l'intermédiaire d'un Directeur assisté d'un Conseil d'Administration. Bien entendu la Commission de l'Agriculture, ajoute-t-il, ne s'oppose pas à un contrôle officiel ; mais, si la gestion de l'Office est confiée à un délégué du Ministre des Finances, celui-ci serait trop enclin à diriger une partie de ses recettes vers la caisse du Trésor¹. Il faut et c'est le vœu de la Confédération Générale des Planteurs de Betteraves, que l'Office soit conduit comme une entreprise industrielle et commerciale, et, pour cela, il doit avoir un budget légalement dis-

1. Depuis la rédaction de ce texte, la Loi de Finances du 31 mars 1932 a incorporé dans les recettes budgétaires une somme de 700 millions prélevée sur les réserves du Service des Alcools.

Voici la teneur des articles relatifs à cette opération, qui prouvent que les craintes de M. DONON, n'étaient que trop fondées.

Article 34. — Le solde des opérations effectuées, en application du décret du 13 août 1919, au titre du régime provisoire des alcools, sera, jusqu'à concurrence de 700 millions de francs, pris en recette au budget général.

Article 35. — L'article premier du décret du 21 décembre 1926 (boissons), portant codification de la législation en matière de contributions indirectes, est complété comme suit :

« Les alcools réservés à l'État sont obligatoirement acquis par lui, sous la seule réserve qu'ils répondent aux types et conditions déterminés par la Direction des Poudres (Service des alcools) avant le 1^{er} janvier 1932.

« Le Trésor consentira au Service des alcools les avances nécessaires à son fonctionnement.

« L'équilibre du compte des alcools sera assuré chaque année, s'il en est besoin, par un prélèvement sur les réserves de ce compte ».

tinct de celui de l'État afin de pouvoir orienter sa gestion en tenant compte des contingences et des possibilités diverses de la consommation. D'ailleurs, les excellents résultats du fonctionnement de l'Office National des Tabacs doivent nous inciter à donner aux alcools un Office possédant une liberté complète d'action. La Commission de l'Agriculture est donc sur ce point en contradiction avec la Commission des Finances ; son point de vue est pour nous préférable, car il tient compte de l'intérêt des agriculteurs qui est la base de la prospérité de notre économie nationale.

AVIS DE M. DONON SUR LES PARTISANS DU RÉGIME DE
LA LIBERTÉ.

Un certain nombre de distillateurs et agriculteurs du Nord protestent contre la réquisition des alcools « bon goût » de mélasses et de betteraves, alors que les alcools de vins et de pommes se vendent à un prix dépassant parfois plus de trois fois celui fixé par la Commission d'Intensification des emplois de l'alcool industriel, pour les achats d'alcools de betteraves. Ces partisans de la liberté invoquent les principes de liberté dont la Révolution a assuré le triomphe et ne peuvent admettre que la République traite de façon différente les producteurs appartenant aux diverses régions d'un même pays. Après avoir reconnu que cette protestation ne manquait pas de force, M. DONON fait remarquer que, si le marché des alcools de bouche était libre, les prix s'effondreraient, et ceux-ci ne pourraient sans doute pas se stabiliser à un niveau supérieur à celui fixé actuellement pour l'achat des alcools de betteraves.

Le monopole provisoire, institué par la loi du 30 juin 1916, a l'avantage de pouvoir protéger dans l'avenir l'alcool provenant des distilleries de betteraves contre le marché des alcools synthétiques obtenus en partant de la houille et dont les prix de revient pourraient être, dans un temps prochain, suffisamment faibles pour concurrencer

l'alcool de provenance agricole. De même, les agriculteurs du Nord qui réclament le régime de la liberté, ne songent sans doute pas à la concurrence qu'ils auraient à subir de la part des alcools de provenance coloniale. Ces raisons sont sans doute suffisantes pour justifier, aux yeux de M. DONON, que l'institution de l'Office National de l'Alcool ne lèse pas les intérêts des agriculteurs de la région septentrionale de la France. Mais quel est l'avis de la Société des Agriculteurs du Nord qui est l'émanation de la majorité des cultivateurs de cette région? Elle affirme toujours son attachement au principe de la liberté absolue dans son ordre du jour du 3 avril 1928, mais elle accepterait, dans un but de conciliation entre les intérêts du Nord et du Midi, la création de l'Office Autonome National de l'Alcool si les bases essentielles suivantes étaient respectées :

1° Les alcools indigènes et des colonies françaises provenant de la distillation des vins, cidres, marcs et lies, etc..., lorsque ces alcools sont potables et consommables en leur état, c'est-à-dire sans qu'ils aient besoin d'être rectifiés ou raffinés, continuent, seuls, à jouir de la liberté de production et de vente ;

2° Les alcools produits par la mise en œuvre des matières premières agricoles indigènes et des colonies françaises, betteraves, mélasses, pommes de terre, pommes, poires, canne à sucre, et qui ne deviennent potables et consommables qu'après avoir été rectifiés ou raffinés sont monopolisés par l'Etat et acquis par lui à des prix qui tiennent compte exclusivement de leur richesse alcoolique et de leur degré de raffinage et de rectification ;

3° En vue de se procurer des ressources, l'Office National devra être autorisé à céder, pour la fabrication des liqueurs et spiritueux composés, un certain contingent d'alcool rectifié ;

4° Les alcools indigènes qui ne proviennent pas de la mise en œuvre de matières premières agricoles, notamment l'alcool méthylique et les alcools de synthèse, sont exclusivement réservés pour la carburation et acquis à des prix en rapport avec cette utilisation ;

5° Le régime définitif devra s'organiser pour que, dans un délai maximum à déterminer, il ne soit plus fait appel aux alcools d'importation ;

6° L'Office National chargé de l'application de ces dispositions

ainsi que de l'achat et de la vente des alcools monopolisés, devra être constitué avec la plus complète autonomie financière. Une proportion équitable des membres de son Conseil d'Administration devra être constituée par les représentants des producteurs et transformateurs.

Il aura l'obligation absolue de prendre en charge la totalité des alcools de betteraves et mélasses indigènes produits à des prix en parité réelle et effective avec le prix du sucre ;

7° Afin d'éviter un effondrement des cours du sucre et en vue d'assurer le maintien, en France, de la culture de la betterave à sucre et de distillerie, indispensable à l'obtention de forts rendements en blés et en viandes, les droits de douane applicables au sucre étranger devront toujours être suffisants pour permettre la vente de la betterave au-dessus de son prix de revient.

Que pense de ces desiderata la Commission de l'Agriculture ? M. DONON déclare, dans son rapport, que celle-ci donne son entière approbation aux vœux des § 4 à 7, mais que, tout en reconnaissant les difficultés et les raisons qui ont inspiré la rédaction des deux premiers articles, la Commission de l'Agriculture estime que l'autorisation donnée à l'Office de réquisitionner les alcools rectifiés provenant des vineries et distilleries coopératives du Midi entraînerait pour toutes ces organisations un affaiblissement de leurs recettes qui serait de nature à compromettre leur bon fonctionnement. Aussi, la Commission de l'Agriculture est-elle d'avis de maintenir le monopole des alcools tel qu'il est assuré par le Service provisoire. La Commission admettrait cependant, comme le désire le § 3 du vœu des agriculteurs du Nord, que les alcools industriels rectifiés puissent servir pour une part à la fabrication des liqueurs et spiritueux composés.

CONCLUSIONS DU RAPPORT DE M. DONON

La Commission de l'Agriculture donne, en fait, son approbation à la constitution du nouvel Office National des Alcools Industriels, consacrant l'avantage consenti depuis la guerre aux eaux-de-vie dites naturelles, lesquelles, d'après

la loi, peuvent seules être livrées à la consommation de bouche. Mais, à la différence de la Commission des Finances, elle désire que cet Office ait une complète liberté d'action pour lui permettre d'accorder à tous les producteurs d'alcool provenant de la distillation des betteraves, mélasses, grains, pommes de terre..., une rémunération suffisante sans qu'en soient limitées les quantités offertes, ceci afin que toutes les régions de la France soient traitées sur un pied d'égalité.

Le rapport de M. DONON, au nom de la Commission de l'Agriculture, a l'avantage sur celui de M. GARDEY de se soucier davantage des intérêts agricoles et c'est pourquoi nous espérons que le Sénat se rangera à son avis, cette Commission ayant eu soin d'admettre un contrôle raisonnable du futur Office de la part des Pouvoirs Publics.

V. Les rapports de M. Tournan et le deuxième avis de M. Gardey sur le projet de loi adopté par la Chambre des Députés instituant le monopole de l'alcool industriel.

A la suite des avis présentés par MM. ABEL GARDEY et DONON, la Commission, chargée d'examiner le projet de loi adopté par la Chambre des Députés instituant le Monopole de l'alcool industriel, reprit ses travaux. M. TOURNAN, Secrétaire de la Commission, présenta, en son nom, deux rapports, le premier le 17 juin 1930 et le second le 11 juin 1931 où il était en partie tenu compte des avis présentés par la Commission des Finances et de l'Agriculture ainsi que des suggestions des intéressés.

Dans son premier rapport auquel nous avons emprunté une grande partie de notre documentation, M. TOURNAN, après une étude historique et un exposé détaillé du régime provisoire, montre les conséquences économiques qui s'en

sont suivies et qui se caractérisent par la disparition des distilleries de grains, l'augmentation du nombre des distilleries coopératives de betteraves et surtout par l'accroissement considérable de la production de l'alcool de cidre ou de pommes.

S'inquiétant de cette dernière situation, il préconise, pour y remédier, les solutions suivantes :

1^o Refus des acquits blancs aux alcools de pommes ou de cidre ;

2^o Répartition du marché de la consommation de bouche entre les différentes catégories d'eaux-de-vie naturelles en accordant 2/3 à l'alcool vinique contre 1/3 seulement à l'alcool de pommes ou de cidre.

3^o Livraison obligatoire au futur Office d'une partie des alcools de bouche.

A ce sujet, il déclare que la Commission dont il est rapporteur estime indispensable d'attribuer à l'Office de l'Alcool un rôle régulateur en demandant aux grands distillateurs d'eaux-de-vie naturelles, qui bénéficient du nouveau régime, un sacrifice proportionné à l'avantage qu'ils en retirent. Pour cela l'Office devra acquérir, au même prix que l'alcool d'industrie, une partie des eaux-de-vie produites ou importées au-delà de la moyenne d'avant-guerre. La proportion d'alcool naturel à prélever ne pourra être inférieure au cinquième ni supérieure à la moitié de l'excédent de production entre la moyenne des cinq dernières campagnes qui ont précédé la guerre augmentée de la moyenne des quantités livrées directement à l'exportation pendant les trois dernières campagnes et la production actuelle. Les bouilleurs et distillateurs de profession visés par ce projet sont, pour les eaux-de-vie de vins et de marcs et lies de vins, ceux dont les produits n'ont pas droit à l'acquit jaune d'or¹ ou qui dépassent en totalité ou en partie 60° Gay

1. Les acquits jaune d'or ont été créés par la loi du 4 août 1929 qui prévoit que les eaux-de-vie de Cognac et d'Armagnac ne pourront être expédiés sous

Lussac à 15° Centigrades même si leurs opérations consistent uniquement en la rectification de spiritueux reçus du dehors. Pour les eaux-de-vie de cidres, poirés, hydromels, marcs et lies de ces matières et fruits frais ceux qui produisent au minimum 100 hectolitres d'alcool pur par campagne.

Le texte proposé par M. TOURNAN prévoit, en outre, que pour les producteurs qui n'auront pas à livrer plus de 200 hectolitres d'alcool pur, la livraison sera remplacée par le versement à l'Office d'une somme égale, par hectolitre, à la différence entre le prix moyen d'achat et de vente pratiquée par l'Office pour les alcools de même nature pendant la campagne.

En ce qui concerne les alcools d'industrie, il ressort du rapport de M. TOURNAN que la Commission de l'Alcool du Sénat s'est efforcée de concilier dans toute la mesure du possible les tendances qui se sont manifestées. En particulier ses commissaires proposent, tout en laissant l'Office sous l'autorité du Ministre des Finances, ce qu'ils justifient par le rôle capital joué par l'État à la constitution de cet organisme, de lui concéder une autonomie suffisante pour intéresser à sa gestion les compétences appelées à y participer.

Mais le rapporteur réproouve la création d'un budget annexe, trouvant suffisant l'établissement d'un bilan annuel qui sera annexé au budget du Ministère des Finances

appellation d'origine hors des régions de production que si elles sont accompagnées de titres de mouvement libellés sur papier jaune d'or.

Ceux-ci doivent mentionner :

1° La nature des matières premières dont proviennent les eaux-de-vie ;

2° L'appellation qui leur est attribuée qui peut consister soit en une appellation générale de Cognac ou d'Armagnac, soit en une appellation du cru particulier de ces régions.

Des producteurs d'autres crus renommés tels le Calvados font des démarches pour obtenir également des acquits avec certificats d'origine. Car, en dehors des avantages prévus par le projet Tournan pour les eaux-de-vie bénéficiant des acquits jaune d'or, certaines législations étrangères accordent à ces eaux-de-vie françaises des avantages tout particuliers.

et, ainsi, soumis au contrôle du Parlement. Quant au choix du directeur, la Commission concilie les divers avis en proposant sa nomination par décret, mais le choix ne devant se faire qu'entre trois candidats proposés par le Conseil d'Administration.

Le projet de loi rapporté par M. TOURNAN donne en outre à ce Conseil tous pouvoirs en ce qui concerne la gestion de l'Office mais réserve au Ministère des Finances la possibilité d'annuler les décisions prises dans un délai de vingt jours. Le Sénateur du Gers fait d'ailleurs remarquer que, en fait, le Conseil d'Administration jouira d'une entière autonomie, sa « sagesse » devant lui permettre d'éviter toute immixtion ministérielle. Son initiative sera cependant limitée pour la détermination du quantum à prélever sur les eaux-de-vie naturelles et pour la fixation du prix d'achat et de vente des divers alcools d'industrie, les décisions prises à cet effet ayant une importance vitale pour les intéressés. Quant à la personnalité morale de l'Office, le texte proposé par M. TOURNAN prévoit que celui-ci sera un établissement public doté de la personnalité morale, et de l'autonomie financière, mais qu'un contrôle des opérations sera exercé par une Commission administrative de sept membres dont deux nommés par le Ministre des Finances, un par le Ministre de l'Agriculture et quatre élus par le Conseil d'Administration, deux parmi les représentants des producteurs d'alcools et deux parmi les délégués des utilisateurs. Cette Commission devra exposer chaque année les résultats de ses travaux et le bilan des opérations de l'Office sera annexé au budget du Ministère du Budget qui suivra la clôture de la campagne.

Quant à la composition du Conseil d'Administration, elle est fixée de la manière suivante : les membres seront au nombre de trente et comprendront :

- 12 Représentants des Intérêts Généraux.¹
- 10 Représentants des Producteurs d'Alcools.
- 7 Représentants des Usagers.
- 1 Agent de l'Office.

Tels sont les grandes lignes des principales dispositions prévues dans le rapport de M. TOURNAN. Ayant déjà exposé au cours de cet ouvrage de nombreux points prévus dans ce projet de loi, en particulier ce qui y est dit au sujet des rhums, nous n'avons pas cru nécessaire de nous appesantir plus longtemps ici sur ce remarquable rapport.

Après le dépôt de ce projet de loi, quelques observations furent encore présentées par les intéressés. La Commission de l'Alcool du Sénat tint compte de quelques-unes des suggestions soumises et apporta certaines modifications au texte primitif.

M. TOURNAN, le 11 juin 1931, déposa en conséquence un nouveau rapport où il est tenu compte des innovations apportées par la Commission de l'Alcool du Sénat. Parmi les principales il y a lieu de signaler :

1° Le rattachement de l'Office de l'Alcool au Ministère du Budget au lieu de celui des Finances ;

2° Que les bananes soient ajoutées à la liste des fruits : figues, dattes et caroubes, qui fournissent les alcools classés comme alcools d'industrie ;

3° La possibilité pour l'Office de subventionner non seulement les entreprises particulièrement utiles pour abaisser le prix de l'alcool d'industrie, mais aussi les recherches effectuées dans ce but ainsi que les propagandes qui seront faites pour le développement de son emploi ;

4° La possibilité pour l'Office de recevoir des subventions ;

5° La suppression de la restriction privant le directeur

1. Dans sa séance du 10 mars 1932, la Commission de l'Alcool a porté de 12 à 15 le nombre des représentants des Intérêts Généraux, élevant ainsi à 33 les membres du Conseil d'Administration.

et le représentant des agents de l'Office de leurs voix délibératives pour les questions touchant le personnel ;

6° Que l'allocation variable du directeur soit fixée d'après les résultats obtenus par l'Office pour le développement de l'utilisation de l'alcool industriel ;

7° Diminution de cinq à quatre du nombre des délégués du Ministère du Budget et augmentation de deux à trois du nombre des Représentants du Ministère de l'Agriculture (portés à quatre le 10 mars 1932).

8° Que la majoration du prix d'achat de trois francs par hectolitre d'alcool pur prévue pour les distilleries agricoles soit étendue aux coopératives ;

9° Assimilation des rhums et tafias importés des colonies françaises aux eaux-de-vie métropolitaines, mais la livraison obligatoire est remplacée par un versement à l'Office de la différence entre le prix d'achat des eaux-de-vie assimilées et le cours moyen du rhum contingenté sur le marché libre ;

10° Certaines modifications aux conditions d'assimilation des alcools naturels aux alcools d'industrie.

Aucune distinction n'est plus faite entre les eaux-de-vie de vins et celles de cidre. Sont simplement exclus désormais de la réquisition les bouilleurs de cru et les bouilleurs de profession dont la fabrication ne dépasse pas 100 hectolitres d'alcool pur.

A priori cette modification semble devoir donner entière satisfaction aux distillateurs de pommes, mais en fait quels seraient les résultats de cette disposition si elle était votée ?

La production des eaux-de-vie de cidre et des poirés, ayant beaucoup plus augmenté que celle de vins, ce sont les régions de l'Ouest, qui se trouveraient frappées le plus durement par ces mesures. Or, l'augmentation des distilleries de pommes provient en partie de la sous-consommation du cidre et du fait que certains distillateurs de bette-

raves ont abandonné cette matière première pour la pomme en raison du régime qu'on leur imposait. Nous ne pouvons pas facilement admettre qu'un prélèvement soit fait aujourd'hui en se basant sur une production d'il y a vingt ans et que l'on fasse table rase des situations acquises pendant ces dernières années. Les parlementaires de Normandie et de Bretagne et parmi eux MM. BOIVIN-CHAMPEAUX et CHÉRON ont protesté avec véhémence contre ces dispositions ; nous espérons qu'il sera tenu compte de leurs justes revendications et que, lors du vote de la loi, un compromis heureux pourra aplanir cette friction entre l'Ouest et le Midi.

* * *

M. GARDEY, au nom de la Commission des Finances, présenta, le 3 décembre 1931, l'avis de ses collègues sur les rapports de M. TOURNAN. Il sût gré au Député du Gers d'avoir fait tous les efforts nécessaires pour concilier, dans son projet, les divers intérêts régionaux en cause.

Mais il reprocha à la Commission qui avait établi le projet de loi de n'avoir pas assez prévu les difficultés qui pouvaient surgir dans un avenir prochain. Il fit allusion, en particulier, au développement probable de l'alcool de synthèse et regretta que rien ne soit prévu pour régler la concurrence de celui-ci avec les alcools de betteraves et de mélasse.

Il se préoccupa de l'engagement que l'on avait imposé au futur Office de prendre à la parité des cours du sucre, sans aucun contingentement, la production d'alcool de betteraves et craignit qu'il y eut là une situation périlleuse pour l'équilibre de l'Office.

Enfin, il déclara que la Commission des Finances ne pouvait admettre l'organisation administrative prévue, l'Office bénéficiant de recettes fiscales fort importantes. Il

n'approuva pas le principe de l'autonomie financière d'autant moins que les Représentants des Pouvoirs Publics au sein du Conseil d'Administration y étaient en minorité.

* * *

Ce projet de loi instituant l'Office de l'Alcool marque une étape importante dans l'histoire du régime de ce produit.

Tout en reconnaissant les heureuses conséquences que produirait la consécration définitive du régime provisoire, nous nous permettons cependant de critiquer quelques points.

Comme nous l'avons déjà dit, lors de l'étude du rapport *TOURNAN*, nous pensons tout d'abord que l'assimilation des alcools de bouche aux alcools d'industrie, prévue dans les projets, lèserait les situations acquises des distillateurs de l'Ouest. Nous regrettons que les viticulteurs, non satisfaits d'avoir évincé du marché libre les producteurs du Nord, se montrent si peu conciliants vis-à-vis des fabricants d'alcools de Normandie et de Bretagne.

En ce qui concerne l'équilibre financier de l'Office, nous partageons les craintes de M. GARDEY, mais nous ne pouvons le suivre lorsqu'il propose de contingerter ces alcools qui devront être payés en parité des cours du sucre. Il nous semble possible d'éviter cette solution qui nuirait à la culture betteravière dont nous avons signalé suffisamment l'utilité pour ne pas y revenir ici.

Comment peut-on réaliser l'équilibre de l'Office sans entraver la culture betteravière?

Pour cela, nous souhaiterions que le § 8 de l'art. 1^{er} du projet *Tournon* fut ainsi modifié :

Projet Tournan

Les Alcools d'Industrie peuvent alimenter la consommation de bouche, seulement pour la fabrication des vinaigres et pour la préparation, en vue de l'exportation, de spiritueux de toute nature.

Rédaction proposée

Les Alcools d'Industrie peuvent alimenter la consommation de bouche, seulement pour la fabrication des vinaigres, pour le vinage et le mutage des vins et pour la préparation, en vue de l'exportation, de spiritueux de toute nature.

La modification proposée aurait pour effet de permettre aux alcools d'industrie de *continuer* à être utilisés pour le vinage et le mutage des vins. Nous estimons en effet que ce débouché est indispensable pour permettre l'équilibre du budget de l'Office de l'Alcool.

Si nous examinons le bilan du Service des Alcools, nous voyons que, pendant la période allant de la campagne 1919-20 à la campagne 1928-29, soit dix années, cet organisme a réalisé un bénéfice de 320 millions. Aurait-il pu réaliser des profits aussi substantiels si le débouché du vinage et du mutage lui avait été fermé ? Nous disons formellement : non.

Pendant ces dix années, il a été livré en vue de cette utilisation les quantités suivantes :

Bénéfice moyen par Hectolitre :		Bénéf. total
1919-20	70.000 Hl	293 frs
1920-21	40.000—	90 —
1921-22	87.231—	199 —
1922-23	105.219—	222 —
1923-24	134.164—	346 —
1924-25	36.803—	456 —
1925-26	70.689—	562 —
1926-27	57.848—	605 —
1927-28	125.546—	573 —
1928-29	141.152—	578 —
		356.279.471

Les bénéfices réalisés par le Service des Alcools sur les quantités d'alcools rétrocédées au vinage et au mutage

s'élèvent au total à 365 millions. Il en résulte que, si ce débouché n'avait pas été ouvert au Service pendant ces dix années, les opérations sur rétrocessions autres que la carburation, au lieu de se solder par un bénéfice de 320 millions, auraient accusé une perte de 36 millions.

Nous n'avons parlé uniquement que des bénéfices réalisés sur les cessions autres que la carburation. A côté de ces profits, figure un reliquat bénéficiaire de 394 millions provenant de la différence entre le produit de la taxe sur les hydrocarbures importés (loi du 28 février 1923) et les pertes subies sur les livraisons d'alcool faites pour la carburation qui n'ont été, par campagne, depuis 1923-24, que de 200.000 Hl. en moyenne, du fait que des distilleries anéanties pendant la guerre n'étaient pas encore reconstruites.

Au cours des deux dernières années, la situation s'est entièrement modifiée puisque, pour les campagnes 1929-30 et 1930-31, le Service des Alcools a pu livrer 350.000 et 658.000 hectos.

Depuis la loi du 4 juillet 1931 portant la surtaxe d'importation de 5 francs à 10 fr. 40, on peut raisonnablement escompter une recette annuelle de 300 millions. La production probable d'alcool d'industrie devra nécessiter la livraison à la carburation de 1.500.000 Hl. d'alcool. La perte du Service sera approximativement de :

$$1.500.000 \times 200 \text{ fr. soit } 300 \text{ millions}$$

la taxe sur les essences remplira donc bien le rôle pour lequel elle a été instituée.

En se basant sur le prix moyen d'achat de ces dernières années, variant de 335,78 (1925-26) à 298,83 (1930-31), on peut fixer à 305 francs environ le prix moyen d'achat des prochaines années.

On peut se baser sur une production vraisemblablement de 2.700.000 Hl. si aucun contingentement n'est imposé. Nous pensons, comme nous l'avons dit plus haut, que sur cette quantité, 1.500.000 H^o seront dirigés sur la carburation sans perte ni profit pour le Service.

Nous restons donc en présence d'un stock de 1.200.000 hectolitres d'alcool qui devra être rétrocédé aux industries privilégiées, stock évalué à 305 francs l'hecto soit 366 millions.

Nous nous trouvons donc devant deux hypothèses : ou bien le vinage et le mutage restent acquis au Service ou bien il lui sont supprimés.

Dans le premier cas, l'équilibre financier peut être réalisé ; le tableau suivant donnant approximativement les quantités de rétrocessions possibles d'après les dernières années, l'indique nettement :

Vinage et mutage . . .	125.000	Hls × 750 ¹	=	93.750.000
Vinaigres	50.000	— × 600	=	30.000.000
Parfumerie-Pharmacie	110.000	— × 500	=	55.000.000
Produits chimiques ..	190.000	— × 210	=	39.900.000
Exportation	75.000	— × 250	=	18.750.000
Chauffage-éclairage ..	650.000	— × 200	=	130.000.000

Soit : 1.200.000 — pour 367.400.000

Dans le deuxième cas, celui où le débouché du vinage et du mutage est fermé, les 125.000 H^o qui lui étaient destinés seront obligatoirement envoyés à la carburation au prix de 115 francs soit une différence de 635 francs de recettes en moins par hecto, soit environ 80 millions (chiffre auquel il faut ajouter les frais de déshydratation).

Pour éviter cette perte, le futur Office se trouverait dans l'obligation, comme le préconise M. GARDEY, d'envisager un contingent de la production. Or, si nous nous reportons aux statistiques officielles, nous voyons que la production d'alcool de bouche est passée de 337.000 hectos en 1912 et de 356.000 en 1913 à 938.000 en 1930 et 725.000 en 1931 alors que celle de l'alcool d'industrie atteignait près de 3.000.000 d'hectolitres en 1912 et 2.695.000 en 1913. Le chiffre de 2.700.000 hectos sur lequel les calculs précédents ont été établis correspond donc à la situation d'avant-

1. Prix de vente qui devra être fixé pour que l'alcool d'industrie puisse être employé avantagusement pour le vinage et le mutage.

guerre en quantités. Peut-on en dire autant des alcools naturels ? Non, puisque la production a augmenté de plus de 150 %. C'est pourquoi notre point de vue nous semble équitable. On ne peut incriminer les distillateurs d'alcool d'industrie d'être la cause d'une production pléthorique ; nous espérons donc que la sagesse du Sénat leur évitera d'être privés du débouché du vinage et du mutage.

Parmi les autres dispositions du projet de loi rapporté par M. TOURNAN, nous nous permettrons de critiquer le mode de fixation du prix de l'alcool de mélasses¹. Au § 4 de l'art. 6 il est dit :

« Ceux-ci ne pourront être inférieurs de plus de 25 % aux prix des alcools de betteraves ».

Ce texte ne peut, en effet, donner ni satisfaction, ni sécurité aux producteurs. Jusqu'ici le prix d'achat de leur fabrication a été fixé arbitrairement ; la rédaction proposée par M. TOURNAN ne modifie point cette situation. En effet, elle implique la possibilité pour le prix de l'alcool de mélasse de varier dans de larges proportions ; celui-ci pourrait être fixé au minimum légal prévu, soit 75 % du prix des alcools de betteraves, ou bien au prix même de l'alcool de betteraves, ou encore à un prix intermédiaire, voire même à un prix supérieur, comme cela s'est déjà produit pour la campagne 1930-31.

De ce fait, il résulte que les fabricants, lors de leurs achats de matière première, ignoreraient encore totalement le sort qu'ils subiraient pour l'achat de leurs alcools et ne pourraient même le prévoir.

C'est là une situation absolument anormale, et nous ne pouvons que nous associer à la demande que les producteurs formulent de voir le prix d'achat de leur alcool établi à un pourcentage fixe du prix de l'alcool de betteraves.

1 Voir à ce sujet le Chapitre *Fixation du prix d'achat des alcools*.

Des observations présentées à ce sujet par le Syndicat des Fabricants d'Alcools au Conseil National Économique le 29 février 1932, il ressort que dans un esprit de conciliation ceux-ci accepteraient comme prix de base les 9/10^e du prix fixé pour l'alcool de betteraves. Cette revendication nous paraît d'autant plus juste, qu'avant la guerre lorsque le marché était libre, ces deux catégories d'alcools se concurrençaient et avaient des cours extrêmement voisins. De plus la fixation d'un cours trop bas pour l'acquisition, par l'Office, des alcools de mélasses aurait d'assez nombreux inconvénients.

En effet, de ce prix dépend celui de la mélasse, sous-produit de la fabrication du sucre, et un prix raisonnable de vente de ce sous-produit augmentant très sensiblement les recettes des sucriers leur permet d'acheter la matière première, la betterave, à un prix plus rémunérateur.

L'abaissement de 30 francs du prix d'achat par l'État de l'alcool de mélasses pour la campagne 1931-32 a eu pour effet de diminuer de trois francs le prix de la tonne de betteraves.

L'année dernière, les droits de douane sur les sucres ont été augmentés pour permettre aux planteurs de betteraves d'obtenir un profit raisonnable afin d'encourager la culture betteravière génératrice de forts rendements en blé. L'adoption du projet de loi qui autoriserait la fixation du prix de l'alcool de mélasses à 75 % nous semblerait aller à l'encontre des idées directrices qui ont incité le Parlement à augmenter la protection douanière sur les sucres. Aussi espérons-nous que, lors du vote de la loi, le Sénat tiendra compte des observations présentées par les producteurs d'alcools de mélasses.

Nous espérons aussi voir apporter une légère modification à la rédaction du premier paragraphe de l'art. 6 où il est spécifié que l'Office paiera, au fur et à mesure de la livrai-

son, les alcools qui lui sont réservés. L'alcool d'industrie appartenant à l'État « dès sa production », il y a lieu, à notre avis, d'en prévoir le paiement dès ce moment. En effet, si le produit fabriqué ne devait être payé qu'au moment des livraisons, il se pourrait que l'État pour des raisons quelconques retardât intentionnellement la prise en charge de ces alcools, ce qui peut mettre les distillateurs en face de grosses difficultés de trésorerie et les obliger à surseoir au paiement de leurs betteraves.

Lors de notre exposé relatif aux avis de la Commission des Finances et de l'Agriculture, nous avons émis notre opinion sur d'autres points touchant l'institution du régime définitif et, en particulier, notre préférence pour l'adoption du principe de l'autonomie financière du futur Office; c'est pourquoi nous n'aborderons pas présentement ces questions.

En résumé l'instauration du régime définitif ne modifie pas sensiblement le statut actuel de l'alcool. La seule innovation capitale réside dans l'assimilation, sous conditions, de certaines eaux-de-vie à l'alcool d'industrie.

CONCLUSION

L'étude que nous avons entreprise nous conduit à constater qu'un statut rationnel de l'Alcool ne peut être établi sans que soient résolus de nombreux et très complexes problèmes.

Le législateur a maintes fois tenté, dans le courant du siècle dernier, d'améliorer un régime trop incohérent pour être efficace mais n'a jamais obtenu que des résultats fragmentaires. L'aspect économique de la question a été si longtemps sacrifié à de simples nécessités budgétaires que la matière, surtaxée, a fui devant les productions étrangères à faible prix de revient. En outre, les Alcools dénaturés étant victimes d'une fiscalité excessive, il en résultait que la plus grande partie de la production s'acheminait vers la consommation de bouche au grand dam de la santé publique.

Fort heureusement, les énergiques protestations des hygiénistes et de nombreux parlementaires que la situation inquiétait, obligèrent, en 1900, les Pouvoirs Publics à examiner la question dans le cadre économique qui convenait et non sous l'incidence fiscale ; c'est ainsi qu'apparut la nécessité de favoriser la production d'une matière indispensable à la prospérité agricole et représentant, par elle-même, une richesse nationale, de lui trouver des débouchés industriels suffisants pour enrayer une catastrophique alcoolisation du pays et d'éviter qu'une imposition excessive fasse le jeu des concurrents étrangers.

Ces principes essentiels de la législation de 1900 ne purent, malheureusement, être appliqués aussi strictement qu'on eût été en droit de l'espérer, des intérêts régionaux ayant trop souvent primé l'aspect national du problème.

Il fallut la guerre de 1914 et ses conséquences pour que des mesures radicales fussent prises, mesures qui n'auraient jamais été acceptées en d'autres circonstances, mais qui ont servi de point de départ à une refonte complète du statut de l'Alcool.

Nous n'entendons certes pas conclure en faisant l'apologie du régime provisoire qui comporte, à notre avis, trop de lacunes pour pouvoir être consolidé tel qu'il existe, mais nous reconnaissons qu'il a apporté de très heureuses innovations ; son constant renouvellement prouve à lui seul que ce régime a paru préférable à celui qui était en vigueur avant 1914.

Il a résolu, en favorisant les utilisations industrielles de l'alcool, un des principaux problèmes soulevés, mais ne l'a résolu qu'imparfaitement puisqu'il laisse subsister en partie le dangereux privilège des bouilleurs de cru, désastreux, nous l'avons vu, pour la santé publique.

Ce régime provisoire a permis de concilier très adroitement des intérêts régionaux opposés, mais il n'en demeure pas moins qu'il a un caractère essentiellement arbitraire, ayant purement et simplement supprimé la libre concurrence que nous considérons comme essentielle pour obtenir un équilibre économique naturel.

L'expérience a trop souvent montré les inconvénients qui résultent des entraves apportées en libre jeu des lois économiques ; « laisser faire et laisser aller la concurrence » comme le conseillaient les Physiocrates, a toujours semblé et semble encore, dans des conditions économiques normales, la meilleure doctrine pour favoriser la prospérité. Ceci sans préjudice de l'intérêt que peut présenter l'« Economie

dirigée » dans les périodes où les bouleversements économiques débordent le cadre national.

Nous sommes donc tenté de reprocher au régime provisoire son caractère arbitraire ; tout en reconnaissant qu'il favorise le développement des matières permettant d'obtenir de l'alcool à prix de revient élevé, nous regrettons qu'il entrave aussi complètement l'extension des sources d'alcool bon marché.

Au point de vue fiscal, nous estimons que la complexité des taxes n'est pas un facteur d'encouragement pour la production. La loi du 22 janvier 1932 vient, heureusement, d'améliorer cette situation pour l'alcool d'industrie et celle du 18 mars 1932 pour l'alcool de bouche. Nous serions heureux de voir alléger les charges que supporte l'alcool destiné à la parfumerie, quant à l'alcool de grains, nous regrettons qu'il ait été sacrifié.

Nous nous sommes plu à reconnaître la qualité des concours fournis tant par les départements ministériels intéressés que par les organismes spéciaux créés, mais nous tenons à signaler, au point de vue administratif, les inconvénients qui résultent des retards apportés à la fixation du prix d'achat de l'alcool, les producteurs d'alcool de mélasse, notamment, se trouvant dans l'absolue impossibilité, dans ces conditions, de passer leurs marchés de matières premières en temps voulu.

Enfin nous nous élevons contre le fait que, dans les projets de loi actuellement en cours d'examen, tous les producteurs ne soient pas mis sur un pied d'égalité.

Nous ne reviendrons pas sur les critiques que peut suggérer le régime auxquels sont soumis les rhums coloniaux ; rappelons simplement qu'il serait souhaitable de voir dimi-

nuer la sophistication du produit, et augmenter légèrement la limite du contingent, présentement trop réduit.

Il ne semble d'ailleurs pas que le régime actuel puisse être maintenu bien longtemps : les travaux parlementaires relatifs à la création d'un Office de l'alcool sont trop avancés et rallient trop de suffrages pour qu'une solution n'intervienne pas dans un bref délai.

Les principes qui ont inspiré ces travaux nous séduisent, et le succès qui a couronné leur application dans les pays étrangers où ceux-ci ont été adoptés, est d'ailleurs le plus sûr garant tant de leur puissance que de leur efficacité. Nous serons très spécialement heureux de voir consacrer par un texte clair et précis le régime des distilleries qui ne vivent, depuis fort longtemps, que d'expédients et craignent constamment qu'une « fantaisie » parlementaire bouleverse leurs exploitations ou qu'une nécessité budgétaire absorbe la marge de bénéfices qu'elles sont en droit d'escompter.

Cependant, nous aimerions voir apporter quelques modifications au projet qui doit être prochainement soumis au Parlement.

Il serait notamment desirable que l'alcool d'industrie put trouver un débouché intéressant dans le vinage et le mutage et que cette utilisation ne fut pas pratiquement supprimée, comme il paraît résulter des rapports de M. TOURNAX. Ayant toujours examiné avec la plus stricte impartialité la position de chaque catégorie de producteurs devant les problèmes à résoudre, nous ne craignons pas d'affirmer que nous trouverions anormal que les alcools de vins et de cidre ne participassent pas davantage aux frais de l'Office, l'assimilation prévue ne leur imposant qu'un sacrifice peu considérable.

Dans l'exposé que nous avons fait du fonctionnement de l'organisme qui est envisagé nous avons montré quel les difficultés soulevait l'établissement des pouvoirs et des

responsabilités de ses dirigeants. Nous demeurons partisan de l'autonomie financière et d'une large initiative du Conseil d'Administration.

Les critiques qui ont été soulevées au sujet de l'équilibre financier de l'Office tombent d'elles-mêmes, si on admet que le débouché du vinage et du mutage reste ouvert aux alcools d'industrie et si on est en mesure de valoriser l'alcool carburant en fournissant un produit de qualité. Nous ne pensons pas que l'on puisse contester le choix que nous faisons en préférant la vente à un prix supérieur à celui de l'essence d'un carburant à base d'alcool de meilleure qualité que celle-ci à la vente d'un mélange essence poids-lourd alcool, même à un prix inférieur à celui de l'essence.

La question des produits susceptibles de concurrencer l'alcool pour certains emplois ne paraît pas avoir été suffisamment examiné et nous aimerions cependant voir supprimer certains produits chimiques, l'acide acétique, par exemple, dans la fabrication des vinaigres.

Nous n'insisterons pas sur le privilège des bouilleurs de cru, estimant avoir été trop formel dans nos appréciations pour craindre que notre point de vue n'apparaisse pas clairement.

Nous reconnaissons pleinement l'intérêt que présente une innovation récente : les acquits jaune d'or ; il serait souhaitable que ce titre de mouvement fut étendu à certains alcools spéciaux tels que le calvados et les eaux-de-vie de fruits, avec spécifications de teneur et de toxicité.

Enfin, et nous touchons ici à l'un des points les plus délicats de notre thèse, nous ne pensons pas que l'on puisse obtenir des résultats tangibles si on ne recherche pas une sélection des matières premières de l'alcool. Il ne paraît pas

impossible de concevoir une diminution de la production d'alcool à prix de revient élevé par le développement de la consommation des boissons hygiéniques.

Le Midi pourrait, croyons-nous faire un effort pour réduire actuellement ses plantations dans le but d'éviter une surproduction ultérieure.

Il ne faudrait pas croire cependant, que si on limitait par ces moyens la production nationale d'alcool à son montant actuel, le problème serait définitivement résolu pour l'avenir.

En effet, de nouvelles sources peuvent se révéler au cours des prochaines années et entraîner un déséquilibre complet entre la production et la consommation nationales, que le programme actuel a pour but d'éviter.

On ne paraît pas avoir tenu compte de l'apport que ces nouvelles sources pourrait fournir à la production et du danger que comporte une telle éventualité.

La production d'alcool de synthèse, qui représente environ 15.000 hectolitres par an, est susceptible de s'accroître très considérablement, les progrès techniques en cours de réalisation devant aboutir à un abaissement des prix de revient.

Nous avons vu que, depuis l'accord de Béziers, les violentes polémiques que soulevait le problème de l'alcool jusqu'à cette époque se sont sensiblement apaisées ; un terrain d'entente semble avoir été trouvé, mais il ne faudrait pas en conclure que la mise en pratique d'une manière définitive de l'Office de l'alcool ne fera pas surgir des difficultés que le Conseil d'Administration aura beaucoup de peine à résoudre.

L'avenir ne peut donc être envisagé avec confiance que si le développement rationnel des emplois de l'alcool d'industrie est poursuivi, et si l'heureux esprit de concession

qui anime actuellement les différentes catégories de producteurs, se maintient et permet de résoudre, dans l'apaisement des problèmes qu'une démagogie exagérée a bien souvent et bien inutilement envenimés.

Paris, 31 mars 1932.

Vu, le Doyen.
H. BERTHELEMY.

Vu, le Président de la thèse
E. ALLIX.

Vu et permis d'imprimer :
Le Recteur de l'Académie de Paris
CHARLETY.

BIBLIOGRAPHIE

I. Livres

- BERTHELOT. — *Histoire des Sciences, La Chimie au Moyen-Age.*
- BRDLIK. — *Encyclopédie tchécoslovaque sur l'Agriculture*, Édition Brossard, Paris, 1928.
- BOULLANGER. — *Industrie agricole de fermentation, Distillerie agricole et industrielle*, Édition Baillière, Paris, 1909.
- BUCHELER. — *Manuel de Distillerie*, Édition Béranger, Paris, 1899.
- CONSTANT. — *Le Régime des Alcools en Belgique*, Édition Botte Lemye, Charleroi.
- DARESTE. — *Traité de Droit Colonial*, Paris, 1931.
- DALLOZ. — *Code des Boissons*, Paris, 1912.
- DUCHEMIN. — *La dénaturation de l'alcool en France*, Dunod et Privat, 1907.
- DUJARDIN. — *Recherches rétrospectives sur l'art de la Distillerie*, Paris, 1900.
- FRANCK. — *Le Commerce des Alcools*, Édition Rousseau, Thèse, Paris, 1911.
- FRISTCH ET VASSEUR. — *La fabrication de l'alcool*, Édition Amédée Legrand, Paris, 1927.
- GANILH. — *La théorie de l'Economie Politique*, Édition Deterville, Paris, 1815.
- GLINEUR. — *Manuel des distilleries industrielles et agricoles*, Librairie administrative P. Oudin, Poitiers, 1901.
- GOLDSCHMID ET STAUDT. — *Gestze und Berordnungen uber die Besteuerung des Branntmeines*, Vienne 1928.

- HARDEN. — *La fermentation alcoolique, Introduction historique*, Édition Hermann, Paris, 1913.
- HOURLCADE. — *Manuel encyclopédique des Contributions Indirectes*, Librairie administrative Oudin, Poitiers, 1929.
- KUROCZUCKI. — *Panstwowy monopol spirytusowy*, Varsovie, 1928.
- LESREL. — *Les transformations du régime de l'alcool pendant la guerre de 1914 à 1919*, Édition Rousseau, Thèse, Paris, 1919.
- LESOURD. — *Le Guide du Pétrole*, Paris, 1931.
- MAERCKER. — *Traité de la fabrication de l'alcool*, Imprimerie Danel, Lille 1889.
- OUDIN. — *Recueil chronologique des Lois et Contributions Indirectes 1921-1930* (3 volumes), Librairie administrative Oudin.
- POURAUULT. — *Le rhum et sa fabrication*, Paris, 1903.
- POMMARET. — *La politique française des combustibles*, Édition de la Vie Universitaire, 2 volumes, Paris, 1923.
- RICHE. — *Le régime des alcools en France*, Édition Dalloz, Thèse, 1924.
- SAILLARD. — *Betteraves et sucreries de betteraves*, Librairie Baillière, Paris, 1928.
- SOUARY DES BRUSLONS. — *Dictionnaire industriel du Commerce d'Histoire naturelle et des Arts et Métiers*, Copenhague, 1760.

II. Brochures, Conférences, Cours, Rapports

- ATWATER ET BENEDICT. — « An experimental inquiry regarding the nutritive value of alcool », *Ac. des Sciences*, Biblio. Nationale, P⁶ 813-57-1-18-1, Washington, 1902.
- AUBERT (E.) ET LETORT (J.). — *L'alcoolisation de la France*, Édition Bossard, Paris, 1920.
- ALLENET. (R.). — *Les dangers de l'utilisation du plomb tétraéthyl pour rendre l'essence de pétrole « antidétonnante » dans les moteurs automobiles*, Rapport présenté le 2 mars 1932 au VII^e Groupement régional économique.
- ARTAUD (A.). — *Rapport sur le contingentement des rhums* (présenté à l'Assemblée générale des producteurs de sucre et de rhums des Colonies françaises, Imprimerie Française Réunie, 1923).

- BARBARE. — Les Industries agricoles : sucrerie et distillerie (rapport présenté en 1931 au II^e Groupement régional économique).
- BARBET (E.) ET LEGENDRE (G.). — « Un peu de lumière sur la question du Carburant national », *Société d'étude du Carburant national*, Paris, 29 janvier 1924.
- BARTHE. — L'utilisation intensive des matières alcooligènes peut solidariser les intérêts agricoles (Rapport présenté en juin 1931 à la VI^e Section du Congrès International d'Agriculture).
- BERT (José). — Un Carburant National : l'Alcool, Édition Spès.
- BERTILLON (J.). — « Guerre à l'Alcool par l'impôt », *Ligue Nationale contre l'Alcoolisme*, Paris, 1912.
- « La Question du Carburant National » (Conférence faite le 17 janvier 1923 au Palais Bourbon).
- BONNIER. — « Les antidétonants (Communication faite le 4 juin 1931 au Congrès des combustibles, Carburants et lubrifiants nationaux).
- BORRY (E.). — Notice sur la réglementation des dénaturations des vins et alcools, Librairie administrative Oudin, à Poitiers.
- BRILLIE. — « L'Utilisation de l'alcool dans les moteurs (communication faite en juin 1931 au Congrès des Combustibles carburants et lubrifiants nationaux).
- CAILLE. — L'alcoolisme et ses effets (*Brochure de la Ligue Nationale contre l'alcoolisme*, avril, 1913).
- CALLEROT. — « L'industrie de l'alcool dans les Entreprises rurales (Rapport présenté à la VI^e section du XV^e Congrès international d'Agriculture, Prague, juin, 1931).
- CALLEROT. — « L'État des distilleries de betteraves (Rapport présenté au Conseil national économique en décembre 1931).
- CHAMBRIGE. — « Résultats obtenus en Espagne avec divers carburants à base d'alcool (Communication faite au Congrès International des combustibles liquides, Paris, octobre 1922).
- CUSENIER. — « Les moyens d'intensifier la consommation du rhum. », (Conférence faite à la Cité des Informations, Exposition Coloniale, en juillet 1931).
- DUMANOIS. — « La question des antidétonants (communication faite au VI^e Congrès de Chimie Industrielle, Paris, 1926).

- DUMANOIS. — « Considérations sur l'emploi de l'alcool comme carburant » (Conférence faite à Paris, en octobre 1931 au XI^e Congrès de Chimie Industrielle).
- FAES (E.). — « Le Régime de l'alcool » (Communication faite au IV^e Congrès de Chimie Industrielle, Bordeaux, septembre 1925).
- FOUQUE (R.). — « L'alcool carburant africain, son prix de revient comparé à celui de l'alcool de betterave (Communication faite au V^e Congrès de Chimie Industrielle, Paris, 1926).
- GOLDFCHMID ET STAUDT. — Die staatlicse Spirituswirtschaft in Österreich, Vienne, 1929.
- GUINOT. — « Quelques données numériques concernant l'emploi de l'alcool comme carburant », Travaux du Laboratoire des recherches des usines de Melle, juin, 1931.
- GEBHART. — « England's solution of the liquor Problem », National Press Washington.
- GARDINIER. — « L'Alcool » (article extrait de l'ouvrage *Dix ans d'efforts scientifiques et industriels 1914-24*. Publié par la Revue *Chimie et Industrie*).
- GODSCHOT-PASQUET ET GAY (Robert). — « Organisation scientifique régional du concours du Carburant National de Béziers (Communication faite à l'Exposition des Combustibles liquides, Paris, octobre, 1922).
- GUISELIN. — Le Problème complet du Carburant National, Paris, 1924.
- HORAIN. — « L'industrie des alcools en Pologne » (communication faite au Congrès international des combustibles liquides, Paris, octobre 1922).
- HUBENDICK. — « Les essais sur l'alcool carburant en Suède », *Zeitschrift für spiritus industrie*, 1930. n° 35, f° 231,
- JACQUEMINET. — Observations présentées par le Syndicat général des producteurs de rhums au projet de loi instituant un office national de l'alcool (8 novembre 1930).
- « Les rhums des colonies françaises » (Conférence faite le 10 juillet 1931 à la Cité des Informations de l'Exposition Coloniale).
- JAVILLIER. — *Cours de Chimie biologique professée à l'Institut Pasteur de novembre 1923 à mai 1924.*

- JUTEAU. — « La lutte contre l'alcoolisme dans une grande industrie » (Rapport présenté à l'Assemblée Générale de la Croix-Bleue le 24 avril 1923).
- I.E. GRAIN. — « L'alcool et les carburants nécessités » (communication faite le 16 juin 1931 au Congrès des combustibles carburants et lubrifiants nationaux).
- MARILLE. — « La question de l'alcool » (Rapport présenté le 1^{er} juillet 1931 à la Société des Agriculteurs du Nord).
- SIR NATHAN (F.-E.). — « Les combustibles pour moteur, en particulier l'alcool » (Communication faite à l'Exposition Internationale des Combustibles liquides, Paris, octobre 1922).
- PATARD. — « Le Carburant National » (Conférence faite le 10 avril 1924 à l'École des Hautes-Études commerciales).
- PETRLIK (Ch.). — « Les progrès du carburant national dit Dynalkol en Tchécoslovaquie » (Communication faite au IV^e Congrès de Chimie Industrielle, Bordeaux, septembre 1925).
- PIQUE (R.). — « L'Histoire de l'alcool et de la distillerie » (Communication présentée le 17 octobre 1927 au VII^e Congrès de Chimie industrielle).
- « La Chimie dans l'Antiquité et au Moyen-Age », *Bulletin de la Société de Chimie industrielle*, février-mars 1927.
- « Évolution des boissons chez les peuples anciens » (Communication présentée au X^e Congrès de Chimie Industrielle, Liège, septembre 1930).
- PODKOMORSKI. — O właściwej formie monopolu spirytusowego w polsce, Bibliothèque économique de Tygodnika.
- RAY. — « Quelques aspects du problème du Carburant national » (Communication faite au III^e Congrès de Chimie industrielle en octobre 1923).
- ROLICEK. — « Cinq ans de régime de l'alcool en Tchécoslovaquie » (Communication faite au IV^e Congrès de Chimie industrielle, Bordeaux, juin 1925.)
- ROTARIU. — « Politica alcoolului (institute de arte grafice Bucarest).
- REINACH. — « Les lois anti-alcooliques et la guerre » (Conférence faite à la Ligue Française de l'Enseignement le 23 avril 1915).

SCHOTSMANS (H.). — « Facteurs permettant d'abaisser le prix de l'alcool » (Communication faite au Congrès International des Combustibles liquides, Paris, octobre 1922).

SCHWEITZER (Ch.). — L'Etat actuel de la question de l'alcool carburant, Melle, 1932.

THALER. — « L'utilisation des mélanges essence-alcool dans les moteurs à explosion » (communication faite en juin 1931 au Congrès des combustibles carburants et lubrifiants nationaux).

VIMEUX. — « La Betterave » (Rapport présenté au Conseil national économique en février 1932).

WILSON (G.). — « The Alliance year book and temperance reformer's », *Handbook* (Headley Brothers, Londres, 1928).

III. Documents officiels et parlementaires.

BARTHE. — Proposition de loi attribuant à l'État le monopole de la fabrication de l'alcool, présentée le 28 mai 1915, n° 964.

BROUSSE (Emmanuel). — Proposition de loi tendant à instituer le monopole de l'alcool d'industrie en faveur de l'État et à réglementer la consommation des boissons alcooliques, présentée le 10 juin 1915, n° 992.

— Projet de loi sous le contreseing de M. Ribot, ministre des Finances, n° 1241.

TOURNAN. — Rapport fait au nom de la Commission de législation fiscale chargée d'examiner le projet de loi et les deux propositions de loi précédentes, déposé le 11 avril 1916, n° 2034.

BARTHE. — Avis de la Commission de l'Agriculture, déposé le 30 mai 1916, n° 2165.

ROUGER. — Avis de la Commission des boissons, déposé le 14 jui 1916, n° 2210.

SCHMIDT. — Avis de la Commission de l'hygiène publique, déposé le 7 juillet 1916, n° 2301.

BOUFFANDEAU. — Avis de la Commission du budget, déposé le 31 janvier 1917, n° 2943.

- TOURNAN. — « Rapport supplémentaire, déposé le 8 juin 1917, n° 3387.
- BARTHE. — 2^e avis de la Commission de l'agriculture, déposé le 3 août 1917, n° 3736.
- TOURNAN. — 2^e rapport supplémentaire, déposé le 1^{er} mars 1918, n° 4387.
- ROUGER. — 2^e avis de la Commission des boissons, déposé le 12 mars 1918, n° 4430.
- Projet de loi instituant le monopole de l'alcool industriel adopté par la Chambre des Députés le 6 août 1919, n° 1424.
- SARRAUT (Maurice). — Rapport fait au nom de la Commission chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, instituant le monopole de l'alcool industriel déposé le 19 mai 1921, n° 358.
- Rapport supplémentaire, déposé le 16 juin 1922, n° 377.
- BARTHE. — Exposé des motifs de la proposition de loi tendant à rendre obligatoire le mélange d'alcool à l'essence par les importateurs, déposé le 20 novembre 1922.
- SARRAUT (Maurice). — 2^e Rapport supplémentaire, déposé le 12 décembre 1923, n° 808.
- 3^e Rapport supplémentaire, déposé le 30 juin 1926, n° 363.
- DELPRIERRE. — Amendement au projet de loi adopté par la Chambre des Députés instituant le monopole de l'alcool industriel déposé le 16 décembre 1926 (Sénat n° 5).
- GARDEY. — Avis présenté au nom de la Commission des Finances, sur le projet de loi adopté par la Chambre des Députés instituant le monopole de l'alcool industriel, déposé le 22 novembre 1927, n° 582.
- DONON. — Avis présenté au nom de la Commission de l'agriculture sur le projet de loi adopté par la Chambre des Députés, instituant le monopole de l'alcool industriel, déposé le 29 mars 1909, n° 261.
- TOURNAN. — IV^e Rapport supplémentaire fait au nom de la Commission chargée d'examiner le projet de loi adopté par la Chambre des députés instituant le monopole de l'alcool industriel déposé le 17 juin 1930 (Sénat n° 353).

TOURNAN. — V^e Rapport supplémentaire déposé le 11 juin 1931 (Sénat n^o 551).

GARDEY. — Avis supplémentaire au nom de la Commission des finances déposé le 3 décembre 1931 (Sénat n^o 838).

Journal Officiel. — Voir références dans le texte.

Bulletin de statistique et de législation comparées.

Rapport présenté à la Commission des Douanes de la Chambre des Députés le 5 février 1930 par la Confédération générale des planteurs de Betteraves.

IV. Publications

A. Quotidiens

L'Ami du Peuple. — « La Nouvelle offensive de l'alcool carburant » (numéro du 14 mai 1931).

L'Auto. — « Une nouvelle sorte de Carburant national », article de M. H. Petit, numéro du 13 mai 1931).

Le Bulletin des Halles. — « Pour conjuguer la surproduction viticole », numéro du 25 juin 1930.

Le Capital. — « Progrès de l'Alcool industriel », numéro du 5 décembre 1928

— « Le Régime définitif de l'alcool est indispensable », numéro du 11 juillet 1930.

La Gazzetta uffuciale del regno d'Italia. — Année 1930, n^o 38-90, année 1931 (n^o 140 et 162).

L'Information Financière. — « La production d'alcool doit être contrôlée », numéro du 31 janvier 1922.

Les Intérêts marocains. — « Les distilleries au Maroc », numéro du 6 avril 1923.

La Journée industrielle. — « La réforme du régime de l'alcool en Suisse » (article de M. Turmann dans le numéro du 4 avril 1930)

Le Petit Méridional. — Série d'articles de M. Barthe parue en septembre 1930 sur le problème de l'alcool et le rapport Tournan ».

Sans Fil. — « Où en est le Carburant national » (article paru le 12 juin 1931).

Le Temps. — « Lettre de M. Damecour sur le privilège des bouilleurs de cru », (n° 24 avril 1931).

B. Hebdomadaires

Le Courrier des Pétroles. — « Le mélange essence-alcool en Tchécoslovaquie » (numéro du 7 septembre 1931).

— « Les travaux du Congrès des Carburants Nationaux (juin à septembre 1931). »

L'Illustration économique et financière. — « Le marché de l'alcool numéro du 22 septembre 1928.

L'Illustration. — « Article de M. Baudry de Saulnier sur l'alcool carburant », paru dans le numéro consacré au Salon de l'Automobile 1931.

Le Journal des Contributions indirectes. — Articles parus sur :

— « Le Régime de l'Alcool en Tunisie » (numéro du 22 avril 1930).

— « Les livraisons obligatoires d'alcool de vins » (numéro du 22 juillet 1930).

— « Le Contrôle de la Gestion Financière du Service des Alcools » (numéro du 1^{er} décembre 1930).

— « La transformation de la taxe de luxe sur les spiritueux (numéro du 1^{er} janvier 1931).

— « Le régime de l'alcool » (numéros du 1^{er} et du 8 mars 1931).

— « Les revendications des Bouilleurs de cru » (numéros du 22 mars et 8 mai 1931).

Le Journal des Fabricants de sucre. — « L'expérience de l'Alcool carburant au Brésil » (numéro du 11 avril 1930).

Le Nord Industriel. — « L'alcool améliore les carburants », (article de M. Hanicote, paru dans le numéro de novembre 1931).

La Revue Pétrolifère. — « Le Régime de l'Alcool », (article de M. Frabot, paru le 24 février 1923).

La Revue Viticole. — « La libération fiscale du commerce des boissons par l'institution d'une taxe unique sur l'alcool » (numéro du 22 janvier 1931).

C. Périodiques

Annuaire de l'Office des combustibles liquides.

Agriculture et Industrie. — « Essence et alcool », (article de M. Lenda paru dans le numéro de décembre 1931).

Bulletin du Syndicat national des vins et spiritueux, Paris, 103, Boulevard Haussmann, années 1929-30-31.

Bulletin de la Société d'agriculture de l'arrondissement de Meaux. — « Les démonstrations contrôlées des tracteurs agricoles fonctionnant au Carburant National, (article de M. Mordret, paru dans le numéro de juillet 1931).

La C.G.V. — « Les livraisons obligatoires d'alcools de vins », numéro du 10 juillet 1930.

L'Etoile Bleue. — « Sur l'alcoolisme et le privilège des bouilleurs de cru », (articles de M. Riemain).

La Revue de Paris. — « Sur les emplois et la législation de l'alcool », articles de M.H.-R. Savary, (nos du 15 janvier et 15 mai 1909 et du 1^{er} janvier 1920.

La Science Médicale pratique. — « Considération médico-légale sur l'alcoolisme », (article paru le 1^{er} juillet 1928, par le Dr. Lévy-Valensi).

TABLE DES MATIERES

LE REGIME DES ALCOOKS D'INDUSTRIE ET DES ALCOOKS DE BOUCHE EN FRANCE

INTRODUCTION	1
--------------------	---

CHAPITRE I : *Généralités sur les alcools.*

I. Définitions et propriétés	5
II. Matières premières servant à la fabrication des alcools.	7
III. Classification scientifique	9
IV. Classification légale et commerciale.....	12
V. Utilisation.	16

CHAPITRE II : *Historique.*

I. L'alcool dans l'antiquité, au Moyen-Age et sous l'Ancien Régime	19
II. Le développement de la production des Al- cools au XIX ^{me} siècle	26
1. Progrès techniques réalisés de 1800 à 1900	26
2. Mesures législatives du XIX ^{me} siècle ..	31
III. Production et consommation d'alcool de 1900 à 1930	42

CHAPITRE III : *L'hygiène.*

- I. L'alcoolisme..... 49
- II. La lutte anti-alcoolique..... 53

CHAPITRE IV : *L'alcool vis-à-vis de l'agriculture et de la défense nationale.*

- I. L'alcool et l'Agriculture. 65
 - 1. L'alcool d'industrie et la prospérité des régions du Nord et de la France . 66
 - 2. Rôle joué par l'alcool de bouche sur la prospérité agricole du Midi et de l'Ouest de la France. 71
- II. Le point de vue de la Défense Nationale. ... 74
 - Conclusions..... 76

CHAPITRE V : *Le régime fiscal des alcools.*

- I. Régime fiscal avant la guerre 78
- II. Modifications apportées à ce régime depuis 1914 82
- III. Régime fiscal actuel et projets en cours 86

CHAPITRE VI : *La Dénaturation.*

- I. Historique 96
- II. Mesures de contrôle des alcools dénaturés 101
- III. Différents modes de dénaturation et classification des alcools dénaturés. 103
 - 1. Les alcools de commerce 103
 - 2. Les alcools simplement méthylés 105
 - 3. Les alcools destinés à la force motrice . 106
 - 4. Les produits à base d'alcool, dans lesquels des procédés spéciaux de dénaturation sont utilisés. 108

CHAPITRE VII : *Le privilège des bouilleurs de cru.*

I. Historique	111
II. La loi du 28 février 1923	121
III. Arguments des défenseurs et de ceux qui désirent la réglementation du privilège	126

CHAPITRE VIII : *L'institution du régime provisoire.
Ses conséquences.*

I. Les causes de l'Institution de ce Régime ...	131
II. La loi du 30 juin 1916	134
III. Prorogation du Régime provisoire	138
IV. L'accord de Béziers du 8 avril 1922.	141

CHAPITRE IX : *Le Carburant National.*

I. Historique. La loi du 28 février 1923	147
II. Critiques adressées au Carburant National Réfutations.	155
III. Avantages des mélanges alcool-essence ; ..	161
IV. Situation du problème du Carburant Na- tional en 1932.....	164

CHAPITRE X : *Organisation du service des alcools*

I. Origine du Service des Alcools.	175
II. Fonctionnement du Service des alcools	176
1. Achats	177
2. Ventes	181
Conditions requises pour pouvoir être acheteur d'alcool d'industrie :	
a) Exercer l'une des industries dites privilégiées	182
b) Prendre position d'entrepô- taire	184

c) Souscrire l'engagement d'utiliser l'alcool à l'usage indiqué dans un délai de trois mois	186
3. Prix des alcools de rétrocession.	190
III. Gestion financière du Service des Alcools ..	193
CHAPITRE XI : <i>Fixation du prix d'achat de l'alcool</i> <i>d'industrie</i>	
I. Fixation du prix d'achat de l'alcool de Bet- teraves la formule de parité	200
II. Fixation du prix d'achat des alcools de mé- lasses et de grains.	212
III. Fixation du prix d'achat des alcools de Syn- thèse.	214
IV. Les lois des 19 avril et 19 décembre 1930 ainsi que celle du 4 juillet 1931 sur les achats d'alcools de vins.	215
CHAPITRE XII : <i>La législation des rhums et tafias</i> <i>coloniaux</i>	
222	
CHAPITRE XIII : <i>La législation de l'alcool dans nos</i> <i>principales colonies</i>	
236	
CHAPITRE XIV : <i>La législation de l'alcool dans les</i> <i>principaux pays étrangers</i>	
I. Pays à Monopole d'Etat, ...	246
II. Pays à Monopole de fait, ...	254
III. Pays de liberté, ...	265
IV. Pays où la consommation de l'alcool est pro- hibée	272

CHAPITRE XV : *Les projets de loi sur le monopole de
l'alcool en France.*

I. Projets avant et pendant la guerre — Le vote de la loi du 6 août 1919 par la Chambre des Députés.	276
II. Les rapports Sarraut	281
III. L'avis présenté par M. Gardey, au nom de la Commission des Finances	290
IV. Le rapport de M. Donon, au nom de la Commission de l'Agriculture.....	296
V. Les rapports Tournan et le 2 ^{me} avis de M. Gardey.....	304

CONCLUSION	319
------------------	-----

BIBLIOGRAPHIE :

I. Livres.	327
II. Brochures. Conférences. Cours. Rapports.	328
III. Documents officiels et Parlementaires....	332
IV. Publications :	
A. Quotidiens	334
B. Hebdomadaires	335
C. Périodiques, ...	336

Achévé d'imprimer le onze mai
mil neuf cent trente deux
par les presses du
maître-imprimeur
BOISSEAU
à Toulouse



